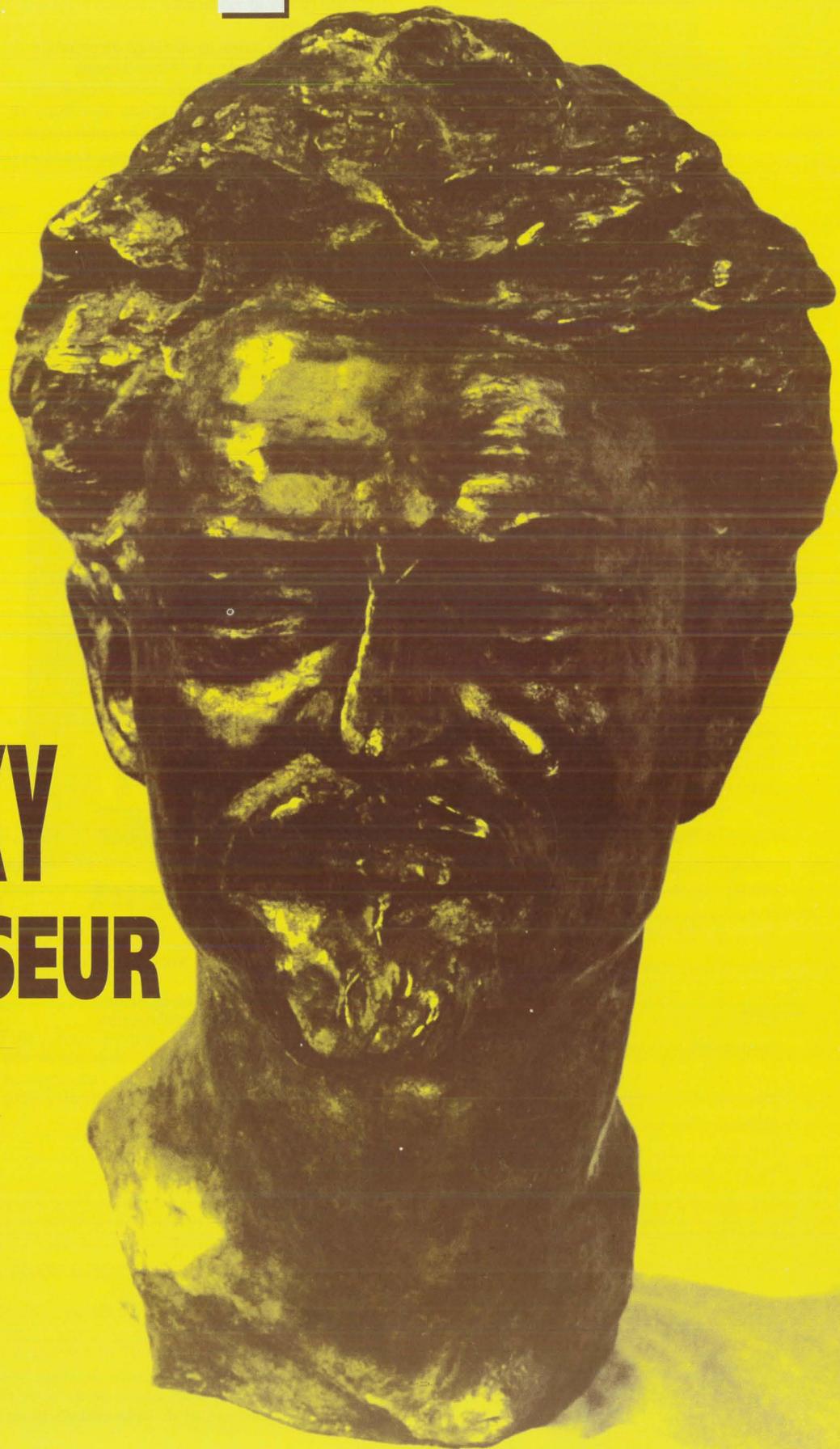


● correspondance de presse internationale

numéro
spécial

inprecor



TROTSKY
LE PENSEUR
DU XX^e
SIÈCLE

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter Inprecor sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF POP² SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31.

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En couverture de ce numéro nous avons employé la photographie du buste de Trotsky réalisé par Claire Sheridan et le portrait de Trotsky par Youri Annenkov. Enfin nous avons largement puisé dans les iconographies de Léon Trotsky réalisées par David King.

Sommaire

juillet-septembre 2000, n° 449-450

NUMÉRO SPÉCIAL

Introduction	(réd)	3
Trotsky, le penseur du XX^e siècle		
Actualité de la révolution permanente	Michael Löwy	4
La question du parti ou le point faible de Trotsky	François Vercammen	9
À lire sur Léon Trotsky	(J.-M. K.)	14
Instruments de lutte du prolétariat et dialectique démocratique	Livio Maitan	15
Démocratie directe au Sud du Brésil	Luis Pilla Vares	21
Trotsky et la culture	Michel Lequenne	24
Celui qui analysa la société du mensonge déconcertant	Jan Malewski	27
De l'Opposition de gauche à la IV ^e Internationale	Jean-Michel Krivine	35
Mieux comprendre le fascisme pour mieux le combattre	Manuel Kellner	39
Un analyste du développement capitaliste, deux documents	(L. M.)	51
— Sur la dynamique à long terme de l'économie capitaliste (1921)	Léon Trotsky	51
— Sur la théorie des « cycles longs » du prof. Kondratiev (1923)	Léon Trotsky	52

Archives du stalinisme

De Trotsky à Hitler (extraits)	Cahiers du communisme (1947)	53
Staline, l'homme que nous aimons le plus (extraits)	PCF (1950)	53
L'assassinat de Trotsky par ses assassins	Lev Vorobiev	54
Ramon Mercader, assassin de Trotsky, fort mal recompensé	Interview de Luis Mercader	63

Repères historiques

67



La collection reliée d'Inprecor 1999 est parue !

Vous y trouverez les Inprecors du n° 432 au n° 442 et l'index thématique de l'année 1999. Vous pouvez la commander en nous faisant parvenir un chèque de 100 francs à l'ordre de la PECEI. Mais ne tardez pas trop : les exemplaires disponibles sont en nombre limité et il n'y aura pas de second tirage...

Enfin, pour les retardataires, il existe encore **quelques** exemplaires de la collection reliée 1998 (n° 420 à 431) au prix de 120 francs.

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- Europe - Afrique du Nord 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- Autres destinations 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** (120 FF, 6 mois)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).



Léon Trotsky (1879-1940)

Président du soviet de St Petersburg lors de la révolution de 1905 puis à nouveau en octobre 1917, dirigeant du Comité militaire révolutionnaire qui organisa l'insurrection à Petrograd en octobre 1917, négociateur de la paix à Brest-Litovsk, fondateur de l'Armée rouge, polémiste acharné contre Lénine avant 1914 puis son proche collaborateur dès 1917, combattant contre la dégénérescence de la révolution russe après 1923, exclu du parti communiste en 1927, déporté en 1928, banni en 1929, assassiné par un agent stalinien en 1940 dans son exil mexicain — la vie de Léon Trotsky c'est confondue avec la fabuleuse montée du mouvement révolutionnaire au début du XXe siècle et sa chute qui précéda la seconde guerre mondiale.

Une tentative d'explication du XX^e siècle



La parution de ce numéro spécial d'Inprecor coïncide avec le soixantième anniversaire de l'assassinat de Trotsky — un crime que ses auteurs et leurs successeurs ont nié durant plus de cinquante ans. Nous l'avons consacré en grande partie à quelques aspects de la réflexion théorique de Trotsky. Nous y avons également inclus deux extraits de textes d'époque qui montreront aux plus jeunes à quel niveau de calomnie et d'ignominie s'étaient haussés les dirigeants du PCF et également deux textes russes actuels qui témoignent de la gêne des anciens apparatchiks à reconnaître la vérité. Plus qu'un hommage — qui serait pourtant mérité — nous avons tenté de répondre à la question en quoi, soixante ans après sa mort, l'apport théorique de Trotsky garde encore une actualité.

Théoricien des contradictions capitalistes, théoricien et praticien de la révolution, Trotsky a aussi analysé, tout en luttant pour essayer de les éviter, les deux défaites les plus importantes du mouvement ouvrier mondial : la dégénérescence bureaucratique du premier État ouvrier et la montée victorieuse du fascisme.

Qualifié de « prophète » par son biographe Isaac Deutscher à cause de l'impressionnante capacité de vérification à posteriori de nombre de ses prévisions, Trotsky a surtout laissé une grille de lecture des principaux tournants historiques du XX^e siècle, qui permet de rendre celui-ci intelligible. Cela revêt aujourd'hui d'autant plus d'importance que la trahison social-démocrate dès 1914, puis la dégénérescence stalinienne ont non seulement dénaturé la théorie marxiste, mais ont été jusqu'à falsifier l'histoire, en emmêlant les faits véridiques et les mensonges à un point jamais rencontré jusqu'alors. L'effondrement final de la monstrueuse construction stalinienne et la restauration capitaliste qui lui succède en URSS n'ont pas permis de déblayer le terrain historique des falsifications accumulées sous Staline (dont la prétendue continuité du bolchevisme et du stalinisme n'est pas la moindre). L'œuvre léguée par Trotsky n'en est que plus importante pour tous ceux qui veulent refonder le mouvement d'émancipation de l'humanité. ■



En haut, à gauche : Trotsky à Obdorsk, en route pour la Sibérie (1906). Au centre : Trotsky prend la parole au meeting du 5 mai 1920, Lénine et Kamenev l'écourent sur la tribune. En bas : Trotsky en 1917.

A droite : 1926, enterrement de Félix Dzerjinsky. En 1923 sa proposition que les membres du parti dénoncent au GPU toute activité oppositionnelle à convaincue Trotsky d'entamer la bataille pour un "cours nouveau" (Trotsky au centre, Staline à l'extrême droite).



Actualité de la révolution permanente

Par
Michael Löwy*

La théorie de la révolution permanente n'est pas une spéculation métaphysique mais une tentative de répondre à une des questions les plus dramatiques de notre époque : comment résoudre les problèmes sociaux terribles dont souffrent les pays capitalistes dépendants — « *coloniaux et semi-coloniaux* » dans le langage de l'époque — comment leur permettre d'échapper à la paupérisation, aux dictatures, aux régimes oligarchiques, à la domination étrangère ? Cette théorie a été sans doute une des contributions les plus importantes et les plus novatrices de Trotsky au marxisme du XX^e siècle. Comment est-elle surgie et quelle est sa portée aujourd'hui, à la veille d'un nouveau siècle ?

En Russie (1906-1917)

L'idée de révolution permanente — d'abord uniquement rattachée à la problématique russe — apparaît pour la première fois dans les écrits de Lev Davidovitch au cours de la tourmente révolutionnaire de 1905-1906 en Russie. Les thèses de Trotsky sur la nature de cette révolution constituaient une rupture radicale avec les idées dominantes dans la Seconde Internationale au sujet de l'avenir de la Russie. Marx et Engels n'avaient pas

* Michael Löwy est chercheur au CNRS. Auteur de nombreuses études, dont, en particulier *Sur la Révolution Permanente* (Cahier d'étude et de recherche de l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (1987) et, récemment, *Étoile du Matin, Surréalisme et Marxisme*, Paris, Syllepse 2000.

1. Marx, Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Pékin, 1966, p. 6.

2. Sur les différences entre Parvus et Trotsky, voir Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente : la pensée politique du jeune Trotsky*, Paris, Maspero, 1974. Sur les convergences et divergences entre Lénine, Rosa Luxembourg et Trotsky, voir le remarquable livre de Norman Geras, *The Legacy of Rosa Luxemburg*, London, New Left Books, 1976.

hésité à suggérer, dans leur préface à l'édition russe du *Manifeste Communiste* (1892), que « *si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste* » (1). Cependant, après leur mort, cette piste — suspecte d'affinité avec le populisme russe — fut abandonnée. Bientôt il est devenu une prémisse universelle — presque un article de foi — chez les marxistes "orthodoxes", russes ou européens, que la future révolution russe aurait nécessairement, inévitablement, un caractè-



re strictement démocratique bourgeois : abolition du tsarisme, établissement d'une république démocratique, suppression des vestiges féodaux dans les campagnes, distribution des terres aux paysans. Toutes les fractions de la Social-démocratie russe prenaient cette présupposition comme leur point de départ incontesté ; si elles se disputaient entre elles, c'était sur les différentes interprétations du rôle du prolétariat dans cette révolution bourgeoise, et de ses alliances de classe : fallait-il privilégier la bourgeoisie libérale (mencheviks) ou la paysannerie (bolcheviks) ?

Trotsky éte le premier et pour beaucoup d'années le seul marxiste à mettre en question ce dogme sacro-saint. Il fut, avant 1917, le seul à envisager non seulement le rôle

hégémonique du mouvement ouvrier dans la révolution russe — thèse partagée aussi par Parvus, Rosa Luxembourg et, dans certains textes, Lénine — mais aussi la possibilité d'une transcendance de la révolution démocratique en révolution socialiste.

C'est au cours de l'année 1905, dans divers articles pour la presse révolutionnaire, que Trotsky va formuler pour la première fois sa nouvelle doctrine — systématisée plus tard dans la brochure *Bilan et Perspectives* (1906). Il a été sans doute influencé par Parvus, mais celui-ci n'a jamais dépassé l'idée d'un gouvernement ouvrier accomplissant un programme strictement démocratique (bourgeois) : il voulait bien changer la locomotive de l'Histoire mais par ses rails...(2)

Le terme « *révolution permanente* » semble avoir été inspiré à Trotsky par un article de Franz Mehring dans la *Neue Zeit* en novembre 1905 ; mais le sens que lui attribuait l'écrivain socialiste allemand était beaucoup moins radical et plus vague que celui qu'il recevra dans les écrits du révolutionnaire russe. Trotsky a été le seul à oser suggérer, dès 1905, la possibilité d'une révolution accomplissant des « *tâches socialistes* » — c'est-à-dire l'expropriation des grands capitalistes — en Russie, hypothèse unanimement rejetée par les autres marxistes russes comme utopique et aventurière.

Une étude attentive des racines de l'audace politique de Trotsky et de sa théorie de la révolution permanente montre que ses positions étaient fondées sur une interprétation du marxisme et de la méthode dialectique, très distincte de l'orthodoxie régnante dans la Deuxième Internationale. Cela peut s'expliquer, au moins en partie, par l'influence de Labriola, le premier philosophe marxiste étudié par le jeune Trotsky, dont la démarche, d'inspiration hégélo-marxiste, était aux antipodes du positivisme et du matérialisme vulgaires si influents à l'époque. Voici quelques unes des caractéristiques distinctives de la méthodologie marxiste à l'œuvre dans les écrits du jeune Trotsky et dans sa théorie de la révolution

russe :

1. Partisan d'une conception dialectique de l'unité des contraires, Trotsky critique la séparation rigide pratiquée par les bolchéviques entre le pouvoir socialiste du prolétariat et la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » comme une « opération logique, purement formelle ». De même, dans un passage étonnant d'une polémique contre le menchevique Tcherevanine, il condamne le caractère analytique — c'est à dire abstrait, formel, pré-dialectique — de sa démarche politique : « Tcherevanine met sur pied une tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique » (3).

2. Trotsky rejette explicitement l'économisme, un des traits essentiels du marxisme de Plekhanov. Cette rupture est une des présuppositions méthodologiques fondamentales de la théorie de la révolution permanente, comme l'atteste ce passage bien connu de Bilan et Perspectives : « Imaginer que la dictature du prolétariat dépende en quelque sorte automatiquement du développement et des ressources techniques d'un pays, c'est tirer une conclusion fautive d'un matérialisme "économique" simplifié jusqu'à l'absurde. Ce point de vue n'a rien à voir avec le marxisme » (4).

3. La conception de l'Histoire chez Trotsky n'est pas fataliste mais ouverte : la tâche du marxisme, écrit-il, c'est de « découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement » (5). La révolution permanente n'est pas un résultat déterminé d'avance, mais une possibilité objective, légitime et réaliste, dont l'accomplissement dépend d'innombrables facteurs subjectifs et événements imprévisibles.

4. Tandis que la plupart des marxistes russes tendent, à cause de leur polémique avec le populisme, à nier toute spécificité à la formation sociale russe, et insistent sur la similarité inévitable entre le développement socio-économique de l'Europe occidentale et l'avenir de la Russie, Trotsky formule une position dialectique nouvelle. Critiquant aussi bien le particularisme slavophile des Narodniki et l'universalisme abstrait des mencheviques, il développe une analyse concrète qui rend compte simultanément des spécificités de la formation russe et de l'impact des tendances générales du développement capitaliste sur le pays.

C'est la combinaison de toutes ces innovations méthodologiques qui a fait de Bilan et Perspectives — la célèbre brochure écrite par Trotsky en prison, au cours de l'année 1906 — un texte unique. A partir d'une étude du développement inégal et combiné

(le terme n'apparaît pas encore) en Russie — qui a pour résultat une bourgeoisie faible et à moitié étrangère, et un prolétariat moderne et exceptionnellement concentré — il aboutit à la conclusion que seul le mouvement ouvrier, soutenu par la paysannerie, peut accomplir la révolution démocratique en Russie, en renversant l'autocratie et le pouvoir des propriétaires fonciers. En réalité, cette perspective d'un gouvernement ouvrier en Russie était partagée par d'autres marxistes russes — notamment Parvus. La nouveauté radicale de la théorie de la révolution permanente était située moins dans sa définition de la nature de classe de la future révolution russe que dans sa conception de ses tâches historiques. La contribution déci-



sive de Trotsky était l'idée que la révolution russe pouvait dépasser les limites d'une profonde transformation démocratique et commencer à prendre des mesures anti-capitalistes à contenu clairement socialiste. Son principal argument pour justifier cette hypothèse iconoclaste était tout simplement que « la domination politique du prolétariat est incompatible avec son esclavage économique ». Pourquoi le prolétariat, une fois au pouvoir, et contrôlant les moyens de coercition, devrait-il continuer à tolérer l'exploitation capitaliste ? Même s'il voulait se limiter d'abord à un programme minimum, il serait conduit, par la logique même de sa position, à prendre des mesures collectivistes. Cela dit, Trotsky était aussi convaincu que, sans l'extension de la révolution en Europe occidentale, le prolétariat russe pourrait difficilement se maintenir longtemps au pouvoir.

Commentant les idées avancées par Trotsky dans Bilan et Perspectives, Isaac Deutscher écrivait, dans un des plus beaux passages de sa biographie du fondateur de

l'Armée Rouge : « Que son message suscite l'horreur ou l'espoir, que l'on tienne son auteur pour le héros inspiré d'une ère nouvelle unique dans l'histoire par sa grandeur et ses réalisations, ou comme le prophète de la catastrophe et du malheur, on ne peut qu'être impressionné par l'ampleur et l'audace de la vision. Il embrassait l'avenir comme, du sommet d'une haute montagne, on découvre un immense territoire inconnu dont on distingue, dans le lointain, les grands axes d'orientation. (...) Il se méprit sur la direction exacte d'une grande route ; plusieurs jalons distincts lui apparurent comme s'ils n'en faisaient qu'un ; et il n'aperçut pas l'un des dangereux ravins escarpés où il devait un jour faire une chute fatale. Mais la compensation fut l'ampleur unique du panorama qu'il avait sous les yeux. Comparées au tableau que Trotsky esquissa dans sa cellule de la forteresse, les prédictions politiques des plus illustres et plus avisés de ses contemporains, sans excepter Lénine et Pléhanov, apparaissent timides et confuses » (6).

En effet, les événements de 1917 ont dramatiquement confirmé les prévisions fondamentales de Trotsky douze années plus tôt. L'incapacité des partis bourgeois et de leurs alliés dans l'aile modérée du mouvement ouvrier à répondre aux aspirations révolutionnaires de la paysannerie, et au désir de paix de la population a créé les conditions pour une radicalisation du mouvement révolutionnaire de février à octobre. Ce qu'on appelait « les tâches démocratiques » n'ont été réalisées, en ce qui concerne la paysannerie, qu'après la victoire des soviets (7). Mais une fois au pouvoir, les révolutionnaires d'octobre n'ont pas pu se limiter à des réformes uniquement démocratiques ; la dynamique de la lutte de classe les a obligés à prendre des mesures explicite-

3. Trotsky, 1905, Paris, Minuit, 1969, pp. 374, 383.

4. Trotsky, Bilan et Perspectives, dans 1905, p. 420.

5. Trotsky, Bilan et Perspectives, 1905, p. 397.

6. Isaac Deutscher, Trotsky. 1. le prophète armé, Paris, Julliard, 1962, pp. 222-223. Deutscher ajoute ceci : « Cette brochure de quatre-vingt pages comprend toute la substance de sa pensée. Pendant tout le reste de sa vie, comme dirigeant de la révolution, comme créateur et chef de l'armée, comme animateur de la nouvelle Internationale et enfin comme exilé pourchassé, il défendra et explicitera les thèses qui se trouvent ramassées dans son ouvrage de 1906 ».

7. Comme l'écrivait Lénine plus tard, « ce furent les bolchéviques (...) qui, grâce à la victoire de la révolution prolétarienne, ont aidé les paysans à mener la révolution démocratique bourgeoise vraiment jusqu'au bout ». Lénine, Œuvres Complètes, Moscou, vol. 28, p. 314.

Léon Trotsky (1879-1940)



A la tribune du 12^e Congrès du Parti bolchevik (1923)

ment socialistes. En effet, confrontés au boycott économique des classes possédantes et à la menace croissante d'une paralysie générale de la production, les bolchéviques et leurs alliés ont été conduits — bien plus tôt que prévu — à exproprier le capital : en juin 1918, le Conseil des Commissaires du Peuple décrétait la socialisation des principales branches de l'industrie.

En d'autres termes : la révolution de 1917 a connu un processus de développement révolutionnaire ininterrompu depuis sa phase « *bourgeoise-démocratique* » (inachevée) de février jusqu'à sa phase « *prolétarienne-socialiste* » qui commence en octobre. Avec le soutien de la paysannerie, les Soviets ont combiné les mesures démocratiques (la révolution agraire) avec les mesures socialistes (l'expropriation de la bourgeoisie), ouvrant une « *voie non-capitaliste* », une période de transition au socialisme. Mais le parti bolchévique n'a pu prendre la direction de ce gigantesque mouvement social qui a « *ébranlé le monde* » que grâce à la réorientation stratégique radicale initiée par Lénine en avril 1917, selon une perspective assez proche de la révolution permanente. Inutile d'ajouter que Trotsky, en tant que président du soviet de Petrograd, dirigeant du parti bolchévique et fondateur de l'Armée rouge a lui-même joué un rôle déterminant dans la « *transcroissance* » socialiste de la révolution d'octobre.

Reste la question controversée de l'extension internationale de la révolution : les événements ont-ils confirmé la prévision conditionnelle de Trotsky — sans révolution en Europe, le pouvoir prolétarien en Russie est condamné ? Oui et non. La démocratie ouvrière en Russie n'a pas survécu à la défaite de la révolution européenne (en 1919-

23) ; mais son déclin n'a pas produit, comme le pensait Trotsky en 1906, une restauration du capitalisme (celle-ci n'aura lieu que bien plus tard, après 1991) mais un développement imprévu : le remplacement du pouvoir ouvrier par la dictature d'une couche bureaucratique issue du mouvement ouvrier lui-même.

Une stratégie pour les pays périphériques

C'est dans la deuxième moitié des années vingt que Trotsky va élaborer, au travers d'affrontements politiques et théoriques acharnés avec le stalinisme, les implications internationales de la théorie de la révolution permanente. Sa réflexion a été catalysée par la dramatique explosion de la lutte de classes en Chine en 1925-27, tout comme la première avait été stimulée par la révolution russe de 1905.

Dans le livre *La révolution permanente* (1928), Trotsky a, pour la première fois, présenté ses thèses sur la dynamique de la révolution sociale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (selon la terminologie de l'époque) de manière systématique, comme théorie valable à l'échelle mondiale. Il s'agit tout d'abord d'une polémique contre la désastreuse politique chinoise du Komintern stalinisé, qui voulait imposer aux communistes chinois la doctrine de la révolution par étapes — la révolution démocratique-bourgeoise comme étape historique séparée — et l'alliance avec la bourgeoisie nationale, représentée par le Kuomintang de Chiang-Kai-shek. Or, insiste Trotsky, en Chine, comme en Russie tsariste, la bourgeoisie, qui se sent déjà menacée par le mouvement ouvrier socialiste, ne pourra plus jouer un rôle révolutionnaire et anti-impérialiste conséquent : c'est seulement le prolétariat, en alliance avec la paysannerie, qui pourra accomplir le programme démocratique, agraire et national, dans un processus ininterrompu de « *transcroissance* » de la révolution démocratique en socialiste.

Le fondement théorique le plus général de cette réflexion est sans doute la loi du développement inégal et combiné, déjà implicite dans les écrits de 1906 ou dans les polémiques de 1928, mais formulée pour la première fois de façon explicite dans

L'Histoire de la Révolution russe (1930). Elle permit à Trotsky de transcender la conception évolutionniste de l'Histoire qui faisait de celle-ci une succession d'étapes rigides prédéterminées, et d'élaborer une interprétation dialectique du processus historique, qui intègre l'inégalité de rythme — les pays « *retardataires* » contraints d'avancer par bonds — et le développement combiné, dans le sens du rapprochement des phases distinctes et de l'amalgame des formes archaïques avec les plus modernes. De cette approche découlent des conclusions politiques et stratégiques décisives : la fusion/articulation des conditions socio-économiques les plus avancées avec les plus arriérées est le fondement structurel de la fusion ou combinaison des tâches démocratiques et socialistes dans un processus de révolution permanente. Ou encore, pour présenter le problème sous un autre jour, une des principales conséquences politiques du développement inégal et combiné est la persistance inévitable de tâches démocratiques non résolues dans les pays capitalistes périphériques.

Rejetant l'évolutionnisme vulgaire de la doctrine stalinienne de la révolution par étapes, Trotsky souligne, dans *La révolution permanente*, qu'il ne saurait y avoir, en Chine et dans les autres pays « *orientaux* » — l'Amérique Latine ou l'Afrique étaient encore hors de son champ d'intérêt — une étape démocratique séparée et complète, sorte de préalable historique à une deuxième étape, de type socialiste. Les seules forces révolutionnaires authentiques sont le prolétariat et la paysannerie, et une fois qu'elles auront pris le pouvoir, « *la révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente* » (8).

D'un point de vue logique métaphysique et abstrait, il est peut-être possible de distinguer deux étapes séparées, mais dans la logique réelle du processus révolutionnaire elles se combineront organiquement dans un tout dialectique (9). Comme l'a écrit Trotsky sans sa préface au livre de Harold Isaacs sur la Chine, « *les révolutions, ont l'a dit plus d'une fois, ont leur logique propre. Mais ce n'est pas la logique d'Aristote, et encore moins la semi-logique pragmatique du "sens commun". C'est la fonction la plus haute de la pensée : la logique du développement et de ses contradictions, c'est-à-dire la dialectique* » (10).

La principale limitation de l'analyse de Trotsky est de nature « *sociologique* » plutôt que stratégique : considérer la paysannerie uniquement comme « *soutien* » du proléta-

8. L. Trotsky, *La révolution permanente*, dans *De la Révolution*, Paris, Minuit, 1963, p. 366.

9. Ibid. pp. 334, 345

10. L. Trotsky, *Révolution et guerre en Chine*, *Œuvres*, vol. 16, ILT, 1985, p. 149

riat révolutionnaire et comme classe de « *petits propriétaires* » dont l'horizon ne va pas au-delà des demandes démocratiques. Il a du mal à admettre, par exemple, une Armée rouge chinoise composée en sa grande majorité de paysans. Son erreur — comme celle de la plupart des marxistes russes et européens — fut d'assumer, sans examen critique, l'analyse de Marx (dans le *18 Brumaire*) sur la paysannerie française comme classe atomisée et l'appliquer aux nations coloniales et semi-coloniales dotées de caractéristiques très différentes. Cependant, dans un de ses derniers écrits, *Trois conceptions de la révolution russe* (1939) il observe : « le marxisme n'a jamais donné à son appréciation de la paysannerie comme classe non-socialiste un caractère absolu et immuable » (11).

La théorie de la révolution permanente a été doublement vérifiée au cours de l'histoire du XX^e siècle. D'une part, par les désastres résultant de l'étapisme, de l'application aveugle, par les partis communistes des pays dépendants, de la doctrine stalinienne de la révolution par étapes et du bloc avec la bourgeoisie nationale, depuis l'Espagne de 1936 jusqu'à l'Indonésie de 1965 ou le Chili de 1973. D'autre part, parce que cette théorie, telle qu'elle a été formulée dès 1906, a largement permis de prédire, d'expliquer et d'éclairer les révolutions du XX^e siècle, qui ont été toutes des révolutions « *permanentes* » dans les pays périphériques. Ce qui s'est passé en Russie, en Chine, en Yougoslavie, au Vietnam ou à Cuba a correspondu, dans ses grandes lignes, à l'idée centrale de Trotsky : la possibilité d'une révolution ininterrompue et combinée — démocratique et socialiste — dans un pays du capitalisme périphérique, dépendant ou colonial. Le fait que, dans l'ensemble, les dirigeants des mouvements révolutionnaires après Octobre 1917 n'aient pas reconnu le caractère « *permanent* » de ceux-ci (avec quelques exceptions, dont Ernesto Che Guevara), ou ne l'aient fait qu'a posteriori et dans une terminologie différente, n'enlève rien à cette correspondance historiquement effective.

L'autre dimension de la théorie qui s'est

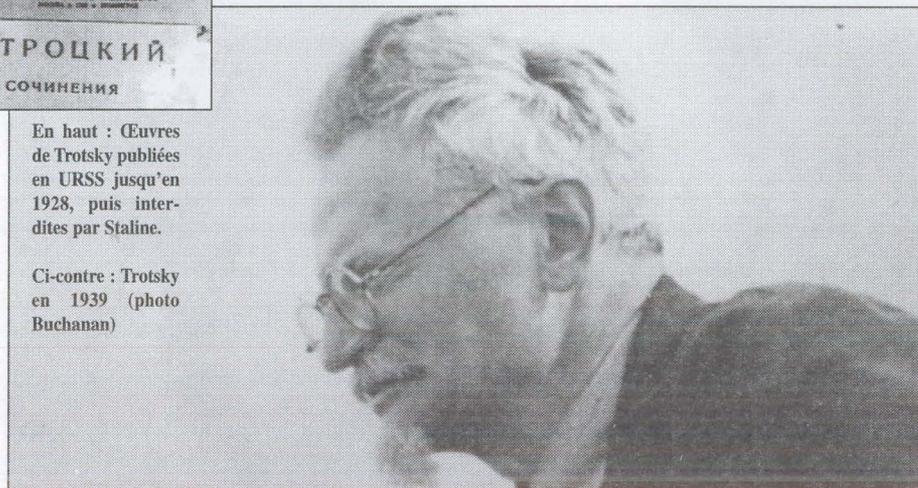


En haut : Œuvres de Trotsky publiées en URSS jusqu'en 1928, puis interdites par Staline.

Ci-contre : Trotsky en 1939 (photo Buchanan)

vu confirmée — surtout dans sa forme négative — c'est le concept de révolution permanente en opposition à la doctrine stalinienne du socialisme dans un seul pays. L'affirmation de Trotsky selon laquel-

les sont pas moins brutales et contraignantes que celles du passé : la dictature du FMI, de la Banque Mondiale et bientôt de l'OMC — sur les pays endettés, c'est-à-dire de pratiquement tous les pays du Sud — par le mécanisme des plans « *d'ajustement* » néolibéraux et des conditions draconiennes de paiement de la dette externe. On peut dire que, à beaucoup d'égards, le pouvoir qu'exercent ces institutions du système financier global — au service des puissances



le le socialisme ne peut exister qu'à l'échelle mondiale, qu'une révolution dans un pays périphérique ne peut que commencer la transition vers le socialisme, et que l'on ne saurait construire une société socialiste digne de ce nom à l'intérieur des limites nationales d'un seul pays a été vérifiée par la disparition peu glorieuse de l'Union Soviétique en 1991. Certes, les choses ne se sont pas passées comme il l'avait espéré — révolution politique anti-bureaucratique — mais l'échec de l'expérience bureaucratique soviétique n'est pas moins une confirmation de son hypothèse principale.

L'actualité

La théorie de la révolution permanente permet non seulement de rendre compte des grandes révolutions sociales du XX^e siècle, mais elle reste d'une surprennante actualité à l'aube du XXI^e. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que dans la grande majorité des pays du capitalisme périphérique — que ce soit au Moyen Orient, en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine — les tâches d'une révolution démocratique véritable n'ont pas été accomplies : selon les cas, la démocratisation — et la sécularisation ! — de l'Etat, la libération de l'emprise impériale, l'exclusion sociale de la majorité pauvre, ou la solution de la question agraire restent à l'ordre du jour. La dépendance a pris des formes nouvelles, mais celles-ci ne

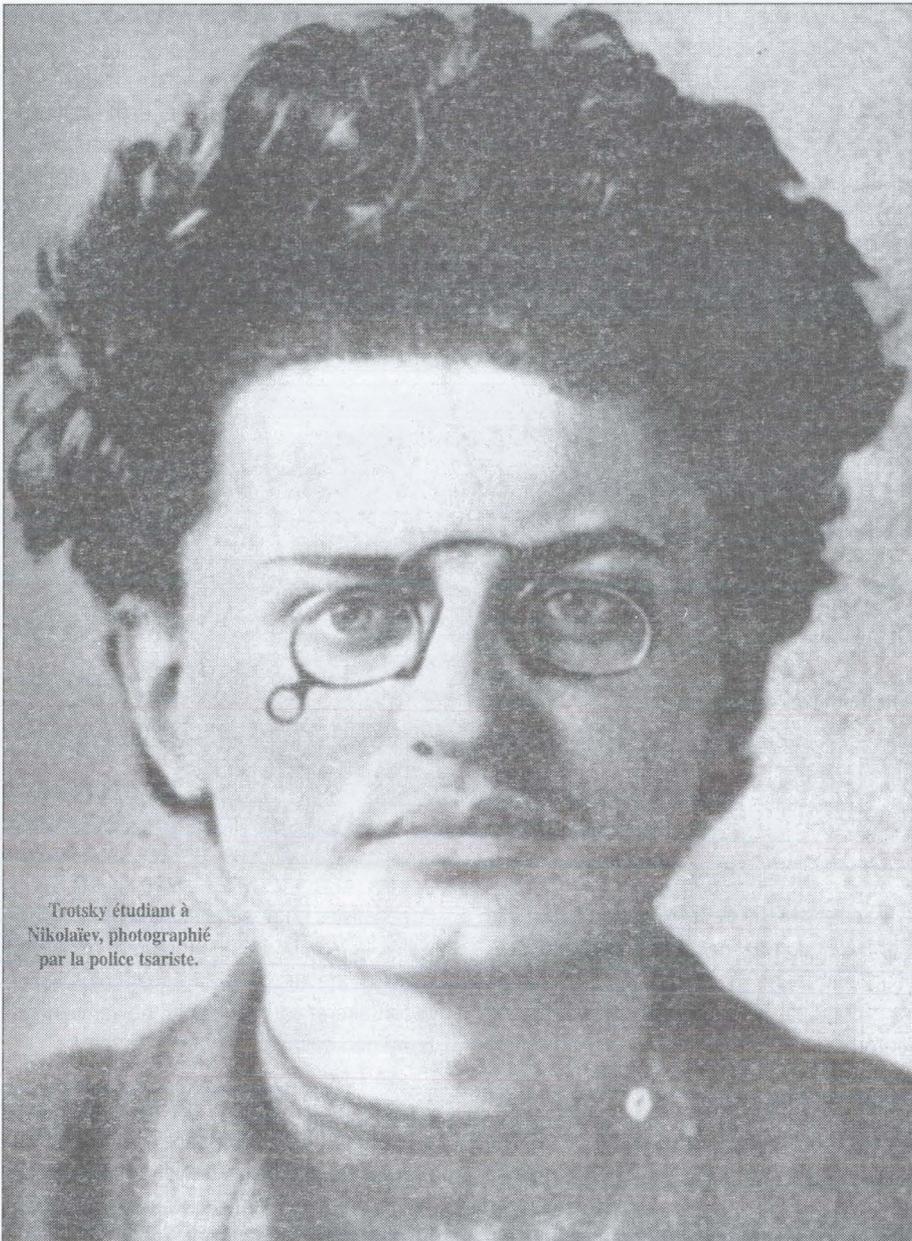
impérialistes en général et des USA en particulier — sur la vie économique, sociale et politique de ces pays est encore plus direct, autoritaire et total que celui de l'ancien système néo-colonial.

La révolution dans ces pays ne pourra être donc qu'une combinaison complexe et articulée entre ces exigences démocratiques et le renversement du capitalisme. Aujourd'hui comme hier, les transformations révolutionnaires qui sont à l'ordre du jour dans les sociétés de la périphérie du système ne sont pas identiques à celles des pays du centre. Une révolution sociale en Inde ne saurait être, du point de vue de son programme, de sa stratégie et de ses forces motrices, une pure « *révolution ouvrière* » comme en Angleterre. Le rôle politique décisif — certes, non prévu par Trotsky ! — que jouent dans de nombreux pays aujourd'hui les mouvements paysans et indigènes (l'Armée Zapatiste de Libération Nationale au Mexique, le Mouvement des Travailleurs Agricoles Sans Terre (MST) brésilien, la CONAIE en Equateur) montre l'importance et l'explosivité sociale de la question agraire, et son lien étroit avec la libération nationale.

On ne peut pas imaginer, par exemple, une révolution sociale au Brésil qui ne prenne pas en charge la démocratisation effective de l'Etat, la libération nationale, la réforme agraire radicale, la recherche d'une voie

11. L. Trotsky, *Œuvres*, vol. 21, p. 354.

Léon Trotsky (1879-1940)



Trotsky étudiant à Nikolaïev, photographié par la police tsariste.

de développement économique autonome, orientée vers les besoins sociaux de la majorité. Et vice-versa : seule une révolution sociale — c'est-à-dire anti-capitaliste — pourra réaliser ce programme démocratique, dans un processus de transformation sociale « ininterrompu ». C'est d'ailleurs ce qu'affirme le PT, Parti des Travailleurs brésilien, dans le document programmatique approuvé par son congrès de juin 1990, *Le socialisme pédiste* : « Le PT est né avec des objectifs profondément démocratiques. La démocratie a, pour le PT, un sens stratégique ; c'est un moyen et une fin ; un instrument de transformation et un objectif. Nous avons appris par notre propre expérience que la bourgeoisie n'a aucun engagement historique envers la démocratie ; elle s'en sert de façon strictement tactique, pragmatique. La démoc-

cratie intéresse en tout premier lieu les travailleurs et les masses populaires. Notre engagement pour la démocratie fait de nous des militants anticapitalistes — ce choix a marqué profondément notre lutte pour la démocratie. (...) Les documents constitutifs du PT (...) expliquaient déjà que la fin du capitalisme brésilien est une condition indispensable pour démocratiser réellement la vie brésilienne. » (12)

Dans la lutte des pays du Sud contre la mondialisation néo-libérale, contre les institutions financières mondiales, contre l'inhumanité du système de la dette externe, contre l'imposition, par le FMI, des politiques « d'ajustement » aux conséquences sociales dramatiques, la question nationale redevient d'une actualité brûlante. Dans ce contexte, on voit à nouveau fleurir — avec ou sans la participation des partis d'origine stalinienne — les illusions de type nationaliste sur la possibilité d'un « développement national »

(capitaliste), d'une vigoureuse politique de promotion de l'industrie (capitaliste) nationale, d'une alliance stratégique avec les militaires nationalistes, ou encore d'une vaste coalition de toutes les classes intéressées par une « voie économique indépendante », tournée vers le marché intérieur. La théorie de la révolution permanente permet — tout en donnant une place décisive aux aspirations de libération nationale et au combat contre les nouvelles formes de la domination impérialiste — de dépasser ce genre d'illusion en maintenant le cap sur l'inséparabilité des luttes nationales, démocratiques et socialistes, dans un seul mouvement historique.

La question nationale prend aussi dans beaucoup de pays du capitalisme périphérique — ainsi que dans l'ex-URSS et les pays de l'Europe de l'Est — une forme nouvelle, particulièrement inquiétante : les sanglants conflits inter-ethniques, inter-communautaires, inter-religieux, promus par des forces réactionnaires, souvent fascistes, manipulés ou pas (selon les cas) par les empires occidentaux. Là aussi, seule une révolution socialiste/internationaliste peut rompre le cycle infernal des meurtres et des représailles, des vendettas communautaires, en proposant des solutions fédératives ou confédératives véritablement démocratiques, qui garantissent les droits nationaux des minorités et créent les conditions pour l'unité des travailleurs de toutes les nations. Cela vaut notamment pour l'Asie du Sud-Est, le Moyen Orient et les Balkans.

Nous avons souvent, dans cet article, employé le conditionnel : c'est le seul temps grammatical qui corresponde à la conception de la révolution comme possibilité objective (suggéré par Trotsky dès 1906). Quelles que soient les contradictions sociales profondes des pays dépendants, la révolution n'est jamais « inévitable », le produit « nécessaire » de la crise du capitalisme ou de l'aggravation de la misère. Tout ce que l'on peut avancer c'est une proposition conditionnelle : tant qu'une authentique révolution socialiste/démocratique — dans un processus « permanent » — n'a pas eu lieu, il est peu probable que les pays du Sud, les nations du capitalisme périphérique puissent commencer à apporter une solution aux problèmes « bibliques » (l'expression est d'Ernest Mandel) qui les affligent : pauvreté, misère, chômage, inégalités sociales criantes, discriminations ethniques, manque d'eau et de pain, domination impérialiste, régimes oligarchiques, monopolisation de la terre par les latifondistes... ■

12. « Le socialisme pédiste », *Inprecor*, n° 317, novembre 1990, p. 23.

La question du parti ou le point faible de Trotsky

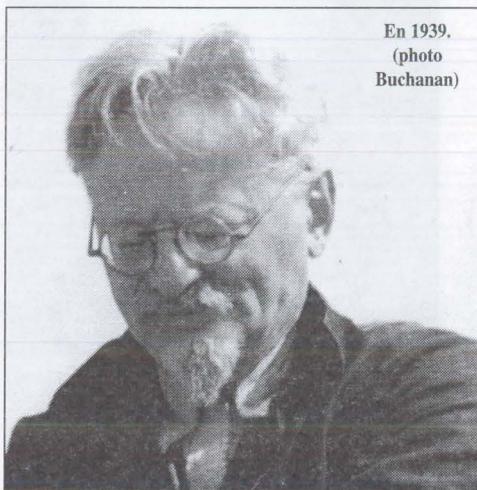
Par
François Vercammen*

Trotsky a donné une contribution inestimable à la préservation et au développement du marxisme révolutionnaire dans la première moitié du XX^e siècle, à la fois par son activité militante et ses analyses. Cet apport embrasse un vaste terrain qui va de la compréhension des sociétés particulières (la société russo-tsariste, l'impérialisme naissant, la société bureaucratique post-capitaliste en URSS), les grands phénomènes sociopolitiques (par exemple le fascisme, la dégénérescence social-démocrate et stalinienne du mouvement ouvrier, les processus complexes de la lutte des classes, la révolution dans le tiers-monde), ainsi qu'un développement des perspectives programmatiques, stratégiques, tactiques et organisationnelles du mouvement ouvrier. Dans ce vaste ensemble, son point faible est le problème du parti.

Un dirigeant de masse et non un « homme de parti »

Cette faiblesse est en partie liée à son parcours militant. Trotsky n'a pas eu la capacité (1903-1917) ou l'occasion (après 1917) de participer directement à la construction d'un parti révolutionnaire, dans ses principaux aspects (au-delà des analyses et perspectives générales), à savoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une ligne politique et d'une tactique concrètes, un travail collectif au sein d'une direction centrale, la construction d'un appareil politico-organisationnel, le travail en commun avec les cadres et les militants ; et plus généralement la mise en œuvre d'une dialectique interne qui donne toute sa place à l'expérience des militants dans l'élaboration de la ligne. Entre 1903 et 1917, en rompant avec Lénine, il n'essaye pas d'organiser un courant ou un parti (se cantonnant dans une activité de journaliste et d'orateur). Quand il rejoint le parti bolchevik en juin 1917, c'est d'emblée dans sa direction centrale (juin 1917) : il ne s'agit plus de construire un parti, mais de diriger

un mouvement de masse auto-organisé vers la conquête du pouvoir politique. Ensuite, il défendra la révolution dans la guerre civile, en créant et dirigeant l'Armée Rouge. A la tête de la Troisième Internationale (1919), il aidera Lénine à transmettre aux dirigeants ex-sociaux-démocrates et anarcho-syndicalistes l'expérience spécifique du parti bolchevik qui a été capable de renverser la bourgeoisie. Ce n'est que quand il sera mis à l'écart et exclu du PC, expulsé de l'URSS et pourchassé sur la planète par l'appareil policier de Staline, qu'il dresse sans doute la meilleure synthèse de la stratégie révolutionnaire de la période 1903-1922 (1). Dans sa nouvelle situation militante, préparant et



En 1939,
(photo
Buchanan)

fondant la IV^e Internationale, c'est de loin « par la poste » et des visites occasionnelles de ses partisans, que Trotsky s'attèle à construire des organisations souvent petites et marginalisées. Il n'économisera ni temps ni énergie pour les éduquer dans tous les aspects concrets. Mais, en réalité, il ne s'agit pas de la construction des partis indépendants qui s'enracinent socialement, mais de la participation à une recomposition politique où les « trotskystes » essayent de sauver une partie du mouvement ouvrier (social-démocrate, mais surtout stalinien) et d'avancer « vite » vers un parti révolutionnaire. Cette histoire et le parcours personnel qui s'y imbrique, livrent un héritage politique-

intellectuel très particulier, dont l'inventaire reste à faire sous deux angles : quelle est la pensée de Trotsky sur la construction du parti révolutionnaire au-delà d'une conception principale générale, et comment les générations trotskystes qui se sont succédées, l'ont-elle perçue puis appliquée sur le terrain ? La réponse n'est pas simple. Car Trotsky a été l'homme des moments révolutionnaires de ce siècle et le dirigeant de masse, plutôt qu'un « homme de parti », qui organise le travail collectif à travers les hauts et les bas de la conjoncture politique.

Auto-défense contre les assauts de Staline

Ce qui a été de toute évidence « sur-déterminant », c'est la bataille à mort qu'a livré le stalinisme pour discréditer et tuer le « trotskysme », à commencer Trotsky lui-même. Le passé « anti-bolchevik » d'avant 1917 a pesé très lourd dans la balance. Les explications de Trotsky quant à son rapport à Lénine, sont en général forcées et malaisées. D'une part, il ne cesse de reconnaître d'une manière emphatique sa dette, voire sa subordination à Lénine. Il sous-évalue ainsi volontairement sa propre contribution militante et politique quand il co-dirigeait le parti, la révolution et l'Internationale (entre 1917 et 1922-24). Mais d'autre part, il tend aussi à réduire l'ampleur et la profondeur de ses divergences politiques avec Lénine avant 1917 : et pour cause, c'est précisément la période où Lénine forme et organise ses « cadres intermédiaires », dont un certain Joseph Staline. On peut dire que Trotsky, dans sa ligne d'auto-défense contre les assauts de Staline, a deux éléments forts. Premièrement, il maintient, mais sur le mode du constat, qu'il y a eu « trois conceptions de la révolution russe » : la menchévique, la bolchevique, et la sienne – la révolution per-

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. Voir notamment ses ouvrages *Les Cinq premières années de l'Internationale Communiste* et *L'Internationale Communiste après Lénine*.

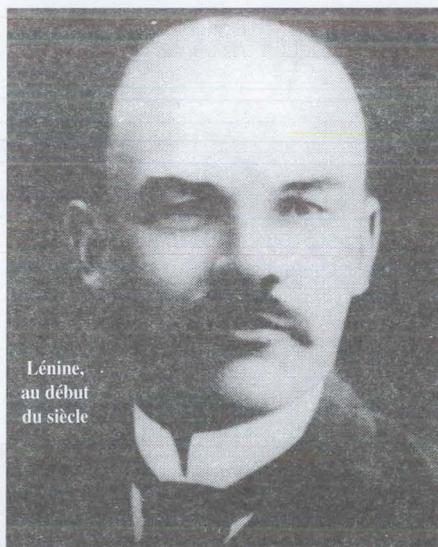
Léon Trotsky (1879-1940)

manente. Et que cette dernière était la bonne. En même temps, il en limite la portée politique : il expliquera qu'il n'a jamais essayé, avant 1917, de constituer une plateforme spécifique au sein du POSDR (réunifié après 1905), sur une question programmatique aussi stratégique ; et il protestera vigoureusement contre Zinoviev-Kamenev-Staline lorsque ceux-ci relanceront le débat sur le sujet (comme une manœuvre de diversion) en automne 1924, c'est-à-dire après la mort de Lénine. Mais en même temps, Trotsky considère que la divergence sur la révolution permanente (opposée à la formule de Lénine de « *la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie* ») permet d'expliquer la dérive du parti bolchevik en février-mars 1917, quand la direction du parti bolchevik, sur place, à Pétrograd (Kamenev-Staline), s'est ralliée au gouvernement bourgeois issu de la première phase de la révolution. Deuxièmement, s'il a admis, depuis 1917, que la centralisation du parti est un élément très important, il considère que les « *comitards* » (les animateurs des comités, autrement dit les cadres intermédiaires) sont un danger pour le parti, ennemis de la démocratie, autoritaires, véritable incarnation de la tendance à « *substituer* » le parti à la classe ouvrière. Les deux éléments ensemble sont, aux yeux de Trotsky, la cause de « *la dérive* » que connaît le parti bolchevik en février 1917 et la raison pour laquelle il a dû passer alors par une mutation radicale de son programme et de la composition de sa direction. Si cela a réussi, c'est par la dialectique entre l'action de Lénine, qui impose un nouveau programme (2), et les militants ouvriers bolcheviks, qui, eux, portent au sein du parti l'esprit révolutionnaire des masses ouvrières. En définitive, Trotsky considère que ses propres erreurs se résument à la sous-estimation de la centralisation du parti, qui renvoie à la nature du parti, et, partant, à sa tentative de ramener tous les courants dans un même parti (« *conciliationnisme* ») – sous l'impact d'une montée révolutionnaire.

Force de Lénine et faiblesse de Trotsky

La IV^e Internationale du vivant de Trotsky, et la mouvance trotskiste ensuite, ont repris ces codes historiographiques. Cela

a eu une série de conséquences positives et négatives. La principale conséquence positive, véritable acquis du mouvement révolutionnaire international, a été le développement de la stratégie de la révolution permanente, entièrement validée par les expériences positives et négatives des révolutions dans le dit Tiers-Monde, et sur un autre plan, par la problématique du « *socialisme dans un seul pays* », qui est la base idéologique de la bureaucratie stalinienne. La principale conséquence négative, c'est l'incompréhension des raisons qui ont permis à Lénine de construire dans la période allant de 1905 à 1914 un Parti qui avait réussi à franchir l'étape de l'accumulation initiale des cadres et était devenu un Parti, encore minoritaire, mais déjà enraciné socialement et capable d'influencer certains secteurs de masse de la classe ouvrière et de l'intelligentsia urbaine. (C'est-à-dire qu'il avait précisément résolu le casse-tête des marxistes-révolutionnaires depuis que le monopole politique-organisationnel de la social-démocratie et du stalinisme sur le mouvement



Lénine, au début du siècle

ouvrier s'est fissuré dans certains pays en Europe impérialiste dans les années 1965–68). Y voir clair nécessite une réorganisation de l'historiographie de la période 1895-1914, avec une réévaluation des séquences-clé, et une réappréciation de la politique de Trotsky et de Lénine de cette période. D'un point de vue pratique, la conclusion est sans appel : au moment où, en juillet-août 1914 (la « *révolution oubliée* ») le Parti bolchevik dirige la grève générale insurrectionnelle à

Pétrograd et Moscou et y devient majoritaire dans la classe ouvrière, Trotsky se trouve journaliste de guerre dans les Balkans, isolé dans le Parti et coupé du mouvement ouvrier en Russie. C'est le point d'aboutissement des choix respectifs, politiques et organisationnels, que les deux principaux dirigeants de la révolution d'Octobre ont faits chacun de leur côté.

C'est l'acharnement de Lénine à s'accrocher « *au mouvement réel* » en Russie et, ce faisant, le passage par une succession de conjonctures socio-politiques complexes, qui ont façonné et enraciné le parti bolchevik dans la société (urbaine) russe. C'est la politique de Lénine qui a été déterminante et pas sa « *conception du parti* » telle qu'on l'entend communément (centralisme démocratique, le programme général). C'est la faiblesse politique de Trotsky qui est à la base de son échec sur le plan de l'organisation. On peut la préciser de la manière suivante : avant 1917, son extraordinaire capacité à saisir les grandes tendances générales de l'époque et à en tirer les perspectives stratégiques ne lui a pas permis d'en déduire une politique révolutionnaire (et il n'a pas pu ou voulu créer un collectif militant). Sa faiblesse sur le parti se situe dans ce cadre (3). Du côté de Trotsky, deux hommes et deux événements ont eu, dans la courte séquence de 1902-1905, une influence déterminante : Parvus et Axelrod ; le deuxième congrès du Parti (POSDR) (1903), et la première révolution russe (1905).

Le choc de 1903

Trotsky rencontre Lénine en 1902. Il a 23 ans, Lénine en a 32. Trotsky est un néophyte, éclatant d'énergie militante et de talent, marxiste convaincu (c'est en prison qu'il avait assimilé un « *marxisme de base* » particulièrement vivant et dialectique par la lecture du philosophe italien Antonio Labriola) mais avec une expérience limitée. Animateur d'un cercle ouvrier clandestin « *en province* », arrêté, emprisonné, puis envoyé en exil en Sibérie, il s'évade et rejoint le cercle des dirigeants en Europe occidentale. Lénine est déjà un militant aguerrri. Il s'apprête à organiser le vrai congrès de fondation de la social-démocratie (révolutionnaire) et il est convaincu qu'il doit en prendre la tête. Le jeune Trotsky est entré en politique de plain-pied en 1902, rejoignant « *l'état-major* » social-démocrate à Londres. A l'étranger, il fera la connaissance de deux dirigeants marxistes qui auront une influence importante mais contradictoire sur lui : Axelrod qu'il rencontre en 1902, et, en 1904, Parvus, « *un des marxistes les plus*

2. Celui de la révolution permanente, cf. V. Lénine, *Les thèses d'avril*.

3. Peu d'auteurs de la mouvance trotskiste l'ont remarqué. Parmi les rares on se reportera à Alain Brossat, *Aux origines de*

la révolution permanente, Maspero, Paris 1974, et à Tony Cliff, *Trotsky, tome 1 : Towards October*, London 1989, Bookmarks. Ernest Mandel, qui défend Lénine contre Trotsky et Rosa Luxembourg sur le plan

du parti, le fait sous l'angle parti d'avant-garde/auto-organisation, cf. *Trotsky as alternative*. Verso Books, Londres 1995.

4. Selon L. Trotsky dans *Ma vie*, Gallimard, Paris 1968 (encore disponible à La Brèche !).

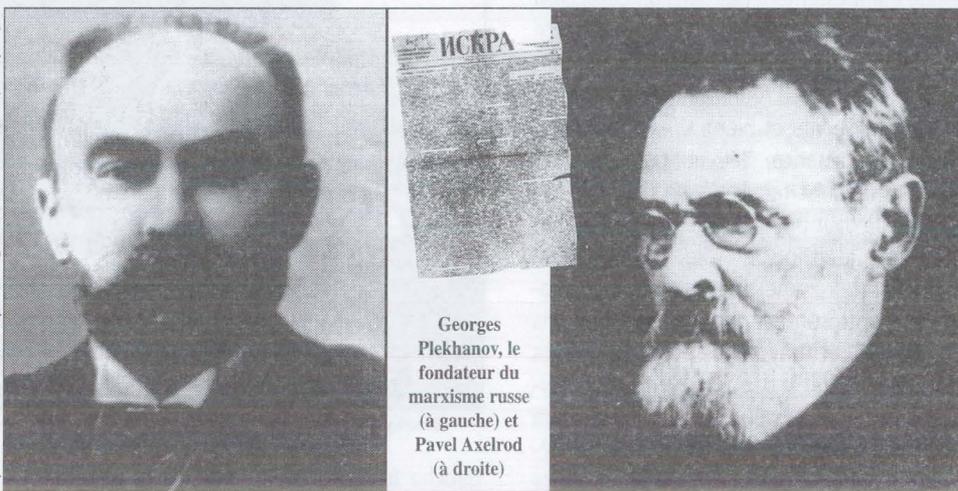
importants du tournant du siècle » (4). Ce dernier va amorcer la théorie de la révolution permanente en ouvrant une perspective stratégique « inouïe » pour le marxisme d'alors : la prise du pouvoir de la classe ouvrière est possible dans un pays aussi arriéré que la Russie. Dès 1895-96, avant Rosa Luxembourg, Parvus avait déjà conçu « la grève politique de masse » comme élément clé de la stratégie ouvrière. Il avait prédit qu'une guerre russo-japonaise serait probable (elle aura lieu en 1903-04) et que, par la dialectique guerre-révolution, la Russie pourrait porter le prolétariat au pouvoir comme avant-garde de la révolution socialiste internationale. Tout cela encadré par une vision internationale des transformations du capitalisme qui annoncent l'impérialisme. En août 1904, Trotsky reste encore dans le cadre stratégique du POSDR : « *Seule une Russie libre de l'avenir, où nous serons obligés de jouer le rôle de parti d'opposition et non pas de gouvernement, nous permettra de développer jusqu'au bout la lutte de classe du prolétariat* » (5). En janvier 1905, Parvus franchit le Rubicon : « *la révolution pourrait porter au pouvoir un gouvernement ouvrier démocratique* » (6). C'est en 1906, après la révolution de 1905, que Trotsky (7) pousse la conclusion jusqu'au bout : cette classe ouvrière, arrivée au pouvoir avec le soutien de la masse de la paysannerie, sera amenée à transgresser les limites du capitalisme et entamer la révolution socialiste. En y ajoutant tout de suite : « *sans le soutien étatique direct du prolétariat européen, la classe ouvrière en Russie ne parviendrait pas à se maintenir au pouvoir et convertir sa domination temporaire en une dictature socialiste durable* ». L'embryon de la théorie de la révolution permanente est ainsi posé.

L'influence de Boris Axelrod

Si le rôle de Parvus est bien connu et valorisé, il n'en va pas de même avec l'autre maître-penseur de Trotsky : Boris Axelrod. Celui-ci ne joue aucun rôle positif dans l'historiographie « trotskyste » traditionnelle. C'est pourtant lui qui influencera le plus, et longtemps, les choix et les prises de position politiques concrets de Trotsky. En 1898, Axelrod produit deux documents qui lancent le débat stratégique après les grandes grèves des années 1895-96. Ils auront un impact considérable sur tous les cadres dirigeants de la social-démocratie (révolutionnaire) russe, notamment sur Trotsky et sur Lénine. (Mais l'un et l'autre en tireront des conclusions politiques différentes selon l'armature politico-théorique déjà acquise) Axelrod appartient avec Plekhanov à la première

génération marxiste, celle qui a milité dans le populisme révolutionnaire et a constitué le premier noyau marxiste en Russie. Son texte part de quelques constatations : l'ampleur des grèves de 1895-96 et l'échec des tentatives de stabiliser une organisation social-démocrate ; le danger d'un repli « *économiste* » ou « *syndicaliste-pur* » sur les revendications immédiates des travailleurs et donc « *la démission* » devant le combat contre la dictature tsariste. Puis il ressort les vieilles

aussi par son aspect humain (chez Trotsky, ce facteur jouera un rôle politique dans son réaligement au Congrès de 1903). Mais chacun de son côté, ils en tireront des conclusions bien différentes (10). Trotsky, déjà éduqué dans ce sens par Labriola, absorbera à fond cette idée du primat de l'autonomie du prolétariat (lors du séjour de Trotsky chez Axelrod à Londres en 1902-03). Son livre polémique contre Lénine, *Nos tâches politiques*, si pauvre et erroné qu'il



Georges Plekhanov, le fondateur du marxisme russe (à gauche) et Pavel Axelrod (à droite)

analyses des populistes de Tchernychevsky et celles de Marx (8), à propos des spécificités de la formation sociale tsariste. Et il dresse une perspective politique (9) : si l'industrialisation s'impose sous le régime du despotisme tsariste, cela empêcherait la formation d'une classe ouvrière cohérente et active, et barrerait la route vers un mouvement ouvrier à l'europpéenne. Or, Axelrod est aussi le chantre, dans la meilleure tradition de Marx lui-même, de l'auto-activité de la classe ouvrière comme levier indispensable à son organisation et sa conscience socialiste. Pour que celles-ci puissent se déployer il faut donc se défaire de « *l'asiatisme* ». Comment ? Selon Axelrod, cette tâche « *civilisatrice* » incombe historiquement à la bourgeoisie (libérale). La conclusion stratégique n'est pas clairement tirée. Mais la porte est ouverte à un soutien, voire une collaboration avec cette bourgeoisie et partant à une stratégie de la révolution en deux étapes (c'est en fait l'embryon, encore inconscient, du menchévisme qui paraît ici et deviendra une stratégie consistante après 1905). Trotsky et Lénine sont très impressionnés par la créativité de ce respectable dirigeant qui les séduit

soit sur le plan politique et organisationnel, est un des premiers exemples d'un texte marxiste russe qui prend cela comme axe central. S'il accepte l'idée du rôle de la paysannerie (que Parvus rejette, mais que Lénine défend depuis 1901 : c'est un autre élément de la révolution permanente qui émerge ici), il restera indécis et confus (même après 1905) quant à un soutien électoral à la bourgeoisie libérale. L'autre volet de la démarche d'Axelrod, que Trotsky assimile, c'est la perspective européenne du mouvement ouvrier russe. Trotsky n'a jamais été menchevik dans le sens politique-programmatique du terme. Mais l'organisation menchevik se prête incontestablement plus à des débats politiques et à une dialectique interne que le courant bolchevik (devenant parti en 1912). L'europpéanisme, le rôle de la classe ouvrière, son auto-activité et son auto-organisation, la dynamique de la révolution : voilà le noyau dur que Trotsky a acquis au cours d'un laps de temps de trois ans. Deux événements-clé, mais d'un ordre très différent, vont lui donner un tournant particulier : le deuxième congrès du POSDR (été 1903) et la première révolution russe

5. L. Trotsky, *Nos tâches politiques*.

6. Préface à la brochure de Trotsky, *Vers le 9 janvier*.

7. cf. L. Trotsky, *Bilan et perspectives*.

8. Cf. ses Lettres à Vera

Zassoulitch, de l'année 1881.

9. Analyse que a fait plonger Lénine dans une crise politico-existentielle, cf. la remarquable analyse chez Claudio Segio Ingerflom, *Le citoyen impossible, Les racines russes du léninisme*,

Payot, Paris 1988.

10. En ce qui concerne Lénine, je me permets de renvoyer à mon article *Le périmètre de la pensée révolutionnaire chez Lénine*, paru dans *Politique la Revue*, n° 6, 1997.

Léon Trotsky (1879-1940)

(janvier-décembre 1905). Trotsky entre dans ce congrès comme un protagoniste acharné du centralisme, de la dictature de la direction sur le parti et de « *la méfiance vis-à-vis de l'organisation à la base* ». Il en sort comme un pourfendeur du centralisme, du bonapartisme, de la dictature des intellectuels sur la classe ouvrière, du substitutisme, etc. Ce congrès se termine par la scission et le psychodrame. L'unité au sommet se brise. Les raisons ne sont pas claires. La cause ne réside manifestement pas dans un désaccord programmatique, ni dans la fameuse règle des statuts qui détermine qui est membre (en 1906, lors de la réunification, le compromis se réalise vite et bien). C'est plutôt une crise de croissance, liée au passage d'un parti artisanal et familial à un parti professionnel de tout point de vue (l'organisation, l'appareil, les mots d'ordre, la ligne politique, le programme) au moment où la révolution pointe son nez (grosses mobilisations étudiantes et paysannes, ensuite grèves ouvrières). Pour engager une telle transformation du parti, la question de la direction devient décisive. Lénine, qui veut une direction qui dirige, propose Plekhanov, et écarte Axelrod et Zassoulitch. Trotsky se révolte contre Lénine. Et il trouvera les concepts pour le dire dans *Nos tâches politiques*. Il s'agit d'une polémique sans merci contre Lénine, où Trotsky glane tous les fragments d'analyse qui circulent dans les milieux politiques et intellectuels de gauche et leur donne une force concentrée. Son comportement au congrès avait montré son immaturité politique. Le pamphlet la confirmait tout en étalant ses capacités analytiques. Mais la polémique est totalement impertinente : il n'a manifestement pas compris ce que Lénine voulait faire (Trotsky l'a reconnu après).

L'expérience de 1905

En 1905, le prolétariat avait marqué son extraordinaire combativité et son radicalisme, avec l'élection de conseils ouvriers démocratiquement désignés. En plus, le soviétique (en fait Trotsky lui-même) réussit à imposer l'unité entre les trois partis révolutionnaires : les bolcheviks, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (les successeurs des "narodniks" [populistes]). Et de surcroît, Trotsky et Parvus, se situant dans la mouvance menchevik, réussissent à entraîner (par l'action, les discours et une présence au quotidien) la majorité des militants et

une partie des dirigeants (mais pas Axelrod, Plekhanov et Martov) sur leur position politique. Trotsky aura ce modèle de la dynamique sociale et organisationnelle en tête (jusqu'en 1914), sans vraiment le théoriser par ailleurs. L'après-révolution allait renforcer ses analyses et ses préjugés anti-Lénine, au moment où les divergences entre l'aile

moins sérieuse – que dans le cas d'une victoire révolutionnaire » écrit-il en 1906 (12). Il avait déjà abandonné l'idée du parti d'avant-garde en faveur d'un parti large et l'avait théorisé dans son opuscule *Nos tâches*. Cette fois-ci, le concept est mis en œuvre par Axelrod dans un contexte de recul politique grave, sous différentes formes : le Congrès



Trotsky durant la guerre civile. Page de droite : avec Parvus (en haut) et arrivant à Petrograd le 4 mai 1917.

gauche (bolcheviks) et l'aile droite deviennent plus nettes et se cristallisent. Si le menchevisme garde une orientation globalement révolutionnaire jusqu'en 1910-11, l'essor des luttes au lieu de rapprocher les deux ailes du parti, va au contraire mener à la séparation définitive sur la base d'une orientation politique face aux problèmes sociaux et politiques de l'heure : le parlementarisme, les alliances de classe, les revendications immédiates des travailleurs, le type d'organisation syndicale, la réforme agraire, la place des revendications démocratiques. A ce moment, apparaît à quel point les mencheviks ont construit, en Russie, un mouvement ouvrier légal qui n'est plus prêt à affronter le tsarisme. C'est un désastre pour la gauche des mencheviks (Martov). Ce sera aussi un désastre pour Trotsky (11). En fait c'est le résultat d'un choix politique désastreux, qui l'a placé dans la mouvance menchevik et lui a fait accepter leur conception du parti, sans pour autant le rallier à leur programme. Jusqu'en 1914, il restera aveugle devant son maître à penser Axelrod : « *Entre mencheviks et bolcheviks il y a une différence essentielle : tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchevisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace – mais la menace n'en est pas*

ouvrier (sur le modèle du Parti ouvrier belge de l'époque, rassemblait ligues ouvrières, syndicats, mutuelles, groupes de jeunes, etc.) et la subordination du parti clandestin au parti légal.

Une conception semi-spontanéiste de la politique

La faiblesse de Trotsky sur le Parti, d'avant 1917, fait partie de sa conception semi-spontanéiste de la politique en générale.

Premièrement, elle entachera sa première version de la « *révolution permanente* ». Partisan (comme tous les marxistes russes) d'une révolution majoritaire, Trotsky ne sous-estime pas, contrairement à la légende stalinienne, le rôle de la paysannerie révolutionnaire dans un pays à dominante agraire. Ce qui le préoccupe c'est d'indiquer l'inévitabilité de la phase finale du processus révolutionnaire quand celui-ci passe à « *la dictature socialiste* » grâce à la puissance sociale et idéologique du prolétariat. Mais comment cette force majoritaire pourra se rassembler ne le préoccupe pas à ce moment (13). En 1906 et les années qui suivront, il se satisfait de deux généralisations théoriques qui traduisent avant tout les préjugés du marxisme européen de l'époque (post-Marx) : historiquement, la campagne suit la ville, et la paysannerie le prolétariat (industriel, urbanisé) ; en même temps, la paysannerie est incapable de pratiquer une politique autonome

11. Cf. Geoffrey Swain, *Russian Social Democracy and the Legal Labour Movement 1906-14*, McMillan, London 1983.

12. *Nos différends*, dans L. Trotsky, 1905, pp. 384-385.

13. cf. *Bilan et perspectives* (1906). Il y reviendra ultérieurement

, en lui donnant sa formulation achevée à partir de l'expérience de la révolution chinoise en 1926-28.

et de créer une organisation indépendante (elle suit soit la bourgeoisie soit le prolétariat). Le résultat en est qu'il ne se préoccupe guère d'une analyse fouillée de la paysannerie russe, de la diversité de ses conditions de travail, de ses revendications "spontanées", de ses organisations réellement existantes, etc. Ainsi, Trotsky ne fait aucune contribution lors du IV^e congrès du POSDR ("réunifié"), en 1906, qui est celui de la réforme agraire (14). S'il ne va pas aussi loin que son mentor, Parvus, qui attribuait à la paysannerie comme rôle « *d'augmenter le chaos dans le pays* » dans le processus révolutionnaire, Trotsky ne vise pas, contrairement à Lénine, la construction d'une véritable alliance ouvrière et paysanne, avec toutes ses exigences. De par son caractère abstrait, la théorie s'avère un véritable guet-apens politique pour Trotsky. Car, contre toute attente, le tsarisme présumé « *immobile* » profite de la défaite du prolétariat en 1906, pour lancer une surprenante auto-réforme avec la naissance d'un système

parlementaire, une réforme agraire, une certaine liberté syndicale, les premières lois sociales (assurance)... Elle fera long feu, mais elle aura entre-temps bousculé la vie politique et sociale. Trotsky ne possède ni un instrument organisationnel pour y intervenir, ni un projet politique pour affronter une nouvelle situation, où la politique courante a pris le relais de la montée tumultueuse des masses populaires (15)

Deuxièmement, toute l'histoire du soviet ouvrier de l'an 1905 né de trois vagues de grève générale, avait révélé deux faits importants. D'une part, la naissance d'une nouvelle forme — supérieure — du mouvement ouvrier, qui fonde l'unité de la classe, organise sa puissance politique et exprime à une échelle sans précédent dans l'histoire son aspiration auto-émancipatrice. D'autre part, l'incurie et le sectarisme des dirigeants des différents partis révolutionnaires sur place, dont l'horizon politique est borné par leur conservatisme/sectarisme organisationnel. Les cadres bolcheviks de Petrograd y voyaient une organisation ouvrière concurrente et ont voulu lui imposer (par un vote) le programme (maximum) de leur Parti. Les mencheviks de leur côté ont voulu mettre en pratique la ligne (d'Axelrod) du « *congrès ouvrier* » qui réaliserait à la fois la fusion des trois partis socialistes membres de la

Deuxième Internationale (Bolcheviks, Mencheviks, Socialistes Révolutionnaires), et engloberait sous l'égide du parti (à l'anglaise — le Labour Party — ou à la belge — le POB), toute la variété des organisations ouvrières (partis, syndicats, coopératives, jeunesses, femmes, gymnastes, mutuelles, clubs culturels...). Trotsky (et quelques autres dont Parvus, Pannekoek) a mesuré toute l'ampleur politique des conseils ouvriers. Il en tirera une conclusion de fer (ce qu'il appellera plus tard son « *fatalisme*



social ») : les masses ouvrières sont en avance sur les partis et capables d'imposer leur volonté à ces derniers grâce à leur radicalisme spontané.

Ce double constat influencera d'une manière déterminante son opinion sur et son comportement dans le Parti jusqu'en 1917. On ne peut dire qu'il possède, après 1905, une véritable conviction sur le sujet. Sa vision de la lutte de classe en Russie, passée et future, n'a désormais pas besoin d'un rôle défini et fort pour le Parti. Opposé plus que jamais au courant bolchevik qui se réorganise, il choisit de se ranger dans la mouvance des mencheviks. Et cela malgré le fait éclatant que le bolchevisme s'était manifesté comme le courant radical dans le POSDR. Au V^e congrès du Parti (Londres, mai 1907), Trotsky votera avec Rosa Luxemburg et Lénine en faveur de la résolution qui inclut « *la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie* », et cela contre l'ensemble des mencheviks unis. Il ne rompra pas pour autant avec ceux-ci. Mais cela ne l'empêche



pas d'être simultanément d'accord (fût-ce avec des réticences) avec Axelrod pour la transformation du Parti en un « *Congrès ouvrier* » légal et ouvert à toutes les organisations ouvrières. Trotsky n'est pas aveugle devant les penchants opportunistes du courant menchevik. Il colle à sa croyance spontanéiste, qu'une prochaine montée révolutionnaire pousserait tout le monde à reconstituer un parti unifié. Entretemps son sectarisme anti-bolchevik a acquis un caractère viscéral : il voit dans ce courant l'arriération et le primitivisme « *asiatiques* » et prédit son évolution anti-révolutionnaire. En revanche, le courant menchevik incarnait l'avenir européen de la révolution qui vient. C'est dans l'ambiance politico-culturelle de ce courant avec ses débats, son pluralisme, ses rapports plus humains que Trotsky se trouvait vraiment dans son élément. Son choix semblait d'autant plus justifié que Axelrod et Plekhanov travaillaient de concert avec Kautsky, à l'époque encore dirigeant révolutionnaire incontesté de la II^e Internationale.

Il faudra une nouvelle révolution (en 1917) pour que l'expérience du Parti de Lénine s'impose sans appel, y compris à Trotsky (16).

14. Congrès véritablement historique car rompt avec l'euro-péanisme ambiant au sein du mouvement socialiste-marxiste. Il faudra attendre les congrès du PC chinois des années 1930, pour retrouver une richesse analytique et propositionnelle aussi forte sur cette question.

15. Sous l'angle du processus d'apprentissage politique des principaux protagonistes, voir les chapitres 5 et 6 du brillant livre de T. Shanin, *Russia 1905-07 : Revolution as a moment of truth*, édité par McMillan à Londres.

16. Encore en juin 1917, lorsque le Parti bolchevik était déjà majoritaire dans les grandes villes, Trotsky exigeait de Lénine — qui lui proposait d'entrer au Parti et d'emblée dans sa direction — d'abandonner le sigle bolchevik...!

A l'occasion du soixantième anniversaire de son assassinat, il est utile de lire (ou de relire) certains textes qui retracent la vie mouvementée (et la mort) du fondateur de la Quatrième Internationale. Nous ne donnerons que quelques titres majeurs en distinguant ceux qu'on peut encore se procurer à la librairie La Brèche et ceux qu'on ne peut que se faire prêter par de vieux militants...

1.

On peut trouver à La Brèche

► *Ma vie*, de Léon TROTSKY, Gallimard (558 pages pour seulement 80 FF !) c'est le premier livre qu'il écrit en 1929 après son exil. Bien qu'ardent plaidoyer pour sa cause, l'auteur demeure d'une parfaite honnêteté et la qualité de son style fait qu'il se lit comme un roman.

► la contribution la plus complète à l'historiographie de Trotsky est incontestablement celle de Pierre BROUÉ avec son *Trotsky* paru chez Fayard en 1988 — 198 FF, mais 1105 pages !

► comment s'est formé le futur dirigeant d'Octobre est très bien présenté par Jean-Jacques MARIE dans *Trotsky*, Éd. Autrement, 1998, Naissance d'un destin — 89 FF.

► Pierre NAVILLE a fréquenté Trotsky entre 1927 et 1940, il rapporte ses souvenirs dans *Trotsky vivant*, Julliard, 1962.

► pendant 12 ans Gérard ROSENTHAL va collaborer avec le "Vieux" dans son combat contre Staline en alertant la justice et l'opinion. Il relate cette période orageuse dans *Avocat de Trotsky*, Robert Laffont, 1975.

► pour avoir un aperçu de la lutte politique quotidienne pendant les années 30 on lira avec intérêt la *Correspondance 1929-1939* entre Léon TROTSKY et Alfred et Marguerite ROSMER qui demeurèrent ses amis même après avoir rompu politiquement avec lui en 1931.

► plusieurs REVUES paraissent régulièrement et fournissent nombre de documents et de témoignages inédits concernant Trotsky et le mouvement qu'il a créé :

— en premier lieu, les *Cahiers Léon Trotsky*, dont 70 numéros sont parus depuis janvier 1979. Édité par l'Institut Léon Trotsky dont le président et directeur scientifique est

Pierre BROUÉ.

— les *Cahiers du mouvement ouvrier*, revue trimestrielle éditée depuis avril 1998 par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux (C.E.R.M.T.R.I.). Le directeur de publication est Jean-Jacques MARIE.

— les *Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, publication trimestrielle, dont chacun des 97 numéros parus est consacré à un seul thème.

— enfin le *BLEMR* (Bulletin de Liaison des Etudes sur les Mouvements Révolutionnaires), publication trimestrielle paraissant depuis décembre 1998, dirigée par Jean-Guillaume LANUQUE.

2.

on ne trouve plus en librairie

► le monumental *Trotsky* rédigé par l'ancien trotskyste polonais Isaac DEUTSCHER entre 1952 et 1965 — Julliard. Il comprend 3 tomes : *Le prophète armé* ; *Le prophète désarmé* ; *Le prophète hors la loi*. Même s'il comporte certaines erreurs factuelles signalées par Pierre Broué il

n'en demeure pas moins un livre de référence et il fallait avoir eu une sacrée conviction pour en publier le premier tome un an avant la mort de Staline...

► *Vie et mort de Léon Trotsky* du grand écrivain de l'Opposition de gauche russe, Victor SERGE (Petite Collection Maspéro, n° 115 et 116, 1973). C'est en fait un livre à quatre mains, composé par Serge sur la base des souvenirs enregistrés de Natalya SEDOVA, épouse de Trotsky. Les parties sur la répression stalinienne en URSS, que Serge a subie avant d'être expulsé en 1936, sont particulièrement remarquables.

► les Mémoires de son fidèle secrétaire, Jean VAN HEIJENOORT, décédé en 1986 : *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Les lettres nouvelles, 1978.

► la *Correspondance 1929-1940* entre Léon TROTSKY et Pierre NAVILLE, Denise NAVILLE, Jean VAN HEIJENOORT, l'Harmattan, 1989.

► la *Correspondance 1933-1938* lors des rares et courtes séparations entre Léon et Natalia TROTSKY. Il s'agit là des seuls textes "non politiques" de l'auteur où apparaît véritablement l'être humain avec tous ses problèmes (et également son appétit

sexuel, dans une fameuse lettre du 19 juillet 1937...).

► On ne trouve malheureusement pas non plus les deux livres sur l'assassinat de Trotsky :

— *L'assassinat de Trotsky* de Julian GORKIN, Julliard, 1970. L'auteur, ancien dirigeant du POUM espagnol, est un de ceux qui parvinrent à établir la véritable identité du tueur à une époque où l'URSS et le PCF affirmaient encore que Trotsky avait été exécuté par un des siens, déçu.

— *L'assassinat de Trotsky* de Pierre BROUÉ, éd. Complexe, 1980. Très bonne synthèse de tous les éléments connus avant l'ouverture des archives soviétiques, avec en annexe des documents irremplaçables et une chronologie très utile.

► *Trotsky* d'Ernest MANDEL (Petite collection Maspéro, n° 237, Librairie F. Maspéro, Paris 1980) n'est pas une biographie, mais une étude des apports spécifiques de Trotsky au marxisme. Complet et passionnant, ce petit essai, rédigé à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, mériterait une réédition.

[J.-M. K.]

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.
K. MARX

librairie
La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris
métro Télégraphe
tél : 01 42 38 04 14
fax : 01 42 38 27 51

ouverture : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h

vente par
correspondance
Paris, province,
étranger : envoi
gratuit

Instruments de lutte du prolétariat et dialectique démocratique

Par
Livio Maitan*

Chez aucun autre théoricien se réclamant du marxisme le problème des soviets (conseils, en russe), c'est-à-dire des organismes essentiels d'une démocratie révolutionnaire, n'occupe la place qu'il occupe dans la pensée et l'activité de Trotsky. En 1905, celui-ci saisit rapidement les potentialités de cette forme, surgie spontanément et empiriquement pendant la montée de la révolution. En 1917, de même que Lénine, il met en évidence que les soviets ressurgis ont une tâche décisive à accomplir. Après 1917 et jusqu'à sa mort, il continue de défendre inlassablement la conception soviétique contre les négations et les mystifications stalinienne et il en réaffirme le caractère essentiel pour le développement victorieux de la révolution aussi bien en Chine, qu'en Espagne.

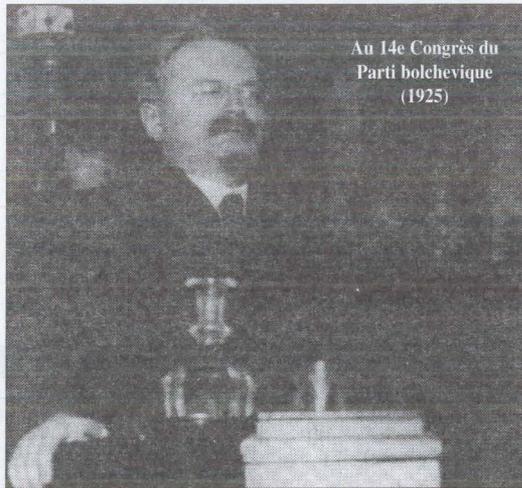
Soviet et syndicats

« Le soviet — lit-on dans son 1905 — organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms. Mais d'autres organisations révolutionnaires remplirent la même tâche avant lui, à côté de lui et après lui : elles n'eurent pourtant pas l'influence dont jouissait le soviet. Le secret de cette influence réside en ceci que cette assemblée sortit organiquement du prolétariat au cours de la lutte directe, prédéterminée par les événements, que mena le monde ouvrier pour la conquête du pouvoir. Si les prolétaires d'une part et la presse réactionnaire de l'autre donnèrent au soviet le titre de "gouvernement prolétarien", c'est qu'en fait cette organisation n'était autre que l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire ».(1)

Dans *Histoire de la révolution russe* Trotsky réaffirme : « L'organisation à l'aide de laquelle le prolétariat peut non seulement renverser l'ancien régime, mais se substituer à lui, ce sont les soviets. Ce qui plus tard devient une affaire d'expérience historique

n'était, jusqu'à l'insurrection d'Octobre, qu'un pronostic historique s'appuyant, il est vrai sur l'expérience préalable de 1905. Les soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, après la victoire, les organes du pouvoir. »

Toujours dans le même livre il indique où résidait l'efficacité du système des soviets : « La forme soviétique ne contient en soi aucune force mystique. Elle n'est nullement exempte des vices inhérents à toute forme de représentation, inévitable tant que celle-ci reste indispensable. Mais la force du soviétisme réside en ceci que, tout de même, il



réduit ces vices au minimum. On peut dire avec assurance, et l'expérience le confirmera bientôt, que toute autre représentation, atomisant la masse, aurait exprimé, dans la révolution la réelle volonté de cette dernière incomparablement plus mal et avec beaucoup plus de retard » (2).

Les soviets étaient donc des organismes qui devaient aborder et résoudre des problèmes cruciaux d'une stratégie révolutionnaire et en premier lieu le problème de la mobilisation et de l'organisation du prolétariat.

La classe ouvrière n'a été jamais considérée par les marxistes comme une couche absolument homogène. En fait, elle est plus ou moins profondément différenciée : par sa place dans des secteurs différents du proces-

sus de production, par une ancienneté de formation différente, par les différenciations de salaires et des conditions de vie et, plus généralement, par les expériences de lutte et les niveaux de prise de conscience. Les syndicats — c'est-à-dire les organisations de masse par excellence dans des phases normales de la lutte de classes où sont à l'ordre du jour des combats pour l'amélioration des conditions de vie et l'affirmation des droits des travailleurs —, même lorsqu'ils affirment vouloir contribuer, sur leur terrain spécifique, à la bataille d'ensemble du prolétariat pour le renversement du système capitaliste, ne réussissent qu'exceptionnellement à unifier la classe ouvrière et à la rendre homogène. Ils deviennent plutôt des instruments de différenciations qui se renouvellent constamment ou bien ils visent surtout à défendre des couches relativement restreintes.

La fonction des soviets est, avant tout, d'organiser la classe ouvrière en tant que force sociale dans sa totalité, dépassant les séparations politiques et syndicales. Dans la mesure où des couches ouvrières d'origine et d'expérience différentes confluent dans la même structure organisationnelle, cette structure facilite l'unification réelle du prolétariat, sa prise de conscience en tant que classe exploitée s'opposant à la classe dominante et intéressée à lutter pour la renverser.

« Le parti et les syndicats conservent leur importance pendant les périodes "paisibles" comme pendant une dure réaction : les tâches et les méthodes changent, mais non point les fonctions essentielles. Mais les soviets ne peuvent tenir que sur la base

* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, est membre de la direction du Parti de refondation communiste (Italie). Le texte qui suit reprend une très large partie d'une contribution de l'auteur au volume *Storia del marxismo contemporaneo*, publié par l'Institut Feltrinelli en 1974.

1. L. Trotsky, *1905*, Éditions de Minuit, 1969, p. 222.

2. L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, 1950, pp. 911 et 238-39.

Léon Trotsky (1879-1940)

d'une situation révolutionnaire et disparaissent avec elle. Unifiant la majorité de la classe ouvrière, ils la placent face à face devant une tâche qui se dresse au-dessus de tous les besoins particuliers, des groupes et des corporations, au-dessus d'un programme de rafistolages, d'amendements et de réformes en général, car c'est le problème de la conquête du pouvoir » (3).

La fonction essentielle des soviets n'aurait pu être mieux et plus synthétiquement exprimée. Mais le soviet ne saurait accomplir sa fonction d'homogénéisation et de mobilisation unitaire des masses s'il n'était pas en même temps un lieu de rencontres et d'affrontements — affrontements même très durs lorsque l'enjeu est le succès et surtout entre les tendances révolutionnaires et plus généralement les tendances et les organisations du mouvement ouvrier. C'est même le terrain d'affrontements par excellence : parce que sa structure elle-même et sa composition permettent que les débats et les affrontements se déroulent à l'abri des pressions et de l'influence des classes ennemies et parce que la problématique abordée est directement liée aux exigences de l'action, dans une phase où le rythme des événements impose des vérifications rapides.

Dans la mesure où le soviet accomplit ces tâches et, étant donné la période où il surgit et ses finalités, il s'élargit également aux masses paysannes, en les organisant en profondeur et les liant au prolétariat, il réalise et renforce cette dualité de pouvoirs qui est le trait essentiel d'une situation révolutionnaire, et constitue donc l'embryon du futur pouvoir prolétarien.

La défense intransigeante de ces conceptions n'a jamais impliqué chez Trotsky une transformation quelconque des soviets en un mythe, encore moins des interprétations du type spontanéiste ou vaguement libertaire. Il a souligné à maintes reprises, y compris dans les écrits que nous avons cités, qu'en dernière analyse les soviets ne peuvent accomplir avec succès leur fonction que si devient hégémonique dans leur cadre une direction politique révolutionnaire.

« Les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à divers fins. Un programme est donné aux soviets par le parti. Si les soviets, dans les circonstances d'une révolution — et, hors d'une révolu-

tion, ils sont généralement impossibles — s'emparent de toute la classe, à l'exception des couches tout à fait arriérées, passives ou démoralisées, le parti révolutionnaire est à la tête de la classe. Le problème de la conquête du pouvoir ne peut être résolu que par la combinaison du parti avec les soviets ou bien avec d'autres organisations de masse équivalent plus ou moins aux soviets » (4).

Dans le cas où ne prévaut pas une direction révolutionnaire, le soviet soit ne réussit pas à se développer réellement soit il accomplit des fonctions qui le vident de son contenu, en le reléguant dans un rôle subordonné ou d'appoint.

Finalement, Trotsky n'a jamais fait de la forme soviétique un fétiche. Ainsi, il a rappelé lui-même que pendant la révolution, à un moment donné, les bolcheviks avaient avancé l'hypothèse que le centre de l'organisation de la lutte pour le pouvoir se déplace vers les comités d'entreprises et même vers des syndicats à direction bolchevique. Ainsi, en se référant aux événements de 1923 en Allemagne, il écrivait :

« Il ne faut pas oublier que, chez nous, les soviets avaient déjà surgi à l'étape "démocratique" de la révolution, qu'ils avaient été alors légalisés en quelque sorte, que nous en avons ensuite hérité et que nous les avons utilisés. Il n'en sera pas de même dans les révolutions prolétariennes d'Occident. Là, dans la majorité des cas, les soviets se créeront à l'appel des communistes et seront par suite des organes directs de l'insurrection prolétarienne. Il n'est pas impossible, évidemment, que la désorgani-



sation de l'appareil étatique bourgeois devienne très forte avant que le prolétariat puisse s'emparer du pouvoir, ce qui permettrait de créer des soviets comme organes déclarés de la préparation de l'insurrection. Mais il y a bien peu de chance pour que ce soit la règle générale. Dans le cas le plus fré-

quent, on ne parviendra à créer les soviets qu'aux derniers jours, comme organes directs de la masse prête à s'insurger. Enfin, il est très possible également que les soviets surgissent après le moment critique de l'insurrection et même après sa victoire comme organes du nouveau pouvoir. Il faut avoir constamment devant les yeux toutes ces éventualités pour ne pas tomber dans le fétichisme d'organisation et ne pas transformer les soviets, de forme souple, vitale de lutte, en "principe" d'organisation, introduit de l'extérieur dans le mouvement et entravant son développement régulier » (5). Dans la critique du projet de programme de l'Internationale communiste, en revenant sur le même argument, Trotsky réaffirmait que dans la situation allemande de 1923 la création éventuelle de soviets du type classique aurait été une opération artificielle : en l'occurrence, ce sont des comités d'entreprise, déjà engagés sur le terrain, qui auraient pu accomplir une telle fonction. En d'autres termes, il ne s'agissait pas, selon Trotsky, de fixer des paradigmes abstraits dans les différents cas.

Fonction et structure du parti

C'est surtout à propos du parti que l'évolution des conceptions de Trotsky a été plus longue et tourmentée. Un essai de 1904 — *Nos tâches politiques* — révèle incontestablement qu'il n'y avait pas chez Trotsky à l'époque une conception du parti comme avant-garde organisée de la classe ouvrière et qu'il n'attribuait pas au parti une fonction décisive (6). Pour reprendre ses propres termes dans les *Leçons d'Octobre*, ce n'est qu'après avoir vécu l'expérience de la révolution de 1905, de la contre-révolution et de la guerre impérialiste qu'il rejoignit la conception de Lénine en adhérant au parti bolchevique en 1917.

Ajoutons que dans les premières années de l'Internationale communiste, avant et plus lucidement que d'autres dirigeants bolcheviques, tout en n'excluant pas que le parti puisse se former au cours même d'un processus révolutionnaire, Trotsky soulignait que l'absence du parti lors d'une crise révolutionnaire éventuelle, aurait dans certains pays d'Europe des conséquences extrêmement négatives.

La définition du parti comme facteur de centralisation de l'action du prolétariat n'a été jamais disjointe chez Trotsky de l'affirmation de son caractère démocratique. On pourrait même dire qu'une telle sensibilité à l'égard de la démocratie interne et la per-

3. Ibidem, p. 706.

4. Ibidem, p. 911.

5. L. Trotsky, *Leçons d'Octobre*, dans *Staline contre Trotsky*, textes réunis et présentés par G. Procacci, F. Maspéro, 1965, p. 75

6. Voir à ce sujet l'article de François Vercaemmen dans ce même numéro d'*Inprecor*.

ception du danger de bureaucratisation étaient à l'origine de ses conceptions depuis son engagement dans le mouvement ouvrier. Quoi qu'il en soit, pour lui, de même que pour Lénine, la démocratie interne n'était pas un luxe d'intellectuels ou d'âmes tourmentées, mais une exigence fonctionnelle. Sans démocratie interne les sources de l'élaboration et de la réflexion critique s'épuiseraient inévitablement en entravant les relais nécessaires avec les masses. A ce sujet il écrivait : « Si toutes les conférences, controverses, discussions particulières qui eurent lieu au sein de la direction du parti bolchevique seulement en octobre avaient été sténographiées, les générations futures pourraient constater par quelle lutte interne intensive se forma, dans les sommets du parti, l'intrépidité nécessaire pour l'insurrection. Le sténogramme montrerait en même temps combien un parti révolutionnaire a besoin d'une démocratie intérieure : la volonté de lutte ne se met pas en froides formules et n'est pas dictée d'en haut, il faut chaque fois la rénover et la retremper » (7).

Dans les années sombres de la régression stalinienne, aux bureaucrates qui exaltaient le monolithisme sous prétexte qu'il fallait déjouer les manœuvres des ennemis, il a à maintes reprises opposé l'image, tout à fait réelle, du parti bolchevique qui organisait des congrès, des débats et des discussions libres en pleine tempête révolutionnaire. C'est justement une telle discussion démocratique, une telle dialectique tout à fait ouverte qui avait été la condition sine qua non de l'homogénéisation politique du parti et de sa direction elle-même, d'une sélection réalisée de la façon la plus féconde,

d'une discipline stricte dans l'action.

Finalement, Trotsky a contribué à la définition des conceptions de l'Internationale communiste qui, en renouant avec les traditions de l'Internationale de Marx et Engels, projetait la construction d'un parti à l'échelle mondiale. Les statuts de l'Internationale, approuvés au deuxième congrès en 1920, affirmaient : « L'Internationale communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible ». A la veille de l'adoption formelle de ces statuts il avait appartenu justement à Trotsky d'écrire dans un texte sur les conditions d'adhésion à l'Internationale que l'Internationale n'était pas une somme arithmétique de partis ouvriers nationaux mais le parti communiste du prolétariat mondial. Il a réaffirmé cette conception dans les années suivantes, au cours de sa lutte contre la dégénérescence stalinienne, qui a débouché sur la fondation de la IV^e Internationale. Pour lui, il ne s'agissait pas de proclamer des finalités abstraites ni de prétendre anticiper une société communiste future à l'échelle mondiale. Le problème était de construire un instrument valable pour une bataille dont les dimensions mondiales étaient de plus en plus péremptoires.

Il faut ajouter, par ailleurs, que la conception du parti qu'avaient Lénine et

Trotsky ne comportait pas la moindre concession à une quelconque idée de préfiguration. Pour la construction du socialisme il est certes important que le parti hégémonique ait dès le début des structures réellement démocratiques. Mais il n'en découle guère qu'il soit conçu comme un microcosme qui anticipe les traits de la société nouvelle. Le parti est essentiellement un instrument de lutte pour la conquête du pouvoir dans les conditions données de la société capitaliste. Toute analogie entre un tel organisme, qui n'englobe que des couches d'avant-garde de la classe ouvrière, et une société dans sa totalité, nécessairement articulée et différenciée, est une analogie qui, ignorant les conditionnements objectifs et les exigences de deux phases qualitativement distinctes, comporterait, en dernière analyse, l'acceptation d'une approche idéalisante.

Soviet, syndicat et parti dans la société de transition

Il est bien connu que la contribution principale de Trotsky à la pensée révolutionnaire réside incontestablement dans l'analyse des phénomènes de bureaucratisation d'une société de transition. Une telle analyse et la réflexion critique sur les vicissitudes de l'Union Soviétique à l'époque de Staline lui ont permis non seulement d'aborder plus généralement la problématique de la transition, mais aussi de préciser ses conceptions sur le rôle dans un tel contexte des soviets, des syndicats et du parti. Dans une phase où, malgré le saut qualitatif représenté par l'avènement du prolétariat au pouvoir, subsistent objectivement des éléments de continuité par rapport à la société précédente, la classe ouvrière ne peut pas renoncer aux instruments dont elle s'est servie dans sa lutte pour le renversement du capitalisme. Toujours est-il que les fonctions de ces instruments changent, sous certains aspects même radicalement, et changent en même temps leurs rapports dialectiques.

Le parti maintient une fonction essentielle. Dans les premières années de la révolution cette idée a été exprimée par Trotsky, de même que par Lénine, en ayant recours à des formules qui, aujourd'hui, apparaissent draconiennes et très dangereuses. Notamment Trotsky a écrit dans *Terrorisme et communisme* :

« L'expérience nous a conduit à décider que sur toutes les questions litigieuses, dans tous les conflits entre les administrations et



Commissaire du peuple à la guerre dans son bureau

7. L. Trotsky, Histoire de la révolution russe, p. 905.

Léon Trotsky (1879-1940)

dans les conflits de personnes à l'intérieur des administrations, le dernier mot appartenait au Comité central du parti. Cela épargne beaucoup de temps et d'énergie, et dans les circonstances les plus difficiles et les plus compliquées, cela garantit l'indispensable unité d'action. Un pareil régime n'est possible que si l'autorité du parti reste absolument incontestée, que si la discipline du parti ne laisse absolument rien à redire. (...) Le rôle exceptionnel que joue le parti communiste lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est tout à fait compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. A l'intérieur de cette classe on trouve des couches diverses, des états d'esprit dissemblables, des niveaux de développement différents. Or la dictature présuppose unité de volonté, unité de direction, unité d'action. Par quel autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline interne indiscutée » (8).

Ce sont justement certaines pages de *Terrorisme et communisme* qui révèlent une tendance à dresser des généralisations en partant d'expériences et d'exigences d'une phase tout à fait particulières de la première république soviétique. Dans le contexte de la guerre civile, face à l'attitude de partis qui avaient eu dans le passé un poids important dans les soviets, mais par la suite s'étaient rangés, dans leur grande majorité, du côté de la contre-révolution, certaines affirmations et prises de positions n'étaient pas dépourvues de tout fondement. Mais l'erreur consistait, justement, à ériger en principe une nécessité conjoncturelle ou un choix tout à fait spécifique ou tout au moins d'aller dans cette direction.

Plus tard, au vif du conflit avec Staline, la plate-forme de l'Opposition (rédigée par Trotsky et Zinoviev) revenait sur le problème en l'abordant sous un autre angle : « Pour

réaliser son programme d'exclusion de l'Opposition, Staline l'accuse de vouloir constituer un "deuxième parti". (...) Notre tâche consiste à maintenir l'unité du Parti à tout prix, à repousser toute tentative de scission, d'amputation, d'exclusion, etc., et en même temps à donner au Parti la possibilité d'examiner et de résoudre librement les questions litigieuses dans le cadre d'un parti unique. (...) En nous posant comme tâche de redresser à temps la ligne de la direction, nous détruisons par là même le reproche qu'on nous fait de travailler à la scission du Parti et à la création d'un nouveau parti. La dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul Parti prolétarien uni, comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes » (9).

Néanmoins, Trotsky n'a jamais accepté une conception idéalisant le rôle du parti : à ses yeux, les attitudes des bolcheviks dans les premières années du pouvoir révolutionnaires étaient dictées par un contexte tout à fait conjoncturel. Même dans *Terrorisme et communisme* il avait écrit : « Si le parti et les syndicats étaient des organisations de préparation de la révolution, les soviets sont l'instrument de cette révolution elle-même. Après la victoire, les soviets deviennent les organes du pouvoir. Le rôle du parti et des syndicats, sans diminuer d'importance, se modifie substantiellement. » (10)

Quelques années plus tard il précisait dans *Littérature et révolution* : « Si le parti dirige le prolétariat, il ne dirige pas le processus historique. Oui, il est des domaines où il dirige directement, impérieusement. Il en est d'autres où il contrôle et encourage, certains où il se borne à encourager, certains encore où il ne fait qu'orienter » (11). A

plus forte raison il développera dans ce sens sa conception dans des écrits des années 1930, s'inspirant dans une large mesure des expériences cruciales de la lutte contre la dégénérescence stalinienne.

Qui plus est, dès les premiers signes de la dérive bureaucratique Trotsky se rendait compte que le parti pouvait être en même temps la première victime et le principal instrument d'une telle dérive. Certaines pages de *Cours nouveau* (1923) sont éloquentes en la matière. L'auteur présente la démocratie interne comme la garantie la plus élémentaire contre ce danger, conjointement avec la sauvegarde de la composition sociale du parti. C'est justement sur ce terrain qu'il mène ses premières batailles contre les bureaucrates. D'après lui, pour accomplir les tâches de l'édification socialiste, il était absolument nécessaire de maintenir et d'enrichir les structures démocratiques, précondition de la victoire de 1917. Ainsi, la défense des critères et des pratiques de l'époque de Lénine devenait un leit-motiv de ses écrits, où il mettait avant tout en relief la revendication du droit de tendance en tant que condition sine qua non d'une dialectique interne réelle, en dépit de tous les inconvénients qui découlent inévitablement de l'émergence de tendances ou de fractions.

Toutefois, le caractère démocratique de la nouvelle société ne pouvait pas n'être

8. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Prométhée, 1980, pp. 117-118.

9. La Plate-forme des Bolcheviks-Léninistes pour le XV^e Congrès du PC de l'URSS, dans : L. Trotsky, *La lutte antibureaucratique en URSS*, tome 1, UGE, collection 10/18, 1975, p. 204 et p. 247.

10. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Prométhée, 1980, p. 117. Dans la brochure *Bolchevisme ou stalinisme* de 1937 Trotsky écrit : « Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque "théorie" bolcheviste, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et épuisé, entouré d'ennemis de toutes parts. » Il rappelle aussi : « L'auteur de ces lignes a, plus d'une fois, examiné, avec Lénine, la question de la possibilité de laisser aux anarchistes certaines parties du territoire pour qu'ils y mènent avec le consentement de la population, leurs expériences de suppression immédiate de l'État. Mais les conditions de la guerre civile, du blocus et de la famine laissèrent trop peu d'aisance pour de pareils plans. » (réédité dans le recueil préfacé par Carlos Rossi : L. Trotsky, *Bolchevisme contre stalinisme*, Éditions de la Taupe Rouge, n° 9, sans date, pp. 99-100).

11. L. Trotsky, *Littérature et révolution*, Julliard, 1964, p.188.



garanti que par le parti, et pour la très simple raison qu'un parti du type léniniste ne regroupe qu'une minorité du prolétariat et donc une minorité encore plus restreinte de la société dans son ensemble. Ce sont la classe ouvrière et les autres couches de la population travailleuse qui, dans leur totalité en tant que corps social, doivent jouer un rôle actif dans la gestion économique, dans l'administration, dans les choix politiques fondamentaux. Ce but ne peut pas être atteint par le truchement du parti ou seulement par le truchement du parti. Il ne peut pas être atteint non plus par des mobilisations de masse, aussi fréquentes et importantes soient elles. Il présuppose l'existence d'organismes qui fonctionnent constamment et soient en condition d'être effectivement les dépositaires de la souveraineté populaire. Ce rôle ne peut appartenir qu'aux soviets, surgis comme alternative au pouvoir des vieilles classes dominantes dans le creuset de la révolution. Structurés démocratiquement de manière à garantir par leur système d'élection propre l'expression la plus directe des besoins et de la volonté des larges masses et le turn-over nécessaire à tous les niveaux, ils constituaient les éléments irremplaçables d'une démocratie nouvelle, qualitativement supérieure par rapport à n'importe quelle autre forme de "démocratie" instaurée auparavant par les vieilles classes dominantes. En d'autres termes, par leur contenu (composition sociale) et leur structure (démocratique-révolutionnaire) ils étaient, dans la conception de Trotsky, le fondement de cette dictature du prolétariat qui, si elle peut se servir d'un glaive contre les anciens exploiters, doit en même temps mettre en condition la fameuse cuisinière évoquée par Lénine de gérer les affaires de l'État. Ce n'est pas par hasard, donc, que, dans la lutte de Trotsky contre Staline, la revendication de la reconstruction des soviets, de la réaffirmation de leurs fonctions originelles, revient comme un leitmotiv, de la *Plate-forme de l'Opposition* de 1927 au *Programme de transition* de 1938.

Dans sa période de maturité, Trotsky parachevait sa conception sur la dialectique interne d'une société de transition en introduisant l'idée de pluralité des partis soviétiques. A ses yeux la question se posait de savoir comment serait-il possible de garantir une dialectique au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie sans que cette dialectique soit fourvoyée par l'influence ou l'ingérence des vieilles classes dominantes et/ou par la toute-puissance bureaucratique. Le droit de former des partis était donc envisagé dans le cadre d'une acceptation des fondements et des lois de la société issue de la révolution : « *Dans les soviets il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges. La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, monteront quels partis sont soviétiques* » (12).

Il est bien connu que la pensée de Trotsky sur la fonction des syndicats a connu des changements très importants. Dans *Terrorisme et communisme* — qui, nous l'avons vu, occupe une place tout à fait particulière dans la mesure où c'est surtout dans ce texte que se dessine une tendance à tirer des généralisations trop rapides en partant d'éléments empiriques limités — il avait expliqué sans détour que les syndicats devaient soutenir l'action du gouvernement, organiser le travail de formation scientifique et technique de façon que chaque ouvrier

puisse être stimulé à réfléchir sur le terrain théorique dans le but de rendre plus productive l'organisation du travail. Un peu plus tard, dans un débat célèbre au sein du parti, il avancera l'idée « *d'étatisation des syndicats* » qui fournira des arguments à ceux qui ont prétendu et prétendent que Trotsky aurait, en dernière analyse, déblayé le terrain à Staline.

A ce sujet rappelons d'abord que Trotsky exprimait cette idée dans le contexte très spécifique du "communisme de guerre". Qui plus est, selon lui, l'intégration des syndicats dans les structures de l'État aurait dû faciliter la participation active de la classe ouvrière à la gestion de l'économie. Cela n'empêche que l'attitude de Lénine était plus correcte et plus clairvoyante dans la mesure où elle partait de la compréhension de la nécessité pour les travailleurs de disposer, dès la première phase de la transition, d'organismes de défense de leurs intérêts en tant que consommateurs, même par rapport au pouvoir issu de la révolution (13). Par la suite, aussi bien dans la *Plate-forme de l'Opposition* que dans le *Programme de transition*, Trotsky a tiré la même conclusion en réaffirmant le rôle propre des syndicats et l'exigence de leur autonomie face à l'État.

En guise de conclusion

La démocratie d'une société de transition ne peut être garantie, selon Trotsky, que par une dialectique d'ensemble, basée sur des organismes et des instruments différenciés et multiples. Si on ignore différenciations et multiplicité — déterminées non seulement par différentes exigences à différents niveaux, mais aussi, par la persistance d'une relative stratification sociale — on tombe dans l'idéalisme abstrait, dans l'utopie ou on favorise, en fait, la gestion du pouvoir par une nouvelle caste dominante et l'expropriation politique du prolétariat. Selon Staline et ses partisans, dans la société post-révolutionnaire il n'existerait qu'une seule classe, ce qui justifierait le monolithisme et l'interdiction d'autres partis et même de tendances au sein du parti hégémonique. Il s'agit d'une mystification manifeste : parce que dans une phase de transition subsistent des classes autres que le prolétariat, notamment les paysans, qui doivent participer activement par leurs propres chemins à la construction de la société nouvelle ; parce que la classe ouvrière elle-même, malgré son



Falsification historique stalinienne : Deux photos du même meeting, sur celle du bas, Trotsky a disparu, retouché.
Page de droite : Trotsky lors de son premier séjour en Sibérie.



12. *Programme de transition*, édition d'août 1946, p.32.

13. Voir à ce sujet l'article d'Ernest Mandel (signé E. Germain) dans la revue *Quatrième Internationale*, mars 1955.

Léon Trotsky (1879-1940)

unité dans la lutte pour le pouvoir, n'est pas un tout homogène ni socialement ni politiquement ; parce qu'il n'y a aucune corrélation mécanique entre nature sociale et choix et orientations dans des contextes successifs. L'épanouissement d'une dialectique démocratique multiple est le seul moyen fécond, historiquement concret, qui puisse permettre de dépasser les divergences et les conflits éventuels vers la construction d'une société structurellement plus homogène.

Par ailleurs, sur la dialectique d'une société post-révolutionnaire, Trotsky avait eu une intuition lucide déjà dans des écrits de sa jeunesse. Dans *Nos tâches politiques* il avait écrit entre autres : « Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique, que par de longues "discussions", que par la lutte systématique, lutte non seulement du monde socialiste avec le monde capitaliste, mais aussi lutte des divers courants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme : courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera, par dizaines, par centaines, de nouveaux problèmes, insolubles à l'avance » (14).

Lors des polémiques sur le premier plan quinquennal, voilà comment il indiquait les thèmes sur lesquels aurait dû se développer un débat démocratique : « Nous abordons la question de la liaison entre l'économie et le régime, quand nous disions, à la suite de nos maîtres, que l'ascension véritable de l'économie socialiste sera liée non pas à la suppression de la discussion et des luttes, mais, au contraire, avec leur immense épanouissement sur une base nouvelle, que des fractions se créeront : les "électricateurs", les "pétroliers", les "tractoristes", etc..., que la lutte de cette démocratie industrielle sera un des facteurs importants de régulation du développement industriel, dans une certaine mesure semblable au Moyen-âge, quand la lutte des corporations régularisait la production de cette époque » (15).

Finalement, dans *Littérature et révolution* Trotsky esquisse par une anticipation saisissante les contenus de la dialectique d'une société nouvelle dans sa phase la plus mûre : « Dans la mesure où les luttes politiques seront éliminées — dans une société

où il n'y aura pas de classes il ne saurait y avoir de telles luttes — les passions libérées seront canalisées vers la technique et la construction, également vers l'art, qui, naturellement, deviendra plus ouvert, plus mûr, plus trempé, forme la plus élevée de l'édification de la vie dans tous les domaines, et pas seulement dans celui du "beau", ou en tant qu'accessoire. Toutes les sphères de la vie, comme la culture du sol, la planification des habitations, la construction des théâtres, les méthodes d'éducation, la solution des problèmes scientifiques, la création de nouveaux styles intéresseront chacun et tous. Les hommes se diviseront en "partis" sur la question d'un nouveau canal géant, ou la répartition d'oasis dans le Sahara (une telle question se posera aussi), sur la régulation du climat, sur un nouveau théâtre, sur une hypothèse chimique, sur des écoles concurrentes en musique, sur le meilleur système de sports. De tels regroupements ne seront empoisonnés par aucun égoïsme de classe ou de caste. Tous seront également intéressés aux réalisations de la collectivité. La lutte aura un caractère purement idéologique. Elle n'aura rien à voir avec la course aux profits, la vulgarité, la trahison et la corruption, tout ce qui forme l'âme de la "concurrence" dans la société divisée en classes. La lutte n'en sera pas pour cela moins excitante, moins dramatique et moins passionnée. Et, comme dans la société socialiste, tous les problèmes de la vie quotidienne, autrefois résolus

spontanément et automatiquement, aussi bien que les problèmes confiés à la tutelle de castes sacerdotales, deviendront le patrimoine général, on peut dire avec certitude que les passions et les intérêts collectifs, la concurrence individuelle, auront le champ le plus vaste et les occasions de s'exercer les plus illimitées » (16). ■



En haut : Trotsky au début des années 1920.

En bas : les membres du soviet de St Petersburg de 1905 lors de leur procès.



14. L. Trotsky, *Nos tâches politiques*, Belfond, 1970, pp. 201-202.

15. L. Trotsky, *Contre la capitulation (Lettres à des camarades russes)*, dans L. Trotsky, *Écrits 1928-1940*, tome 1, Marcel Rivière, 1955, p.187.

16. L. Trotsky, *Littérature et révolution*, Julliard, 1964, p.198.

Démocratie directe

au Sud du Brésil

Par
Luis Pilla Vares*

« Nous ne sommes pas perdus. Au contraire, nous vaincrons si nous n'avons pas désappris à apprendre »

Rosa Luxemburg

La démocratie représentative, qui est née de la lutte des classes et a fini par devenir le paradigme des pays capitalistes occidentaux, est en crise terminale. Elle a perdu toute substance et à ce jour rares sont ceux qui voient en ce système une forme politique capable de représenter de manière effective les véritables intérêts du peuple. Cette crise s'est encore aggravée avec le triomphe idéologique du néolibéralisme et la capitulation totale de la social-démocratie parallèlement à la crise de toutes les formes d'État-providence. En fait, la démocratie représentative s'est transformée de plus en plus en un pur rituel, avec la tendance croissante à l'abstention des citoyens et des citoyennes face à la politique en général.

D'autre part, l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est européen — il est abusif et incorrect de nommer ces régimes "socialisme réel" — a contribué, d'une autre façon, à mettre à mal la crédibilité du socialisme. L'effondrement du stalinisme, cependant, a permis de prouver les thèses des marxistes critiques sur l'incompatibilité du système autoritaire de parti unique avec le socialisme. La catastrophe des régimes bureaucratiques a liquidé à leur tour les derniers grands partis communistes de masse, comme l'italien et le français.

Ainsi, si les classes travailleuses depuis de nombreuses années vivaient anesthésiées par leurs directions traditionnelles « social-démocrates » et « communistes » elles sont restées quelques années entièrement démobilisées et inactives, ne constituant plus désormais une opposition réelle au néolibéralisme triomphant sur le plan idéologique. Les luttes contestataires allaient se trouver à la charge de mouvements comme celui des femmes, des groupes ethniques, écologiques ou d'orientation sexuelle. Ce n'est

La réflexion sur le rôle de l'auto-organisation des masses, de leur participation aux affaires de l'État et du rôle de la démocratie — que Trotsky avait si fortement mis en avant lors de son analyse de la bureaucratisation de l'URSS — ne s'est, heureusement, pas arrêtée en août 1940. Le mouvement qu'il a contribué à fonder l'a poursuivie au cours de sa « traversée du désert » et a pu féconder de nouvelles expériences, comme celle, en cours aujourd'hui, dans le Sud brésilien. Nous avons jugé utile de demander à nos camarades de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs du Brésil, de la présenter à nos lecteurs, à la fois en hommage posthume à celui qui a contribué à maintenir vivante la praxis marxiste et en tant que contribution à la réflexion actuelle des révolutionnaires.



que maintenant, passé le reflux de la défaite, que les classes travailleuses recommencent à se manifester, ce dont constituent des exemples marquants les historiques mouvements de grève de 1995 en France et les récentes manifestations de Seattle et Washington. Cette renaissance de la volonté de lutte des classes travailleuses présente l'avantage indiscutable d'être affranchie de la tutelle des vieilles directions, et il se peut que ce soit l'indication de l'ouverture d'une nouvelle période de luttes de classes conscientes, y compris parce que si le néolibéralisme a triomphé idéologiquement, du point de vue économique et social il a tourné au cauchemar pour les larges masses et les exclus. Ailleurs, cependant, la lutte a continué. En Corée du Sud, au Mexique avec les Zapatistes et au Brésil avec le Mouvement des Travailleurs sans Terre (MST) et le Parti

des Travailleurs (PT).

C'est à propos de ce dernier que je vais écrire, particulièrement pour son expérience politique à la municipalité de Porto Alegre de 1989 à ce jour, et au gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul, l'un des plus importants du pays, où il a triomphé lors des élections de 1998, portant Olívio Dutra au poste de gouverneur. Le PT est né, en fait, dans la région industrielle de São Paulo, qu'on appelle l'ABC, au cours des luttes ouvrières historiques contre la dictature militaire pendant la seconde moitié des années 70. Ce sont ces luttes qui ont conduit à la

* Luis Pilla Vares, militant de la Tendance Démocratie Socialiste (qui regroupe au sein du Parti des travailleurs du Brésil les militants qui se réfèrent aux conceptions de la IVE Internationale), fait partie du gouvernement démocratique-populaire de l'État de Rio Grande do Sul.

Léon Trotsky (1879-1940)

fondation du Parti des Travailleurs en 1980. D'après le maire de Porto Alegre, Raul Pont : « Nous naissons dans une conjoncture de déclin et de crise du régime militaire de 1964. L'autoritarisme de la dictature et de son système politique bipartite ne supportait plus le rapide développement industriel et les nombreux acteurs sociaux que le miracle industriel avait engendrés. Les immenses agglomérations urbaines, les grandes concentrations d'usines et d'universités met-



taient en évidence le mûrissement du capitalisme brésilien et la claire stratification qui en découlait. Le PT a été l'expression politique de cette nouvelle conjoncture. Il agissait au sein des grandes grèves de la fin des années 70 et sous la direction des principaux cadres que les luttes syndicales ont produits dans la période. »

Ainsi, le PT est né grâce à l'expérience critique de l'histoire de la gauche brésilienne et internationale, mais en même temps, en lien direct avec la pratique de la lutte des classes. Il est apparu comme un parti laïque, vers lequel ont convergé des tendances idéologiques distinctes, comme différentes tendances marxistes, purement syndicalistes et socialistes-chrétiennes fondées sur la théologie de la libération. Il s'agissait donc d'un « parti de type nouveau », sans exemple dans l'histoire des organisations politiques de la classe travailleuse, tradition-

nellement divisée entre les conceptions bolcheviques, social-démocrates et staliniennes, outre les petits groupes gauchistes qui allaient puiser leur inspiration chez Rosa Luxemburg et la Ligue Spartakiste, Anton Pannekoek et les communistes conseillistes, et autres. Le PT était donc décidé à présenter une alternative différenciée de pouvoir, dans une époque de reflux révolutionnaire et de stratégie défensive des classes travailleuses. Le principe politico-idéologique unificateur du parti, néanmoins, aussi contemporain qu'il fût, malgré tout ce qu'il devait aux circonstances, fut trouvé dans le programme de la Première Internationale et dans la tradition des marxistes critiques comme Rosa, Trotsky et Gramsci : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ou ne sera pas, et le concept du socialisme est inséparable de la plus large démocratie politique.

Ainsi, dans leur propre pratique interne, les pétistes ont appliqué dans le quotidien de leur militantisme ces deux critères inséparables et fondamentaux pour la création d'une nouvelle société. Donc, même s'il était loin de prétendre présenter à la société une « recette » pour affronter le néolibéralisme, le PT réunissait les conditions pour relever le défi. Plus : il avait la certitude que ce ne serait possible que dans un dialogue permanent avec la société et que cela ne pourrait devenir viable qu'avec la création d'une « sphère publique populaire ».

1989 : c'est ainsi que commença à prendre corps l'idée du Budget Participatif pour la gestion de la première municipalité démocratique-populaire de Porto Alegre avec le maire (devenu aujourd'hui gouverneur du Rio Grande do Sul) Olívio Dutra ; elle s'est consolidée quelques années plus tard, en 1993, pendant le mandat du maire Tarso Genro. Aujourd'hui, onze ans plus tard, la population tient pour un acquis le Budget Participatif. Malgré l'opposition acharnée que, pendant tout ce temps, ont menée les politiciens bourgeois et populistes. Maintenant, ils n'ont plus les moyens de nier la nouvelle réalité, mais ils veulent vider de contenu le Budget Participatif en proposant les formes d'« institutionnalisation » les plus diverses, ce qui signifierait corseter irrémédiablement la première assemblée populaire autonome du Brésil. Ils savent, c'est très clair, que le Budget Participatif élimine toutes les bases de leur traditionnelle politique clientéliste qui fragmente et atomise les masses, reproduisant la soumission politique caractéristique des sociétés capitalistes.

Au-delà des réalisations matérielles des trois administrations populaires de Porto

Alegre, il est certain que c'est le Budget Participatif qui a garanti les victoires du Parti des Travailleurs et de ses alliés de gauche aux élections successives dans la capitale du Rio Grande, victoires qui se sont maintenant étendues à tout l'État gaúcho. Avec le Budget Participatif, les masses se sentent maîtresses de leur destin, décidant des travaux à entreprendre et de l'allocation de ressources budgétaires.

Il s'agit, à la vérité, d'une nouvelle étape de l'histoire politique et sociale brésilienne. Un commencement au contenu évidemment révolutionnaire, car il modifie substantiellement les relations des masses avec l'État. Le budget cesse d'être l'œuvre des seuls spécialistes et techniciens, pour devenir une décision collective et populaire. D'après Ubiratan de Souza : « La principale richesse du Budget Participatif est la démocratisation de la relation de l'État avec la société. Cette expérience rompt avec la vision traditionnelle de la politique, où le citoyen limite sa participation politique à l'acte de voter, et les gouvernements élus peuvent faire ce qu'ils veulent, grâce à des politiques technocratiques, populistes et clientélistes. Le citoyen cesse d'être un simple adjutant de la politique traditionnelle pour devenir un protagoniste actif de la gestion publique. » Nous nous trouvons dès lors face à un nouveau centre de décision, constitué par les couches les plus profondes de la société. Il s'agit d'un espace, « d'une sphère publique populaire », où les décisions inversent les priorités, donnent une autre direction aux politiques publiques de la municipalité.

D'après Cristovão Veil, qui l'a étudié : le Budget Participatif, tel qu'il est pratiqué, chaque année, dans la ville de Porto Alegre, est un outil pour la création d'un projet stratégique de démocratie, capable de projeter l'utopie. Plus : c'est un instrument institutionnel des masses pour la formulation élargie de la socialisation de la politique, de la socialisation du pouvoir (partage de l'autorité d'État) et de l'avènement d'une construction progressive de micro- et macro-structures qui conduisent à la stratégie d'hégémonie, vers la société post-capitaliste autogestionnaire. Le Budget Participatif déprivatise et rend public le budget de l'État, la simple existence d'un conseil populaire autonome avec une démocratie interne, a priori, garantit le caractère public des ressources étatiques. La domination bourgeoise ouverte dans l'État libéral moderne s'enrichit du budget d'État « qui devrait être public » à des fins privées. Elle l'utilise avec l'objectif (non consenti, « idéologisé ») de réguler la concurrence entre les unités du capital privé, et le maintien général de la

production/reproduction du capital global. Tel est le contenu le plus significatif du Budget Participatif. Il s'agit, en réalité, d'une rupture radicale avec la politique institutionnelle, bourgeoise. Les masses — et il s'agit effectivement de masses — arrivent à diriger, elles-mêmes, la destination des ressources budgétaires. En d'autres termes, le budget cesse d'être un mystère, une question de spécialistes et devient un sujet public au plein sens du terme. Au-delà, cela introduit l'éthique dans la politique quotidienne : comme l'affirme le maire de Porto Alegre, Raul Pont, « cette expérience de démocratie participative a prouvé que la gestion transparente des ressources est la meilleure façon d'éviter la corruption et le mauvais usage de l'argent public. La participation populaire a rendu possible une dépense publique efficace avec des résultats en travaux et en actions. A Porto Alegre, aujourd'hui, les citoyens connaissent et décident sur les affaires publiques et se transforment ainsi de plus en plus en sujets de leur propre avenir. » Rosa Luxembourgeois affirme que les masses apprennent à gouverner en gouvernant. Telle était aussi l'idée qui se trouvait au centre des soviets de Lénine et Trotsky pendant la Révolution d'Octobre : à Porto Alegre de nombreuses cuisinières prennent des décisions sur le Budget et la phrase classique de Lénine prend un contenu concret sans le moindre soupçon de démagogie.

Néanmoins, il faut être clair et les pétistes de la Municipalité de Porto Alegre, et aujourd'hui du gouvernement du Rio Grande do Sul, le savent bien, le Budget Participatif n'est qu'un début et la transformation/reconstruction d'un nouvel État doit s'étendre à travers toutes les sphères de l'administration. D'ailleurs c'est en voie de construction, comme par exemple dans l'Éducation à Porto Alegre où professeurs, employés, élèves et parents d'élèves décident de l'allocation des ressources. L'exemple est gratifiant car il n'est pas rare que de nombreuses écoles oublient leurs particularités et s'unissent autour d'un unique projet. L'autre avancée indiscutable est le Congrès de la Ville, qui cette année a connu sa troisième édition depuis 1993, où l'ensemble des citoyens discutent, débattent

et projettent le contenu de Porto Alegre. « Ce III^e Congrès revêt une importance particulière parce qu'il doit penser et planifier la ville pour le début du troisième millénaire, fournissant des matériaux et des propositions importantes pour l'élaboration, l'an prochain, du Plan du Gouvernement. La pratique démocratique à Porto Alegre se consolide ainsi, en incorporant les citoyens actifs qui assument directement une part du pouvoir public municipal. »



Pourtant, nous ne pouvons penser les profondes modifications survenues à Porto Alegre, et qui commencent maintenant à s'étendre à tout le Rio Grande do Sul, ni de façon purement administrative, ni de façon idyllique, comme si tout était pleinement consolidé. Au contraire, nous devons avoir pleinement conscience de ce que ce processus révolutionnaire se situe dans un contexte de lutte des classes acharnée. Les politiciens bourgeois savent parfaitement que cette pratique qui donne un contenu réel à la démocratie met fin aux privilèges, au clientélisme et, en dernière analyse, au pouvoir du Capital sur l'ensemble de la société. Il s'agit donc d'une lutte des classes et, en conséquence, d'une lutte politique qui se déroulera encore pendant une longue période.

C'est dans ce contexte que le concept gramscien d'hégémonie prend une impressionnante dimension concrète. Nous

sommes dans le Sud du Brésil, à contre-courant du néolibéralisme, en train de montrer dans la vie quotidienne que l'Histoire n'est pas finie et qu'un autre chemin est possible et viable. Dans cette lutte pour l'hégémonie, nous n'avons aucune illusion : nous savons que la dispute institutionnelle pour l'hégémonie se combine avec la lutte des mouvements sociaux, avec la lutte du MST, avec les syndicats, avec les mouvements de chômeurs, avec la lutte pour les droits humains et avec les mouvements écologistes, des femmes, ethniques, culturels.

Au fondement de tout cela se trouve la conscience claire et assumée que nous luttons, ici au Brésil, pour la rénovation et la refondation d'un socialisme radicalement démocratique, selon son propos originel, celui de la Ligue des Justes, puis de la Ligue des Communistes, celui de la Première Internationale, celui de la Commune de Paris, celui des soviets des Révolutions russes de 1905 et 1917 ; le socialisme de Marx, Engels, Lénine, Rosa, Trotsky, Mariátegui, Che Guevara. Enfin, le seul socialisme possible, celui où les masses s'autodéterminent. Nous savons que nous ne faisons que commencer. Nous savons aussi que, outre les flux et reflux de la lutte des classes, nous affrontons aussi les « dangers professionnels du pouvoir ».

Et, en fin de compte, Porto Alegre et le Rio Grande do Sul ne sont pas des îles perdues dans un immense océan néolibéral. Notre victoire influera, et en même temps dépendra d'autres luttes en Amérique Latine et dans le reste du monde. Luites qui, heureusement, ont repris et commencent à prendre de la vigueur. De notre côté, nous avons l'avantage d'avoir enterré définitivement le déterminisme et le fatalisme. Nous savons que l'avenir n'est pas donné et que seule la lutte, « autrement dit la subjectivité et la volonté », peut changer le cours de l'Histoire. Jamais n'a été si actuel le défi lancé par Rosa Luxembourgeois : « Socialisme ou barbarie ! ». Le monde n'a jamais été aussi proche du dernier terme de l'alternative. Mais notre expérience politique, alliée à d'autres qui se font jour une fois que l'illusion libérale s'est dissipée, montre qu'un autre chemin pour l'humanité est possible. ■

Trotsky et la culture

Par
Michel Lequenne*

La récente réédition de *Littérature et Révolution* (1), soixante-dix-sept ans après sa publication en russe, et trente-six ans après sa première édition française enrichie de textes allant jusqu'à 1938, serait-ce un signe que l'intérêt pour les écrits de Trotsky ressurgit en notre ère de la confusion (très peu innocente) entre bolchevisme et stalinisme ?

Il sera intéressant de voir si les maîtres de la critique littéraire actuelle l'accueillent encore par le silence. En 1964, ceux du temps n'avaient pas soufflé mot, à trois exceptions près, dont une seule, celle de François Chatelet, dans *l'Express*, avait été élogieuse, à des réserves près sur le jugement que Trotsky portait sur les "formalistes". Les deux autres, de Jorge Semprun, dans le *Nouvel Observateur*, et de Pierre Vidal-Naquet, dans *l'Action*, quoique parlant de points de vue différents, le premier en cours de déstalinisation laborieuse, le second, déjà, du point de vue de la continuité "bolchevisme-stalinisme", aboutissaient pourtant à peu près à la même conclusion : pour Semprun, la critique de Trotsky annonçait celle de Jdanov ; pour Vidal-Naquet, cette critique était celle d'un dictateur menaçant, et le trotskysme le « frère jumeau » (seulement malheureux) du stalinisme. Il sera intéressant de voir si le temps a modifié leur point de vue (2). Mais parions, le postmodernisme aidant, que si l'on a quelque chose, ce sera encore du

même tonneau, voire pire. Bien qu'il faille de sacrées lunettes brouillées pour lire Trotsky à l'envers de ce qu'il écrit !

Contre l'anachronisme critique

Pour parer d'emblée aux critiques à venir, notons tout de suite le vice le plus fréquent de la lecture de textes du passé : l'anachronisme.

L'étude de 1923 est écrite en un court moment de calme et de liberté (3) entre la fin de la guerre civile et le Thermidor soviétique, c'est-à-dire l'élimination de Trotsky après la mort de Lénine et la prise du pouvoir par le triumvirat Staline, Zinoviev, Kamenev. Trotsky dispose d'un moment pour respirer alors que la lutte de courants fait rage dans les milieux intellectuels. Trotsky s'est, toute sa vie, sans exception pour la guerre civile, reposé en lisant. Il est à coup sûr l'un des plus cultivés des dirigeants bolcheviks (Annenkov, le grand peintre, SR de gauche, parti d'URSS en 1924, ne me disait-il pas dans les années cinquante que Trotsky, était « le seul » dirigeant bolchevik cultivé. Ce qui était injuste, au moins pour Lounatcharsky). Comme Lénine, Trotsky est



Un des portraits de Trotsky par le peintre cubiste Youri Annenkov

alors inquiet de dérives gauchistes, ouvriéristes, sur le front de l'art et de la littérature. L'idée d'un art et d'une littérature socialistes, ou prolétariennes, est pour lui un non-sens, non seulement impossible dans une période "de transition", et dans un pays où même la classe ouvrière est culturellement arriérée, mais tout simplement parce que le prolétariat ne peut se réaliser qu'en se supprimant, et qu'un nouvel art, une nouvelle culture ne pourra exister que dans la société sans classes. Ce qui est possible, et qui doit être l'objectif de l'intelligentsia, c'est un art et une littérature révolutionnaires, dont Trotsky donne les deux définitions possibles, qu'on peut dire les deux temps : « les œuvres dont les thèmes reflètent la révolution, et celles qui, sans être reliées à la révolution par le

* Michel Lequenne, dirigeant historique de la section française de la IV^e Internationale, membre de la rédaction de la revue *Critique Communiste*, est homme de lettres et critique d'art.

1. Léon Trotsky, *Littérature et Révolution ; les Questions du mode de vie*, traduction Pierre Frank, Claude Ligny et Jean-Jacques Marie, préface de Maurice Nadeau, les Éditions de la Passion, 384 p. 150 F.

2. Déjà, Vidal-Naquet a cru bon, dans le tome 2 de ses *Mémoires*, de

rappeler sa critique de *Littérature et révolution*, et de mentionner avec ironie la réponse que je lui en avais faite, m'épinglant comme « trotskyste archéologique » (sic). Mais il a oublié que je l'avais moi-même épinglé ainsi : « Dans une note, Vidal-Naquet écrit : " le nom de Babel est curieusement (souligné par nous) absent du livre de Trotsky. " Le " curieusement " est soupçonneux, et l'on voit mal en effet pourquoi Trotsky aurait évité de parler de l'éminent romancier qui fut déporté comme trotskyste, sinon pour des motifs invouables. Mais,

même " prophète " comme le veut Deutscher, Trotsky pouvait-il prévoir en 1923 que *Cavalerie rouge* paraîtrait en 1926 ? » Je dois ajouter maintenant que, certes, Babel avait déjà publié en 1923, mais des écrits mineurs, alors que Trotsky ne parle que des écrivains que tout son public potentiel connaissait. Est-il nécessaire de préciser que c'est sans doute pour la même raison que Trotsky ne parle pas de Boulgakov ?

3. Varlam Chalamov, dans son petit ouvrage posthume, paru sous le titre les *Années 20* (Éditions Verdier,

1997), mais écrit après sa terrible déportation à Kolyma, rappelle non seulement quelle liberté effervescente régnait dans les milieux littéraires de cette première moitié des années vingt, mais encore comment des dirigeants, comme Lounatcharsky lui-même, venaient sans façon participer aux débats. La dure épreuve de Chalamov ne l'a pas empêché, lui, de marquer nettement la coupure entre " années vingt " et tournant contre-révolutionnaire stalinien. Lucidité que ses derniers éditeurs ont rarement.

thème, en sont profondément imbues, colorées par la nouvelle conscience qui surgit de la révolution. »

Bien loin de sous-estimer ce qui surgit alors, il met en avant ce qu'il appelle : « la coupure d'Octobre ». Certes, on peut nuancer aujourd'hui ce en quoi la date peut apparaître comme exagérément précise. En effet, la révolution de l'art et de la littérature — et en Russie comme dans toute l'Europe — a commencé dans les premières années du siècle, mais précisément comme prémices des pulsions idéologiques qui vont s'épanouir avec la révolution. Et le recul même nous permet de bien voir en quoi la révolution d'Octobre a fortifié et précisé les avant-gardes qui vont dominer le siècle. Notre distanciation nous permet même de distinguer comment la radicalisation de l'art, de la poésie, du roman se répand en suivant les ondes de la révolution, de la Russie passant par l'Allemagne pour atteindre la France et finalement le reste du monde.

En 1923, Trotsky est probablement seul à avoir conduit à ce point l'analyse marxiste de la littérature. Son petit livre en justifie la pertinence par l'application même de sa critique. Elle est sévère, « et cela sent la censure » disaient nos modernes critiques qui ne connaissaient que la pommade pour les contemporains « dans le vent » et l'adulation des disparus consacrés. Pour la Russie, ces derniers étaient les contemporains de Trotsky et, dans la violence des débats intellectuels du temps, l'absence de toute critique pour une des tendances n'aurait pu apparaître que comme une prise de parti qui, venant d'un aussi haut dirigeant, aurait précisément eut l'effet « autoritaire » que lui reprochaient injustement ses critiques de 1964.

Cependant, Trotsky ne pouvait pas être neutre et ne le fut pas. C'est qu'il percevait nettement les dangers que recelait la revendication de certaines écoles d'être proclamées chacune seule expression artistique de la révolution, la théorie de la "culture" et de la "littérature" prolétariennes, ainsi que le chauvinisme culturel soviétique. N'est-ce pas sur de telles bases "théoriques" et à partir des pires pauvretés de ce temps que s'édifia le "réalisme socialiste" ?

C'est à l'inverse que Trotsky se fait le plus violent, condamnant « certains écrivains marxistes [qui] se sont mis à reprendre des méthodes de pogrom à l'égard des futuristes, des "Frères Sérapion", des imagistes, et, en général, de tous les compagnons de route, ensemble et individuellement. » Et, repoussant avec mépris la critique des partisans de cet « art prolétarien » selon lesquels l'absence d'intervention aurait

été, de la part du Parti, la manifestation d'une « position éclectique en art », il précise : « Le marxisme offre diverses possibilités : évaluer le développement de l'art nouveau, en suivre toutes les variations, encourager les courants progressistes au moyen de la critique ; on ne peut guère lui demander davantage. L'art doit se frayer sa propre route par lui-même. Ses méthodes ne sont pas celles du marxisme. Si le Parti dirige le prolétariat, il ne dirige pas le processus historique. Oui, il est des domaines où il dirige directement, impérieusement. Il en est d'autres où il contrôle et encourage, certains où il se borne à encourager, certains encore où il ne fait qu'orienter. L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander. »

Ce principe de la liberté de création pour tous les artistes, soulignons que c'est en 1923 que Trotsky l'énonçait bien haut. Ce ne fut donc pas un tournant de l'exilé de 1938 que son insistance, dans le *Manifeste de la FIARI* (4), à proclamer « Toute licence en art ! », en refusant même la réserve proposée par André Breton : « sauf contre la révolution prolétarienne ».

Cela situe bien le sens de ses critiques à l'égard de ceux qu'il estimait le plus. N'est-il pas significatif que les poètes et romanciers auxquels il consacre ses plus importants chapitres sont précisément ceux qui restent pour nous les grands classiques de l'ère révolutionnaire soviétique : Essénine, Pilniak, Blok, et Maïakovski comme sommet du futurisme russe. Quant aux critiques qu'il leur décerne, on pourra remarquer que Pilniak n'était qu'aux débuts de son essor, d'ailleurs vite brisé, et que le "gigantisme" de Maïakovski était bien à la fois le caractère de sa propre grandeur et de sa faiblesse dans le court-circuit avec la misère morale du bureaucratisme montant. Dans le texte

écrit par Trotsky à la mort du poète, où l'heure n'était plus aux "conseils", il lui restait à dire son « énorme talent [où il y avait] les reflets du génie » et qu'il avait été « l'un des plus indiscutables précurseurs de la littérature que se donnera la nouvelle société. » Il pointait enfin que son suicide survenait deux mois après la capitulation qu'avait été pour lui l'obligation d'entrer dans « le kolkhoze administratif de la prétendue littérature prolétarienne », l'Association soviétique des poètes prolétariens (5).

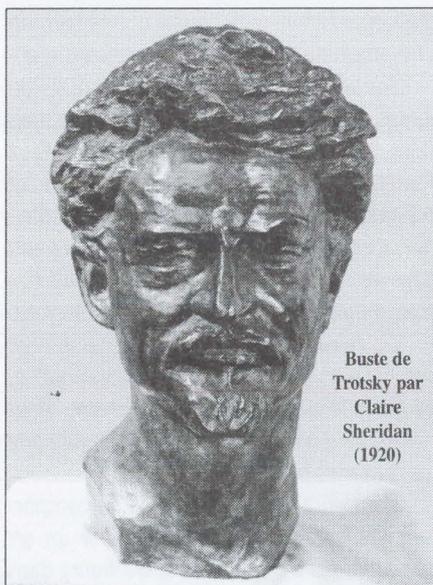
Les critiques de l'exil

Les critiques écrites par Trotsky dans l'exil et jusqu'à sa mort se différencient-elles de celles de 1923 ? Ceux qui ont insisté sur ce point tendaient à souligner que le « dictateur » mettait de l'eau dans le vin de sa sévérité. Là encore il s'agit d'une lecture à lunettes idéologiques déformantes. Sans ces lunettes, on peut certes distinguer une évolution dans son abord de la littérature moderne. Mais elle n'a rien à voir avec son statut personnel. Elle résulte de l'évolution de la culture elle-même et de la manière dont Trotsky la découvre et en enrichit la sienne propre. Le paradoxe est que ce qui se développe après la « coupure d'Octobre » est inattendu pour celui-là même qui en avait marqué l'importance.

N'oublions pas que Trotsky a trente-huit ans en 1917. La culture de tout homme cultivé de ce temps est alors essentiellement assise sur les grands écrivains européens de la fin du XIX^e siècle, dont beaucoup encore vivants en 1914, voire au-delà, et que les jeunes écoles sont peu perceptibles, même pour le grand public cultivé. Pour Lénine, Tolstoï restera la figure essentielle de la littérature russe de son temps. La particularité de

4. Pour un art révolutionnaire indépendant, p.278 et suiv. Notre ami Francis Parent s'obstine, dans son *Entendre l'écrit* (E.C. Éditions, 1999), à interpréter ce mot d'ordre de Trotsky comme une invitation à faire le " n'importe-quoi " actuellement dominant. C'est ne pas distinguer le " droit " à l'existence de celui-ci et son imposition " autoritaire " par l'institution, les médias et les critiques du système capitaliste néolibéral. Ce à quoi Trotsky s'opposait, c'est à toute censure. Et celle-ci existe bien encore aujourd'hui sous la forme la plus raffinée des obstacles multiples à l'édition et à la diffusion, ainsi que le silence critique des grands médias plus écrasants que jamais.

5. La critique stalinienne n'a jamais démordu des pures causes privées du suicide de Maïakovski. Jusqu'à sa dernière période, l'ignoble Aragon prétendait même avoir tenté de casser la gueule à un artiste qui avait connu les derniers jours de Maïakovski et qui répandait la rumeur de la cause politique de cette mort (interview in *Lui*).



Buste de Trotsky par Claire Sheridan (1920)

Léon Trotsky (1879-1940)

Trotsky (avec Lounatcharsky) est au contraire d'être attentif aux nouveaux courants. Mais, dans la dernière période de sa vie, il aura encore moins de temps pour lire de la littérature que dans sa jeunesse. Sa critique n'est donc pas celle d'un professionnel qui s'efforce de rechercher tout ce qui peut naître d'important, mais celle d'un combattant révolutionnaire qui choisit ce qui lui paraît le plus susceptible d'éclairer ce qui oriente la pensée sociale, en particulier ce que produi-



André Breton, Diego Rivera et Léon Trotsky à Coyoacan lors de la discussion du Manifeste de la FIARI

sent ses proches, et par ailleurs ce qui exprime le plus fortement le mouvement intellectuel du monde. Ainsi, ce n'est pas un panorama des lettres de l'entre-deux-guerres — du même type que, pour la Russie, son petit livre de 1923 — qu'on trouvera dans les textes complémentaires du volume actuel, mais seulement les lectures d'un révolutionnaire en cette période. Et, de ce point de vue, le plus surprenant est que ce qui le retient, ce sont précisément des écrivains "incontournables" de ce temps, et qu'il les analyse avec une lucidité que n'ont pas eue les professionnels contemporains. On en jugera par ses textes sur Malraux et sur Céline. Ce que sont devenus ces deux-là

6. Lettre ajoutée dans la nouvelle édition de *Littérature et Révolution*.

7. L'article *Un nouveau grand écrivain : Jean Malaquais*, de 1938, est aussi ajouté à la nouvelle édition (hors de sa place chronologique). Les œuvres de Malaquais, avec les *Javanais*, dont parle Trotsky, sont toutes rééditées aux Éditions Phébus.

8. En revanche, l'éditeur ne s'est pas aperçu d'une bévue de la première édition, et reproduit le texte *L'art révolutionnaire et la IVe Internationale*, qui n'est pas de Trotsky, mais de Diego Rivera.

9. Publications de l'Institut Léon Trotsky.

10. Cet essai, traduit par Joëlle Aubert-Yong, et introduit par Anatole Kopp, a fait l'objet d'une première édition en 1976, dans la collection 10/18.

11. Deux autres textes étaient joints en 1964 : *Pour transformer la vie, il faut commencer par la connaître* et *Alcool, Église et Cinéma*, qu'on trouvera comme chapitres des *Questions du mode de vie*.

était déjà perçu par le "prophète".

À l'époque où tous les critiques voyaient en Malraux un écrivain révolutionnaire, Trotsky percevait à jour, par la critique des seuls *Conquérants*, l'aventurier plein de mépris pour les Tchen, chair à souffrance de la révolution, et mettait à nu l'étoffe du futur ministre gaulliste. Cette "sévérité" (d'un homme sans pouvoir, et pourtant égale, voire supérieure à celle du "dictateur" de 1923), ne l'empêchait pas d'admirer le talent du romancier et d'espérer ses progrès, qu'il trouvera dans la *Condition humaine*, dont il ira jusqu'à recommander la publication aux États-Unis (6).

Quant à Céline, la critique que Trotsky fait du *Voyage au bout de la nuit* est bien la meilleure qui en ait jamais été faite. Son admiration de ce livre est immense. Il souligne le « *frisson nouveau* » qu'il fait entrer dans la littérature. Mais il découvre que, plus que la révolte, c'est l'effroi devant la vie et la lassitude qu'occasionne ce « *roman du pessimisme* ». Il en déga-

ge les contradictions internes de l'homme qui allaient le mener à l'abîme. Et il a cette conclusion prophétique : « *Céline n'écrira plus d'autres livres où éclatent une telle aversion du mensonge et une telle méfiance de la vérité. Cette dissonance doit se résoudre. Ou l'artiste s'accommodera des ténèbres, ou il verra l'aurore.* » Comme l'on sait, les livres suivants de Céline ont été ceux de l'enfoncement dans les ténèbres où proliféraient les Auschwitz.

Trotsky a encore vu "prophétiquement", et sur son premier livre — le seul qu'il a pu lire — la valeur d'un écrivain qui, lui, ne figure pas aux palmarès fin de siècle, bien qu'on vienne de le republier après des décennies d'oubliettes : Jean Malaquais (7). Pour lui aussi, mais avec confiance, il attendait « *un deuxième livre* », qu'il nous a donné sous un titre emprunté à Trotsky : *Planète sans visa*.

Sur un autre grand écrivain français du temps, lui aussi très injustement oublié, mais dont on a toutefois réédité les *Faux Passeports* : Charles Plisnier, il n'a pas écrit d'article, alors qu'il le connaissait et l'admirait. Ce qui est bien la preuve que souvent, dans les cahots de sa vie politique d'exilé traqué, il manquait de temps pour la littérature. En revanche, Trotsky n'a certainement pas lu Louis Guilloux, à peine moins oublié, et dont le *Sang noir* est du même haut niveau dans la littérature révolutionnaire que les ouvrages précédemment cités.

L'ancienne édition française ne comportait pas le texte du *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, qui figure dans

la nouvelle, ainsi que quelques autres de grande importance (8). Il est ici publié, comme dans le dix-huitième volume des Œuvres de Trotsky (9), en deux colonnes, dont celle de droite est le projet d'André Breton. Ce texte représente ainsi de façon vivante le produit des longues discussions que les deux hommes eurent ensemble en 1938 et, de ce fait, le dernier mouvement de la pensée de Trotsky, s'ouvrant à ce qui était le plus éloigné de sa formation première : le surréalisme, pointe avancée révolutionnaire du temps de la « *coupure d'Octobre* ».

La critique de la vie quotidienne

Cette nouvelle édition est augmentée des *Questions du mode de vie*, petit ouvrage qui est aussi de 1923 (10). Le lien de ces problèmes avec la culture est évident. Déjà, l'édition française de 1964 avait joint les textes de Trotsky sur « *Radio, Science, Technique et Société* » et sur « *Culture et socialisme* », suivis d'une lettre à Pavlov, trois textes repris ici (11).

C'est que, pour Trotsky, les arts, la culture en général ne sont en rien des sortes de "décorations" de la vie, qui flottent au-dessus d'elle pour le seul bonheur des puissants. Ce sont la richesse de la vie, son aboutissant, ce qui lui donne sa valeur : « *l'homme ne vit pas que de politique* » est le titre de son premier chapitre. Avant de poser le problème de « *fermer les ciseaux* » en économie, c'est-à-dire faire se rejoindre productions agraire et industrielle, Trotsky pose le problème de fermer les ciseaux entre la misère culturelle russe, y compris du prolétariat, et la haute culture de l'intelligentsia soviétique qui part du plus haut niveau européen. Pour arriver à cette fin, rien ne lui échappe, non seulement les problèmes de mutation de la famille, du poids de l'Église, de la peste de l'alcool, mais aussi de la nécessité de la politesse, du soin des détails, etc. Et tendu en avant des avancées de la science du temps, il perçoit tout ce que pourrait être le cinéma, comme élément central de la nouvelle culture, et pose, en avance sur notre propre temps, le problème de la jonction des apports de Freud et de Pavlov, c'est-à-dire de la psychanalyse et de ce qui était alors la « *psychologie du comportement* », et est aujourd'hui la neuropsychologie.

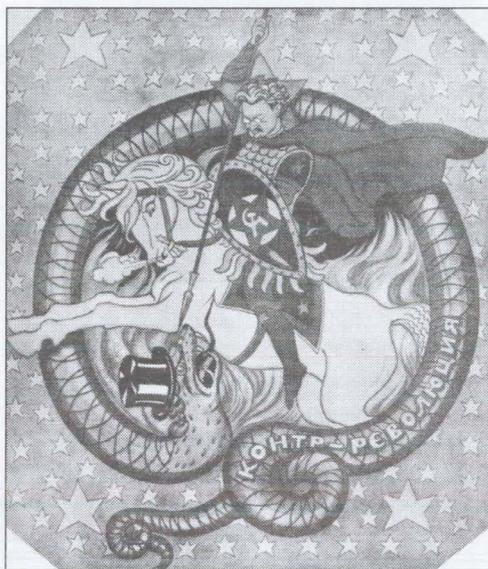
Tout cela sera arrêté net par la contre-révolution stalinienne, dont la "contre-coupure" reçoit avec ces textes une vérification qui s'ajoute à toutes celles qu'on peut abondamment trouver par ailleurs, mais qu'ignorent les anticommunistes stipendiés à la Courtois, voire les critiques myopes venus et à venir. ■

Celui qui analysa la société du mensonge déconcertant

Par
Jan Malewski*

Trotsky n'a pas été le premier critique des déformations bureaucratiques de l'État soviétique. Bien avant lui des anarchistes qui avaient rejoint la révolution russe (par exemple Emma Goldman) et des bolcheviks (par exemple le groupe du "centralisme démocratique" en 1919, l'Opposition ouvrière en 1920, le groupe ouvrier du PC russe de G.I. Miasnikov en 1923, le groupe Vérité ouvrière en 1922) s'étaient élevés contre l'autoritarisme du nouvel appareil d'État et contre la suppression des garanties formelles de la démocratie. Lénine lui-même, peu avant de mourir, avait perçu mieux que Trotsky le danger que représentaient à la fois les déformations bureaucratiques de l'État soviétique et la concentration des pouvoirs administratifs étendus dans le secrétariat du parti et entre les mains du premier secrétaire, Staline. Mais le remède qu'il propose alors — la mise en place d'une super-instance de contrôle par la fusion de la Commission centrale de contrôle avec l'Inspection ouvrière et paysanne — relevait des méthodes administratives, "bureaucratiques" pourrait-on dire — de lutte contre la bureaucratie (1).

Encore fin 1924, donc après la mort de Lénine, alors qu'il était lui-même victime des manœuvres de la troïka bureaucratique (Zinoviev-Kamenev-Staline, dont les deux premiers finiront par se révolter contre Staline un an plus tard), Trotsky n'hésitait pas à justifier la répression au nom d'une conception erronée du parti (2) : « *S'il s'avérait, même après l'élimination des malentendus, des erreurs partielles, des interprétations tendancieuses, etc., qu'il existe néanmoins deux lignes différentes, il ne serait évidemment pas question de passer sous silence une circonstance aussi importante. Le parti est obligé, quels que soient les efforts et les mesures strictes que cela exige, d'assurer l'unité de sa méthode révolutionnaire, de sa ligne politique, de ses traditions — l'unité du léninisme. Dans ce cas il serait*



Debut des années 1920 : Trotsky terrasse la contre-révolution

faux de désavouer l'usage de la "répression", comme l'ont fait certains camarades (tout en m'accusant en même temps de poursuivre une ligne spéciale, non bolchevique. (...) S'il est prouvé en fait qu'une ligne de trotskisme était menée contre la ligne du léninisme, cela signifierait que nous avons affaire à un commencement de lutte entre différentes tendances de classe. Dans ce cas, les explications ne serviraient à rien. Le parti prolétarien se protège en s'épurant. » (3)

Des erreurs sur un fond d'arriération et de l'isolement

Les années de guerre civile contre les armées blanches, soutenues par les interventions impérialistes, ont créé une situation

imprévue : un pouvoir révolutionnaire isolé, une industrie détruite dans un pays menacé par la famine, alors que la classe ouvrière russe a été décimée sur les champs de bataille, chassée des villes affamées vers les campagnes, absorbée dans l'appareil d'État (les ouvriers d'industrie étaient 2 552 000 en 1913, en 1921-22 il n'en reste que 1 243 000 (4) et, de plus, pour une partie significative, ce ne sont pas les mêmes). Les partis politiques présents dans les soviets en 1917 — les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les anarchistes — se sont, au cours de la guerre civile, opposés au pouvoir bolchevique et ont été interdits. Dès mars 1919, Lénine constate lucidement et amèrement que « *les soviets, qui étaient par nature des organes de gouvernement par les travailleurs, ne sont en effet que des organes de gouvernement pour les travailleurs par la couche la plus avancée du prolétariat, mais non pas par les masses laborieuses* » (5). Et la couche la plus avancée à ce stade, c'est le parti bolchevique, lui-même en voie de bureaucratisation.

Il est indéniable que les mesures exceptionnelles prises par la direction bolchevique au cours de la guerre civile ont facilité la dégénérescence bureaucratique de la révolution. Trotsky l'a explicitement reconnu en écrivant : « *La dictature du parti bolchevique fut dans l'histoire l'un des instruments les plus puissants du progrès. Mais ici, comme dit le poète, "Vernunft wird Unsinn, Wohltat Plage"* (6). *L'interdiction des partis d'opposition entraîna l'interdiction des fractions ; l'interdiction des fractions aboutit à l'interdiction de penser autrement que le chef*

* Jan Malewski, rédacteur d'*Imprecator*, est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. On se reportera avec intérêt à l'ouvrage de Moshé Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Éditions de Minuit, Paris 1978.

2. Cf. à ce sujet l'article de Livio Maitan dans ce n° d'*Imprecator*.

3. Il s'agit d'un projet de réponse de Trotsky à ceux qui, après la parution de son livre *1917*,

ont entamé une campagne visant à opposer le soit-disant "trotskisme" au "léninisme" (dont Trotsky mentionne lucidement qu'il fallait la mort de Lénine pour que le terme puisse apparaître !). Trotsky est donc en position d'accusé, ce qui ne l'empêche pas de réclamer la "répression" et "l'épuration" au cas où les accusations s'avèreraient fondées, le tout au nom de l'unité du parti au pou-

voir... Ce texte a été publié pour la première fois par Pierre Broué dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 34, juin 1988.

4. Cf. Salomon Schwartz, *Les Ouvriers en Union soviétique*, Marcel Rivière 1956, pp. 20-21.

5. Lénine, *Sotchbinienia* (Œuvres ; édition russe) t. 38, p. 170 (cité par Lewin, op. cit., p. 22)

6. La raison devient folie, le bienfait tourment.

Léon Trotsky (1879-1940)

infaillible. Le monolithisme policier du parti eut pour conséquence l'impunité bureaucratique, qui devint à son tour la cause de toutes les variétés de démoralisation et de corruption. » (7)

Mais il est indéniable aussi que le parti bolchevique, même jouissant d'une légitimité immense du fait du rôle qu'il a joué dans le processus révolutionnaire, n'aurait pu, à supposer qu'il l'eut voulu (ce que supposent facilement les opposants au bolchevisme), vider de son contenu une démocratie soviétique épanouie, si cette dernière n'avait pas été ébranlée d'abord par les conditions de la guerre civile, les destructions, les famines, le blocus — bref par l'isolement d'une révolution dans un pays particulièrement arriéré.

Un possible d'intelligibilité historique

L'apport historique de Trotsky — et de ceux qui se sont engagés avec lui dans le combat de l'Opposition de gauche — est d'avoir présenté une analyse d'ensemble de la dégénérescence de la révolution russe, d'avoir décrypté « le mensonge déconcertant » (8), préservant ainsi un possible d'intelligibilité historique de la lutte d'émancipation. Si Trotsky ne fut pas le premier à s'engager dans la lutte contre la bureaucratisation montante, si ses premiers combats étaient avant tout tournés contre la ligne politique de la "troïka" et s'il continuait alors à considérer la bureaucratie comme un épiphénomène, fruit d'erreurs politiques du parti, il fut le premier (avec Khristian Rakovsky (9)) à élaborer une analyse d'ensemble de la dégénérescence, à en présenter à la fois la monstruosité — il n'hésitait pas à qualifier de « totalitaire » la domination de la bureaucratie stalinienne dès le milieu des années 1930 — et la faiblesse historique, le caractère parasitaire qui condamnait à terme sa domination. Et force est de constater que l'effondrement des États issus (directement ou non) de la dégénérescence de la révolution russe, s'il eut lieu plus tard que Trotsky ne l'envisageait dans ses derniers écrits (mar-

qués par la perspective — l'espérance — d'une guerre-révolution), a pour l'essentiel confirmé ses pronostics.(10)

Militant et propagandiste révolutionnaire de talent, Trotsky espérait et mettait en avant naturellement la perspective de la révolution antibureaucratique et craignait par dessus tout celle d'une contre-révolution bourgeoise. C'est donc à ces deux hypothèses qu'il a consacré une grande partie de ses écrits. Il avait cependant — plus que ses détracteurs n'ont voulu l'admettre — envisagé une stabilisation temporaire de la bureaucratie soviétique. Son principal ouvrage d'analyse de la société soviétique, la Révolution trahie, fourmille d'indications dans ce sens. Ainsi, analysant le mouvement stakhanoviste (une compétition entre ouvriers pour le dépassement des normes individuelles que Trotsky caractérisait très justement comme se réduisant « à l'intensification du travail et même à la prolongation de la journée de travail » et que les staliniens avaient le culot de caractériser comme une « attitude nouvelle » envers le travail), il écrivait : « A l'économie de temps, dit Marx, se

seule suppression de l'exploitation ; il faut qu'il assure à la société une plus grande économie de temps que le capitalisme. Si cette condition n'était pas remplie, l'abolition de l'exploitation ne serait qu'un épisode dramatique dépourvu d'avenir. La première expérience historique des méthodes socialistes a montré combien vastes sont leurs possibilités. Mais l'économie soviétique est encore loin d'avoir appris à tirer partie du temps, cette matière première la plus précieuse de la civilisation. L'importation de la technique, principal moyen de l'économie de temps, ne donne pas encore sur le terrain soviétique les résultats qui sont normalement les siens dans sa patrie capitaliste. » (11) Près de quarante ans plus tard, lors de l'installation des chaînes de production sous licence Fiat à Togliattigrad, il s'avérait toujours qu'il fallait en URSS près de deux fois plus de main d'œuvre qu'à Turin pour produire un exemplaire de la Lada, la version soviétique de la Fiat 124 (et les chaînes de Fiat à Turin au début des années 1970 n'étaient pas caractérisées par la plus forte productivité dans l'industrie automobile capitaliste).



1927, réunion des oppositionnels : Rakovsky, Drobnis, Belobrodov, Sosnovsky, Serebriakov, Radek, L.T., Boguslavsky, Preobrajensky (en commençant par l'angle haut à gauche)

réduit en définitive toute l'économie", c'est à dire la lutte de l'homme contre la nature à tous les degrés de civilisation. Réduite à sa base primordiale, l'Histoire n'est que la poursuite de l'économie du temps de travail. Le socialisme ne pourrait se justifier par la

Lorsqu'il écrivait ces lignes, en 1936, Trotsky était largement coupé depuis plus de trois ans des militants de l'Opposition de gauche en URSS : la prise de pouvoir par Hitler, qui avait mis fin à l'activité du centre de l'Opposition russe organisé à Berlin par le

7. L. Trotsky, *La révolution trahie*, Éditions de Minuit, Paris 1977, p. 75.

8. L'expression est de Anton Ciliga, oppositionnel de gauche yougoslave, libéré en 1935 et expulsé d'URSS. Son récit analytique a été publié en France sous le titre : *Au pays du mensonge déconcertant* (10/18, 1977)

9. Khristian Rakovsky, qui fut, après la déportation de Trotsky en Turquie, le principal ténor de l'Opposition en URSS, avait écrit en

1928 une lettre à G.N. Valentinov, première tentative d'analyse de ce phénomène inédit. Selon Pierre Broué (*Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980, p. 39), Rakovsky a poursuivi son travail en prison et on connaît les titres de ses ouvrages — « *Les lois de l'accumulation socialiste pendant la période "centriste" de la dictature du prolétariat* » et « *Les lois du développement de la dictature socialiste* » — mentionnés dans la correspondance des oppositionnels. Ces

manuscrits ont disparu avec leur auteur. Peut-être existent-ils encore dans les archives du NKVD-KGB-FSB ?

10. Notons que de très nombreux auteurs ont conclu à l'erreur analytique de Trotsky (son analyse de la bureaucratie) en se fondant sur la durée de la société de transition bureaucratisée. Ainsi David Rousset, dans sa très remarquable somme, *La société éclatée* (Grasset, 1973), où il fournit en particulier une analyse

novatrice du rôle du travail d'esclaves du Goulag dans la stabilisation du stalinisme et une analyse pertinente de la « déstalinisation » khrouchtchevienne et de ses limites, conclut que l'URSS est devenue « une société bureaucratique du capitalisme d'État ». Commentant le pronostic de Trotsky il écrit : « La valeur d'un concept théorique en sciences sociales est établie, comme dans toutes les autres sciences, par sa puissance d'élucidation vérifiée par l'ex-

fil du "Vieux", Léon Sédov, le renforcement de la répression contre les militants de l'Opposition russe déportés et emprisonnés et la montée de la terreur en Russie dès 1930, interrompirent brutalement le très riche débat sur la dégénérescence de l'URSS (12). *La révolution trahie* constitue en quelques sorte une conclusion de ce débat et Trotsky s'est efforcé d'y intégrer les apports de tous les courants oppositionnels — forts nombreux en déportation, au point que Boris M. Eltsine aurait dit que c'est « *le GPU qui fait notre unité* » (13).

Un riche débat entre bolcheviks

Dès la fin des années 1920 les révolutionnaires russes (et il faut noter que la très grande majorité des militants d'Octobre 1917 survivants se sont trouvés, tôt ou tard, en opposition à Staline), confrontés à la dégénérescence monstrueuse de leur œuvre, envisageaient plusieurs schémas d'analyse possible de cette « *formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogue* » (14). Ainsi Khristian Rakovsky, un des principaux dirigeants de l'Opposition, que Trotsky estimait énormément, écrivait dès août 1928 dans une lettre à G.N. Valentinov, ancien rédacteur du quotidien des syndicats *Troud*, déporté comme lui : « *Quand une classe*

s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un État socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les charbonnages (...). La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'État, a changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière. (...) La bureaucratie des soviets et du parti est un fait nouveau. Il ne s'agit pas ici de cas isolés, de bavures dans la conduite de camarades individuels, mais bien d'une catégorie sociale nouvelle à laquelle il faudrait consacrer un traité tout entier. » (15)

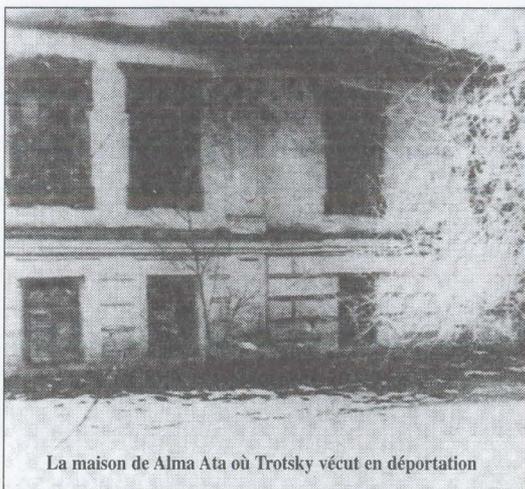
Deux ans plus tard, en avril 1930, dans une déclaration de l'Opposition dont il a rédigé le projet, Rakovsky complétait ainsi son analyse :

« *D'un État prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre État — nous sommes en train de passer à un État bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. Sous nos yeux s'est formée une grande classe de gouvernants avec ses propres divisions internes, qui s'accroît par une cooptation prudente, directe ou indirecte (promotion bureaucratique, système fictif d'élections). Ce qui unit cette classe originale est une forme, originale, elle aussi, de propriété privée, à*

*savoir la possession du pouvoir d'État. "La bureaucratie possède l'État comme sa propriété privée" écrivait Marx (Critique du Droit de Hegel). Il a fallu un conflit passager entre les bureaucrates du parti et ceux des syndicats pour que les lecteurs du journal *Troud* puissent apprendre que le budget des syndicats est de quatre cent millions de roubles, dont quatre-vingt millions vont aux salaires du personnel. A combien s'élèvent les salaires des permanents des appareils du parti, des coopératives, des kolkhozes, des sovkhozes, de l'industrie, de l'administration, avec toutes leurs ramifications ? Nous n'avons à ce sujet aucune donnée précise, même pas de données approximatives.*



Déporté à Alma-Ata avec sa compagne Natalya et son fils Léon Sedov



La maison de Alma Ata où Trotsky vécut en déportation

périence. L'expérience n'a confirmée aucune des deux prévisions de Trotsky. » (p. 191) En 1973 l'argument pouvait sembler fort. C'était pourtant oublier qu'en sciences sociales le facteur temps peut dépendre d'un très grand nombre de paramètres et que la durée de vie d'une formation sociale condamnée peut dépasser largement celle des humains qui cherchent à l'appréhender et à la renverser...

Éditions de Minuit, Paris 1977, pp. 58-59.

12. Les *Cahiers Léon Trotsky* ont été publiés, en 1980, un aperçu de ce très riche débat dans les n° 6 et n° 7.

13. Selon une lettre écrite à Trotsky par Victor Serge peu après sa libération, en mai 1936. Citée par Pierre Broué, *Les trotskistes en Union soviétique, Cahiers Léon Trotsky* n° 6; p. 55. Notons que Boris M. Eltsine, dirigeant du centre trotskiste clandestin de Moscou, n'a pas de liens

de parenté avec son quasi homonyme qui acheva l'œuvre contre-révolutionnaire de Staline (contrairement à ce qu'a prétendu Alexandre Adler).

14. L. Trotsky, *La révolution trahie*; op. cit., p. 170.

15. Cette lettre fut publiée à de nombreuses reprises par la IVE Internationale sous le titre "Les dangers professionnels du pouvoir". Je cite ici d'après les *Cahiers Léon Trotsky*; n° 18, 1984, pp. 83-89.

16. Déclaration en vue du XVIIe

Quelles tentations constituent pour la bureaucratie la collectivisation intégrale et le rythme accéléré de l'industrialisation, il n'est pas difficile de le deviner. Cela élargirait l'armée des bureaucrates, augmenterait sa part du revenu national, renforcerait son pouvoir sur les masses. » (16). Trotsky ne reprendra pas dans ses thèses l'idée d'une « *classe originale* » avancée par Rakovsky — idée qui suscita des réticences parmi les opposants déportés — tout en puisant très largement dans ses analyses.

Deux autres déportés, G. Khotimsky et A. Cheinkman (17), après avoir argumenté contre l'idée d'une « *classe en devenir* »,

congrès du PCUS, signée par Kh. Rakovsky, V. Kossior, N. Mouralov et V. Kasparova, datée d'avril 1930. Ce texte a été reproduit dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, pp. 97-98.

17. S. Khotimsky et A. Cheinkman, Lettre à Kh. Rakovsky sur la Déclaration (5 juillet 1930), publiée en français dans *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980, pp. 174-175.

Léon Trotsky (1879-1940)

écrivait en réponse à cette formulation : « Nous pensons que la bureaucratie n'est pas une classe et qu'elle ne le deviendra jamais. Nous estimons que la bureaucratie, couche dirigeante de la société, va dégénérer, qu'elle est le germe d'une classe qui ne sera pas une classe de bureaucratie, jusqu'alors inconnue, dont l'apparition signifierait que la classe ouvrière se serait transformée en quelque autre classe opprimée. La bureaucratie est le germe d'une classe capi-

gouvernemental. »

Notons enfin que L. Trigubov, vieux bolchevik de Kiev déporté à Khodjent, prenant la défense de l'analyse de Rakovsky contre ses adversaires au sein de l'Opposition — dont il qualifiait la vision de « statique » — avait résumé l'approche de l'opposition, fort éloignée de la pensée "académique" : « Ce n'est pas de la bureaucratie en général qu'il faut discuter, mais du point où la bureaucratie d'URSS s'est éloignée de la société. Ce

miques ou suscitées par les incroyables pressions idéologiques qui s'exerçaient sur les faibles rangs des révolutionnaires.

« Quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie »

« Nous craignons par-dessus tout, dans notre analyse — écrivait Trotsky en conclusion de sa réflexion sur ce qu'il nommait un « processus inachevé » — de faire violence au dynamisme d'une formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogue » (19). Et, sans reprendre l'analyse de Rakovsky jusqu'au bout, il n'en insistait pas moins sur le caractère particulier de cette couche dirigeante, dotée d'une autonomie sociale plus grande que toutes les bureaucraties d'État qui l'ont précédée dans d'autres formations sociales : « Sous aucun autre régime, la bureaucratie n'atteint à une pareille indépendance. (...) La bureaucratie soviétique s'est élevée au-dessus d'une classe qui sortait à peine de la misère et des ténèbres et n'avait pas de traditions de commandement et de domination. (...) En ce sens on ne peut nier qu'elle soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie. Elle est la seule couche sociale privilégiée et dominante, au sens plein des termes, dans la société soviétique. » Insistant sur le fait qu'ayant exproprié politiquement le prolétariat, la bureaucratie stalinienne n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété et que « les moyens de production les plus importants appartiennent à l'État », il écrivait aussi : « L'État "appartient" en quelque sorte à la bureaucratie. Si ces rapports, encore tout à fait récents, se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne. » (20)

L'hypothèse d'une stabilisation plus durable

Envisageant les possibles par lesquels l'Histoire pourrait dans un futur non précis trancher le caractère social de l'URSS — et privilégiant dans ce cadre les deux hypothèses du renversement de la caste soviétique dirigeante : celle d'une victoire d'un « parti révolutionnaire ayant toutes les qualités du vieux bolchevisme et enrichi, en outre, de l'expérience mondiale de ces derniers temps » et celle d'un parti bourgeois (qui « trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui », précisait-il) — il décrivait ainsi une troisième hypothèse :

L'Opposition de gauche déportée : « Vive la dictature du prolétariat », Ienisseïsk, 7 novembre 1928



taliste dominant l'État et possédant collectivement les moyens de production. Marx écrivait en 1875 : "Ce développement des forces productives est la prémisses absolument indispensable [pour le socialisme] car, autrement, ce n'est que la misère qui se généralise. Or, avec la misère, la lutte pour les objets de première nécessité va recommencer et, avec elle, le vieux fatras". Le "vieux fatras" ressuscitera nécessairement sous la forme de dégénérescence de la dictature prolétarienne en dictature petite-bourgeoise ou en ordre capitaliste, ou sous quelque forme de capitalisme d'État original, ce qui, plus qu'une dictature petite-bourgeoise ou un capitalisme ordinaire, correspondrait à une attitude de grande puissance de l'État russe, cette reconstitution se produisant dans les conditions de l'expansion impérialiste à l'époque du capitalisme agonisant. Jusqu'à quel point cette perspective de dégénérescence-reversement constitue-t-elle une variante valable, ce n'est pas de cela qu'il est question. Mais si cela se produit, ce serait une erreur politique considérable que de le dissimuler par cette nouvelle théorie de bureaucratisme

sont les problèmes de la démocratie prolétarienne — l'unité des dirigeants et des dirigés — et du bureaucratisme — la séparation entre les dirigeants et les dirigés — qui sont à l'ordre du jour. Notre tâche la plus urgente est d'étudier le plus attentivement possible le processus de formation de la bureaucratie soviétique, le processus de transformation de l'État soviétique en État bureaucratique. » (18) Cette remarque est significative : l'essentiel de la correspondance entre opposants déportés, de leurs déclarations et proclamations, concerne en effet l'analyse concrète des événements survenant en URSS. Les débats concernent en premier lieu l'analyse du plan quinquennal, de l'industrialisation accélérée, de la collectivisation forcée des campagnes, etc., bref des « zigzags » staliniens, dont les oppositionnels s'efforcent (avec beaucoup de clairvoyance !) d'analyser les conséquences en proposant des remèdes à une politique dont ils voient le caractère funeste du point de vue du potentiel de développement soviétique. Ainsi ce débat, ancré dans la réalité, se différencie beaucoup des disputes concernant « la nature de l'URSS », qui ont marqué l'histoire du mouvement communiste antistalinien dès la rupture de James Burnham avec Trotsky en 1940, disputes marquées par une méconnaissance de la réalité soviétique — du fait de la liquidation de l'Opposition russe par Staline et de la fermeture stalinienne de l'URSS — et, de ce fait, bien plus acadé-

18. L. Trigubov, rapport écrit en français en date du 30 juillet 1930. Reproduit dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980.

19. L. Trotsky, *La révolution trahie*, op. cit., p. 170.

20. op. cit. p. 166.

« Admettons cependant que ni le parti révolutionnaire ni le parti contre-révolutionnaire ne s'emparent du pouvoir. La bureaucratie demeure à la tête de l'État. L'évolution des rapports sociaux ne cesse pas. On ne peut certes pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. Dès maintenant, elle a dû malgré les inconvénients évidents de cette opération, rétablir les grades et les décorations ; il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur en ferait une nouvelle classe possédante. » (21) Et il en concluait qu'on revenait ainsi à l'hypothèse précédente, celle d'une victoire de la contre-révolution. Il faudra plus de trente ans pour que cette troisième hypothèse de Trotsky ne commence à se réaliser en URSS et dans les pays du « glacié » soviétique.

On peut sans crainte avancer que Trotsky, en 1936, aurait exclu une telle durée. Dans de très nombreuses prises de position au cours des dernières années de sa vie il avait prédit que la guerre, qui a commencé en 1939 et dont il avait d'avance prédit, en plein pacte Hitler-Staline, qu'elle serait une guerre entre la Russie soviétique et l'Allemagne nazie, apporterait une réponse définitive : elle devait selon lui se conclure par le triomphe de la révolution prolétarienne en Occident, qui aurait été un formidable encouragement à la révolution antibureaucratique en URSS, ou par la défaite du prolétariat et la liquidation des survivances des conquêtes d'Octobre en Russie.

Le cours de l'Histoire a pourtant pris un chemin imprévu : malgré une intensité de conflit social jamais encore atteinte (des millions de morts et des destructions inouïes !), le rapport des forces entre les classes à l'échelle mondiale a pu être stabilisé à Yalta par les efforts conjoints de Staline, chef de la bureaucratie soviétique, Roosevelt et Churchill, porte-paroles de l'impérialisme allié. En contre-partie de son aide pour

museler les mouvements de la classe ouvrière en Europe (en Grèce, en Italie, en France et en Allemagne en premier lieu) et de sa tolérance envers la dictature franquiste en Espagne, la bureaucratie soviétique était dédommée par la tolérance impérialiste envers ses gains territoriaux en Europe centrale et orientale — une version élargie des accords secrets signés avec Hitler qui accordaient à Staline la partie occidentale de la Biélorussie et de l'Ukraine (alors polonaises)



ainsi que les États baltes en 1939.

Il est légitime de poser la question si dans les analyses que Trotsky a léguées on peut trouver des éléments qui aident à interpréter un tel phénomène et aussi pourquoi — en mettant de côté « l'impatience révolutionnaire » qui l'aurait caractérisé — il s'attendait jusque dans ses derniers écrits à ce que la seconde guerre mondiale s'achève, comme la première, par des montées révolutionnaires dans les principaux pays belligérants, avant tout en Allemagne et en URSS.

La synthèse de Trotsky

Nous l'avons dit, sans diminuer en rien l'apport de Trotsky, son analyse de *La révolution trahie* était largement le fruit d'un long débat qui avait engagé des centaines de marxistes russes déportés par Staline à la fin des années 1920 ou passés dans la clandestinité. Au milieu des années 1930 les rap-

ports de Trotsky avec l'élite intellectuelle du parti bolchevique avaient été définitivement rompus : l'Opposition de gauche soviétique avait été massacrée et ses dernières analyses, confisquées par les staliniens, ne nous sont pas parvenues (peut-être qu'elles sont encore rangées dans quelques coffres de la police politique de Poutine...). Or, la correspondance de Trotsky avec les oppositionnels russes clandestins ou déportés, lui fournissait non seulement une riche réflexion, mais

encore des informations sur l'état d'esprit des masses, les crises dans l'appareil, la situation économique... bref, tout ce qui est indispensable à l'analyse concrète d'une situation concrète et que la presse soviétique, particulièrement muselée par Staline dès le début des années 1930, ne pouvait plus fournir (22).

Cependant, la définition de l'URSS présentée par Trotsky en conclusion du chapitre intitulé « Qu'est-ce que l'URSS ? » (23) de *La révolution trahie* fournit une série de concepts, qui permettent d'expliquer à la fois l'erreur de pronostic de l'auteur et l'issue de la guerre. Trotsky écrivait : « L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'État un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de

nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées

21. op. cit. p. 169.

22. Notons à ce propos qu'un événement d'ampleur — la mort de faim de six millions de personnes en Ukraine en 1932-1933 — a pu être camouflé par cette presse !

23. Et il convient de noter que le titre original du manuscrit, auquel l'éditeur a préféré celui, plus poignant, de *La révolution trahie*, était « Qu'est-ce que l'URSS et où elle va ? ». C'est dire l'importance de ce chapitre pour l'auteur ...

Léon Trotsky (1879-1940)

peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. » (24)

Cette définition conceptuelle — que Trotsky, devançant les critiques de ceux qui préfèrent des formules catégoriques, présente comme « vague » — est très précise et chaque concept employé l'est sciemment, après des discussions et une longue réflexion. Elle mérite qu'on s'y arrête :

a) En introduisant une différenciation entre « étatisation » et « socialisation » Trotsky écrivait par ailleurs : « La propriété privée, pour devenir sociale, doit inéluctablement passer par l'étatisation, de même que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent avant de devenir papillon. » (25) Et

l'insuffisance des forces productives impose la contrainte des choix économiques autres que ceux décidés par les producteurs eux-mêmes, le « vieux fatras » dont parlait Marx, revient sans cesse sous la forme du bureaucrate... et du travail aliéné. Et le mot d'ordre stalinien « les cadres décident de tout » n'était rien d'autre qu'une manifestation du phénomène.

b) c) et d) Trotsky synthétise ici ce qu'il eut l'occasion d'analyser déjà en 1932 dans son fameux article « L'économie soviétique en danger » (26) et ce qui fut par ailleurs au centre des débats de l'Opposition de gauche russe dès la rupture de Staline avec Boukharine (27) et le tournant stalinien vers l'industrialisation accélérée et la collectivisation forcée. Il critiquait alors, suivant en cela Rakovsky, l'accumulation débridée, qui ne tenait pas compte des nécessités de l'amortissement du capital fixe, condamnant la productivité à la stagnation et freinant les innovations dans l'industrie. Et il résume les aspirations bureaucratiques à une forme déformée du développement économique.

tion, et donc sans être capable de se forger une idéologie dominante et devant donc recourir à cet ersatz de marxisme falsifié qu'est devenu le « marxisme-léninisme » dans sa version stalinienne. Cette absence de légitimité de sa domination — que l'idéologie stalinienne ou post-stalinienne n'est pas parvenue à assurer — n'est que la manifestation de son parasitisme au sein de la société qu'elle domine.

Le PCUS de Staline et le prolétariat

f) L'affirmation est forte : le PCUS n'est plus un parti prolétarien. Le « parti gouvernant » a trahi sa classe et doit être renversé. Déjà en septembre 1935, dans un article, Trotsky avait affirmé : « Ce serait pure folie que de penser réformer et régénérer aujourd'hui le parti communiste d'Union Soviétique. Il est impossible de contraindre une machine bureaucratique qui sert essentiellement à maintenir le prolétariat dans un état, à servir les intérêts de ce proléta-



Propagande stalinienne contre les rumeurs : « les racontars servent l'ennemi »

d'expliquer que la propriété de l'État ne devient sociale qu'avec le dépérissement de celui-ci, c'est à dire au fur et à mesure que l'État se dégage de la production, laissant place à la libre-association des producteurs. Aussi longtemps que c'est l'autorité — la contrainte — étatique qui régit la production et interfère dans le libre arbitre des producteurs, c'est-à-dire aussi longtemps que

e) Notons que pour Trotsky la bureaucratie, couche d'origine ouvrière, sans devenir une classe, s'est autonomisée par rapport à son origine de classe, devenant incontrôlée (et incontrôlable) et devant être renversée, ce qu'il réaffirme en i). Bref, sans être une classe dominante, la bureaucratie soviétique dispose de plusieurs caractères d'une telle classe, mais sans la légitimité de sa domina-

riat. » (28) Dans un article de 1939 Trotsky, résumant dans des tableaux statistiques la discontinuité entre le Parti bolchevique et celui de Staline concluait : « L'appareil dirigeant adapte systématiquement le parti et ses institutions à ce changement du programme, c'est-à-dire au service des couches sociales nouvelles et toujours plus privilégiées. Les purges dictatoriales sont les principales méthodes utilisées pour cette adaptation. (...) Les renouvellements dans la composition du Comité Central ont reflété et reflètent toujours le déplacement social du parti des opprimés vers les oppresseurs. (...) Le Stalinisme n'est pas issu d'un développement organique du bolchevisme, mais il en est une négation sanglante. » (29). Déjà en 1930 la déclaration de l'Opposition de gauche en vue du XVI^e Congrès du PCUS ne laissait pas d'illusions sur les liens entre le

24. L. Trotsky, *La révolution tra-*
hie, op. cit., p. 170.

25. Op. cit. p. 159.

26. Une très mauvaise traduction — au point de rendre l'article incompréhensible par endroits — a été publiée dans L. Trotsky, *Œuvres 1928-1940*, tome 1, Marcel Rivière, Paris 1955 (pp. 109-137), une édition aujourd'hui introuvable. La traduction anglaise parue dans L. Trotsky, *Writings 1932* est bien meilleure. Il ne reste plus qu'à

espérer que ce texte très important sera réédité en français dans une nouvelle traduction.

27. Cf. note 8. La revue britannique *Critique* (n° 13) a publié un excellent dossier sous le titre « *Economics of the Left Opposition* ». Enfin les *Cahiers Léon Trotsky* (n° 18, 1984) ont publié une version (malheureusement abrégée) de l'article de Khristian Rakovsky de 1930, « *Au congrès et dans le pays* », qui fut à l'origine de la critique

« trotskiste » de l'aventurisme économique stalinien (et qui rompait fort heureusement avec le gauchisme de E. Préobrajensky, oppositional de 1923 ayant capitulé devant Staline en 1929).

28. L. Trotsky, *L'appareil policier du stalinisme* (recueil), UGE 10/18, 1976, p. 84

29. L. Trotsky, *La lutte antibureaucratique en URSS* (recueil), UGE 10/18, 1975, p. 229-230.

la société du mensonge déconcertant

parti et les travailleurs : « *La direction du parti a discrédité le parti et les syndicats aux yeux des masses ouvrières. Ni le premier, ni les seconds, n'ont pu assurer au prolétariat une défense contre les bureaucrates. Au contraire, le parti et les syndicats semblaient appuyer les bureaucrates contre les travailleurs.* » (30) Dans une étude datée de juin 1930, dont Trotsky a présenté l'original — écrit avec un crin sur du papier à cigarettes — devant la commission Dewey en

lutionnaire. En 1936 une telle organisation n'existait plus en URSS. Les quelques milliers d'oppositionalistes de gauche organisés l'étaient dans des isolateurs et des camps et Staline ne tarda pas à les liquider.

Les traces de la terreur

Qui plus est, la liquidation massive de toute trace de l'ancien prolétariat avait commencé : la terreur stalinienne, qui prend de

tion extensive stalinienne (qui recourt largement à l'emploi de la main-d'œuvre déportée, ne bénéficiant donc même pas du statut de salarié) est de constituer une nouvelle classe ouvrière, qui ne peut avoir l'expérience de ses prédécesseurs, une classe d'extraction paysanne, soumise à des conditions de vie et de travail inhumaines, à une répression omniprésente, donc parfaitement atomisée. Ajoutons encore que les déportations continuent durant la guerre, s'amplifient encore à



vantant ses qualités analytiques, trois autres opposants écrivaient à propos des organisations ouvrières en URSS : « *L'étouffement des derniers restes de démocratie prolétarienne dans les syndicats au cours des dernières années a conduit à une telle bureaucratisation de bas en haut qu'ils sont parfaitement incapables de remplir leurs fonctions de défense des intérêts des ouvriers.* » Et ils décrivaient « *la transformation des organisations de base du parti et des syndicats en appendices privés de droits des organes économiques* » (31).

Une conscience socialiste des travailleurs soviétiques ?

Il ne fait donc aucun doute qu'en 1936 Trotsky savait parfaitement que le prolétariat soviétique était privé de toute forme d'organisation propre. L'affirmation que « *la révolution sociale (...) vit encore (...) dans la conscience des travailleurs* » — qui est réaffirmée sous un autre angle en h), où il est question de résistance ouvrière devant être brisée par une éventuelle restauration capitaliste — paraît alors surprenante.

La conscience socialiste n'est en effet nullement une conscience spontanée, fruit de la seule expérience des luttes. Pour se forger et pour subsister au cours des périodes de recul — et les années 1930 étaient en URSS une période de recul de la classe ouvrière et de sa conscience — elle doit être matérialisée au sein d'une organisation révo-

l'ampleur à partir de 1930 et la réécriture de l'Histoire avaient pour effet, comme l'écrit David Rousset, « *la rupture entre les générations [qui] porte sur la connaissance de l'histoire réelle et sur le développement de la science de la société. La falsification partout imposée comme vérité d'État, la censure et le huis clos organisent une ignorance inévitable et fondamentale* » (32). L'ampleur réelle de la répression stalinienne des années 1930-1956 reste encore inconnue. David Rousset évalue entre 7 et 8 millions, dont 1 million de membres du parti et des jeunes communistes, les exécutions entre 1935 et 1941 (33). Il faut y ajouter des dizaines de millions de déportés dans les camps de concentration. Selon David Rousset, « *on observe en effet, de 1930 à 1940, une progression numérique constante des effectifs concentrationnaires. (...) Dans un réseau de camps qui, en 1941, recouvre de façon serrée tout le pays, on compte 80 complexes concentrationnaires (...). Le complexe concentrationnaire du nord-est (le Sévostlag) est typique. (...) Il comptait en 1934 (deux ans après sa création) 350 000 déportés, 500 000 en 1935 et aux alentours de 3 millions en 1941.* » (34) Le double résultat de la répression et de l'industrialisa-

l'entente des soldats victorieux qui ont poursuivi l'armée nazie jusqu'en Allemagne (et auraient pu alors confronter la "vérité" stalinienne avec une autre...). Comment alors imaginer que « *la révolution sociale* » pouvait survivre « *dans la conscience des travailleurs* » ? Il y a ici, indéniablement, une erreur de Trotsky, qu'il aurait sans doute corrigée s'il avait pu réviser son pronostic sur l'issue de la guerre. Notons quand même que son fils — dans un rapport interne il est vrai, envoyé au Secrétariat International en mars 1934, à la suite de la « *capitulation* » de Christian Rakovsky — portait une appréciation moins optimiste sur les perspectives en URSS : « *Il faut plutôt s'étonner que les bolcheviks russes tiennent encore [c'est-à-dire que tous n'ont pas "capitulé"...], car "tenir", en URSS maintenant, signifie non pas lutter, non pas vivre avec une perspective révolutionnaire, mais se sacrifier passivement au nom de l'avenir, au nom de la continuité historique de l'internationalisme révolutionnaire.* » (35)

Trotsky n'avait pas hésité à qualifier de totalitaire la dictature stalinienne. Il avait dénoncé les falsifications historiques de Staline comme le dévoiement du marxisme

30. Signée par K. Rakovsky, V.V. Kossior, N.I. Mouralov et V.S. Kasparova (tous déportés alors), publié en français dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. La citation suivante est extraite

de la p. 100.

31. G.Ia. Iakovine, E.B. Solntsev, G. Stopalov, *La crise de la révolution*, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980, p. 165.

32. D. Rousset, *La société écla-*

tée, op. cit. p. 352.

33. *ibid.*, p. 354.

34. *ibid.*, p. 244-246.

35. Cité par Pierre Broué, *Rakovsky : 1923-1941, Cahiers Léon Trotsky*, n° 18, 1984, p. 19.

Léon Trotsky (1879-1940)

par l'autocrate. Il avait consacré une bonne partie de ses dernières années à dénoncer les procès truqués et l'ampleur de la répression. Mais de son vivant il était difficile d'imaginer — à moins d'être doté d'une imagination génocidaire — l'ampleur monstrueuse des déportations et des assassinats, la réalité inhumaine du monde concentrationnaire stalinien, la déportation de peuples entiers, les dizaines et les dizaines de millions de victimes qui transformèrent la société des survivants de fond en comble. Une société qui avait intégré la présence de la terreur pour de longues années encore après que l'état ait été desserré.

L'effet de la terreur stalinienne fut de priver les travailleurs soviétiques de la capacité d'imaginer un autre socialisme que celui qualifié officiellement de « *réellement existant* », de celle de renouer avec l'action collective et l'auto-organisation de masse. En ce sens le totalitarisme stalinien, comme le totalitarisme nazi, a réussi à briser la classe ouvrière (36).

« *La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale* », écrivait Trotsky dans *La révolution trahie* (37). Quelques années plus tard la bureaucratie est parvenue à briser la nuque des forces vives du prolétariat, à liquider ses éléments conscients, à redonner au capitalisme mondial un second souffle et à repousser les assauts de la révolution mondiale tout en caporalisant les détachements victorieux.

La restauration capitaliste, une défaite historique

La perspective de révolution politique — un objectif pour l'action et non un pronostic — formulée par Trotsky, ne s'est pas réalisée. De plus, si des situations révolutionnaires se sont produites dans les pays du glacis (en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, de nouveau en Pologne en 1980-1981), en URSS aucune des crises n'a atteint un niveau d'auto-organisation ouvrière comparable. C'est que la

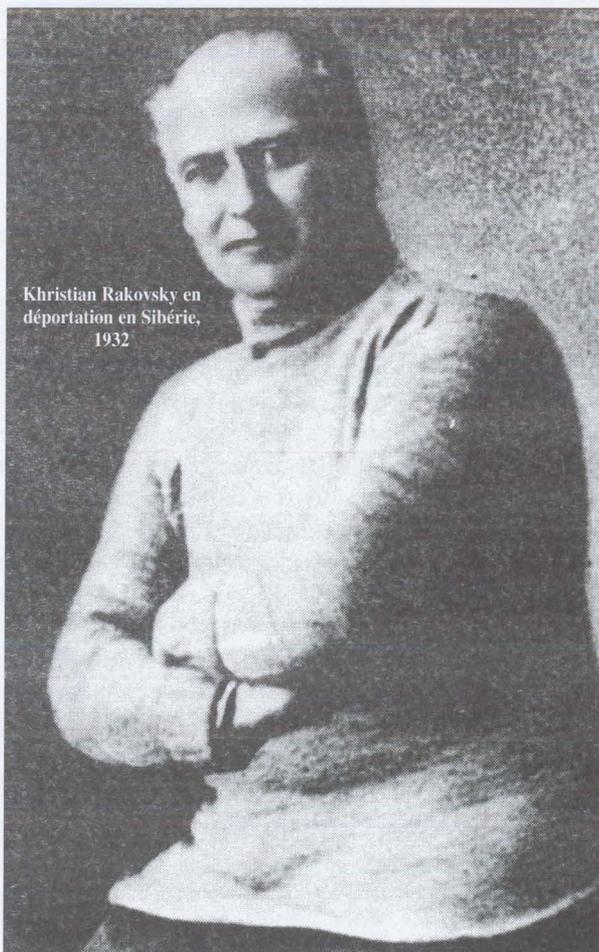
grande terreur stalinienne en URSS a duré beaucoup plus longtemps, extirpant de la société non seulement toute forme d'organisation ouvrière mais jusqu'au souvenir d'une telle organisation que personnifiaient ces individus qu'un rapport de la police politique polonaise avait qualifié, à la veille de la hausse des prix de juin 1976, de « *meneurs ouvriers indépendants* ». De 1930 à 1954-55 une blague, une question, une réflexion formulée à haute voix et entendue par quelqu'un pouvait mener un ouvrier soviétique à la déportation. Vingt-cinq ans, c'est plus que le temps de maturation d'une génération. Une expérience qui marque l'avenir d'une société. Dans aucun des pays du glacis les sociétés bureaucratiques n'ont connu une telle terreur durant autant d'années. C'est pourquoi des traditions ouvrières orales, même imparfaites ont pu, lorsque la domination bureaucratique traversait des crises, y nourrir des expériences d'auto-organisation.

Reste que les crises révolutionnaires à l'Est — en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie — ont toutes été des échecs du mouvement de masse. Elles l'ont été car la minorité marxiste révolutionnaire, qui est parvenue à subsister et même à se développer dans les pays capitalistes, n'est pas arrivée à reprendre pied de manière significative, malgré les efforts en ce sens, en

URSS et dans ses satellites. En l'absence d'un « *parti révolutionnaire ayant toutes les qualités du vieux bolchevisme et enrichi, en outre, de l'expérience mondiale de ces derniers temps* » (38), ces mobilisations des masses ne sont pas parvenues à renverser la bureaucratie. Elles l'ont cependant affaibli en lui indiquant qu'il était temps de tenter de se recycler avant qu'un mouvement auto-organisé de l'ampleur du syndicat indépendant polonais "Solidarnosc" de 1980-81 ne mûrisse en Russie, profitant de la libéralisation gorbatchévienne. Celle-ci avait ouvert la voie à des expériences d'auto-organisation dont la grève des mineurs de 1990 fut le sommet, pour la première fois à une telle échelle depuis le début de la terreur stalinienne.

La contre-révolution "démocratique" de Boris Eltsine, qui fut l'achèvement du processus entamé par le stalinisme, ne s'est pas heurtée à la résistance du prolétariat russe. Identifiant massivement la perspective socialiste aux années staliniennes puis brejneviennes, idéalisant la société de consommation capitaliste, ayant intégré que "leurs" usines étaient avant tout les lieux d'un travail aliéné, les travailleurs soviétiques ont observé passivement la mise en place d'un État restaurationniste du capitalisme et les manœuvres des oligarques pour s'emparer

des morceaux de la propriété étatique. Les mafias oligarchiques ont confirmé une fois de plus le vieil adage « *la propriété, c'est le vol* ». Mais comme le profit capitaliste a besoin de règles, donc d'un État capable de les imposer y compris aux capitalistes (fussent-ils "mafieux"), le nouvel homme fort du Kremlin, Vladimir Poutine, vient de proposer aux oligarques qu'il a réunis en juillet 2000, de passer l'éponge sur les vols passés de la propriété étatique — qualifiés justement d'accumulation primitive du capital par l'un des participants à la réunion — pour enfin pouvoir protéger la propriété... privée. La troisième hypothèse de Trotsky, celle d'une défaite historique de la révolution russe, est en train d'achever de se réaliser sous nos yeux. Elle risque de redonner une fois encore un nouveau souffle au capitalisme mondial. ■



Khristian Rakovsky en déportation en Sibérie, 1932

36. Pour une analyse de la situation actuelle de la classe ouvrière russe (plus de trente ans après la "déstalinisation" khrouchtchevienne, qui a stoppé la grande terreur tout en maintenant une répression sans faille des velléités d'opposition), on se reportera à l'étude de David Mandel, "Les faiblesses de la classe ouvrière russe", parue dans *Imprecator* n° 443-444 de janvier-février 2000.

37. Op. cit. p. 168.

38. ibidem.

Les derniers combats de Trotsky de l'Opposition de gauche russe à la IV^e Internationale

Par
Jean-Michel Krivine*

Plus de 60 ans après sa création, la IV^e Internationale demeure très faible numériquement, cependant, à l'heure du triomphe de la "mondialisation" capitaliste elle demeure la seule Internationale existante.

Dès le Manifeste communiste de 1848, Marx et Engels avaient montré que le Capital ne pouvait se développer qu'en abolissant les frontières nationales et que la lutte des prolétaires (ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre) devait y correspondre. On assiste maintenant à une exacerbation de cette tendance. Mais si apparaissent enfin des mouvements internationaux de lutte contre les effets de cette mondialisation capitaliste (contre le Fonds monétaire international, contre l'Organisation mondiale du commerce, contre la Banque mondiale, pour l'annulation de la dette du Tiers-monde...), il n'y a que la IV^e Internationale comme organisation politique présente dans de nombreux pays pour analyser collectivement la situation mondiale et proposer des mots d'ordre correspondant à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Dans différents pays ont existé des partis révolutionnaires dont certains étaient nettement plus implantés que la section locale de la IV^e Internationale. La plupart ont disparu car pour se développer sur le long terme une organisation a besoin de ne pas se centrer sur ses problèmes nationaux. Elle a besoin de disposer d'un certain recul que ne peut lui procurer que la confrontation permanente avec les organisations révolutionnaires d'autres pays. Seule, une Internationale discutant en permanence des difficultés auxquelles se heurtent ses sections est à même de les aider à les résoudre.

L'Opposition de gauche (1923-1929)

Pendant cette première période il n'y a pas d'Opposition de gauche internationale. La "fraction bolchevik-léniniste" (B-L) n'agit

que dans le PC de l'URSS et si elle a des contacts avec des individus ou des groupes à l'étranger, elle élabore seule sa politique. L'Opposition de gauche s'est formée en 1923 en URSS et regroupait autour de Trotsky des militants qui s'opposaient au cours stalinien. En décembre 1922 Lénine avait été frappé par une attaque cérébrale alors que Staline venait d'être nommé secrétaire général du parti. Pendant 80 jours Lénine sera encore capable d'entamer une lutte contre la bureaucratie montante (ce qu'on a appelé « le dernier combat de Lénine »), en s'appuyant sur Trotsky, mais en mars 1923 une rechute le met définitivement hors d'état d'agir et assure le triomphe de l'appareil stalinien.

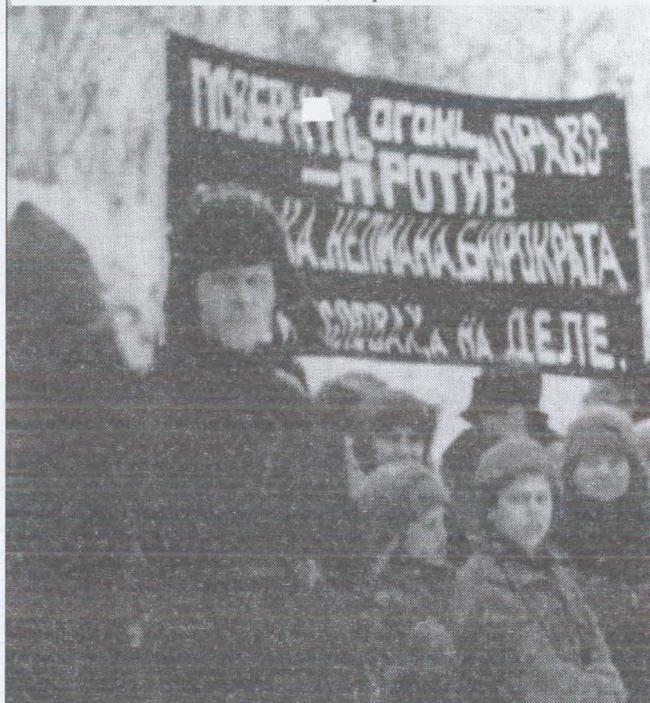
L'Opposition de gauche va se caractériser dès le début par son internationalisme, car avec la défaite de la révolution allemande en octobre 1923 le tournant de la situation mondiale va l'amener à prendre position et à se délimiter autant sur des problèmes internationaux que sur la "question russe".

Les combats de l'Opposition de gauche

L'année 1923 conclut la période de crises révolutionnaires qui vient de secouer l'Europe pendant 5 ans et va inaugurer une phase de recul du mouvement ouvrier :

— En URSS, la déception devant l'échec des diverses tentatives révolutionnaires (Hongrie, Allemagne) entraîne une grande passivité dans la classe ouvrière dont les meilleurs éléments ou bien ont été tués pendant la guerre civile, ou bien ont été chargés de tâches dirigeantes dans l'État ou dans l'économie et

Déportés, les militants de l'Opposition de gauche, manifestent à Ienisseïsk en novembre 1928 (onzième anniversaire de la Révolution), « contre le cours droitier » et « contre le koulak, le nepman et le bureaucrate »



ont tendance à se bureaucratiser. L'Opposition propose un "Cours nouveau" pour lutter contre la bureaucratization du parti et de l'État (plusieurs articles de Trotsky ont été réunis sous ce titre). Elle s'oppose aux zigzags de la politique économique où il y a eu d'abord une véritable capitulation devant les koulaks (paysans riches) et les « nepmen » (nouveaux riches ayant bâti leur fortune grâce à la Nouvelle Politique Économique inaugurée en 1921) puis ensuite un brutal virage, en 1928, avec collectivisation des terres à la hussarde et industrialisation lourde à outrance.

— Sur le plan international, l'Opposition dénonce le Comité syndical anglo-russe, regroupant les directions des Trade Unions et des syndicats soviétiques, qui avait abandonné les mineurs anglais en grève pendant plusieurs mois en 1926. Elle flétrit le soutien apporté par le Komintern (Internationale

* Jean-Michel Krivine, chirurgien-retraité, membre de la section française de la IV^e Internationale depuis 1956, fait partie de la rédaction d'*Inprecor*.

Léon Trotsky (1879-1940)



Communiste) au Kuomintang (parti de la bourgeoisie commerçante et industrielle chinoise) qui devait conduire à un véritable massacre du mouvement communiste en Chine (1925-1927).

— **Sur le plan théorique**, ces divergences principales se ramènent en fait au dilemme : "socialisme dans un seul pays" ou "révolution permanente" ? Ou bien l'on affirme avec Staline (seulement après la mort de Lénine...) qu'il est parfaitement possible d'aller jusqu'au socialisme dans un pays économiquement arriéré et isolé, en s'efforçant de rassurer les principaux États capitalistes, ou bien l'on considère qu'il s'agit d'une utopie suicidaire et que la seule chance de survie pour la révolution russe est de contribuer au développement révolutionnaire ailleurs dans le monde et notamment dans les pays industrialisés. C'était, bien sûr, la position de tous les bolcheviks du temps de Lénine. Dans la *Plate-forme de l'Opposition de gauche* rédigée en 1927, à l'époque où Zinoviev l'avait momentanément rejointe, de nombreuses propositions concrètes sont présentées à l'occasion du XV^e congrès du parti. Il y est notamment demandé qu'on limite la croissance des couches koulak à la campagne et qu'on commence à développer la coopération agricole (avec kolkhozes, sovkhozes), que l'on pousse à l'industrialisation selon un véritable plan et que l'on ne touche surtout pas au monopole étatique du commerce extérieur. En même temps est sévèrement critiqué le chauvinisme grand-russe de

l'appareil d'État et sont émises de nombreuses suggestions pour rétablir « *une réelle démocratie intérieure du Parti, comme du temps de Lénine* » (mais curieusement elle ne réclame pas le rétablissement du droit de tendances dans le parti...). Parallèlement est analysée la situation internationale. L'Opposition demeure convaincue que les impérialistes préparent une guerre contre l'URSS et que celui « *qui n'est pas pour la défense de l'URSS est, sans objection possible, traître au prolétariat mondial* ». Cependant cette « *défense de la patrie soviétique* » ne peut se faire qu'en incitant le prolétariat des autres pays à renverser sa bourgeoisie et non pas en cherchant à se concilier les classes dirigeantes ennemies : la révolution chinoise avortée est présentée comme l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

La défaite de l'Opposition de gauche

Quelques dates marquent les étapes de cette défaite :

— **1927** : le XV^e Congrès, par la voix de Staline, somme l'Opposition de « *capituler entièrement et sans condition tant sur le plan politique que sur celui de l'organisation* ». Les zinovievistes finirent par accepter. Le vieux noyau de l'Opposition de gauche refuse et sera exclu du parti puis envoyé en déportation.

— **1928** : Trotsky est exilé à Alma-Ata (Kazakhstan).

— **1929** : expulsion de Trotsky en Turquie (sur l'île de Prinkipo). Plusieurs de ses compagnons d'idée (Radek, Smilga, Preobrajenski) capitulent car, confronté à la menace de famine occasionnée par le refus des paysans de livrer leur blé, Staline semble reprendre les idées de l'Opposition (plan quinquennal, collectivisation de l'agriculture), mais il les met en application de façon caricaturale ce qui aura des conséquences dramatiques : il y aura effectivement des millions de morts de famine. La fraction B-L russe va se trouver complètement isolée.

L'Opposition de gauche internationale (1929-1933)

Cette période, qui va connaître la plus grave crise économique de l'histoire du capitalisme, verra Trotsky tenter de former une fraction bolchevik-léniniste internationale pour redresser le Komintern.

Dans tous les pays des millions d'hommes sont rejetés de la production alors qu'avec la mise en œuvre du plan quinquennal l'URSS donne l'impression de se développer harmonieusement. Prétendant à partir de 1928 que la révolution est partout à l'ordre du jour, le Komintern affirme qu'on est entré dans une « *troisième période* » (la première période d'essor révolutionnaire allait jusqu'en 1923, la deuxième période, de 1923 à 1928, correspondait à un reflux). Le danger de guerre contre l'URSS est considéré comme imminent et est mise au point une politique d'un sectarisme outrancier

affirmant que les partis social-démocrates sont les frères jumeaux des fascistes : selon Staline, c'est un parti « *social-fasciste* » avec lequel aucune unité d'action (sauf à la base) n'est possible. Profitant de la division tragique du mouvement ouvrier allemand Hitler prend le pouvoir en janvier 1933 (le plus légalement du monde). Socialistes et communistes allemands pénétreront les premiers dans les camps de concentration nazis, notamment le leader du PC, Ernst Thaelmann, qui avait proclamé que « *l'arbre national-socialiste ne devait pas cacher la forêt social-démocrate...* »

A cette époque on pouvait distinguer trois courants dans le parti soviétique et dans l'Internationale :

— **Un courant droitier**, représenté en URSS par des hommes comme Boukharine, Rykov, Smirnov, Kalinine (tablant beaucoup sur le paysan moyen) ou comme Tomsky (représentant les intérêts des fonctionnaires supérieurs). En Allemagne Brandler le personnifie (son rôle fut notable dans l'échec de la révolution de 1923). Après avoir plus ou moins soutenu ce courant droitier jusqu'en 1928, Staline le lâchera brusquement lors du tournant vers la collectivisation généralisée et l'industrialisation à marche forcée

— **Le Centre (fraction stalinienne)** autour de Staline, Molotov, Mikoyan, Kirov. C'est lui qui a le pouvoir dans le Parti, les syndicats, l'État. Il dirige le Komintern (Manouïlsky, Dimitrov) qui ne fait qu'appliquer la ligne définie par les soins du Centre

— **L'Opposition de gauche** (Trotsky, Rakovski) ne s'organise à l'échelle internationale qu'à partir de l'expulsion de Trotsky en 1929 en s'attachant à rétablir les principes communistes et à sélectionner des cadres. En 1929, en France, une petite équipe se réunit autour d'Alfred Rosmer en Ligue communiste et lance l'hebdomadaire "La Vérité". A leur appel, la Première Conférence des Bolchevik-Léninistes se réunit à Paris en avril 1930 et désigne un premier Secrétariat international : c'est l'acte de création du mouvement international qui sera nommé « *trotskiste* » par ses ennemis (un nom qui lui collera durablement à la peau).

L'Opposition de gauche internationale se donne pour but de lutter pour le redressement politique de l'Internationale communiste et de l'État soviétique. Elle se caractérise alors essentiellement par :

— **sa lutte en défense de l'URSS**, encore considérée comme un État ouvrier en raison de son infrastructure économique même si son régime politique devait être complètement transformé (sur ce plan l'Opposition demeure "réformiste").

— **son combat en faveur du front unique contre le fascisme** : dès 1930 Trotsky s'est montré d'une clairvoyance exceptionnelle en ce qui concerne le danger nazi et la politique suicidaire du Komintern imposée au PC allemand.

— **sa lutte pour le redressement de l'Internationale communiste** dont nombre de militants sont encore de vrais révolutionnaires.

La préparation d'une nouvelle Internationale (1933-1938)

Devant la défaite historique du prolétariat représentée par l'arrivée au pouvoir de Hitler, la politique de redressement de l'Internationale communiste apparaît comme dépassée aux yeux de Trotsky. En effet celle-ci continue à justifier la folle politique de dénonciation des sociaux-fascistes qui a permis aux nazis de triompher. La nécessité d'une nouvelle Internationale se fait jour.

Le contexte international est marqué par la défaite historique en Allemagne, le dévoiement par les dirigeants staliniens des combats des travailleurs en France et en Espagne, la liquidation de la vieille garde bolchevique et la terreur de masse imposée par Staline en URSS.

En Allemagne Hitler accède au pouvoir. En janvier 1933, le maréchal Hidenbourg le nomme chancelier du Reich. Rapidement la répression s'abat sur le mouvement ouvrier allemand. Trotsky proclame : « *La classe ouvrière allemande se relèvera, le stalinisme, jamais !* ».

En Espagne et en France l'année 1936 voit le triomphe des Fronts Populaires. En France, une tentative de coup d'État réactionnaire (6 février 1934) réveille la classe ouvrière qui pousse le PS et le PC à l'unité d'action. Un pacte électoral commun est préparé mais bientôt le PC exige que s'y associe le parti radical, principal parti de la bourgeoisie. La victoire électorale du Front Populaire devait déclencher un formidable mouvement social avec deux millions de grévistes occupant leurs lieux de travail. Alors que Trotsky écrivait que « *La révolution française est commencée* » et que le socialiste de gauche, Marceau Pivert, affirmait que « *Tout est possible !* », Thorez, principal dirigeant du PC, proclama : « *Il faut savoir terminer une grève* ». Malheureusement l'influence du PC était sans commune mesure avec celle des petits groupes de l'Opposition et la reprise du travail eut lieu alors qu'il aurait été possible d'aller beaucoup plus loin.

En Espagne la victoire électorale de février 1936 déclencha en juillet la rébellion

militaire de Franco et une guerre civile qui se prolongea jusqu'en 1939 et se termina par la victoire de Franco, largement soutenu par Hitler et Mussolini, alors que le gouvernement du Front populaire en France et celui d'Angleterre respectaient le principe de la « *non-intervention* » et que les staliniens, tout en armant (moyennant finances...) le camp « *républicain* », lui imposaient l'auto-limitation politique et entamaient une répression féroce des anarchistes et des opposants communistes de gauche.

En URSS, l'assassinat de Kirov, le chef du parti de Leningrad, marque le début de la terreur de masse dont les trois procès de Moscou ne sont que la partie la plus visible. En 1934 le vieux compagnon de Trotsky, Rakovski, capitule à son tour (dans des conditions toujours discutées), ce qui ne l'empêcha pas d'être ultérieurement arrêté en janvier 1937, jugé, déporté et finalement exécuté en 1941.

Le changement d'orientation de l'Opposition de gauche

La capitulation du PC allemand devant Hitler est considérée par Trotsky comme un test historique : ce PC n'est plus redressable, le Komintern non plus. Le changement d'orientation se fera en plusieurs étapes entre 1933 et 1935. A partir de mars 1933 l'Opposition considère que le PC allemand n'est plus redressable mais on attend encore des réactions saines de la part des autres PC après la catastrophe allemande.

Comme rien ne vient, au cours de l'été 1933 survient un nouveau changement de ligne : l'IC n'est plus redressable et il faut construire une nouvelle Internationale révolutionnaire et de nouveaux partis révolutionnaires dans chaque pays.

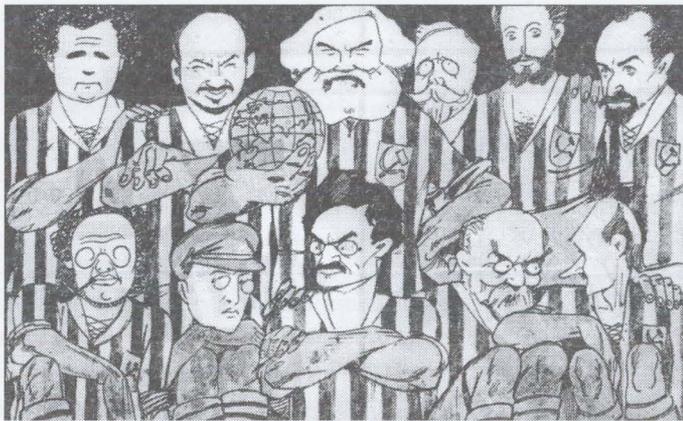
Enfin, c'est en 1935 qu'est clairement établi que la voie des réformes est insuffisante en URSS et qu'une véritable révolution politique y est nécessaire pour chasser la bureaucratie tout en conservant la propriété étatique héritée de la révolution d'Octobre.

La construction d'une nouvelle Internationale — la Quatrième — ne pouvait être envisagée qu'en alliant la plus grande fermeté des principes à la plus large souplesse d'organisation.

Ces principes sont établis dans plusieurs documents, notamment dans la *Déclaration des Quatre* signée en commun au mois d'août 1933 par la Ligue communiste internationaliste et 3 organisations sympathisantes (2 hollandaises, 1 allemande). C'est à partir de ces principes que seront menées trois luttes principales :

— **Contre la politique des Fronts**

Léon Trotsky (1879-1940)



L'équipe de football de la révolution (revue *Poivre rouge*, début des années 1920). Assis : Radek, Sosnovsky, Trotsky, Riazanov, Boukharine. Debout : Zinoviev, Lénine, Marx (gardien de but), Kamenev, Lozovsky et Chicherine.

Populaires, particulièrement en Espagne et en France. Elle fut inaugurée en 1934 par un Staline enfin inquiet par le triomphe nazi et amena les PC à passer d'un sectarisme outrancier (la lutte contre les sociaux-fascistes) à un opportunisme sans rivage (l'union de tous les bons républicains). Ce fut la première grande expérience de collaboration de classe des staliniens.

— **Contre le centrisme**, c'est-à-dire la tendance à chercher des accommodements entre une politique réformiste et une politique révolutionnaire. Différents groupes étaient ainsi caractérisés en France, en Espagne, en Hollande, en Suède, en Pologne et dans l'émigration allemande. Mais c'est avec les Espagnols (Nin et Maurin) fondateurs du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) que la discussion sera la plus serrée étant donné leur position équivoque sur le Front Populaire.

— **Contre la terreur stalinienne** et les Procès de Moscou, dénoncés notamment par Trotsky et par son fils, Léon Sédov, exilé avec son père, qui publia un *Livre rouge des Procès de Moscou*.

Après l'abandon par Moscou en 1934 de sa politique ultra-sectaire et le développement rapide des partis ouvriers dans plusieurs pays, Trotsky conclut qu'il fallait garder le contact avec les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière et il proposa la tactique de « l'entrisme » dans les organisations socialistes. Les bolcheviks-léninistes allaient perdre temporairement leur indépendance organisationnelle tout en demeurant liés entre eux comme fraction. En France l'entrisme se fit drapeau déployé dans la SFIO en septembre et octobre 1934. Il permit de renouveler les rangs de l'organisation notamment en recrutant dans la Jeunesse socialiste. La direction expulsa la fraction trotskiste fin 1935, avant le Front populaire. La section française, réduite et isolée, fut la proie de luttes intestines où divergences politiques et conflits personnels

se mêlaient étroitement (d'un côté Raymond Molinier et Pierre Frank, de l'autre Pierre Naville et Jean Rous) ce qui donna naissance à plusieurs micro-organisations qui ne se réunifièrent qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. L'entrisme se fit également avec de bons résultats en Belgique et aux USA.

En juin 1936 s'était tenue à Paris (officiellement à Genève, pour des raisons de sécurité) la Première Conférence internationale pour la IV^e Internationale. La Ligue Communiste Internationaliste changea de nom et devint le « *Mouvement pour la IV^e Internationale* ».

La fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938)

Après les purges staliniennes en URSS, alors que la révolution est pratiquement écrasée en Espagne et que les grandes puissances ont capitulé devant Hitler en signant les accords de Munich, se réunit dans la banlieue parisienne, à Périgny (chez Alfred Rosmer), la conférence qui devait fonder la IV^e Internationale. Elle se tint clandestinement, l'assemblée plénière ne dura qu'une seule journée et 11 sections étaient représentées (France, USA, Italie, Grande-Bretagne, Hollande, Grèce, Brésil, URSS,

Pologne, Belgique et Allemagne). Le texte majeur adopté fut le *Programme de transition* rédigé par Trotsky. Il exposait comment faire progresser la conscience ouvrière en partant des revendications immédiates et en proposant une série de revendications convaincantes pour les prolétaires mais inacceptables pour un pouvoir bourgeois.

Elle adopta également diverses résolutions ainsi que des statuts assez rigides, correspondant à cette époque pré-guerrière, le « *parti mondial de la révolution socialiste* » devant être centralisé et très discipliné

Le point le plus controversé fut certainement celui de l'opportunité de proclamer à ce moment la IV^e Internationale : 3 délégués s'y opposèrent fermement, les deux délégués polonais (Stefan Lamed et Hersch Mendel) ainsi qu'Yvan Craipeau, représentant la minorité française. Leur argumentation était qu'en période de reflux il était très risqué de proclamer la naissance d'une nouvelle Internationale dont on pouvait ainsi compromettre l'idée. Les trois précédentes étaient apparues lors de périodes d'essor du prolétariat et disposaient dès leur constitution de plusieurs partis influents dans leurs pays. Les autres délégués ne furent pas convaincus et suivirent la proposition de Trotsky de fonder dès maintenant la IV^e Internationale en raison des immenses difficultés qu'annonçait l'arrivée inévitable d'une nouvelle guerre mondiale

En mai 1940, alors que la France était envahie, se tint à New York la Conférence extraordinaire de la IV^e Internationale, en raison de la profonde crise que connaissait la section américaine : une minorité autour de James Burnham et Max Schachtman considérait qu'après le pacte germano-soviétique il fallait renoncer à la défense de l'URSS. Pendant cette conférence eut lieu à Mexico la première tentative d'assassinat de Trotsky avant le meurtre du 20 août 1940.



Ce rapide parcours avait pour objectif essentiel de faire connaître, principalement à la jeune génération, à quelles difficultés se sont heurtés les rares militants qui, avant la guerre, consacraient leur vie à la cause révolutionnaire et devaient affronter non seulement la répression de l'État bourgeois, mais la violence physique des staliniens. L'Internationale qu'ils ont contribué à créer est toujours vivante. Certes, les conditions ne sont plus les mêmes, la IV^e Internationale ne se considère que comme une des composantes de la future grande Internationale révolutionnaire de masse à créer mais son expérience et ses conceptions théoriques en font un élément incontournable. ■



Mieux comprendre le fascisme pour mieux le combattre

Par
Manuel Kellner*

Depuis l'incorporation de la RDA en 1990, il y a en Allemagne un débat dans les rangs clairsemés de l'intelligentsia de gauche sur la spécificité du régime nazi et la singularité de ses crimes. Nombre d'auteurs soulignent avant tout le génocide consciemment organisé de la population juive en Europe.

Dans un sens politico-fonctionnel ceci traduit un besoin légitime : la lutte contre la relativisation des crimes nazis. La comparaison systématique de ces derniers avec d'autres crimes historiques est en effet typique de l'idéologie bourgeoise allemande moderne et fut réintroduite agressivement dans le débat par le « révisionnisme historique » (qui va encore plus loin en expliquant les excès de barbarie du nazisme par une « réaction » face aux crimes staliens [« communistes »]). Mais dès que l'on pense moins au passé en s'enlisant dans des

débats qui tendent toujours au cynisme envers les victimes (par exemple quand on demande si le génocide des Arméniens par les nationalistes turcs était « aussi grave » ou « moins grave »), et quand on pense plutôt aux dangers à envisager pour un avenir possible, il faut admettre que la thèse de la « singularité » tend à affaiblir la sensibilité : la vérité étant que cette « singularité » pourrait non seulement être égalée, mais même dépassée.

La raison en est simple. En comparaison avec les années 1933-1945, les moyens de destruction ont décuplé massivement leur puissance. L'héritage de la guerre froide et de la course aux armements, accru encore actuellement, ouvre la voie à la possibilité objective de l'auto-destruction rapide de l'humanité toute entière. Le régime hitlérien ne disposait pas (mais il en était près...) de la bombe atomique. Imaginons la conquête du pouvoir dans un ou plusieurs pays capitalistes industrialisés (impérialistes dans la terminologie marxiste) par un person-

nel politique irresponsable et aventurier, soutenu par un mouvement de masse guidé par une démagogie semblable à celle du fascisme, du nazisme ou du franquisme, qui instaure un régime combinant le rationalisme technocrate froid à l'irrationalité sanglante des fantasmes caractéristiques pour la psychologie des ressentiments, de l'esprit de revanche, du désir déformé par une mésalliance symbiotique avec les impulsions à la violence sadique ! Avec les

ou avec des étudiants radicaux. Ils préfèrent faire appel à la police et lui procurer de meilleures armes pour combattre les émeutes. » Et, quelques lignes plus loin, il expliquait que certaines modifications du développement économique pourraient changer tout cela et qu'il est très probable (vu les contradictions du capitalisme contemporain) que de telles modifications se produisent à l'avenir.



Les SA martyrisent un militant communiste en mars 1933 à Chemnitz

moyens dont disposerait un tel régime aujourd'hui, le résultat pourrait engendrer une catastrophe historique d'une dimension telle que même les méfaits terribles du régime nazi pourraient être réduits à un prélude. La possibilité d'une perspective aussi noire n'est aucunement une spéculation vide de contenu dictée par la peur frileuse d'un développement totalement improbable.

Une multitude de liens avec le présent

Dans son introduction remarquable à une nouvelle édition des écrits de Trotsky sur l'Allemagne (*Schriften über Deutschland*) (1) Ernest Mandel écrivait en 1969 : « Lorsque la petite bourgeoisie est largement prospère et conservatrice, le néofascisme n'a aucune possibilité pour conquérir une base de masse large. Des possédants bien nourris ne se battent pas dans la rue avec des ouvriers révolutionnaires

À cet égard, où en sommes-nous aujourd'hui, par exemple en Europe ? Dans plusieurs pays il y a des partis ou des mouvements politiques d'extrême-droite fascistes, post-fascistes, proto-fascistes, populistes (il ne s'agit pas, ici, d'acrimonie taxinomique n'ayant d'intérêt que quand on essaye d'analyser des cas particuliers) qui ont déjà une base de masse électorale, et en même temps il y a dans ces mêmes pays (et dans d'autres) une croissance

de militantisme organisé d'extrême-droite, des préparatifs au terrorisme armé par des noyaux d'extrême-droite, des attentats racistes et des provocations antisémites commis par des hommes influencés par l'extrême-droite. Il y a eu la guerre aux Balkans avec ses vagues de violence à motivation "ethnique". Il y a le socle du chômage de masse depuis des années, un socle qui ne peut se réduire que partiellement, même pendant une période de relance économique conjoncturelle. Il y a de plus en plus de pauvres, d'exclus, y compris des dépossédés en provenance des couches moyennes, et il y a des régions entières en proie au manque de perspective existentielle acceptable pour une partie très large de la population. S'ajoutent à

* Manuel Kellner est collaborateur du bimensuel *SoZ-Sozialistische Zeitung*.

1. Paru en 1971 en Allemagne et en 1973 en France sous le titre : *Comment vaincre le fascisme ?* aux éditions Buchet-Chastel.

Léon Trotsky (1879-1940)

cela une atomisation renforcée dans les domaines du monde du travail et du monde des loisirs et une nouvelle couche de gens formellement « entrepreneurs », même s'ils n'ont que leur force de travail (plus ou moins qualifiée) à vendre pour leur assurer une vie plus ou moins convenable.

La conclusion coule de source. La tentative de comprendre la nature du fascisme historique, le besoin ressenti de débattre des différentes approches du phénomène et des moyens pour le combattre n'a rien d'académique aujourd'hui. Il s'agit d'un passé avec une multitude de liens avec le présent. La possibilité de pouvoir en tirer des leçons pour l'avenir — avec toute la prudence nécessaire, puisque l'Histoire ne connaît pas de véritable répétition — ne peut donc être niée. Et l'impulsion majeure de Trotsky était très rationnelle : comprendre le fascisme, le nazisme dans son contexte social, politique et historique, le comprendre pour mieux le combattre, pour l'empêcher de conquérir le pouvoir, pour le détruire avec toutes ses racines.

L'Allemagne et la lutte contre le danger hitlérien sont au centre de la préoccupation de Trotsky avant la prise de pouvoir des nazis en 1933. L'origine du mouvement et de l'appellation « fasciste » étant l'Italie, l'application de cette appellation au mouvement nazi s'explique en partie par l'affinité proclamée du NSDAP lui-même avec le fascisme original et surtout par leur similitude objective de nature sociale et politique. La prise de pouvoir par Mussolini avait non seulement signifié l'instauration d'un régime très répressif abolissant les droits démocratiques élémentaires, mais aussi la destruction physique du mouvement ouvrier, des partis, des syndicats et de toutes ses associations indépendantes. La propagande fasciste faisait croire à une renaissance d'une gloire nationale située loin dans le passé ; son symbolisme faisait allusion à l'Empire romain antique. Le fascisme était un mouvement de masse qui, pendant la période de son ascension au pouvoir, agissait à deux niveaux : il pratiquait le terrorisme de rue en s'attaquant aux organisations de gauche et au mouvement ouvrier (en incendiant les « Maisons du Peuple ») et en même temps il participait au jeu politique officiel, avec la finalité d'instaurer non seulement un gouvernement à lui seul, mais une dictature totalitaire excluant toute auto-organisation par en-bas et quasiment toute critique publique. Le fascisme, pour se créer une base populaire large, pratiquait une démagogie « sociale » faisant appel aux ressentiments « anticapitalistes » ou « antiriches », mais en tant que régime il ne s'attachait pas aux fondements de l'économie capitaliste, agissait conformément aux intérêts de la bourgeoisie en tant que classe dominante

sociale et "oubliait" qu'il avait promis, non pas d'en finir avec les capitalistes, mais de forcer les capitalistes à prendre en compte les intérêts des travailleurs.

Analyses du fascisme au IV^e Congrès de l'I.C. (1922)

Après la Première guerre mondiale il y avait eu un mouvement révolutionnaire de masse en Italie, menant jusqu'à une vague d'occupations d'usines par les ouvriers en révolte à Turin en septembre 1920. Après, ce fut la marée basse, le reflux de l'activité autonome des exploités et des opprimés. Dans cette atmosphère le fascisme se développait comme forme de réaction politique nouvelle. En octobre 1922, Mussolini prit le pouvoir. Du 5 novembre au 5 décembre 1922, le IV^e congrès de l'Internationale Communiste (IC) siégea, d'abord à Petrograd puis à Moscou, et discuta, entre autres, du phénomène fasciste, après le débat sur la "tactique" (où le front unique ouvrier et le slogan du gouvernement ouvrier étaient au centre des préoccupations).

Il s'agissait d'un phénomène politique historiquement nouveau. Mais Radek, parlant au nom de l'Exécutif, expliquait bien la base sociale petite-bourgeoise du fascisme, s'appuyant tout d'abord sur une couche de "classes moyennes" nationalistes, déçues par le résultat de la guerre et pleines de ressentiments. Il plaçait son origine et son caractère démagogique dans la crise des partis et institutions bourgeoises traditionnels : sa prise de pouvoir avait été une conséquence de l'incapacité du mouvement ouvrier et surtout du Parti socialiste italien, à s'appuyer sur le mouvement de masse de l'après-guerre pour prendre lui-même le pouvoir et pour renverser le capitalisme.

En conclusion, Radek disait : « Les fascistes, c'est la petite bourgeoisie qui arrive au pouvoir soutenue par la bourgeoisie et qui sera forcée non pas d'appliquer le programme de la petite bourgeoisie, mais celui du capitalisme (...) Et justement ce qui fait la force du fascisme sera aussi la raison de sa mort. Parce qu'il est devenu un parti petit-bourgeois, il dispose de ce front large, avec lequel il nous a combattu. Mais parce qu'il est un grand parti petit-bourgeois, il ne pourra pas mettre en pratique la politique du Capital italien sans déclencher de grandes révoltes dans son propre camp ». L'analyse était lucide, mais le pronostic trop optimiste, sous-estimant les possibilités pour la direction fasciste, une fois au pouvoir, de contrôler et de faire reculer sa propre base sociale.

Après le discours de Radek, le dirigeant communiste italien Bordiga donna une description précise de l'histoire et de la nature du mouvement fasciste et expliqua comment il

avait pu vaincre après que le mouvement socialiste eût fait preuve de son incapacité à renverser l'ordre établi : « La conséquence de ces fautes fut un changement total des sentiments de la bourgeoisie et des autres classes. Le prolétariat était divisé et démoralisé (...). On peut dire que la bourgeoisie italienne en l'an 1919 et dans la première moitié de l'année 1920 s'était plus ou moins accommodée à l'idée de voir la victoire de la révolution. La classe moyenne et la petite bourgeoisie avait tendance à jouer un rôle passif, non pas en suivant la grande bourgeoisie, mais en suivant le prolétariat qui s'apprêtait à vaincre (...). Quand la classe moyenne vit que le Parti socialiste n'était pas capable de s'organiser d'une manière qui lui aurait permis de prendre le dessus, elle manifesta son mécontentement ; elle perdit peu à peu la confiance qu'elle avait ressentie pour le prolétariat et se pencha vers le côté opposé. C'est à ce moment que la bourgeoisie passa à l'offensive ». Bordiga souligna aussi l'incapacité du Parti socialiste à gagner la petite paysannerie qui aspirait à posséder un peu de terre cultivable, ce qui offrit une base sociale importante aux fascistes. « Le fascisme s'appuyait sur la situation générale, sur le mécontentement grandissant chaque jour de toutes les couches petites-bourgeoises, des petits commerçants, des petits propriétaires foncier, des vétérans, des ex-officiers, qui étaient déçus par leur situation et idéalisèrent celle qu'ils avaient eue pendant la guerre (...). Le fascisme rassemblait tous les éléments démobilisés qui n'avaient pas trouvé leur place dans la société après la guerre et utilisaient à leurs fins leur expérience guerrière. » L'analyse était la même que celle de Radek, mais Bordiga avait en



Affiche électorale nazie : « le marxisme est l'ange gardien du capitalisme, votez national-socialiste » (1932)

même temps tendance à ignorer la différence substantielle entre le régime fasciste et la démocratie bourgeoise identifiée à un simple « système du mensonge », et il expliqua que le fascisme ne serait pas obligé d'abolir toutes les libertés démocratiques et même que « le fascisme va être libéral et démocratique ». L'exemple de Mussolini promettant de respecter la liberté de la presse dans la mesure où la presse s'en montrerait digne lui servait d'argument pour la similitude entre Mussolini et les politiciens bourgeois traditionnels avec leur jeu de fausses promesses, bien que, d'autre part, il savait très bien que Mussolini ne disposait pas seulement de l'appareil policier et de l'armée, mais aussi des organisations paramilitaires fascistes qu'il pourrait relancer dans le combat dès qu'il en ressentirait le besoin. (2)

Fascisme italien et fascisme allemand

Avec ce débat, l'Internationale communiste entamait l'analyse et la compréhension du phénomène fasciste, tout en faisant preuve encore de sous-estimations graves. Cet élan analytique n'eut malheureusement pas de suite. Après la victoire de la fraction stalinienne au sein du parti russe et de l'IC, certaines faiblesses d'appréciation de Bordiga, qui représentait un courant ultra-gauche assez faible dans le mouvement communiste mondial, furent reprises et « approfondies » par la direction stalinisée.

Léon Trotsky, assassiné sur ordre de Staline en 1940, n'eut pas eu la possibilité d'analyser le fascisme et surtout sa terrible version allemande après la fin du III^e Reich hitlérien. Mesuré à cela, il avait été très clairvoyant quant au danger et à la dimension de la catastrophe, et il fut également très sensible à la différence entre l'original italien et la copie allemande. Bien avant la mise en pratique du génocide, il avait compris que le « matérialisme » pseudo-zoologique, le racisme et l'antisémitisme extrêmement agressifs des nazis étaient une spécificité menaçante. « Sur le plan politique, le racisme est une variante hypertrophiée et vantarde du chauvinisme associé à la phrénologie. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race » (3). Avant et même après 1933, beaucoup d'Allemands d'origine juive ne croyaient pas à la mise en pratique des menaces d'extermination — souvent les gens pensaient que c'était seulement de la propagande pour donner du sucre à la populace inculte mobilisée par les nazis, et qu'on pourrait s'arranger avec les premières mesures discriminatoires. Il est intéressant de constater que les partisans de

Trotsky et de la IV^e Internationale, par exemple en Belgique, dans l'attente de l'invasion de l'armée allemande, essayaient d'alarmer systématiquement la partie de la population d'origine juive : ils vont mettre en pratique ce qu'ils ont dit ! Il ne faut pas rester là, il faut fuir !

Il y a une autre différence de taille entre la variante italienne et la variante allemande du fascisme : l'Allemagne impérialiste fut capable de créer les bases matérielles pour déclencher et pour mener une guerre mondiale contre les



Hitler dans la Ruhr en 1935 en compagnie d'industriels du premier plan : A. Vögler, F. Thyssen et E. Borbet.

autres États impérialistes et contre l'URSS — ce qui impliquait la possibilité de la mise en pratique sanglante des rêves noirs de *Mein Kampf*. L'Italie, dans le domaine matériel et militaire, n'avait pas cette possibilité de jouer un rôle de premier plan. Il était donc normal, après la conquête du pouvoir par le fascisme italien et dans la période de l'essor du mouvement nazi, de se concentrer sur le cas allemand, tout en essayant de tirer des leçons de l'expérience italienne, qui avait déjà coûté la vie au mouvement ouvrier organisé.

L'apport de Trotsky, tout d'abord, s'inscrit dans la façon marxiste d'aborder le problème du fascisme, c'est-à-dire en le situant dans le cadre de l'approche critique de la société capitaliste dans son stade impérialiste et de sa crise structurelle économique, sociale et politique. Les idéologues bourgeois, parfois inconsciemment, ont intérêt à nier le lien entre le système capitaliste et la domination de la classe bourgeoise d'une part et, d'autre part, la montée du mouvement fasciste et l'exercice du pouvoir par des régimes fascistes. Se faisant, ils s'agrippent à des aspects partiels du comportement des directions et des mouvements fascistes, qui les rapprochent d'autres politiques antidémocratiques, violentes et répressives. Trotsky avait nommé « totalitaire » le régime stalinien bien avant que cette notion ne soit à la mode (4), mais il mettait en relief l'importance de la base sociale de la bureaucratie stalinienne, différente de celle des nazis, ce qui engendre tout un catalogue de différences quant aux mécanismes du pouvoir, à la dynamique de la poli-

tique extérieure et aux méthodes pour lutter contre les régimes respectifs. L'essence de la « théorie du totalitarisme » des idéologues de la bourgeoisie se résume à l'équation simpliste « brun égal rouge », fascisme, nazisme, franquisme, communisme (identifié au stalinisme), tout ça c'est plus ou moins la même chose, et il faut opposer à ces incarnations du Mal les valeurs et les vertus de la démocratie parlementaire bourgeoise. Il est naturellement faux d'identifier le communisme, l'aspiration à la révolution socialiste et donc à l'émancipation du prolétariat comme levier pour une émancipation universelle, au stalinisme qui bloque l'auto-organisation et l'émancipation et qui est largement le résultat du faible développement économique et de l'isolement du pays qui, le premier, avait renversé durablement la bourgeoisie. Mais il

est également faux d'identifier le stalinisme au fascisme, en oubliant que sous Staline, le marché capitaliste ne régnait plus sur les moyens de production et que la bourgeoisie n'était plus la classe dominante dans la société mais une classe battue, désintégrée, presque détruite.

Les idéologues bourgeois allemands nient le caractère pro-capitaliste du régime des nazis. Il y a des versions qui se proclament « marxistes » trop mécaniques et donc peu convaincantes : un beau jour les capitalistes se mettent autour d'une table ronde et décident de mettre en place un régime fasciste. Hitler et la NSDAP étant les meilleurs (et les plus méchants) candidats, c'est eux qu'on aide à prendre le pouvoir. Et après — les photomontages propagandistes de Heartfield popularisèrent cette vision des choses — on a Hitler, l'esclave du grand capital, une marionnette au service des Krupp, Thyssen, Flick, de la Deutsche Bank, de la IG Farben et tutti quanti. Bien entendu, les choses ne se sont pas passées comme ça. L'historien Ernst Nolte pense que la vraie nature du nazisme se situe dans la nature de l'être humain et que le capitalisme en géné-

2. Voir Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, Éditions La Brèche, 1979, tome 1, pp. 215-234

3. *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* - juin 1933, in *Comment vaincre le fascisme ?*, op. cit., pp. 355-356.

4. Trotsky avait déjà utilisé cette expression en 1936 dans *La révolution trahie* : « Le régime avait acquis un caractère totalitaire plusieurs années avant que le terme ne nous vint d'Allemagne » (Les éditions de minuit, 1977, p. 72).

Léon Trotsky (1879-1940)

ral n'y est pour rien. En toute dernière analyse, c'est clair : sans êtres humains, pas de fascisme. L'opium nous endort parce qu'il est endormant. Mais Hitler, pour prendre le pouvoir, avait quand même besoin du soutien ou au moins de la tolérance du grand capital et des sommets de l'appareil d'État civil et militaire. Et la bourgeoisie, entre autres motifs à caractère économique et expansionniste, n'avait pas vu d'autre issue à la crise de son système de représentation politique.

Une dernière carte au prix de la dépossession politique de la bourgeoisie

En temps normal, Trotsky l'explique très bien, la bourgeoisie préfère le système démocratique parlementaire comme système qui assure sa domination. C'est un système qui permet un maximum de participation réelle des bourgeois et de toute une couche petite-bourgeoise qui adhère à l'idéologie bourgeoise, à l'exercice et au contrôle du pouvoir politique. En plus, ce système rend possible l'intégration du sommet des directions des organisations ouvrières de masse, ce qui renforce considérablement la légitimité du régime aux yeux d'une grande partie de la population. Mais par temps d'exacerbation de la crise structurelle du système, les choses changent. La bourgeoisie craint des révoltes qui pourraient mettre en cause son pouvoir, les représentants politiques libéraux et conservateurs modérés perdent leur crédibilité. Qui plus est, parfois (en Allemagne ce fut le cas), la bourgeoisie aspire à une guerre pour élargir le terrain lui fournissant ses ressources et ses marchés. Elle cherche alors une nouvelle force sociale massive, capable de combattre et détruire le mouvement ouvrier organisé, ce qui permettrait une victoire séculaire des capitalistes en matière de salaires et de droits sociaux, permettant une montée spectaculaire du taux d'exploitation (du taux de plus-value) et avec cela un renversement de la tendance à la baisse du taux de profit. Une analyse des données empiriques sur le III^e Reich hitlérien montre très bien, que non seulement les intérêts généraux du grand capital étaient bien servis, mais aussi que les grands capitalistes restaient très influents au sein du régime, même en considération de leurs intérêts particuliers.

Ernest Mandel, dans l'ouvrage cité, donne deux exemples : au milieu de la guerre, en 1940, le trust Flick négocia le prix pour ses



Berlin, avril 1932, campagne présidentielle les nazis et le KPD, côte à côte...

nouvelles grenades avec les représentants de l'appareil d'État dominé par la direction de la NSDAP. Ceux-ci avaient calculé qu'un prix de 24 Reichsmark (RM) par exemplaire inclurait un "profit justifié" pour le trust. Flick revendiqua 39,25 RM. Le « compromis », vite trouvé, se situait à 37 RM ! En 1942, le même trust revendiqua l'acquisition de la fabrique Donauwörth GmbH, une entreprise métallurgique construite avec des finances publiques par l'État nazi. Le 31 mars de cette même année, la valeur réelle en était évaluée à 9,8 millions de RM, la valeur nominale ne s'élevant qu'à 3,6 millions. Flick acheta la firme au prix nominal ! Il est très important de constater que les nazis n'ont même pas étatisé l'industrie d'armement. La tendance générale de leur politique économique était plutôt à la privatisation qu'à la nationalisation.

Ceci dit, il est clair que l'instauration d'un régime fasciste — et donc aussi du régime nazi — implique une dépossession politique de la bourgeoisie. C'est une chose oubliée par les « marxistes » simplificateurs, et c'est un oubli exploité par les idéologues bourgeois. Cette délégation de pouvoir comporte énormément de risques, et c'est pourquoi Hitler dut persuader les magnats de l'industrie, des banques et de l'armée que la partie sociale-démagogique de son programme ne serait pas réalisée — mais la politique impérialiste et revancharde agressive qu'il proposait fut fort bien accueillie par les susnommés. Il fallait être très aventurier et très irresponsable pour miser sur un tel « cheval » avec une idéologie du style de *Mein Kampf*. Mais c'était l'état d'esprit de la bourgeoisie allemande.

En deuxième lieu, l'apport de Trotsky reflète le niveau de prise de conscience politique au sein de la direction du mouvement communiste mondial avant sa déformation grave et sa dégénérescence bureaucratique. Ce qui, jusqu'à aujourd'hui, s'appelle ou se fait appeler « trotskiste », c'est très souvent simplement le niveau général de réflexion et d'identité programmatique de l'Internationale Communiste

et du bolchevisme du vivant de Lénine ou jusqu'au IV^e congrès mondial de la III^e Internationale. Après, les débats, les analyses et les prises de positions étaient systématiquement déformés par des considérations pragmatiques de lutte au sein de l'appareil bureaucratique et au sein de la petite clique dirigeante de cet appareil. Donc, le niveau avait baissé très rapidement. Trotsky prend comme point de départ le

débat sur le fascisme italien au IV^e congrès de l'IC et est donc bien armé pour comprendre la nature double du mouvement fasciste : sa base sociale du « désespoir contre-révolutionnaire petit bourgeois » et la nature bourgeoise de l'essence de sa politique comme « dernière carte » du système capitaliste-impérialiste allemand en crise. Le développement de la réalité allemande après 1933 est, dans quelques points clé, analogue de celle en Italie, qui avait mené à la prise du pouvoir par Mussolini.

La responsabilité de la social-démocratie allemande

Déjà les dirigeants social-démocrates italiens (comme Zibordi ou Turati) expliquaient la victoire du fascisme par les « excès extrémistes » et « philo-bolchéviks » des communistes et des travailleurs en lutte. Ils auraient « effrayé » la bourgeoisie et la petite bourgeoisie et les auraient ainsi poussé tout droit dans les bras du mouvement de Mussolini. Le théoricien social-démocrate belge Hendrik de Man tira un bilan semblable de la victoire de Hitler, et quand il y eût une vague de mobilisations ouvrières en Belgique et une volonté grandissante d'organiser une grève générale en 1935 en Belgique, la direction social-démocrate, sous son influence, fit tout pour briser l'élan — ce qui créa les conditions pour la croissance du mouvement fasciste belge l'année suivante.

La direction social-démocrate allemande poursuivait une politique du « juste milieu ». Elle voulait combattre en même temps les « deux extrêmes », celui de gauche (le Parti Communiste) et celui de droite (les organisations d'extrême-droite musclées comme le *Stahlhelm* et le nazisme), et ceci en s'appuyant sur l'appareil policier et juridique de l'État bourgeois. Au contraire de ce que font croire certains vulgarisateurs peu doués de la pensée de Trotsky, ce dernier ne connaissait pas d'équidistance entre le SPD d'une part et le KPD dirigé par Thaelmann. S'il rendait la politique officielle du KPD responsable pour le

manque d'une vraie lutte contre les nazis et pour la capitulation sans combat en 1933, c'est parce qu'elle avait facilité la besogne à la social-démocratie qui, elle, était la première responsable de cette terrible défaite du mouvement ouvrier.

Trotsky l'explique par le rôle concret de la social-démocratie au sein de la société capitaliste et de son régime démocratique bourgeois. A partir du soutien donné par le SPD à la guerre de « sa » bourgeoisie en 1914, le SPD n'était plus un parti ouvert pour une alternative révolutionnaire (bien qu'une phraséologie marxiste restât encore en vigueur pendant longtemps). Après la guerre, en 1918-19, la direction du SPD (« majoritaire », puisqu'il y avait eu la scission minoritaire, mais influente de l'USPD) joua un rôle-clé pour sauver la bourgeoisie des masses révoltées et des travailleurs et soldats organisés en conseils autonomes (donc en organes de pouvoir potentiellement alternatifs à l'État bourgeois). Le SPD fit obstacle à la prise du pouvoir des conseils, dans lesquels il avait une majorité, et organisa la contre-révolution sanglante en collaboration avec l'État-major et l'appareil répressif de l'État. Pour justifier cela a posteriori, les théoriciens social-démocrates prétendirent que le « *situation objective n'était pas mûre* » pour une révolution socialiste. Mais en 1918-19 les mêmes affirmaient que la « *république socialiste* » aurait déjà été un fait.

Le résultat fut l'instauration d'un régime parlementaire et la fixation juridique d'acquis démocratiques et sociaux importants : le droit de vote généralisé incluant les femmes, la journée de travail de huit heures, etc. Mais ce résultat préservait aussi la domination de la classe capitaliste et de l'appareil d'État hérité de l'Empire wilhelmien, l'établissement d'un réseau de forces paramilitaires ultra-réactionnaires formé par les mêmes « *Freikorps* » pré-fascistes que la direction du SPD sous Ebert, Scheidemann et Noske avait dressé contre « *les spartakistes* », contre l'avant-garde ouvrière et contre les masses radicalisées. Bien entendu, tous ces « *partenaires* » restaient des ennemis jurés non seulement du communisme du Spartakusbund, mais aussi du mouvement ouvrier dans son ensemble, en incluant le SPD et les syndicats sous influence social-démocrate.

Après 1919, il y eut encore plusieurs phases d'essor du mouvement de masse mettant en question le régime capitaliste, à commencer avec la « *révolution manquée* » (comme le pensait en tous cas Trotsky) de 1923. Dans les années précédant 1933, le fait même de l'essor du mouvement nazi était une preuve que le dénouement des grands conflits sociaux ne pourrait pas se faire dans la routine du système parlementaire. Car l'essor d'un mouvement de type fasciste signifie une atmo-

sphère de guerre civile prolongée. Les bandes fascistes attaquent physiquement, et il faut se défendre. La crise structurelle du système et l'exaspération de larges masses ne trouvaient pas de réponse alternative crédible de la part de la direction politique du courant majoritaire du mouvement ouvrier, car le SPD craignait les luttes qui pourraient aller « *trop loin* » et mettre en cause un système auquel il était lié par la symbiose de sa couche bureaucratique avec les mille et une institutions du système parlementaire. Le SPD et le mouvement ouvrier influencé et dirigé par lui, ne se limitait pas aux relations entre une direction politique et son électorat : le SPD disposait d'un large réseau de forces organisées, ancrées profondément dans la vie ouvrière, y compris des organisations de combat comme le « *Reichsbanner* ». Le SPD, craignant surtout la perte de ses acquis organisationnels, aurait pu appeler efficacement à la lutte — et il y avait l'expérience positive du « *Putsch de Kapp* », (février 1920), un coup d'État réactionnaire battu par une grève générale. Mais le revers de la médaille, c'était la radicalisation produite par cette expérience, ayant créé un courant de gauche large à côté de la social-démocratie qui savait aussi qu'en Russie bolchevique, son homologue menchevik avait perdu son influence et avait même été persécuté par le gouvernement communiste.

Trotsky expliquait que l'idée de « *sauver l'organisation* » sans mobilisation, sans lutte, était une illusion. Le SPD participait à la répression des communistes avec les moyens de l'appareil policier d'État, mais, encore une fois, nombre de ses « *partenaires* » haïssaient les sociaux-démocrates et les syndicats du ADGB avec une haine de classe franche et primitive. Le SPD continuait à miser sur le bulletin de vote et sur la perspective d'un essor économique conjoncturel pour mieux pouvoir combattre le chômage et donc la démoralisation d'une partie de la classe ouvrière. Mais même si un tel essor conjoncturel n'était pas exclu d'avance, il restait la crise structurelle, y compris celle des institutions. Dans le domaine des luttes sociales, la « *modération* » du SPD ne faisait ainsi que renforcer le désespoir, et le désespoir se traduisait politiquement par le renforcement du mouvement d'extrême droite et des nazis. Même électoralement, on avait l'impression que le SPD, co-responsable de toutes les misères croissantes du système, se faisait écraser, au fur et à mesure des échéances, entre les « *deux extrêmes* », le KPD et le NSDAP.

Particularité austo-marxiste

Seul, Otto Bauer, le dirigeant reconnu de la social-démocratie autrichienne, avait une analyse lucide du danger fasciste, assez proche de celle de Trotsky : le déclassement de toute une

couche petite-bourgeoise par la guerre et par la crise économique l'amène à rompre avec la démocratie parlementaire bourgeoise ; le désir de la bourgeoisie de sortir de sa crise économique par un abaissement radical des salaires et un démantèlement massif des acquis sociaux, et, pour ce faire, même des acquis organisationnels du mouvement ouvrier, pousse celui-ci à se préparer à un affrontement physique par ses propres moyens d'auto-organisation. Après la décision du gouvernement social-chrétien, sous Dollfuss, de liquider un grand nombre de droits démocratiques, de dissoudre le *Schutzbund* et de le faire attaquer physiquement par les milices cléricalo-fascistes des *Heimwehren*, la direction social-démocrate avec Otto Bauer appella à la lutte. Mais les masses ouvrières ne répondirent pas car depuis de longues années la direction Bauer (« austro-marxiste ») leur avait enseigné l'attitude électoraliste et les perspectives gradualistes. Le *Schutzbund* entra seul en lutte en février 1934, complètement isolé, et fut battu après quelques jours de résistance héroïque.

Le sectarisme ultra-gauche des stalinien

A partir de 1929, la direction du KPD appliqua la politique dite de la « *troisième période* », qui était une politique ultra-sectaire vis-à-vis du SPD. Trotsky et l'Opposition de gauche concentraient leurs critiques sur elle car, pour eux, une politique appropriée aux exigences de la situation menée par le parti révolutionnaire, un parti avec une influence de masse non négligeable, aurait la chance de renverser la situation, de battre le « *national-socialisme* » et de renverser le pouvoir bourgeois.

L'origine de la notion de « *troisième période* » (du capitalisme d'après la Première guerre mondiale) est un peu nébuleuse. Quand Boukharine l'introduisit au VI^e congrès de l'IC de 1928 (officiellement au nom de l'Exécutif et de la délégation soviétique), personne ne comprit trop bien ce que cela voulait dire. Il dit que la « *philosophie* » de la troisième période consistait à « *souligner que la stabilisation du capitalisme aurait une certaine durée* ». Mais à partir de la dixième session plénière de l'Exécutif de l'IC (du 3 au 19 juillet 1929), le sens de l'expression « *troisième période* » fut changé en son contraire. Entre-temps Staline et sa fraction avaient battu — bien entendu par des mesures administratives — le courant de « *droite* » dans le parti (mené par Boukharine, Rykov et Tomski) et s'apprêtaient à soumettre les autres partis de l'IC. Staline utilisa le terme de « *troisième période* » à ses propres fins. Au plus tard à partir de la dixième session plénière de l'Exécutif, il n'y eut plus jamais de vraies discussions politiques dans l'IC — tout contenu

Léon Trotsky (1879-1940)

était artificiellement mis au service de la lutte interne et du contrôle bureaucratique de l'organisation. L'objectif de la dixième session plénière, c'était de battre et d'exclure « la droite » (« les amis de Boukharine ») dans les partis de l'IC, après que l'Opposition de gauche (« les amis de Trotsky ») eut déjà été exclue. Mais la ligne politique résultante était un « zigzag » ultra-gauche et ultra-sectaire qui allait faire des ravages aux lourdes conséquences, surtout en Allemagne.

L'IC, et donc le KPD, abandonnèrent la tactique du front unique ouvrier en commençant par dire qu'il fallait se limiter au « front unique à la base ». Il n'y eut donc plus d'appel à l'action commune avec le SPD dans son ensemble, mais seulement des appels à l'action commune aux membres du SPD, en excluant la direction. Mais on ne devait pas en rester là. L'Internationale Communiste et le KPD dénoncèrent le SPD comme étant un parti « social-

fants ! Dans les syndicats, le KPD poursuivait la même logique : c'était la « ligne RGO », la ligne de « l'opposition révolutionnaire » dans les syndicats de masse du ADGB, avec une perspective de scission (puisque ce sont les « social-fascistes » qui dirigent ces syndicats et y sont majoritaires...). Ainsi, les militants du KPD s'isolèrent vite de l'avant-garde ouvrière. Le KPD devint un parti capable d'attirer une masse de jeunes, de chômeurs et d'éléments radicalisés divers, comme sympathisants et comme électorat, mais il perdait ses possibilités d'enracinement dans les usines et sa capacité d'initiative réelle envers les militants du SPD actifs dans les usines et dans les syndicats. En revanche, le KPD, au fur et à mesure que les nazis devenaient de plus en plus forts et menaçants, commença à « copier » leur style d'intervention et de propagande (on se mit à brandir des drapeaux, à écouter des dirigeants au langage martial, à applaudir, à crier trois slogans, à chanter, sans plus...). On se mit même à agir dans le même sens qu'eux dans certains domaines, surtout en ce qui concerne la dénonciation des vainqueurs de la Première guerre mondiale et la campagne contre le traité de Versailles et contre les « réparations » (dédommagements) : le KPD se prononçait pour la « libération nationale » (!) pour singer l'ennemi nazi. Les nazis, en août 1931, faisaient campagne pour un « référendum brun » et pour la démission du gouvernement SPD minoritaire de Prusse. Le KPD soutint cette revendication — en dénommant le référendum simplement « rouge » au lieu de « brun » ! En 1932, sous pression de l'Etat, le KPD de Thaelmann, tellement révolutionnaire, dissout ses milices, et en février 1933, peu après la conquête de la chancellerie par Hitler et peu avant les élections de mars, il est mis hors-la-loi en tant que parti.

La sous-estimation du danger fasciste réel était systématique. Démocratie parlementaire, dictature militaire ou régime fasciste — peu importe, de toute façon ce sont toutes des versions du même Etat bourgeois, et l'alternative à tout cela, c'est la dictature du prolétariat, la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour. Les régimes autoritaires de Papen, Brüning, Schleicher (pré-bonapartistes ou bonapartistes dans les analyses de Trotsky) — c'était déjà « du fascisme » (puisque le SPD au gouvernement c'était déjà le « social-fascisme », pourquoi pas...). C'était ne pas prendre en compte la contradiction spécifique du fascisme, qui tient sa force exceptionnelle du fait qu'il constitue un mouvement d'enragés « par en bas », prêts à tout, y compris à la terreur aveugle généralisée, tandis qu'une dictature

réactionnaire « normale », même très autoritaire, pratique une répression consciente et calculée. La ligne du KPD officiel culminait dans le slogan « après Hitler, nous ! ». La direction du KPD n'avait même plus le projet de battre les nazis, de les empêcher de prendre le pouvoir. Elle proclamait que Hitler au gouvernement irait vite à sa perte en perdant sa crédibilité. C'était donc une vraie capitulation « sans combat » qui se préparait, non seulement du côté du SPD mais également du KPD, bien que chez ce dernier la capitulation était camouflée par un radicalisme verbal musclé.

Arriver à l'action commune contre l'ennemi fasciste

Contre ce cours, Trotsky défendait y compris les anciens acquis de la réflexion politique de l'IC et les leçons de l'expérience italienne. En développant ces idées et en les appliquant à la situation allemande, Trotsky sonnait l'alarme et donnait des conseils, expliquait, interpellait avec la volonté de convaincre. L'ensemble des articles et brochures de Trotsky et de l'Opposition de gauche se lisent aujourd'hui comme un rare exemple de clairvoyance, de bon sens politique et de cohérence théorique. Les staliniens dénonçaient Trotsky dans leur presse allemande et internationale comme « fasciste » (!) parce qu'il se prononçait pour l'action commune avec le SPD.

Trotsky était, bien entendu, un ennemi juré de l'Etat bourgeois, même sous sa forme républicaine-démocratique. Mais pour lui, la forme de gouvernement est d'une grande importance pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, y compris pour sa partie révolutionnaire. Ce qu'il s'agit de défendre, ce n'est pas « la République » en tant que telle, ce sont les droits démocratiques qui donnent à la classe ouvrière des possibilités de s'organiser et d'agir, et surtout les « îlots de démocratie ouvrière » au sein de la république démocratique parlementaire bourgeoise : la multitude de formes d'auto-organisation que sont les syndicats, les partis, les organisations mutuelles, culturelles, associatives... Il ne s'agit aucunement d'idéaux abstraits : la possibilité de s'organiser, de se rassembler, d'agir implique des bases matérielles, des lieux de rencontre. La vocation historique d'un mouvement de masse fasciste qui mobilise le désespoir des couches petites-bourgeoises déracinées et peut entraîner avec lui un grand nombre de laissés-pour-compte, c'est justement de détruire ces bases matérielles et de détruire le mouvement ouvrier dans son ensemble, d'empêcher la classe ouvrière d'agir collectivement, de défendre ses intérêts, y compris ses intérêts immédiats et élémentaires. La prise du pouvoir par un tel mouvement



Ernst Thälmann dans un rassemblement du Front rouge, vers 1930

fasciste » à combattre au même titre que les fascistes (pour l'Allemagne de 1929 d'ailleurs, avant les succès électoraux spectaculaires du NSDAP en septembre, c'est le « Stahlhelm » qui était considéré comme le pendant du fascisme italien, tandis que les nazis figuraient comme des « ennemis d'hier », des rescapés du coup Hitler/Ludendorff de 1923). Ainsi même l'unité à la base n'était plus recherchée. Les sociaux-démocrates devinrent « l'ennemi principal ». Dans la *Rote Fahne*, organe central du KPD, on pouvait lire qu'il fallait combattre les « social-fascistes » partout, combattre les « petits Noske, Zörgiebel et Scheidemann » dans les usines, les écoles et même les jardins d'en-

(concrètement par les nazis), signifiait aux yeux de Trotsky et de l'Opposition de gauche internationale une défaite historique pour la classe ouvrière.

Le parti révolutionnaire doit faire appel au SPD dans son ensemble et exercer une pression maximum sur sa direction pour arriver à l'action commune contre l'ennemi fasciste, car même si la direction du SPD ne veut aucunement briser le pouvoir de la bourgeoisie et se battre pour une république socialiste, même si sa politique est délibérément contre-révolutionnaire, le SPD en tant que parti et le mouvement ouvrier même dominé par lui sont matériellement liés à la forme démocratique-parlementaire du système capitaliste. Le fascisme est donc un danger mortel pour eux comme pour la partie révolutionnaire du mouvement ouvrier. Et dans la mesure où le parti révolutionnaire réussit à entraîner le SPD (dont la direction, confrontée aux interpellations systématiques du parti révolutionnaire, pourrait vite perdre sa crédibilité aux yeux de sa propre base, si elle ne finit pas par répondre positivement) dans des luttes de défense unitaires anti-fascistes mais aussi socio-économiques, se crée un climat politique différent dans le pays tout entier. La base de masse du fascisme voyant le mouvement ouvrier s'unir et agir sérieusement peut vite être ébranlée — le petit bourgeois, surtout lui, aime miser « sur le cheval gagnant », comme l'expliquait Trotsky. Le pays allait vers le dénouement de sa terrible crise de système — soit la victoire des nazis, la destruction du mouvement ouvrier, la barbarie, et en fin de compte la guerre, surtout aussi la guerre contre l'URSS, soit la révolution socialiste. Mais la révolution socialiste ne viendra pas parce qu'on a fait de la propagande pour le socialisme. Il faut gagner la majorité de la classe ouvrière, qui pourra entraîner la majorité de la nation — et on ne peut la gagner qu'en répondant à ses besoins élémentaires ressentis (à commencer par le besoin d'autodéfense), et en faisant tout pour la faire agir en tant que classe.

Ne pas confondre front unique et propagande

L'Opposition de gauche n'était pas le seul courant communiste critiquant la ligne officielle du KPD. L'Opposition dite de droite, menée par Brandler et Thalheimer (la KPO), était également opposée à la ligne du « *social-fascisme* » et argumentait pour une politique de front unique ouvrier ainsi que pour l'abandon intégral de la ligne sectaire en général et dans les syndicats de masse en particulier. On peut se poser la question de savoir pourquoi l'Opposition de droite et l'Opposition de gauche, toutes deux mises au ban et calom-

niées dans le parti, ne travaillaient pas ensemble. Vu de loin, ça peut paraître comme une querelle inutile de petites sectes. Mais il n'en est rien. Pour Trotsky, au point de vue de la méthode, la position internationale était la base pour la position nationale. Mais la KPO séparait artificiellement sa politique internationale de sa politique allemande. Bien que la politique du parti officiel fût « *inspirée* » par Staline et sa clique bureaucratique dans le parti russe et dans l'Internationale communiste, le KPO, même après la rupture de Staline avec « *la droite* » de Boukharine, jugea bonne, ou tout au moins sans alternative réelle, la politique du parti russe (y compris la répression de l'Opposition de gauche !) ainsi que la politique officielle de l'IC, tandis que son jugement sur la politique du parti allemand menée par Thaelmann/Staline était que cette politique menait à la catastrophe ! Si on ajoute à cela que pour tout marxiste (et pour tout observateur lucide), le dénouement à venir en Allemagne était la clé pour l'avenir de la situation internationale, ce n'était pas de cette manière que l'on pouvait gagner le championnat de la cohérence.

D'autre part la ligne de la KPO pour l'Allemagne n'était pas non plus vraiment la même que celle de l'Opposition de gauche. Trotsky reprochait à Brandler et Thalheimer et à la plate-forme de la KPO de traiter le front unique ouvrier en fétiche. Ce problème était lié au fait que Brandler et Thalheimer séparaient artificiellement une politique « *défensive* » et une politique « *offensive* ». Pour eux, puisque les questions de la défense contre le mouvement nazi et contre les forces de répression de l'État ainsi que la défense contre l'abaissement des salaires et le démantèlement de ce qui restait en matière de protection sociale étaient les questions-clé, la politique communiste devait se limiter à elles, ce qui permettrait fort bien l'action commune avec la social-démocratie. Pour Trotsky, il n'y avait pas de « *Muraille de Chine* » entre la défensive et l'offensive. Justement dans la mesure où l'action commune pour les buts élémentaires se réalise, apparaissent les conditions pour aller beaucoup plus loin : la mobilisation de la classe ouvrière entraînant tous les opprimés tend (au moins) à neutraliser la petite bourgeoisie et à rendre une bourgeoisie, déjà privée de ses relais politiques normaux, incapable d'agir. Donc, la question du pouvoir et de la nature sociale de l'État peut se poser à tout moment. Les comités organisant le front unique ouvrier ont tendance à constituer des embryons de pouvoir étatique, à se transformer en conseils à l'image des soviets russes de 1917 ou des « *Arbeiter und Soldatenräte* » (conseils des ouvriers et soldats) d'Allemagne 1918/19. Mais à ce moment, l'unité d'action avec la social-démocratie dans

son ensemble — donc incluant la direction et l'appareil — n'a plus de sens (sauf si cette dernière abandonnait sa politique et sa nature sociale qui implique justement sa symbiose avec l'État démocratique bourgeois), car elle fera tout pour faire obstacle au remplacement de l'État bourgeois par les nouveaux organes de pouvoir alternatifs, donc pour empêcher la victoire de la révolution socialiste, pour mener une politique contre-révolutionnaire au sens littéral du mot, en « *agent* » principal de la bourgeoisie paralysée. Et à ce moment-là, bien sûr, la tactique du front unique n'est plus possible, il faut aller vers la rupture.

Puisque les questions tactiques, en politique, n'ont rien à voir avec des petits jeux de cache-cache, les différents courants basent leur identité sur l'ensemble de leurs projets et de leurs perspectives. Il était hors question de mettre « *de côté* » la question de la rupture au nom de la nécessité du front unique, car la réalité (contradictoire en elle-même) de la crise du système de la République de Weimar voulait que réaliser l'unité, battre le fascisme et lutter pour le pouvoir n'étaient que les différents aspects d'un même processus. Trotsky et l'Opposition de gauche étaient strictement en faveur de s'appuyer sur la liaison existentielle de la social-démocratie et de la démocratie bourgeoise dans la mesure où celle-ci crée un intérêt commun même avec la direction du SPD ; mais ils étaient également strictement pour dire toute la vérité : la république bourgeoise de Weimar ne pourra pas survivre — se défendre efficacement contre les nazis et contre les attaques du patronat impliquera, à partir d'un certain moment, de lutter pour le pouvoir (ne serait-ce que pour ne pas finir victime d'une répression féroce). C'est donc une logique de transition qui faisait défaut chez la KPO.

À côté du SPD et du KPD, qui étaient les deux partis ouvrier à caractère de masse, il y avait aussi des petites organisations indépendantes, surtout le *Sozialistische Arbeiterpartei* (SAP), né d'une scission de la gauche du SPD fin 1931, avec quelques milliers de membres. Puisque le SAP était non seulement favorable au front unique ouvrier, mais en faisait son thème favori, et puisqu'il était quand même plus fort que la *Vereinigte Linke Opposition* (VLO, le nom de l'Opposition de gauche en Allemagne), on peut se demander, pourquoi Trotsky et la VLO, excommuniés et calomniés par la direction communiste officielle, n'ont pas cherché à additionner leurs forces et leur auditoire en se mettant ensemble avec le SAP ou en y entrant. Trotsky n'était pas d'accord pour se situer « *entre* » le KPD et le SPD. Le SPD était un parti lié au système, membre de la Seconde Internationale jaune, expliquait-il, et le KPD est le parti révolutionnaire, membre de

Léon Trotsky (1879-1940)

la Troisième Internationale rouge, même si ce parti et cette Internationale sont très mal dirigés. Mais tant qu'ils ne sont pas perdus pour la cause révolutionnaire par leur pratique et aux yeux des larges masses (comme le SPD et la IIe Internationale en 1914), il faut se situer dans leur camp et œuvrer à corriger leur politique et à remplacer leur direction. Le SAP en tant que petite organisation en dehors des deux grands partis de masse, dit Trotsky, ne peut pas prétendre à une place à part au sein du front unique à réaliser. La propagande pour le front unique ouvrier n'est pas la même chose que la politique du front unique ouvrier. La propagande pour le front unique ne sert à rien. Les ouvriers communistes ou social-démocrates qui viennent écouter les dirigeants du SAP parce qu'il ressentent les gros problèmes de l'orientation de leurs propres dirigeants, se diront : Bon, ces gens-là ont raison, le front unique, c'est ce qu'il faudrait faire. Mais ce n'est pas une raison pour quitter un parti de masse et devenir membre d'une petite organisation centriste peu influente, située entre le communisme révolutionnaire et le réformisme social-démocrate...

La propagande pour le front unique ouvrier comme une sorte de « *shibolet particulier* » est une mauvaise propagande. Car la propagande sert à montrer l'essentiel de l'identité programmatique d'une organisation. Mais sur l'essentiel, le SAP n'avait pas de réponse claire : imminence de la révolution ou pas, liaison entre défense contre le fascisme et contre-offensive ou pas, perspective de prise de pouvoir prolétarienne pour dénouer la crise de système ou pas. Dans ces conditions, la propagande pour le front unique devenait une propagande sympathique, mais dépourvue de contenu.

Lorsque l'Opposition de gauche était en mesure d'imposer le front unique ouvrier...

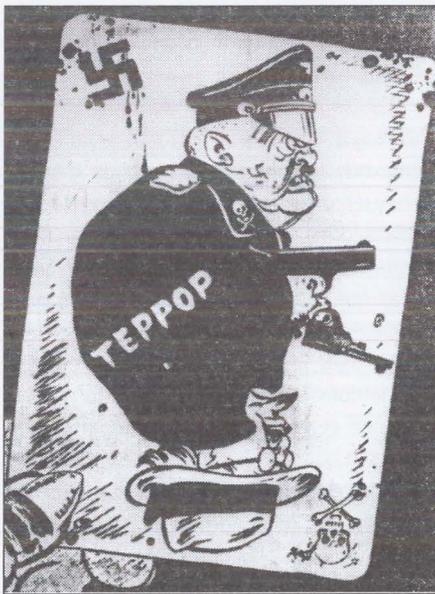
Puisque la VLO, l'organisation de l'Opposition de gauche en Allemagne, ne se comptait pas en milliers de membres, mais seulement en centaines (600 membres environ en 1932), on peut se demander, si elle non plus n'a pas pu faire plus que de la propagande. Son approche — rester tournés vers le KPD, persuader ses militants qu'il fallait changer de politique et de direction — ne semble pas très réaliste vu le rapport de forces, surtout si l'on prend en compte les calomnies systématiques dans la presse du KPD, dont l'effet fut qu'il n'y avait pas beaucoup de communistes ouvriers

5. Wolfgang Alles, *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotskisten ab 1930*, Frankfurt, ISP Verlag, 1987.

ou jeunes prêts à écouter les arguments des trotskystes, considérés comme des « *agents fascistes* ».

Heureusement il y a des exemples (exceptionnels, bien entendu) d'un début de mise en pratique des idées de Trotsky et de l'Opposition de gauche qui valident pour le moins partiellement le cours suivi, car ils montrent que, si cette ligne avait pu s'imposer plus largement, la prise du pouvoir par Hitler sans combat unitaire du mouvement ouvrier n'aurait pas pu avoir lieu. (5)

À Bruchsal, une petite ville en Bade (au sud-ouest de l'Allemagne), la VLO avait sa section de ville la plus forte, bien implantée chez les syndicalistes de base, les chômeurs et dans l'association des sportifs ouvriers. Elle avait même des élus au niveau communal. Le KPD officiel n'y existait pas. Fin 1931, la section réussissait à impulser un « *comité d'action* » regroupant la confédération syndicale locale du ADGB, la « *Ligue des victimes de la guerre*



A défaut de comprendre le phénomène fasciste, les stalinien n'hésitaient devant aucun amalgame : ici Trotsky assimilé à Hitler, unis par la terreur...

et du travail », le SPD et la VLO. Ce comité pouvait mobiliser quelques 1500 travailleuses et travailleurs « *contre la baisse des salaires et la menace imminente de terreur des fascistes au gouvernement* ». Aux élections nationales de juillet 1932, le SPD de Bruchsal obtint 500 voix, tandis que la VLO en obtenait 1000 pour la liste KPD. La VLO passait de 50 membres en automne 1931 à une centaine au printemps 1932.

Un autre exemple éclairant se déroulait à Oranienburg, au nord de Berlin, dans la région de Brandenburg. Là, au début de l'année 1932, le dirigeant de la « *Ligue de lutte contre le fascisme* » fut exclu du KPD avec 56 de ses partisans : ils avaient conservé des armes cachées (ramassées déjà en 1923 en prépara-

tion de l'insurrection d'octobre finalement manquée). Sous l'influence des écrits de Trotsky ils prirent contact avec la VLO et s'y intégrèrent. Pour le 1^{er} mai 1932, à leur initiative, il y eut le projet d'une manifestation commune SPD-KPD-VLO, que le KPD officiel sabota. Mais après coup, ce dernier se sentit forcé de faire une autocritique publique, et il revint au comité unitaire (« *comité ouvrier de lutte* »). Ce comité organisa des groupes de protection antifascistes, une liste « *prolétaire-unitaire* » de parents d'élèves et assura la préparation organisationnelle des élections des délégués syndicaux dans les entreprises.

Le rayonnement de cet exemple était tel qu'il fut repris et — plus ou moins de façon semblable — imité dans des communes voisines, entre autres à Sachsenhausen et à Zehlendorf. Le climat créé par ce genre de pratiques est incompatible avec une hégémonie fasciste — et en même temps, comme le montrent les résultats électoraux à Bruchsal, cette démarche unitaire crée les conditions propices pour briser l'hégémonie de la social-démocratie dans le mouvement ouvrier (et pour contre-carrer le sectarisme d'autres forces...). Car toute direction qui a besoin de substitutisme et de manipulation, connaît des moments difficiles dès que des masses de gens à la base se réveillent, deviennent actifs, commencent à s'intéresser aux détails et à juger par leur propre expérience et par leur propre réflexion.

Une capitulation honteuse

La direction officielle du KPD depuis la stalinisation jusqu'à la terrible défaite de 1933, malgré quelques tournants superficiels, n'était absolument pas capable ou pas prête à apprendre de l'expérience vivante. Le NSDAP connut son premier grand succès électoral à l'occasion des élections communales de décembre 1929 en Prusse. En mars 1930, le gouvernement à domination social-démocrate Müller fut remplacé par le gouvernement de Heinrich Brüning (du parti *Zentrum* catholique), gouvernant par décrets. Le 14 septembre 1930, eurent lieu les élections pour le Reichstag (parlement). Le KPD obtint 4,6 millions de voix (+ 1,3 millions comparé aux élections de mai 1928), le SPD 8,64 millions (- 0,6 millions) et le NSDAP 6,4 millions (+ 5,6 millions). La tendance était claire : Le SPD, parti du « *juste milieu* » voulant sauvegarder la République de Weimar, et pratiquant la "tolérance" envers le gouvernement minoritaire du "centre" catholique, était sous forte pression des deux partis « *extrêmes* ». Mais le taux de croissance électorale du parti communiste était beaucoup plus faible que celui du parti nazi. Donc même ces simples chiffres électoraux montraient un danger grave et la nécessité

d'initiatives politiques bien réfléchies pour isoler et combattre les nazis. En mai 1932, est formé le gouvernement de von Papen, un monarchiste très réactionnaire lié à Hindenburg. Le gouvernement von Papen organisa un coup de force pour éliminer le gouvernement social-démocrate de Prusse de Severing en juillet.

Le 6 novembre 1932, de nouvelles élections pour le Reichstag donnent les résultats suivants : KPD — près de 6 millions de voix, SPD — 7,25 millions de voix, NSDAP — 11,75 millions de voix. Les mêmes tendances se renforcent donc. Le 2 décembre 1932, est formé le gouvernement du général Schleicher, le dirigeant de la *Reichswehr* (l'armée). C'est la dernière tentative des milieux réactionnaires/conservateurs traditionnels pour trouver une alternative à un gouvernement mené par Hitler. Mais le 30 janvier 1933, Hindenburg nomme Hitler chancelier d'un gouvernement de coalition d'extrême droite. Ce même maréchal Hindenburg avait gagné les élections présidentielles en mars et avril 1932. Il faut se souvenir que le SPD, au deuxième tour, avait appelé à voter pour lui en tant que « *moins mal* » en comparaison avec Hitler ! Et la direction du KPD, pour laquelle on vivait déjà sous des gouvernements plus ou moins fascistes depuis quelque temps, ne comprit même pas encore le danger quand Hitler devint chancelier. Le SPD ne donna aucun signal de combat sous prétexte que le gouvernement Hitler était « *constitutionnel* » et « *légal* ». Le KPD, quant à lui, pensait que le gouvernement Hitler perdrait vite sa base de masse parce qu'il ne pourrait pas réaliser ses promesses sociales démagogiques. Après le *Reichstagsbrand* (incendie du Parlement par les nazis, qui en accusèrent les communistes) et le début de la persécution des communistes, en mars 1933 de nouvelles élections donnaient 4,8 millions de voix pour le KPD, 7,1 millions pour le SPD, et 17,2 millions pour le NSDAP. L'heure de la vraie dictature de type fasciste avait commencé. C'était le début de la fin du mouvement ouvrier organisé à caractère de masse, en Allemagne et plus tard au-delà. Mais selon le comité central du KPD — Thaelmann était déjà emprisonné par les nazis — ces élections « *n'étaient pas une victoire du fascisme* » !

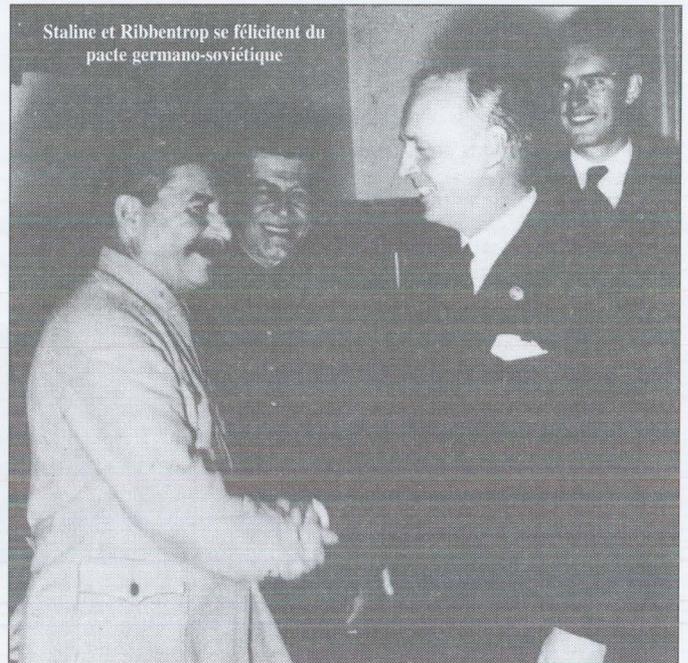
Pour Trotsky, il restait une chance de renverser la vapeur jusqu'au tout dernier moment, même encore au début de l'année 1933. Et il est clairement établi que la masse des ouvriers et des ouvrières social-démocrates étaient prêts à se battre et attendaient le signal de leur direction. Il faut toujours le rappeler : ce n'était pas une base comme aujourd'hui, peu capable de descendre dans la rue. Les organisations sous direction social-démocrate pouvaient non

seulement organiser un grève vraiment générale, mais — sous les noms de *Reichsbanner* et de *Eiserne Front* — il y avait des organisations de combat à caractère de masse. Personne n'aurait pu résister à leur levée. Le KPD, lui, s'était très fortement isolé de la base de la social-démocratie. En plus, il avait déjà commencé à construire des « *syndicats révolutionnaires* » en dehors du ADGB et était devenu un « *parti des chômeurs* » plutôt qu'un « *parti des ouvriers* ». Son appel à la grève générale en cavalier seul n'aurait pu avoir d'effet. Mais la volonté d'agir tous ensemble était devenue tellement forte à la base, qu'un appel des directions, même en dernière minute, aurait pu susciter une mobilisation formidable, incluant la grande majorité des salariés et des chômeurs, des exclus, avec une grande attraction même sur une partie de la petite bourgeoisie radicalisée et certainement sur une très grande partie de la jeunesse (qui ne suivait plus le « *juste milieu* » depuis l'exaspération de la crise de système).

Les appels et les exemples pratiques émanant de l'Opposition de gauche ne furent pas suivis. Il faut dire un mot au sujet de la démocratie interne au sein des deux grands partis, qui n'est pas pour rien dans ce déroulement. Dans le SPD, formellement, il y avait un fonctionnement démocratique. Mais en vérité, c'était un appareil bureaucratique qui menait le parti d'une façon très autoritaire. L'éducation à la discipline avait son sens : la volonté d'agir efficacement. Le problème commence quand les militants ne sont plus capables de prendre des initiatives de manière autonome, même lorsqu'ils sont persuadés que c'est leur existence même qui est en jeu.

Dans le KPD, la « *bolchévisation* » (en vérité c'était une stalinisation) avait fait des ravages. Il n'y avait plus de débats internes avec une réelle confrontation d'idées. La direction n'était pas incapable d'apprendre, même si son leader, Thaelmann, n'était pas connu pour une capacité intellectuelle excessive. C'est le régime totalement non-démocratique qu'elle avait imposé au parti — à l'image du parti russe sous Staline — qui faisait qu'elle n'avait plus les moyens d'apprendre. L'exclusion de tous ceux qui gardent leur propre tête et leur

jugeote, qui disent tout haut ce qu'il pensent, qui critiquent la direction ou proposent des alternatives, avait transformé le centralisme démocratique en un « *centralisme* » bureaucratique (au sein duquel une direction ne centralise plus qu'elle-même) et volé à un parti révolutionnaire quelque chose de vital : la capacité d'élaborer sa ligne politique en prenant en compte des expériences vivantes et les capacités de réflexion de ses militants. L'Opposition de gauche avait lutté contre ce



régime malsain dans le parti et dans l'IC — la défaite dans cette lutte-là peut être interprétée comme le prélude à la défaite du KPD et du mouvement ouvrier dans son ensemble face à Hitler et ses hordes brunes.

C'est seulement après le début de la répression massive — les directions du SPD et du ADGB cherchaient encore à sauver un reste d'organisation légale par des manœuvres opportunistes vis-à-vis du gouvernement mené par Hitler — que l'IC et le KPD appelèrent la social-démocratie à l'action commune. Mais c'était un appel « *propagandiste* », sans tentative réelle d'arriver à un accord. Le « *front unique* » entre les militants du SPD et du KPD ne se réalisa que... dans les camps de concentration nazis.

La fin du Komintern comme facteur révolutionnaire

Même après la défaite, l'IC n'était pas capable de changer la ligne. Le présidium de l'exécutif de l'IC déclara en avril 1933 que la ligne du KPD sous direction de Thaelmann avait été « *complètement correcte* », que Hitler ne serait pas au pouvoir pour longtemps, etc. La treizième session plénière de l'Exécutif de

Léon Trotsky (1879-1940)

l'IC (novembre/décembre 1933 !) répéta ce jugement. Kuusinen dit dans la « *discussion* » : « *Trotsky a écrit qu'il y eut une "catastrophe"... Mais la majorité écrasante des masses laborieuses d'Allemagne pense tout autrement...* ».

Après que ce « *bilan* » officiel de l'IC ne fut aucunement contredit dans les sections en dehors de la Russie et de l'Allemagne, Trotsky en tira la conclusion que la capitulation sans combat devant Hitler et la défaite sans bilan sincère marquait la fin de l'Internationale Communiste comme facteur révolutionnaire. L'Opposition de gauche ne pouvait plus se considérer comme une fraction (bien qu'exclue) du mouvement communiste officiel stalinisé. C'est seulement à partir de ce moment que Trotsky et les siens proclamèrent la nécessité de construire une nouvelle Internationale révolutionnaire, la IV^e.

Ce n'est qu'au septième congrès de l'IC en 1935 que la « *bonne ligne* » de combat contre le fascisme fut changée. Commença l'ère de la politique du « *Front populaire* », le « *zigzag* » droitier après le « *zigzag* » ultra-gauche. Maintenant, tout à coup, le front unique contre le fascisme devenait la « *bonne ligne* ». Mais il s'agissait d'un front unique non avec la seule social-démocratie dans son ensemble, mais avec en plus la partie « *démocratique* » ou « *progressiste* » ou « *antifasciste* » de la bourgeoisie ! Si dans le mouvement communiste officiel après Staline la ligne ultra-sectaire du « *social-fascisme* » était reconnue comme fautive, la ligne du Front populaire, même aujourd'hui encore dans les courants post-staliniens, est considérée comme un exemple de grande sagesse politique. La critique trotskiste d'une telle conception est souvent ressentie comme étant « *sectaire* ».

Le front unique dans sa version « *Front populaire* » — c'est à dire, en fin de compte, la soumission des partis social-démocrate et communiste aux exigences des partis bourgeois et l'auto-limitation des revendications ouvrières — a eu comme conséquence qu'il était hors de question de s'attaquer à la propriété privée. Pourtant, à certains moments de la lutte, surtout si elle prend la forme d'une guerre civile prolongée comme en Espagne, la victoire ne peut être assurée que par des mesures d'expropriation des grands capitalistes et/ou des grands propriétaires fonciers. La défaite vient alors non pas du fait que le front unique n'est pas réalisé, mais du fait qu'à une certaine étape du processus, le chemin vers le dénouement du conflit en faveur du camp antifasciste est barré par le trop grand respect de la propriété privée.

Le stalinisme, avec la ligne du « *Front populaire* », entra dans sa phase « *réformiste* ». Il avait déjà abandonné la méthode des revendications transitoires. Maintenant, il était —

d'abord en pratique, plus tard en théorie — opposé à une prise de pouvoir par la classe ouvrière, opposé à la perspective de révolution socialiste. Cela était dû au fait que la bureaucratie stalinienne en URSS imposait ses intérêts aux partis de l'IC (avant de la dissoudre) : globalement pour le statu quo, le « *socialisme dans un seul pays* », contre tout progrès de la révolution mondiale qui pourrait faire émerger des directions non soumises au secrétaire général. Ce développement semblait donc valider le jugement de Trotsky que l'IC était perdue en tant que facteur révolutionnaire dès 1933.

Celles et ceux qui croient que la critique trotskyste de la politique du Front populaire est sectaire peuvent y voir plus clair en étudiant le bilan de cette politique en France et en Espagne. Mais il y a aussi une liaison « *théorique* » entre la phase ultra-gauche et le tournant vers la politique du Front populaire qui échappe souvent à ceux qui pensent que le

Front populaire, c'est le retour à la sagesse : ce lien, c'est l'appauvrissement de la compréhension et de la définition du phénomène du fascisme lui-même.

Déjà au cours de la « *troisième période* », la définition du fascisme était qu'il s'agissait simplement de la « *dictature terroriste du capital financier* ». L'aspect distinguant une dictature fasciste d'une dictature « *classique* », militaire ou bonapartiste, la base de masse à caractère petit-bourgeois, la mobilisation massive des désespérés comme bélier contre les fortes-fesses de la classe ouvrière, qui avait déjà été compris dans l'IC en 1922, avait été complètement « *oublié* ». Ceci amena le désarmement théorique complet vis-à-vis du danger fasciste réel. En 1935, la fameuse définition du septième congrès de l'IC stalinisée, formulée par Dimitrov, était à peu près la même. Il s'agirait d'une dictature « *de la partie la plus réactionnaire, la plus chauvine etc.* » du capital finan-



Trotsky, chef de l'Armée rouge, par Youri Annenkov

cier. Mais maintenant, la finalité politique était de justifier un front tellement large qu'il divise la bourgeoisie en deux et isole donc sa partie « *la plus réactionnaire, agressive etc.* ». Or, la nécessité de neutraliser ou d'attirer vers soi la petite bourgeoisie et la masse des désespérés implique une classe ouvrière en action pour ses intérêts propres, sans s'arrêter couardement devant les portes du tabernacle capitaliste. Cette approche est exclue par la politique du Front populaire.

La définition du fascisme de Trotsky

La définition du fascisme de Trotsky se situe dans la tradition de réflexion entamée au sein de l'IC avant sa stalinisation. Il écrit par exemple : « *Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes violents, de terreur policière. Le fascisme est une forme d'État spécifique, basée sur l'extermination de tous les éléments de démocratie prolétarienne dans la société. La tâche du fascisme n'est pas seulement de détruire l'avant-garde prolétarienne, mais aussi d'imposer une situation d'atomisation à la classe ouvrière dans son ensemble... Il s'agit de mettre en pièces toutes les organisations autonomes et bénévoles, de détruire tous les points d'appui du prolétariat et de démanteler les résultats de trois quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats.* » (6) « *Le fascisme est un moyen spécifique pour mobiliser et pour organiser la petite bourgeoisie dans l'intérêt du capital financier.* » (7) « *Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie pendant et pour une guerre civile... Pour la bourgeoisie, il joue le même rôle que l'organisation de l'insurrection armée pour le prolétariat.* » (8)

Après la prise du pouvoir, explique Trotsky, il y a nécessairement un reflux du mouvement de masse fasciste. La démagogie sociale ne peut pas être transformée en mesure « *anticapitaliste* » réelle (les nazis n'empêchaient aucunement les banques de s'approprier les intérêts). Le régime fasciste « *se bureaucratise* » en quelque sorte et peut devenir une forme de dictature bonapartiste spécifique (le régime franquiste des dernières années peut être caractérisé ainsi). Mais la prise de pouvoir sur une vague de mobilisations, poussée par un mouvement de masse, a des conséquences. D'abord, parce que les dirigeants sont à l'image des fantasmes qu'ils évoquent dans l'âme du petit bourgeois enragé. Ensuite parce qu'une répression est bien plus complète et « *totalitaire* » quand elle s'appuie sur tout un réseau de mouchards, de gendarmes bénévoles, de petits chefs « *du mouvement* » dans tous les coins et recoins de la société.

Contre les simplificateurs staliniens, l'as-

pect du caractère de masse du fascisme en tant que mouvement des désespérés était à souligner. Contre les idéologues bourgeois libéraux et contre la plupart des sociaux-démocrates, Trotsky souligne la fonction du fascisme dans la lutte de classe, car la destruction physique du mouvement ouvrier permet une victoire historique de la bourgeoisie dans le domaine des salaires, de la protection sociale, de la capacité à se lancer dans des aventures guerrières. Il s'agit de faire monter en flèche le taux d'exploitation des salariés, et, en même temps, d'élargir le champ d'action global du capital impérialiste d'un pays donné. Il ne sert donc pas à grand chose de « *combattre* » le fascisme en moralisant sur sa violence, sur ses méfaits etc. et en jurant sur les valeurs de la société capitaliste, démocratique et libérale. S'il y a déjà un mouvement fasciste dangereux, c'est que le système est en crise, et que seule une alternative radicale peut attirer les masses, surtout la jeunesse. Cela signifie qu'on n'est pas loin d'une situation de guerre civile et qu'il faut s'y préparer, en se fondant sur les intérêts de la classe ouvrière, qui est seule capable de désintégrer un mouvement fait — comme le dit Trotsky — de « *poussière humaine* ».

Trotsky était conscient du fait que des formules comme « *organisation de combat de la bourgeoisie* » ne doivent pas être interprétées d'une manière mécanique. Il ne s'agit pas de décisions de « *table ronde* ». Les Mussolini et les Hitler n'étaient pas des « *serveurs* » recevant des « *ordres* » de la bourgeoisie. Trotsky savait que le fascisme n'est que la « *dernière carte* » pour la bourgeoisie. Le mouvement fasciste se développe par en bas. A partir d'un certain moment, la bourgeoisie peut se décider de tolérer la prise de pouvoir fasciste, et une partie de la bourgeoisie peut soutenir ou coorganiser cette prise de pouvoir, et la bourgeoisie dans son ensemble va coopérer avec un pouvoir qui affaiblit substantiellement les salariés vis-à-vis du patronat. Mais la bourgeoisie, ce faisant, confie le pouvoir politique à un personnel qui dépossède la nation entière politiquement, et donc aussi la bourgeoisie. Et dans les mois précédant le dénouement, elle n'avait aucune garantie que le fascisme sortirait vainqueur du conflit. En Allemagne, la grande bourgeoisie avait peur que l'arrivée de Hitler au pouvoir déclenche une guerre civile généralisée et que le prolétariat pourrait en sortir vainqueur. C'est pourquoi Hitler était vraiment la « *toute dernière carte* » : toutes les autres avaient été essayées auparavant.

La compréhension du phénomène fasciste de la part de Trotsky comportait aussi des aspects de la « *psychologie de masse* », des éléments désespérés s'alliant à une cause barbare. L'idéologie fasciste est un conglomerat de ressentiments et d'allusions à un passé loin-

tain. Aux yeux d'un rationalisme moderniste, elle comporte beaucoup d'éléments archaïques. Il y a le fantasme du guerrier héroïque plutôt compatible avec arcs, flèches et haches qu'avec mitrailleuses, canons et blindés. Il y a l'idéal du paysan pionnier organiquement lié à la terre qu'il cultive qui ne va pas bien avec une société industrialisée dans laquelle la ville domine la campagne. Il y a un culte de la race et/ou de la nation qui nie la réalité supranationale créée par le marché mondial capitaliste. Il y a un culte du patriarcat et de la famille qui s'agrippe à l'image d'un passé idéalisé et qui ne s'accommode pas de la crise de la structure familiale et des rôles traditionnels engendrés par la société industrielle capitaliste...

Trotsky l'explique par une réalité sociale qu'il ne faut pas identifier à un modèle pur du capitalisme, mais voir comme une société régie par le mode de production capitaliste, dans laquelle survient toutes sortes de phénomènes hérités de formes de sociétés dépassées, qui est elle-même remplie d'archaïsmes et peut donc à tout moment faire remonter à la surface des phénomènes qui semblent bien inactuels.

Surtout les périodes de crise et de turbulences, quand les sécurités et les stabilités « *normales* » sont secouées, la recherche de points d'appui, d'images projetées, de héros du passé, est typique. « *Le mort saisit le vif* », écrivait déjà Marx à ce sujet, « *les acteurs mettent les costumes du passé* ». Le fascisme quant à lui, remplace systématiquement l'action politique rationnelle par la mise en scène de fantasmes — avec la fin délibérée (articulée d'ailleurs ouvertement par Hitler dans *Mein Kampf*) de manipuler les gens.

La première leçon à en tirer, c'est qu'il ne faut absolument pas le copier. Il faut défendre un style d'action et de communication politique qui vise les capacités de jugement rationnel des intérêts, des fins et des moyens à choisir en relation avec les fins et les obstacles qui s'y opposent. L'enthousiasme et l'attitude combative sont importants du moment qu'ils restent liés au projet d'émancipation sociale et universelle — il n'est pas approprié au projet socialiste de les séparer de leur contenu. Car ceci mènerait à la recherche d'une base facilement manipulable, bêtement affirmative, suivant aveuglement les dirigeants, ce qui

6. Discours devant le V^e congrès pan-russe des travailleurs médicaux et vétérinaires, (21 juin 1924), cité dans *Schriften über Deutschland*.

7. *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne* (janvier 1932), in *Comment vaincre le fascisme ?*, op. cit.

8. *Bonapartisme et fascisme* (15 juillet 1934), in Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 4, p. 147, Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1979.

Léon Trotsky (1879-1940)

convient bien aux mouvements réactionnaires, mais ce qui est en contradiction avec un mouvement d'émancipation qui veut que les êtres humains deviennent les « *sujects conscients* » de leur histoire collective et individuelle.

Au début de cette présentation nous avons vu que le débat sur le fascisme et l'apport de Trotsky à sa compréhension n'est pas seulement d'intérêt historique. Il y a de fausses appréciations caractéristiques encore aujourd'hui que Trotsky avait combattues. L'une d'elle est le « *pan-fascisme* », qui voit « *le fascisme* » dans chaque acte de répression (pourtant « *normal* » dans des régimes démocratiques bourgeois, qui ne sont qu'une forme de la domination — Marx disait « *dictature* » — du Capital.), dans chaque groupement ou parti d'extrême droite ou dans chaque dictature policière ou militaire, même dans des pays pauvres. A voir le fascisme partout on répétera une faute grave du KPD d'avant 1933 : on sous-estime le danger réel quand il se dessine. En Turquie par exemple, beaucoup d'organisations d'extrême-gauche en prise avec le régime kémaliste croyaient se battre avec une dictature fasciste — en vérité, le vrai fascisme (« *gris* ») avait son essor encore devant lui. En Allemagne (et dans d'autres pays), dans les années 70, des groupes d'extrême-gauche comme le *Komunistische Bund* (KB) empruntaient la notion de « *fascisation* » au vieil arsenal stalinien et pensaient que le régime parlementaire bourgeois pourrait, peu à peu, à coup de renforcements de l'exécutif et d'adoption de législations répressives, se transformer en un régime fasciste. Sonner une fausse alarme signifie, entre autres, que personne n'écouterait au moment où l'alarme doit vraiment être sonnée. En étudiant les écrits de Trotsky en la matière, les camarades du KB auraient évité de coller le terme de « *fascisation* » à la réalité allemande des années 70.

Des mises en garde qui s'imposent

Trotsky n'aurait probablement pas aimé qu'on parle d'une « *théorie de Trotsky sur le fascisme* ». Il ne s'agit pas tellement d'une théorie spécifique à Trotsky, mais plutôt d'une continuité réflexive et politique de Trotsky avec le mouvement communiste d'avant sa stalinisation. Il ne s'agit pas tellement d'une théorie codifiée, mais plutôt d'un ensemble cohérent d'analyses politiques, d'interventions politiques et de généralisations utiles pour mieux comprendre et mieux combattre le fascisme.

Si nous nous efforçons d'utiliser l'héritage

de Trotsky en la matière pour notre combat antifasciste aujourd'hui, certaines mises en garde s'imposent :

► Certains aspects de la réalité ont changé sensiblement. Aujourd'hui le degré d'activité et d'organisation (et d'armement!) des militants des grands partis de la gauche traditionnelle, surtout de la social-démocratie, est beaucoup plus faible que dans le temps .

► La société dans son ensemble a beaucoup

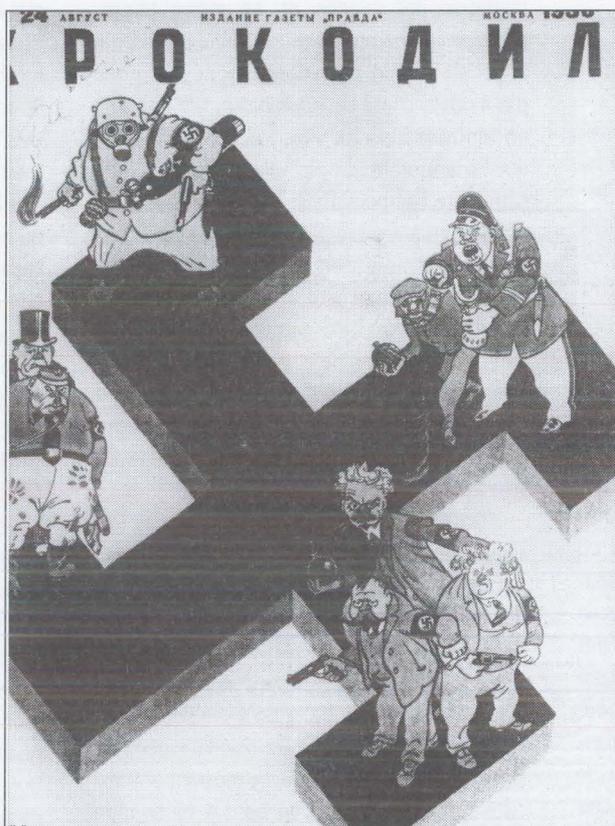
alternatives opposées (bien que ça donne des figures rhétoriques qui « *passent bien* »). Très souvent, le dénouement historique concret « *choisit* » une troisième variante imprévue.

Puisque les organisations se référant aux idées de Trotsky, aujourd'hui, sont souvent des petites organisations indépendantes, l'application d'une politique de front unique pose des problèmes spécifiques. Il ne faut pas s'imaginer par exemple que ce serait du « *trotskyisme* » à la Trotsky que de faire « *de la propagande* » pour le front unique ouvrier. Pour Trotsky, une politique de front unique réelle ne peut qu'être une politique d'initiatives politico-pratiques réelles, de la petite unité d'action, de la tâche de convaincre les membres d'un parti incorporant la conscience de classe dans un pays donné jusqu'au défi, audible pour sa base, lancé à la direction d'un parti réformiste : êtes-vous prêts d'agir ensemble avec nous dans le sens des intérêts communs immédiats ou pas ?

La mise en pratique efficace d'une politique de front unique n'est d'ailleurs aucunement possible en s'entendant seulement sur le principe général. On est forcé de répondre à des situations concrètes changeantes. Quand le KPD, devenu parti de masse après la fusion avec l'aile gauche du USPD en 1920, et après la défaite de « *l'offensive de mars* » en 1921, faisait l'apprentissage de l'application de la politique du front unique ouvrier (en fin de compte de façon très efficace), sa direction avait à trancher sur de

nouvelles questions tactiques presque chaque semaine. La direction du SPD comprenait très bien les enjeux et faisait tout pour déjouer la démarche du KPD (qui obtenait un écho grandissant dans la base social-démocrate). Il est très intéressant de lire les comptes rendus des débats au sein de la direction de ce parti, longtemps avant la stalinisation. Aucun des problèmes posés ne pouvait être résolu par la simple connaissance de « *quelques principes* ».

Il y a donc aussi un héritage de Trotsky utile pour combattre les fausses « *orthodoxies* » (mêmes « *trotskyistes* ») : il n'y a pas moyen d'échapper à la nécessité de réfléchir chaque fois à nouveau sur la dynamique d'une situation donnée et sur les initiatives à prendre. Sauf que, sans s'approprier les expériences et les meilleures élaborations politico-théoriques du passé, c'est encore plus difficile. Il est donc très important d'étudier, par exemple, les écrits de Trotsky sur l'Allemagne — et de discuter des parallèles et des différences avec les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui. ■



Une autre caricature stalinienne sur le thème du « *hitlero-trotskyisme* »

changé. Il y a de nouvelles formes d'atomisation dans le monde du travail et au delà. La classe ouvrière « *traditionnelle* » n'a plus le même poids au sein du salariat au sens large du mot.

► Il y a à nouveau beaucoup de pauvreté et de misère, même dans les pays riches, et beaucoup d'existences existentiellement insécurisées. Mais la misère d'une famille ouvrière, au chômage ou pas, au temps de la République de Weimar était quand même encore autre chose que ce qui se passe aujourd'hui ; et le désespoir du sous-officier démobilisé, prêt à se battre dans la rue contre les « *rouges* », n'est pas encore égalé par les sentiments de la majorité de ceux qui votent par exemple pour Le Pen.

► Le slogan de Trotsky — « *dictature du prolétariat ou dictature fasciste !* » — qui semble si justifié dans les années 30 ne doit pas nous inciter à organiser systématiquement notre pensée et donc notre agitation en simples

Un analyste du développement capitaliste

Léon Trotsky

Sur la dynamique à long terme de l'économie capitaliste (1921)

Les économistes bourgeois et réformistes, qui ont un intérêt idéologique à présenter sous un jour favorable l'état du capitalisme, expliquent que la crise actuelle ne prouve absolument rien, au contraire, elle constitue un phénomène normal. Immédiatement après la guerre nous avons assisté à un boom industriel, et maintenant nous assistons à une crise. Il en découle que le capitalisme se porte bien.

C'est un fait que le capitalisme vit en passant par des crises et des boom de même qu'un être humain vit en inspirant et en expirant : d'abord il y a un boom de l'industrie, puis un arrêt et ensuite une crise, suivie par un arrêt de la crise elle-même, puis par une amélioration, par un nouveau boom, par un nouvel arrêt, etc.

La crise et le boom, avec toutes les phases de transition, constituent un cycle ou l'un des grands cycles du développement industriel. Chaque cycle dure de 8 à 9 ou 10 ans et peut même en durer 11. A cause de ses contradictions internes le capitalisme ne se développe pas en ligne droite, mais en zigzag, avec des hauts et des bas. Voilà ce qui est à la base des explications des apologistes du capitalisme : « puisque nous constatons après la guerre une succession de booms et de crises — disent-ils — il en découle que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes ».

En réalité, les choses se passent différemment. Le fait qu'après la guerre le capitalisme continue d'osciller de manière cyclique signifie tout simplement qu'il n'est pas encore mort, que nous n'avons pas un cadavre devant nous. Aussi longtemps qu'il ne sera pas renversé par la révolution prolétarienne, le capitalisme ne cessera de connaître ses cycles, ascendants et descendants : les crises et les booms l'ont caractérisé depuis sa naissance et l'accompagneront jusqu'au tombeau. Mais pour établir l'âge du capitalisme et son état en général, pour établir s'il est encore en train de se développer, s'il a atteint sa maturité ou s'ils est dans son déclin, il est nécessaire de diagnostiquer la nature des cycles, de même que l'état d'un organisme humain ne peut être diagnostiqué

Même ses adversaires les plus acharnés ont le plus souvent reconnu les qualités des analyses socio-politiques et historiques de Trotsky, de même que son talent d'écrivain. Il est moins connu qu'à différentes époques de son activité et de ses réflexions il a abordé également avec lucidité des problèmes économiques majeurs. Il va de soi qu'une bonne partie de ces contributions sont datées. Elles ont quand même une double importance. Elles abordent, ne fût-ce que synthétiquement, des problèmes théoriques sur lesquels les économistes discutent encore maintenant — en particulier, la théorie des ondes longues — et suggèrent des critères méthodologiques essentiels. A ce sujet, Trotsky insiste à plusieurs reprises sur la nécessité de ne pas analyser la dynamique de l'économie séparément du contexte socio-politique, mais dans le cadre de leurs rapports réciproques. Plus particulièrement, il aborde, entre autres, le problème de l'origine exogène, c'est-à-dire non strictement économique, d'une dynamique de crise et de relance.

Nous publions ici des extraits d'un rapport sur la crise mondiale et les tâches de l'Internationale communiste que Trotsky a présenté au III^e congrès de l'IC (1921) et qui est révélateur, entre autres, du niveau des débats qui avaient lieu dans cette instance. Nous y ajoutons des extraits d'une critique des thèses avancées par le professeur Kondratieff en 1923. [L. M.]

qu'en vérifiant si la respiration est régulière ou spasmodique, profonde ou légère, etc.

Le noyau du problème peut être abordé comme suit. Considérons le développement du capitalisme — l'augmentation de la production du charbon, des produits textiles, du fer, de l'acier, du commerce extérieur etc. — et esquissons une courbe décrivant ce développement. Si la courbe correspond au cours réel du développement économique, nous voyons que la courbe ne monte pas d'une façon ininterrompue, mais en zigzag, par des hauts et des bas, qui correspondent respectivement aux booms et aux crises. Ainsi, la courbe du développement économique se compose de deux mouvements : un mouvement primaire qui exprime la montée générale du capitalisme et un mouvement secondaire qui comporte des oscillations périodiques en rapport aux différents cycles industriels.

En janvier de cette année, le Times de Londres a publié un tableau couvrant une période de 138 années — depuis la guerre d'indépendance des 13 colonies américaines jusqu'à nos jours. Durant cette intervalle, il y a eu 16 cycles, c'est-à-dire 16 crises et 16 phases de prospérité. Chaque cycle a eu une durée moyenne de 8 ans et 8 mois, donc d'à peu près 9 ans.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur les zigzags que décrivent les mouvements. A

un moment donné le tableau du Times indique une montée. La base de départ est l'équivalent de 2 livres ou 25 marks par tête d'Anglais. Dans la période considérée la population a augmenté d'à peu près quatre fois, le commerce extérieur encore plus et le revenu par tête a atteint 30,5 livres en 1920, en termes monétaires, mais non en valeur réelle, il a atteint 65 livres. En ce qui concerne la production du fer nous constatons un cours semblable. Dans la première partie de 1851 la demande de fer était de 4,5 kilos par tête : elle a monté jusqu'à 46 kilos en 1913. Ensuite, s'est produit un mouvement en sens inverse. Voilà un bilan d'ensemble, le résultat d'ensemble de 138 ans de développement.

Si nous analysons de près la courbe du développement, nous observons qu'elle se découpe en cinq segments, cinq périodes différentes et distinctes. De 1781 à 1851 l'évolution est très lente : il n'y a pratiquement aucun mouvement perceptible. Le commerce extérieur ne s'élève, en soixante-dix ans, que de 2 à 5 £ par tête. Après la révolution de 1848, qui eut pour effet d'élargir le cadre du marché européen, il se produit un point de rupture. De 1851 à 1873 la courbe d'évolution s'élève rapidement. En vingt-deux ans, le commerce extérieur grimpe de 5 à 21 £, pendant que la quantité d'acier s'élève, durant la même période, de 4,5 à 13 kg par tête. Une époque de dépres-

Léon Trotsky (1879-1940)

sion s'installe à partir de 1873. De 1873 à 1894 environ, on enregistre une stagnation du commerce anglais : il y a une chute de 21 à 17,4 £ en vingt-deux ans. Puis survient un autre boom, qui dure jusqu'en 1913 — le commerce extérieur s'élève de 17 à 30 £. Enfin, la cinquième période commence en 1914 — c'est la période de destruction de l'économie capitaliste.

Comment les fluctuations cycliques se confondent-elles avec le mouvement premier de la courbe du développement capitaliste ? Très simplement. Dans les périodes de développement capitaliste, les crises ont un caractère bref et superficiel, alors que les booms ont une durée et une portée plus longue. Dans les périodes de déclin capitaliste, les crises ont un caractère prolongé, alors que les booms sont brefs, superficiels et spéculatifs. Dans les périodes de stagnation les fluctuations se produisent au même niveau. (...)

Le rapport réciproque entre boom et crise économique d'un côté et développement de la révolution de l'autre côté est pour nous d'un intérêt extrême non seulement du point de vue théorique, mais aussi et surtout du point de vue pratique.

Beaucoup d'entre vous se rappelleront qu'en 1851, alors que le boom avait atteint son point le plus haut, Marx et Engels avaient écrit qu'il était à ce moment-là nécessaire d'admettre que la révolution de 1848 était terminée ou, tout au moins, était interrompue jusqu'à la prochaine crise. Engels avait écrit que, si la crise de 1847 avait été la mère de la révolution, le boom de 1849-1851 avait engendré la contre-révolution victorieuse.

Il serait, toutefois, tout à fait unilatéral et erroné d'interpréter ces appréciations dans le sens qu'une crise détermine inévitablement une activité révolutionnaire alors que le boom détermine une passivité de la classe ouvrière. La révolution de 1848 n'a pas été provoquée par la crise. La crise n'a fait que donner une dernière impulsion. Fondamentalement, la révolution avait été le produit des contradictions entre les besoins du développement capitaliste et les chaînes d'un système social et politique semi-féodal. La révolution de 1848, tout en hésitant et s'arrêtant à mi-chemin, a balayé les résidus du régime des corporations et du servage, en élargissant ainsi le cadre du développement capitaliste. C'est pour cette raison, seulement pour cette raison, que le boom de 1851 a marqué le début d'une époque de prospérité capitaliste qui a duré jusque 1873.

Lorsqu'on se réfère à Engels il est dangereux de négliger ces éléments fondamentaux. Justement après 1830, c'est-à-dire après la période où Marx et Engels avaient fait leurs remarques, émergeait non pas une situation normale, mais une époque de Sturm und

Drang [d'activité fiévreuse] du capitalisme qui avait déblayé le terrain à la révolution de 1848. Voilà un élément d'une importance capitale. La période débouchant sur la révolution avait été elle aussi une époque de Sturm und Drang, pendant laquelle la prospérité et les conjonctures favorables avaient été assez stables alors que les crises avaient été superficielles et de courte durée.

A l'heure actuelle, il faut se poser la question de savoir non si une amélioration de la conjoncture est possible, mais si les fluctuations de la conjoncture s'insèrent dans une courbe ascendante ou dans une courbe descendante. Voilà l'aspect le plus important de toute la question.

Est-ce que de la relance économique de 1919-1920 nous pouvons attendre les mêmes effets qui se sont produits en d'autres époques de montée globale ? En aucun cas. Un élargissement du cadre du développement capitaliste ne s'est même pas esquissé. Est-ce que cela implique qu'on doit exclure pour le futur, un futur plus ou moins rapproché, une nouvelle relance commerciale et industrielle ? Pas du tout ! J'ai déjà dit qu'aussi longtemps que le capitalisme reste en vie, il continue d'inspirer et d'expirer. Mais à l'époque où nous sommes entrés — l'époque de l'expiation après la saignée et la destruction du temps de la guerre, l'époque du nivellement dans un sens négatif — les relances ne peuvent être que superficielles et essentiellement spéculatives alors que les crises deviennent plus longues et plus profondes.

● Extrait de *Report on the World Economic Crisis and the New Tasks of the Communist International*, seconde session, le 23 juin 1921, du Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, in L. Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*, vol. 1, New York, Pioneer Publishers, 1945, p. 201.

Léon Trotsky

Sur la théorie des « cycles longs » du prof. Kondratieff (1923)

Voilà le schéma à l'état brut. On observe dans l'Histoire que les cycles homogènes sont groupés en série. Des époques entières de développement capitaliste sont constituées par un certain nombre de cycles caractérisés par des booms qui se détachent nettement et des crises de faible amplitude et de courte durée. Le résultat est un mouvement nettement ascendant de la courbe fondamentale du développement capitaliste. On obtient des époques de stagnation lorsque cette courbe, tout en passant par des oscillations cycliques, reste à peu près au même niveau durant des dizaines d'années. Et finalement, durant certaines périodes historiques, la courbe fondamentale,

tout en passant, comme toujours par des oscillations cycliques, s'effondre complètement, mettant en évidence le déclin des forces productives. (...)

A la suite du Troisième congrès mondial du Komintern, le professeur Kondratieff s'est attaqué au problème — en refusant, comme d'habitude, de se référer à la formulation du problème adoptée par le congrès lui-même ; il a tenté d'élaborer, à côté du concept de « cycle court », couvrant une période de dix ans, celui d'un cycle long, embrassant approximativement cinquante ans. D'après cette construction à l'allure symétrique, un cycle économique long comporte à peu près cinq cycles courts. De plus, la moitié de ceux-ci ont un caractère de boom, tandis que l'autre moitié à un caractère de crise, avec toutes les phases de transition nécessaires. Cette détermination statistique des cycles longs élaborée par Kondratieff devrait être soumise à une vérification soignée et assez méfiante, tant pour les pays pris séparément que pour le marché mondial dans son ensemble. Il est déjà possible de réfuter à l'avance les tentatives du professeur Kondratieff de baptiser certaines époques de cycles longs en y projetant le même rythme à définition rigide que l'on observe dans les cycles courts. C'est de toute évidence une généralisation erronée d'une analogie formelle. La répétition périodique des cycles courts est conditionnée par la dynamique interne des forces du capitalisme. Elle se manifeste toujours et partout, une fois que le marché est né. Si l'on considère par contre les larges segments de la courbe du développement capitaliste (cinquante ans) que le professeur Kondratieff propose un peu rapidement d'appeler aussi des cycles, leur caractère et leur durée sont déterminés non pas par la résultante des forces internes du capitalisme, mais par l'environnement extérieur dans lequel se propage le développement capitaliste. Ce sont la conquête par le capitalisme de nouveaux pays et continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles et, en fonction de ces deux éléments, des événements d'ordre « superstructurel » aussi importants que des guerres et des révolutions, qui déterminent le caractère et la succession des époques ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste. Leur explication exige une étude plus concrète de la courbe capitaliste et de l'ensemble des relations entre ce dernier et tous les aspects de la vie sociale.

● Extrait de L. Trotsky, *The Curve of Capitalist Development* (lettre à la rédaction du *Viestnik Sotsialisticheskoi Akademii*, en date du 21 avril 1923, parue dans le cahier n°4, avril-juillet, de cette publication). Citée ici d'après la traduction anglaise, parue dans *Fourth International*, mai 1941, p. 112-114.

Archives du stalinisme

Nous présentons ci-dessous deux extraits de textes d'époque qui témoignent du niveau de calomnie et d'ignominie auquel s'étaient hissés les dirigeants du Parti communiste français et également deux textes russes actuels qui montrent la gêne des anciens apparatchiks à reconnaître la vérité.

De Trotsky à Hitler

(...) Ceux qui veulent connaître dans tous ses détails la conspiration trotskiste, ceux qui veulent apprendre ce que signifiait le trotskisme pour la Russie ; ceux qu'il intéresse de savoir à quelle source viciée les trotskistes actuels puisent leurs arguments et les motifs de leurs provocations, qu'ils lisent ce livre (1) : ils y trouveront l'histoire complète, minutieuse de cet homme que Lénine appelait le « Judas de la Révolution russe », et de tous ses adeptes vendus comme lui aux fascistes allemands et japonais.

Sayers et Kahn, pierre après pierre, élèvent sous nos yeux la Cinquième colonne, qui, à l'intérieur de l'URSS, cherchait à ébranler, puis à perdre le régime soviétique. Ils montrent Trotsky lançant ses campagnes de propagande meurtrière, «tenant bon», espérant la mort de Staline, et se reposant sur Hitler du soin de préparer son effondrement, avec l'aide de ses disciples ; Trotsky en qui vinrent se fondre tous les venins de l'antibolchévisme, et qui servit le capitalisme de tout son pouvoir, jusqu'à sa mort.

La diplomatie de la trahison et de la terreur entre en action avec plus de vigueur encore qu'auparavant. Désormais, tuer le bolchevisme signifiera avant tout saboter le travail russe, assassiner les dirigeants russes, et surtout tuer Staline.

« C'est une pitié, dit Kamenev, quand le terroriste Balaïev lui rapporta l'échec d'un de ses complots pour assassiner Staline. Espérons que la prochaine fois, nous serons plus heureux... »

Car Trotsky s'impatiente. L'assassinat de Kirov l'apaise un peu. Bientôt le traître Yagoda va lui apporter de nouvelles satisfactions. Les meurtres se multiplient. En 1936, Gorki et son fils périssent, assassinés par les complices de Yagoda. Et la série de crimes continue.

« Le terrorisme est une méthode énergique, dit Piatakow, à une réunion secrète de droitiers et de trotskistes, à Moscou, mais il est loin de suffire. Il est indispensable de miner les réalisations du pouvoir soviétiques, de miner le prestige de la direction de Staline,

et de désorganiser la vie économique... Nous devons agir avec force et constance, et ne nous laisser arrêter par rien. Tous les moyens sont bons et utiles, telles sont les directives de Trotsky, auxquelles le centre trotskiste souscrit... »

Pendant ce temps, sur huit pages, dans une lettre datée de la fin 1935, Trotsky exposait les détails de l'accord secret qu'il venait de conclure avec les gouvernements allemand et japonais.

En juin 1936, Hitler remilitarisait la Rhénanie. En juillet, le chef fasciste espagnol Francisco Franco marchait sur Madrid en clamant : « Quatre colonnes marchent sur



Madrid. Une cinquième colonne nous attend à l'intérieur de la ville pour nous acclamer. »

En même temps, Hitler vociférait à Nuremberg : « Nous sommes prêts à toute heure. Si j'avais les Monts Oural, avec leurs trésors incalculables de matières premières, la Sibérie, avec ses immenses forêts, et l'Ukraine avec ses formidables terrains de blé, l'Allemagne sous la direction national-socialiste nagerait dans l'abondance. »

Bientôt le pacte antikomintern était

signé contre le « bolchevisme mondial ».

Mais sentant le danger imminent, le gouvernement soviétique avait pris l'initiative d'une contre-offensive brusquée contre l'ennemi fasciste dans ses propres frontières. Les « procès de Moscou » allaient liquider la Cinquième colonne si patiemment édifiée par Trotsky et par Hitler, purifier la Russie, en faire, selon le mot de Litvinov, en 1937, « un bastion solide contre la menace nazie ». Sayers et Kahn décrivent ces procès, et l'abjection qu'ils firent apparaître. Ils montrent comment, et avec quelle lucidité, frappa le gouvernement soviétique. Quand ils prirent fin, il n'y avait plus de Cinquième colonne en Russie. (...)

● Extrait de l'article de Léopold Durand, « La grande conspiration contre la Russie », *Cahiers du Communisme*, n° 10, octobre 1947, pp. 1065-1067.

Staline, l'homme que nous aimons le plus

(...) La publication de l'ouvrage célèbre de Staline : « *Les principes du Léninisme* » joua un rôle décisif dans la défaite des trotskistes.

Battu au sein du Parti, battu dans les masses, le trotskisme ne tarda pas à se révéler sous son vrai jour, qu'avait décelé Staline avec clairvoyance, de « détachement d'avant garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ».

Il se transforma en une bande cynique et sans principes de saboteurs, agents de diversions, espions et assassins, aux ordres des services d'espionnage étrangers, s'efforçant de déclencher la guerre contre l'URSS pour l'abattre.

C'est ce que démontrèrent une série de meurtres odieux de 1934 à 1937, à commencer par celui d'un des dirigeants bolcheviks les plus aimés du peuple : Kirov, en 1934. Les procès de 1937 devaient permettre de

1. Il s'agit du livre de M. Sayers et A. Kahn, *La grande conspiration contre la Russie*, Éditions d'Hier et Aujourd'hui, Paris, 1947.

faire toute la lumière et de détruire à temps en Union soviétique la "cinquième colonne", sans l'élimination de laquelle il n'y eût pas eu de victoire soviétique sur le nazisme et par conséquent pas de libération des peuples d'Europe du joug hitlérien.

S'il en fut ainsi, c'est grâce à Staline, qui a donné au mouvement ouvrier international un modèle de vigilance révolutionnaire.

C'est aussi grâce à Staline que, de nos jours, la trahison de la clique Tito en Yougoslavie, qui fait la relève de Trotsky, au service des fauteurs de guerre, a pu être démasquée à temps. (...)

Ce guide, ce maître, cet ami dont chaque travailleur, chaque homme qui souffre, qui espère, a besoin, c'est Staline.

Staline qui a dit : « *Les temps sont révolus où les chefs étaient regardés comme les uniques créateurs de l'histoire et où les ouvriers et les paysans ne comptaient pas. Ce ne sont plus seulement les chefs, mais encore les millions de travailleurs qui décident du sort des peuples et des États. Les ouvriers et les paysans qui construisent sans bruit usines et fabriques, mines et chemins de fer, kolkhoze et sovkhoze, qui créent tous les biens de la vie, nourrissent et vêtent le monde entier, voilà les véritables héros, les créateurs de la vie nouvelle.* »

De cette vérité, Staline a fait une règle de sa vie. Nul ne sait plus fortement témoigner de la valeur de la personne humaine.

Et parce qu'il en est ainsi, la main de Staline est dure aux ennemis du peuple : à leur égard, la mansuétude serait un crime.

Staline est exigeant au travail, il aime la précision et l'œuvre bien faite : il a le souci du bon ouvrier attentif à la création qui sort de ses mains et doit servir à tous.

Mais le plus modeste travailleur de l'URSS trouve en lui, le généralissime Staline, le nouvel « aigle des montagnes », un camarade très proche, qui l'entoure de la sollicitude la plus fraternelle, auquel aucun de ses soucis, aucune de ses difficultés ne sont étrangers.

Aussi, le peuple pour lequel il a le plus fait lui voue une reconnaissance, une affection infinies qui s'expriment avec simplicité.

« *Comment va le camarade Staline ?* » demande-t-on dès qu'on l'accueille, dans le moindre village de l'URSS, au représentant du parti qui arrive de Moscou. Quand il repart, on le quitte en criant : « *Transmets mon salut au camarade Staline !* » (...)

● Extrait de la brochure éditée par le PCF, *Staline — l'homme que nous aimons le plus*, Paris, sans date (parue en 1950).

L'assassinat de Trotsky décrit par ses assassins

Le texte que nous reproduisons ci-dessous est paru sous le titre "Opération Canard" dans une publication régulière du FSB (ex-KGB, ex-NKVD), intitulée *Nouveautés sur l'espionnage et le contre-espionnage* (n° 19/100 de 1997). Il s'agit d'un chapitre rédigé par Lev Vorobiev de l'ouvrage "Aperçus sur l'histoire des services de renseignements russes pour l'étranger", paru en Russie aux éditions Relations internationales. Son intérêt principal réside dans le fait qu'il livre pour la première fois un aperçu sur les archives des services qui ont effectué l'assassinat de Trotsky. Mais il présente un autre intérêt : son auteur — en y croyant ou non — reprend en effet dans ses jugements sur Trotsky et les trotskistes toute une série de mensonges fabriqués par Staline (ainsi est reprise la version stalinienne du "putsch de Barcelone" et Julian Gorkin, dirigeant du POUM d'Espagne, y est traité, en 1997 (!), d'agent des services secrets français...).

Ce texte est donc à la fois un témoignage sur les archives du NKVD et sur l'état, après le stalinisme, de l'historiographie russe, plus que jamais empêtrée dans les fabrications opérées dans le pays du grand mensonge. [J.M.]

Comme on le sait, en 1929 L.D. Trotsky fut expulsé d'URSS et en 1931, par un décret du VTsIK, il fut privé de la nationalité soviétique pour activité "contre-révolutionnaire".

Se trouvant en dehors de l'Union soviétique où il avait perdu son combat contre Staline, Trotsky ne se résigna nullement à son destin d'exilé. S'appuyant sur ses partisans dans divers pays (d'après des informations, on comptait quelques centaines d'activistes trotskistes au milieu des années 30), aveuglé par sa haine envers son adversaire, il apparut à l'étranger pendant une longue période comme le symbole de la résistance au dictateur, le porte-paroles de l'opposition au stalinisme.

L'activité de Trotsky et de ses partisans ne se limitait pas à la critique, parfois fondée, de ce qui se passait dans notre pays. Leur critique, dirigée apparemment contre Staline en personne, apparaissait quant au fond comme un dénigrement total de tout ce qui était soviétique. C'est en grande partie grâce aux trotskistes qu'à l'étranger put se développer le phénomène qui, sous le nom d'antisoviétisme, devait pendant de longues années porter préjudice non seulement à la politique intérieure et extérieure de l'URSS mais aussi au mouvement international ouvrier et communiste. Le fait le plus marquant et le plus tragique en est la participation des trotskistes avec les anarchistes au

putsch de Barcelone contre le gouvernement du Front populaire en mai 1937, dont la répression devait coûter beaucoup de sang.

Les services spéciaux de l'Ouest ont toujours activement "travaillé" les PC de leur pays. Une excellente base de recrutement pour les services était représentée par les trotskistes. Beaucoup d'entre eux avaient été membres d'un PC, puis, démissionnaires ou exclus, ils y avaient conservé des liens personnels. Voici un exemple typique : l'Espagnol Julian Gorkin, ancien communiste, l'un des dirigeants du parti trotskisant POUM en Espagne, écrivain, traducteur d'une série d'ouvrages de Trotsky. D'après les informations fiables des services spéciaux français, Gorkin fut longtemps agent du FBR. Pour séjourner en France en 1938, il proposa ses services au directeur du contre-espionnage français (la DST), monsieur Wybot, lui déclarant qu'il disposait d'un solide réseau de renseignements dans beaucoup de pays, parmi eux l'URSS et « *même le NKVD* ». Wybot accepta la proposition de Gorkin.

Trotsky ne se contentait pas d'accuser dans la presse le système autoritaire qui s'était établi en URSS. Il allait plus loin. Ainsi, dans le Manifeste de la IV^e Internationale (1940) rédigé par lui, il était écrit : « *Préparer le renversement révolutionnaire de la caste moscovite est une des tâches*

centrales de la IV^e Internationale. C'est une tâche qui n'est ni simple ni facile. Elle exige de l'héroïsme et des victimes ». Il était secondé par son fils, Léon Sédov, qui accomplissait en France diverses missions pour son père. Parmi les partisans de Trotsky en URSS, d'après son propre aveu, se trouvait Jacob Blumkine, activiste-terroriste, qui avait exécuté l'ambassadeur allemand Mirbach et travailla pour le NKVD jusqu'en 1929 lorsqu'il fut convaincu de liaisons avec Trotsky et fusillé.

Comme on le sait, le travail au sein des organisations trotskistes fut imposé aux services de renseignements dans les années 30 comme un de leurs milieux de travail. Ils informèrent en détail et régulièrement les dirigeants de l'URSS sur toutes les activités de Trotsky et de ses partisans. A la fin des années 30, Staline confia aux "services" la tâche de liquider Léon Trotsky. L'ordre fut exécuté le 20 août 1940 au Mexique où Trotsky se trouvait en qualité de réfugié politique. C'est le sujet de notre récit

Il n'est pas facile d'écrire sur ce thème. A cela il y a une sérieuse raison objective.

Nous proposant d'exposer le plus en détail possible les actions menées, nous avons découvert que les archives du KGB étaient loin d'avoir conservé les matériaux qui nous intéressaient. Dans au moins deux circonstances il fut établi que des documents avaient été en partie détruits, et cela bien longtemps après les événements eux-mêmes, dans les années 50. N'avaient été retrouvés que des documents épars datant de la période 1940-fin 1941. Par dessus le marché, en raison de la négligence qui régnait avec les écritures, ces documents étaient dispersés dans de nombreux dossiers. Pour cette raison il fallut reconstituer les différents épisodes à partir de fragments. Néanmoins les informations ainsi rapportées donnent un aperçu incontestable et sont le résultat d'un travail minutieux de recherches, d'analyse et de synthèse des documents conservés et ne laissent aucunement douter des témoignages.

Les mesures opératoires au sujet de l'affaire "Canard" (c'est ainsi qu'était codée l'action du NKVD contre Trotsky) occupèrent plus de deux années. On tria et utilisa des dizaines d'agents et d'hommes de confiance de différents pays. On fixa des missions spéciales à deux "résidents" à Paris et à New York. Un Etat-major spécialement constitué officiait au Centre. La plupart des étrangers qui directement ou non participèrent à l'opération ne doutaient pas que Trotsky était bien « l'ennemi des travailleurs du monde entier ». Ils étaient tous réunis par les mêmes opinions politiques, la même foi

inconditionnelle envers les mots d'ordre, le programme et l'idéal communistes. C'était la-dessus que reposait leur profonde sympathie pour l'URSS, leur empressement à aider les Soviétiques qui représentaient pour eux les combattants les plus conséquents contre la force montante du fascisme, pour une authentique démocratie et un avenir meilleur. Leur sympathie sans limite pour l'URSS avait pris parfois les aspects les plus inattendus comme, par exemple, la décision des parents d'appeler leurs enfants Sanchez-Staline ou Julia-Soviétina. Ou encore, pour prendre l'exemple dont nous allons parler, quand une mère, sachant quelles menaces pèsent sur son fils, l'approuve d'accomplir l'acte terroriste au nom des idées



Le Bulletin de l'Opposition, malgré sa taille, ne parvenait plus à ses lecteurs en 1940.

dont ils sont tous les deux partisans.

Confrontés à ces événements qui sortent de l'ordinaire, on pourrait se demander comment se comporter avec des gens qui ont participé à un meurtre préalablement planifié, à un acte condamné par tout le monde civilisé ? Les flétrir comme des criminels ou au contraire leur donner acte a posteriori de leur courage et de leur dévouement, mis volontairement au service de leur engagement ?

Délibérément, nous sommes demeurés en dehors de tout ce que représente le trotskisme comme courant politique, de l'activité de Trotsky lui-même, de l'histoire et des conséquences tragiques qu'entraîna la lutte de Staline contre le trotskisme en URSS et à l'étranger. Notre but : raconter grâce aux archives l'opération ultra-secrète "Canard" dont l'initiateur était Staline lui-même.

Pouvez-vous désigner « l'objet avec lequel on a tué Trotsky ? — Un piolet. » Et à la question : « Qu'est-ce que n'aimait pas Trotsky ? » il fallait répondre, « la vodka ». L'apparition de telles énigmes dans les mots croisés des journaux moscovites dans les années 90 pourrait bien laisser supposer que

le lecteur était capable de savoir ou d'avoir la possibilité de chercher des informations de ce type de même que des informations sur la vie, l'activité et le destin tragique de ce militant politique russe bien connu. En principe il en est ainsi.

Dans les dernières décennies, on a écrit des montagnes de livres sur Trotsky. Ont vu le jour des recherches fondamentales et d'innombrables articles dans les revues et les journaux, avec souvent beaucoup d'imprécisions et d'altération des faits. A la fin des années 80, ces thèmes se sont assez largement étalés dans les pages de la presse russe. Avec cependant une particularité. Quand il s'agissait des circonstances de la mort de Trotsky, nos auteurs avaient recours en principe à des sources étrangères, et en même temps, délicatement mais parfois vivement, déploraient l'absence de sources nationales.

Nous rappelant que "mieux vaut tard que jamais", nous essayerons aujourd'hui, dans une mesure significative, de soulever le "voile" du secret sur les événements de 1940 survenus au Mexique.

Nous pouvons dater avec certitude de mars 1939 *(1) l'ordre de Staline à la direction du NKVD de liquider Trotsky. Pour exécuter cet ordre, le 9 juillet 1939, les Renseignements dressèrent le plan "Mesures opérationnelles des Services au sujet de l'affaire "Canard" qui fut exposé à Staline et, comme nous le savons maintenant, approuvé par lui pas plus tard que dans les premiers jours d'août 1939.

Ce document a eu un destin original. Pendant 16 ans il est resté dans les archives personnelles de Béria puis a été rendu aux Services de renseignements par l'intermédiaire du Parquet de l'URSS à la fin de 1955 :

« En résultat de l'examen de tous les matériaux se trouvant dans la 5^e section du GUGB (Direction principale de la Sécurité d'Etat) sur "l'élaboration" et la préparation de la liquidation du "Canard", il est établi que les gens recrutés (auparavant) pour cette affaire ne peuvent être utilisés. (2) Le plan

* Toutes les notes sont originale (J.-M. K)

1. Il existe des preuves qu'il ne s'agit pas de la première directive de ce genre de la part de Staline. Dans les archives de la SVR on a découvert un document de 1946 où il est indiqué : « jusqu'en 1940 ont été faites plusieurs tentatives pour liquider Trotsky. L'organisation de la chose a été telle que jusqu'à présent on ne peut dire qui précisément avait été recruté pour cette affaire, où sont ces gens et dans quelle mesure ils avaient été informés du fond de l'affaire et de ses organisateurs ». Il est évident que sans l'accord de Staline de telles tentatives n'auraient pu être entreprises.

2. Cette formulation confirme les considérations exposées dans la note précédente.

Léon Trotsky (1879-1940)

actuel prévoit le recrutement d'hommes nouveaux et sera établi sur des bases nouvelles. But : liquidation du "Canard". Méthodes : "travail" des agents opérationnels, présence d'un groupe actif. Moyens : empoisonnement de la nourriture, de l'eau, explosion dans la maison, explosion de la voiture, attaque directe par strangulation, poignard, coup sur la tête, coup de feu. L'attaque par un groupe armé est possible. Hommes : l'organisateur et le chef sur place est "Tom". Avec lui seront envoyés dans le pays la "Mère", "Raymond"... »

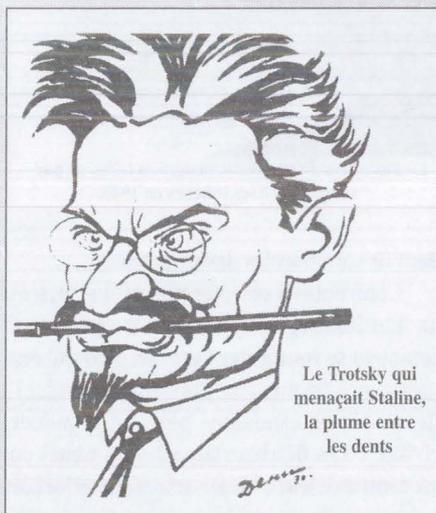
Dans le plan figuraient encore quelques personnages, proposés pour être utilisés au Mexique. A grands traits étaient définis les moyens d'explorer le proche entourage et le milieu avoisinant la maison du "Canard" Était joint un devis de dépenses : 31.000 \$ US pour 6 mois.

Le document était signé par P.M. Fitine, P.A. Soudoplatov, N.I. Eitingon, sans rappel de leur fonction ni de leur grade militaire. Sur la dernière feuille cette annotation : « Dactylographié en 1 exemplaire par Soudoplatov ».

Donnons brièvement quelques éclaircissements : Fitine Pavel Mikhailovitch était à cette époque le chef des Renseignements pour l'étranger, Soudoplatov Pavel Anatolévitich était son adjoint. "Tom" — Eitingon Naum Issaakovitch, né en 1899, juif, d'une famille d'employés. En mai-juin 1917 — membre du parti SR. Depuis 1919, membre du PC(b). Dans la Tchéka-OGPU-NKVD à partir de 1920. A terminé la Faculté orientale de l'Académie militaire. Depuis 1927, dans le travail de renseignements, y compris illégal, en Chine, France, Allemagne. En 1936-1939 — adjoint puis résident du NKVD en Espagne. Parlait français, allemand, espagnol et anglais. La "Mère" — Caridad Mercader, née en 1894, espagnole, provient d'une famille bourgeoise connue, son père fut à l'époque ambassadeur d'Espagne au Japon. A rompu avec sa famille à 20 ans et a rejoint le parti communiste. A participé à la guerre civile, blessée lors d'un bombardement aérien. Un de ses quatre fils est mort en défendant Madrid. Recrutée pour les Renseignements soviétiques à l'étranger au début de 1937 par "Tom". Par la suite, dirige un groupe d'agents en France. "Raymond" — Ramon Mercader, né en 1914, son fils, membre actif du PC. Pendant la guerre : commandant de bataillon. Blessé au front. En 1937, avec l'accord de sa mère, devient collaborateur des Renseignements soviétiques. A la fin de cette année, envoyé illégalement en France. On lui a fourni des documents belges au nom de Jacques Mornard et au début de 1938, on le

branche sur le "travail" dans les organisations trotskistes locales.

Les documents trouvés dans les archives du SVR témoignent de ce que les préparatifs des actions contre Trotsky débutèrent avant la réception de l'ordre écrit du chef. Sur ordre du NKVD se trouvait à Moscou un groupe d'anciens de la guerre d'Espagne. Le choix tomba sur deux d'entre eux : "Felipe" et "Mario", garçons bien contrôlés et fiables. Déjà en avril 1938, sur un bateau soviétique, ils quittaient Novorossiysk pour New York. Arrivés sans problèmes ils établirent le contact avec le réseau de New York. "Felipe" fut envoyé au Mexique en juin, "Mario" quelques mois plus tard. On les avait munis de documents, d'argent et des moyens d'établir la liaison des deux côtés. Cependant bientôt survinrent des événements inattendus. A l'automne 1938 un groupe de dirigeants des services de renseignements pour l'étranger fut arrêté à Moscou. On les accusa d'espionnage au bénéfice de différents services de renseignements étrangers. Parmi eux il y avait l'adjoint du chef de la 5^e section du GUGB, Serguei Mikhailovitch



Le Trotsky qui menaçait Staline, la plume entre les dents

Spiegelglass et le résident qu'on avait rappelé de New York, Piotr Davidovitch Goutsait. Le premier avait préparé au Centre la mission de "Felipe" et "Mario", le deuxième avait travaillé avec eux aux USA.

Devant les Services était posée une question angoissante : que faire avec "Felipe" et "Mario" ? Ils commencèrent par interrompre la liaison avec eux puis décidèrent de les rappeler des USA et de les faire revenir en URSS. En juin 1939 "Felipe" arrivait sans problèmes à New York. Cependant "Mario" n'y parvint pas : il fut arrêté à la frontière pour des problèmes de papiers. Grâce aux efforts du réseau de New York, "Mario" finit par être libéré, après quoi il fut réexpédié au Mexique.

"Felipe" arriva à Moscou en janvier 1940 et rendit compte de son séjour d'un an avec "Mario" au Mexique. Le contenu de son rapport parut quelque peu inattendu. Il donnait des informations assez détaillées sur le système de gardes intérieure et extérieure sur 24 heures concernant la maison du "Canard". Egalement sur la réception des visiteurs, sur la vie de reclus du maître de céans. Il était évident que "Felipe" avait transgressé les instructions et, sans attendre le représentant du Centre, avait entrepris, comme il le déclara, « sous sa propre responsabilité », de chercher des gens utilisables pour les objectifs « spéciaux ». Il avait établi et consolidé des contacts confidentiels avec quelques figures influentes de la Gauche disposant de bonnes relations dans différentes sphères de la société et parmi les émigrés espagnols. Il avait examiné avec eux comment sélectionner les exécutants indispensables. Des candidatures concrètes avaient surgi, des ébauches de plan d'action étaient apparues.

Ayant étudié ce rapport et apprécié la situation (on n'avait découvert aucun indice de la mythique livraison de secrets du NKVD par Spiegelglass et Goutsait aux services secrets étrangers), le Centre décida de renvoyer "Felipe" au Mexique où il devrait attendre le contact avec "Tom". A la mi-février 1940 "Felipe" était déjà à New York. Peu après on l'expédia au Mexique.

Revenons maintenant dans la France de 1938. Nous avons déjà mentionné que "Raymond" avait été chargé de travailler parmi les trotskistes. Il y réussit en grande partie et fit des connaissances dans ce milieu. Leur nombre augmenta vers la fin de l'été 1938 quand se tint près de Paris le « Congrès extraordinaire de la IV^e Internationale », où descendirent des délégués (il y en eut en tout deux dizaines !) venant de plusieurs pays, dont les USA.

C'est alors que fut mise en pratique la combinaison précédemment planifiée par le Centre et la "résidence" de New York pour mettre en contact "Raymond" et des personnes de l'entourage immédiat de Trotsky. L'idée était la suivante : à New York vivait la famille de Samuel Ageloff, réfugié de Russie, citoyen américain, entrepreneur aisé, propriétaire. Il avait trois filles. C'étaient des anti-soviétiques convaincues, membres actifs des organisations trotskistes locales. L'une d'entre elles, Ruth, collaboratrice du secrétariat de Trotsky, assurait en même temps la liaison avec ses partisans aux USA. Sa soeur, Sylvia, "vieille fille", étudiait la philosophie et s'était spécialisée en psychothérapie. Elle était amicalement reçue dans la maison de Trotsky où, de temps à autre, elle faisait un

travail technique (Sylvia connaissait trois langues étrangères).

A l'évidence, cette famille ne demeura pas longtemps hors du champ visuel des "services". Au moyen d'une astucieuse combinaison fut organisée la rencontre de Ruby Weil, agent de toute confiance, et de Sylvia. Une véritable amitié s'en suivit. Les jeunes femmes, qui travaillaient toutes les deux dans des bureaux, louèrent un appartement pour deux à New York et passèrent ensemble leur temps libre. "De façon inattendue", Ruby hérita d'une notable somme d'argent. Pour fêter cet heureux événement il fut décidé qu'elles iraient ensemble faire un voyage touristique en Europe.

Le 29 juin 1938, sur un confortable bateau de ligne, les deux amies arrivèrent en France. Le 30 juin, Ruby rencontre "Raymond". Ils mettent au point la démarche ultérieure. Le 1^{er} juillet, dans le restaurant de l'hôtel parisien où nos touristes étaient descendues, a lieu la rencontre "fortuite" de Ruby et Sylvia avec "Raymond" — « un ami de vieille date de la famille Weil ». Le 11 juillet, la "résidence" parisienne avertit le Centre que « la présence de Ruby a déjà commencé à gêner le rapprochement entre Raymond et Sylvia ». Ruby est alors envoyée à Londres d'où elle part pour New York le 13 juillet sur le Queen Mary. Le 16 août, le Centre informe New York : « Elle [Ruby — note de l'auteur] a bien accompli la mission dont elle avait été chargée ».

Effectivement "Raymond" se rapprochait de Sylvia. Se succédèrent de fréquentes rencontres, des voyages dans le pays, des divertissements, des repos ensemble. On en vint à parler mariage. Mais Sylvia ne pouvait rester longtemps en France. Elle retourna aux USA avec l'espoir que son fiancé viendrait bientôt la retrouver. Ils s'écrivirent frénétiquement.

En plus de "Raymond" il fut décidé de transférer de France au Mexique la "Mère" et également "Tom", qui s'y trouvait au début août en tant qu'industriel canadien. L'itinéraire proposé à travers les USA supposait l'octroi d'un visa d'entrée américain. Cela ne marcha pas pour Raymond : en raison d'un défaut dans ses documents belges, on lui refusa le visa d'entrée. Alors en un temps record on lui fournit de nouveaux papiers — un passeport canadien pour l'étranger et une carte d'identité au nom de Frank Jacson. Sans autre difficulté "Raymond" obtint le visa américain et quitta la France à travers l'Italie le 1^{er} septembre 1939. Bien entendu, il en avait informé Sylvia. (Faisant un saut en avant dans le temps, nous ajouterons que lors de sa ren-

contre avec sa "fiancée", "Raymond" lui raconta qu'il lui fallait acheter de nouveaux papiers ou bien, en tant que sujet belge, il était inévitable qu'il soit convoqué pour le service militaire. Sylvia crut cette histoire et l'aida ultérieurement).

1^{er} septembre 1939 — jour de l'attaque allemande sur la Pologne, commencement de la deuxième guerre mondiale. L'Europe est prise de panique. Certains pays déclarent leur participation à la guerre, d'autres



Staline refait l'histoire : deux photos, prises l'une après l'autre, celle du bas a été "corrigée" par les "services" staliniens.



annoncent la mobilisation, instituent l'état d'urgence, partout le régime intérieur se durcit. La France ne fait pas exception. On y prend des mesures de contrôle policier exceptionnelles à l'égard des étrangers. Les militaires réquisitionnent de nombreux hôtels. Les Américains, les Anglais, les Canadiens, d'autres étrangers, sous la protection de leurs représentants diplomatiques, sont transportés en bon ordre dans leur pays. Dans ce dessein se dirigent vers la France un certain nombre de cargos américains.

La situation s'aggravant compliqua sérieusement la position de "Tom". On le chassa de son hôtel, le passeport canadien en sa possession, en l'absence des documents complémentaires indispensables, était devenu inutile. La "résidence" se mit à chercher comment résoudre ces nouveaux problèmes. Cependant le 8 septembre arrive de façon inattendue un télégramme en provenance du Centre pour Paris avec la signature de Béria. Il y est ordonné de suspendre momentanément les mesures concernant l'affaire du "Canard" ; de ne pas envoyer la "Mère" au Mexique (« qu'elle s'établisse en Europe où ça lui sera le plus commode ») et de renvoyer "Tom" à Moscou en attente pendant ces temps peu favorables. Quelle a été la cause de la prise de mesures aussi radicales ? Ce n'est pas encore établi. Le plus probable est

qu'il s'est agi de manifestation de nervosité, d'incertitude, en liaison avec les arrestations de dirigeants du NKVD. Le plus étonnant, cependant, est que les directives du Commissaire du peuple n'ont pas été suivies. La "Mère" devait bientôt retourner au Mexique, "Tom" n'est pas rentré à Moscou mais s'est abrité provisoirement à l'ambassade soviétique, dans la mesure où la "résidence" avait des chances de recevoir pour lui de nouveaux documents de sortie.

Grâce au travail résolu et audacieux des travailleurs du renseignement à Paris, "Tom" fut bientôt en possession d'un authentique passeport irakien grâce auquel il arriva à New York fin juin et un mois plus tard partit pour le Mexique. Les principaux participants à l'opération "Canard" étaient donc réunis dans le pays désigné.

Avant son départ des USA pour le Mexique, "Tom" avait reçu du Centre des recommandations, directives très inhabituelles dans leur énoncé sous la forme d'un télégramme du 11 novembre

1938. Ses points 1-4 concernaient les problèmes courants, mais le point 5... D'ailleurs, lisez vous-même :

« Continuez votre travail scientifique... Gardez à l'esprit que toute activité de recherche scientifique, en particulier dans le domaine de l'agriculture, exige de la patience, de la pénétration et la faculté de savoir attendre les résultats. En préparant la récolte, rappelez-vous que le fruit doit être mûr à point, sinon il risque d'avoir mauvais goût et votre travail scientifique n'atteindra pas son but. En cas de doute il faut mieux attendre le mûrissement complet. Pour qu'une tempête soudaine ne vienne pas détruire votre plantation, construisez une serre convenable et solide dans laquelle vous conduirez vos travaux de recherche. Ne procédez pas à des expériences irréfléchies, allez à coup sûr à la quête des résultats et ainsi vous apporterez véritablement une contribution à la science. Mais en gardant obligatoirement en tête que vos expériences ne doivent pas nuire à votre santé ni à la santé de vos assistants ».

Le document portait une annotation de Soudoplatov : « Tout le point 5 de cette directive a été rédigé par le cam. Merkoulov (4), le

3. Tous deux ont été fusillés en 1938 et réhabilités en 1956.

4. Vsievolod Nikolaiévitch Merkoulov était adjoint du commissaire du peuple à l'Intérieur de l'URSS.

Léon Trotsky (1879-1940)

rajout sur la santé a été fait par le cam. Béria » Pour nous, ce message apporte la confirmation que l'affaire du "Canard" a été totalement montée par les hautes sphères du NKVD. Son dossier dépendait de P.A. Soudoplatov.

Avec le début de la guerre en Europe, il importait de reconstruire un schéma de liaisons avec les gens du Mexique. La France fut exclue du plan précédent et un chaînon intermédiaire fut organisé aux USA. On dirigea au Consulat général à New York un travailleur spécialisé du Centre, Pavel Pantéleimonovitch Pastelniak (P.P. Klarine, d'après ses papiers). On le mit en contact avec quelques agents et hommes de confiance. Il fut prévu que le courrier postal sur la ligne New York-Mexico-New York serait secret et utiliserait des codes individuels.

On sait peu de choses sur le semestre qui va de décembre 1939 à mai 1940. Pendant cette période, à deux reprises, des courriers furent envoyés au Mexique pour remettre à "Tom" de l'argent et des consignes du Centre. Le 21 mai, inopinément, la "Mère" se rendit en avion à New York à partir de Cuba avec une lettre de "Tom" où il était indiqué qu'elle avait été identifiée au Mexique et était donc renvoyée temporairement aux USA.

« Avec Raymond, informait Tom, ça ne va pas mieux, je l'enverrai lui aussi dans quelque temps à New York. Le "travail", à mon grand regret, va plus lentement que nous l'espérons. Je me heurte à une quantité de difficultés... ».

Sur le développement ultérieur des événements au Mexique à la fin du mois de mai 1940, toutes les grandes agences mondiales d'informations furent prolifiques. Le 24 mai, vers 4 heures du matin, environ 20 hommes avec des uniformes de policiers et de militaires, ont attaqué la maison-forteresse de Trotsky, entourée de hauts murs de pierre avec du barbelé électrifié. Sans bruit, ils ont désarmé et ligoté les policiers de garde à l'extérieur, sonné le gardien — le jeune Américain Robert Sheldon Hart, celui-ci leur a ouvert le portillon et les a fait pénétrer à l'intérieur. Les assaillants se saisissent des quelques gardiens et les isolent dans des locaux fermés, ils coincent la signalisation sonore. Un groupe se dirige vers la maison, occupe deux positions face à la chambre à coucher de Trotsky et ouvre un feu croisé avec fusil-mitrailleurs et autres armes à feu. Trotsky et sa femme réussirent à se glisser sous le lit, à s'y cacher et à demeurer sains et saufs. Tout cela fut connu après que les assaillants eurent en vitesse dégagé les lieux. Une partie d'entre eux s'engouffra dans deux voitures qui attendaient au dehors, la clé sur le contact. Ils avaient lancé dans la

maison un engin incendiaire et une grenade qui n'explosa pas. Trotsky et sa femme parvinrent à éteindre le début d'incendie. Sheldon était parti avec les assaillants.

Avec le début de l'enquête les journaux fourmillaient de détails. Ils émettaient des hypothèses et discutaient sur les instigateurs et les exécutants, tout ce battage revêtait clairement une orientation anti-communiste. Le 4 juin un courrier retourne à New York avec une lettre de "Tom".

Le 8 juin, une communication spéciale, portant la signature de Béria, est adressée à Staline et Molotov : « *Le 24 mai 1940 a eu lieu l'attaque de la maison de Trotsky à Mexico. Les circonstances en sont mieux éclaircies par le journal américain World Telegraph. En voici des extraits. [suit une description des événements telle que nous l'avons rapporté plus haut, l'auteur]. Sur l'essentiel de ce qui s'est passé, nous avons reçu d'Amérique un rapport de notre homme. Une copie est ici jointe* ». Le texte suivant était joint : « a) *Sur notre manque de chance. Vous connaissez les détails par les journaux. Vous aurez un compte-rendu quand "Philippe" ou moi aurons quitté le pays.* b) *Pour l'instant tous nos hommes sont sains et sauf et une partie a quitté le pays.* c) *Sauf difficultés particulières, d'ici 2-3 semaines, nous aurons corrigé les fautes, car toutes les réserves n'ont pas été épuisées.* d) *Pour terminer l'affaire il me faut encore 15-20 mille \$, à envoyer d'urgence.* e) *Prenant complètement sur moi la responsabilité de ce cauchemar-desque fiasco, je suis prêt, à votre première demande, à partir pour recevoir la punition qui convient après un tel échec.* 30 mai. Tom ».

A cette communication spéciale était jointe une note des services de renseignements avec des propositions de réponse à « *notre homme en Amérique* » : donner à "Tom" l'instruction de quitter le Mexique s'il a été démasqué en quelque mesure que ce soit et s'il est en danger. Se laisser guider pour cela par "Felipe" et "Mario". Informer "Tom" qu'on lui envoie 5 mille (dollars), la somme restante, s'il en a besoin, sera envoyée en plusieurs fois de New York. Le 10 juin, quand le télégramme chiffré avec ces recommandations arriva à New York, la somme d'argent à envoyer était montée à 10 mille (dollars) et il y avait une annotation : « *Salut du cam. Béria* ». Ainsi, l'échec de l'action de mai fut considérée comme temporaire, on reconforta énergiquement les responsables et l'espoir fut exprimé qu'on parviendrait à corriger la faute.

L'enquête débutante au Mexique fut confiée au chef des services secrets de la police nationale, le colonel Sanchez Salazar, un

professionnel de grande classe. Ses agents découvrirent rapidement non loin du lieu du crime une échelle de corde, une scie électrique, une hache, une pince, deux pistolets, de nombreuses cartouches. Dans une des voitures abandonnées ils trouvèrent un assortiment d'uniformes de policiers. Le colonel conclut qu'il serait impossible de conserver un secret concernant près de 20 personnes. Il avait vu juste. Le très dense réseau de policiers dispersés dans la capitale travailla sans relâche. Et il connut son premier succès. Une conversation fut surprise par hasard dans un café et les agents remarquèrent un homme à qui "un de ses amis" voulait acheter un uniforme de policier. Recherchant ce dernier, ils l'arrêtèrent tous les deux. Ils les interrogèrent sévèrement, perquisitionnèrent, étudièrent le cercle de leurs connaissances et arrivèrent jusqu'à l'un des participants à l'attaque — le jeune Mexicain Nestor Sanchez, étudiant à l'université. Devant l'évidence des preuves, celui-ci raconta tout ce qu'il savait. Son témoignage recoupé avec d'autres éléments obtenus au cours de l'enquête permit à la police de démasquer presque tous les participants. Leur recherche fut aussitôt déclanchée.

L'organisateur et le chef de l'attentat se révéla être le peintre mexicain très connu David Alfar Siqueiros. Antifasciste convaincu, il fut un temps membre du parti communiste puis commandant de brigade dans l'armée républicaine en Espagne. Il se caractérisait par sa fermeté dans l'action et son courage. Il était marié à Angelica Arrenal dont les deux frères, Léopold et Louis, également peintres, étaient ses plus proches amis. A ce groupe était également lié un autre peintre, mexicain d'origine indienne, l'élève préféré de Siqueiros, Antonio Pujol. En outre les autorités connaissaient le nom d'environ 15 hommes, participants directs, et d'un certain nombre de femmes mêlées à l'affaire. Il apparut que beaucoup d'entre eux avaient été dans le passé membres du parti communiste, certains avaient été volontaires pendant la guerre d'Espagne. Il convient d'ajouter que ces gens n'étaient précédemment apparus ni comme agents, ni comme hommes de confiance du NKVD. On n'a commencé à les connaître, au Centre, qu'avec la mention de leurs noms dans la presse mexicaine en liaison avec l'enquête et les débats judiciaires ultérieurs.

On ne peut ne pas remarquer qu'en dépit de son ardeur, Salazar ne parvint pas à arrêter les principaux participants à l'action. En dehors de Siqueiros, ne furent arrêtés que des figures de deuxième ordre. Les frères Arrenal, Pujol, "Felipe" et "Mario" purent quitter le pays à temps. Salazar était

particulièrement amer au sujet de "Felipe" qu'il pensait, à juste titre, être l'un des organisateurs. En possession d'une description précise de son apparence extérieure, on établit une photo-robot. Son pseudonyme "Felipe" était connu, on lui en ajouta ensuite un autre — "le Juif français" (sur la base du témoignage de Nestor) — mais les efforts de la police demeurèrent vains.

(...) Le temps est venu de dévoiler une autre histoire tragique qui n'a pas été éclaircie depuis des décennies. Comme le lecteur le sait, Robert Sheldon Hart, après avoir ouvert le portillon aux assaillants le 24 mai, partit avec eux. Lui aussi fut recherché par la police qui au bout d'un mois retrouva son cadavre dans une petite ferme dans la banlieue de la capitale. Il y eut alors deux versions. Salazar affirma que Sheldon était un agent du Guépéou, liquidé par les siens à cause du risque qu'il parle trop s'il devait tomber entre les mains de la police. Trotsky, cependant, demeurait convaincu de la fidélité de Sheldon et pensait qu'il était une victime ordinaire des agents de Moscou. C'est le chef de la police qui avait raison.

Les documents d'archive attestent que Robert Sheldon Hart avait été recruté par le réseau du NKVD à New York et était connu sous le pseudonyme de "Amour". Il fut envoyé au Mexique et on lui donna les moyens d'établir les contacts. On ne sait pas précisément qui s'est mis en relation avec lui au Mexique et lui présenta les tâches à accomplir. Pourquoi la vie de cet homme devait-elle s'interrompre si brutalement ? La réponse se trouve dans le témoignage d'Eitingon du 9 mars 1954 :

« ... au moment de l'opération, il apparut que Sheldon était un traître. Bien qu'il ait ouvert la porte, dans la pièce où il conduisit les participants du raid il n'y avait ni les archives, ni Trotsky lui-même. Quand les participants au raid ouvrirent le feu, Sheldon leur déclara que s'il avait su tout cela, lui, en tant qu'Américain, n'aurait jamais accepté de participer à cette affaire. Ce comportement a servi de base à la décision prise sur place de le liquider. Il a été tué par des Mexicains » (5).

C'est seulement en octobre 1940 que la police put découvrir et arrêter le dernier participant à l'assaut, Siqueiros, qui se cachait loin de la capitale. Lors de l'instruction il ne nia pas qu'il était le responsable du groupe mais il déclara que le but de l'attaque n'était pas de tuer Trotsky mais seulement de détruire ses archives. On supposait que cette action créerait un "choc psychologique" et qu'on pourrait l'utiliser pour protester contre la présence de Trotsky au Mexique. Il nia catégoriquement la participation du PC à l'affaire. L'inculpation de

Siqueiros dans le meurtre de Sheldon fut abandonnée en raison de l'absence de preuves. Il ne donna aucune information substantielle sur ses compagnons d'armes et bientôt arriva ce que personne n'aurait pu prévoir. Par décision du président du Mexique nouvellement élu, Avila Camacho, qui considérait Siqueiros comme un peintre éminent, la gloire et l'orgueil de la nation, celui-ci fut libéré sous caution. On lui "recommanda" de quitter immédiatement le pays, ce qu'il fit.

Le lecteur peut à bon droit se demander quels sont les facteurs qui ont influencé la décision d'attaquer la maison en juin 1940.

Revenons de nouveau à Eitingon : « En ce qui concernait l'implantation de Raymond dans le cercle de Trotsky pendant longtemps rien ne se passa, c'est pourquoi la décision fut prise de conduire une attaque armée contre sa maison. Pour la mener à bien on trouva les hommes indispensables à travers Siqueiros. Eitingon lui-même ne rencontra pas tous les participants de l'opération et tout le travail fut mené par l'intermédiaire de Siqueiros... » (6).

En dépit de la pauvreté des informations, le Centre analysa les événements de mai 1940. Dans ses conclusions rédigées il est dit en particulier : « On est parvenu à cacher à la police mexicaine tous les préparatifs de l'attaque et à mettre en place de nombreux participants. Dans la préparation de l'assaut, à l'évidence, une quantité de fautes furent commises. Les hommes chargés des tâches secondaires (acquisition et cache des armes, des habits, etc.) furent choisis sans contrôle suffisant, en violant les règles de la conspiration... ». Cette conclusion à partir d'un point de vue professionnel s'avéra juste.

Pendant qu'au Mexique on continuait à s'occuper des participants au raid, le Centre et le réseau new yorkais attendaient impatientement de nouvelles informations opérationnelles de "Tom". A la fin juin "Raymond" arriva à New York pour dix jours. On sait qu'il avait reçu de l'argent et un passeport de rechange pour "Tom" mais on ignore (le matériel d'archive manque), quelles informations il apportait et quelles instructions du Centre étaient transmises à

"Tom" par son intermédiaire. Avec "Raymond", Sylvia se rendit au Mexique. Bientôt ce fut au tour de la "Mère". A la fin juin, "Tom" fit savoir par lettre convenue que "tout était en ordre".

Bientôt la nouvelle de ce qui venait de se passer au Mexique fit sensation. Les jour-



Trotsky (assassiné), Lénine (mort) et Kamenev (assassiné) discutent à l'issue d'un meeting le 5 mai 1920.

naux du monde entier annonçèrent que le 20 août on avait attenté à la vie de Trotsky. Il avait été gravement blessé et devait mourir le soir suivant. L'agresseur avait été arrêté sur le lieu du crime. Chaque heure apportait de nouveaux détails. Il apparut que le tueur était un étranger faisant partie des partisans de l'émigré russe. Trotsky et sa femme le connaissaient personnellement, avaient confiance en lui et le laissaient librement entrer chez eux. Le soir du 20 août, il avait demandé au maître de maison de regarder un article qu'il avait préparé sur l'activité d'une des organisations trotskistes des USA. Ils se retirèrent dans le cabinet de travail où tout se déroula : Trotsky fut frappé d'un terrible coup de piolet sur l'occiput, il poussa un cri perçant et essaya de lutter. Les gardes faisant irruption commencèrent par rosser l'agresseur sur qui ils découvrirent un pistolet et un poignard. La police arriva, la victime et l'auteur de l'attentat furent conduits à l'hôpital sous bonne garde. Pendant le trajet l'étranger donna au responsable de l'ambulance une lettre en français dont le contenu

5. En 1954, alors qu'il était détenu dans la prison moscovite de la Boutyrka, Eitingon eut un entretien-interrogatoire non officiel avec un envoyé du Centre. Les informations ici présentées proviennent de l'enregistrement de la conversation avec Eitingon rédigé par l'envoyé. Par la suite, étant libéré et réhabilité, Eitingon n'apporta aucune modification au sujet du destin de Sheldon Hart.

6. De l'enregistrement de l'entretien avec Eitingon le 5 mars 1954 à la Boutyrka.

Léon Trotsky (1879-1940)

devait rapidement devenir public.

L'auteur de la lettre se présentait comme le citoyen belge Jacques Mornard, il donnait des détails sur ses parents belges, sur ses études en Belgique et en France, sur son intérêt croissant pour l'activité politique des trotskistes, sur ses relations avec certains représentants de ce mouvement. Par l'un d'entre eux (dont le nom n'est pas précisé) il devint membre de la IV^e Internationale et celui-ci lui demanda d'aller au Mexique et d'entrer en contact avec Trotsky. Il lui fournit un passeport canadien au nom de Frank Jacson et de l'argent pour le voyage. Plus loin, l'auteur de la lettre expose en détail les motifs du meurtre : après avoir connu personnellement Trotsky, il commença progressivement à être déçu par la théorie et la pratique du trotskisme. Et par la suite, après que Trotsky eut manifesté l'intention de l'envoyer en Union soviétique pour accomplir du sabotage et des actes terroristes, y compris contre Staline, il prit la décision d'éliminer ce personnage qui, par dessus le marché, s'opposait à son mariage avec Sylvia Ageloff. Date : 20 août 1940. Signature : Jacques.

Ici il convient de citer la communication spéciale du 19 septembre 1940 adressée à Staline et Molotov sous la signature de Béria : « *Le NKVD vous transmet une lettre traduite de l'anglais, trouvée par la police mexicaine dans la poche de Jacques Mornard arrêté. La lettre a été obtenue par le réseau d'agents* ». A la lettre était jointe la traduction avec la signature : Jacson. A l'évidence, Staline avait été aussitôt informé du succès de la mise en pratique du plan qu'il avait entériné au sujet de l'affaire du "Canard". Cependant, au NKVD on avait considéré comme indispensable, à partir de considérations que l'on appellerait aujourd'hui "ambitieuses", de faire en complément un rapport écrit. Avec cela personne ne s'était particulièrement préoccupé de la précision de l'information car cela ne revêtait aucune importance pratique. Le lecteur a bien entendu remarqué les "bourdes" qui se sont introduites dans le rapport spécial : en réalité la lettre était en français ; le prisonnier avait remis lui-même la lettre aux autorités, on retrouva tout autre chose dans ses poches ; il y a une confusion dans la signature : "Jacson" au lieu de "Jacques".

Peu à peu, après l'arrestation de "Raymond", le cours des événements s'éclaircit. On le conduisit du lieu du crime à la section territoriale (de district) de la police de Mexico. On établit une affaire criminelle et l'enquête commença, dirigée par le même colonel Salazar. Se succédèrent des interrogatoires épuisants, des confrontations y compris avec certains participants à l'as-

saut, diverses actions d'instruction. Dans l'ordre chronologique fut détaillée toute l'activité de "Raymond" qui lui permit de se faire admettre dans la maison de Trotsky : la rencontre avec Sylvia à Paris, la continuation de sa liaison avec elle à New York, l'entrée au Mexique en octobre 1939, l'arrivée de Sylvia en janvier 1940 (de janvier à mars elle servit de secrétaire à Trotsky, "Raymond" l'amenait à son travail et venait la chercher chaque jour avec sa voiture), la rencontre et l'établissement de liens chaleureux avec les vieux amis de Trotsky qui habitaient alors chez lui, Marguerite et Alfred Rosmer. En tant que fiancé de Sylvia et ami des époux Rosmer, "Raymond" était reçu par Trotsky et par sa femme. D'après les inscriptions sur le livre des visiteurs, "Raymond" vint 12 fois dans leur maison, ce qui représente somme toute une durée d'environ 4 heures et demi.

Avec l'aide de l'ambassadeur belge, la légende de "Raymond" fut complètement démolie et il fut prouvé qu'il n'était pas le citoyen belge Jacques Mornard. L'instruction exigea des aveux sincères qui ne furent d'ailleurs jamais exprimés ni à ce moment ni ultérieurement. On se mit à prendre des mesures pour agir sur le prisonnier sur les plan moral, psychologique et physique. Cela fut établi plus tard, en août 1946, dans un mémorandum officiel présenté devant les instances judiciaires par son avocat. On y rapportait, par exemple, qu'aussitôt après l'arrestation, étant dans un état d'inconscience provoqué par les blessures que lui avaient infligées les gardiens, "Raymond" fut dirigé sur le commissariat de police où on le tortura plusieurs semaines. Pendant l'instruction préventive, il fut maintenu 7 mois dans une cave, « *il y fut l'objet d'outrages et d'une humiliation inouis. En raison de cet isolement — témoigne le document — il a été sur le point de perdre la vue* ». En mars 1941, il fut conduit dans la prison de la ville où on le garda 3 ans. On le conduisait à la promenade une fois par jour pendant 20 minutes attaché à un surveillant.

Le jour de l'arrestation de "Raymond", "Tom" et la "Mère" se trouvaient à Mexico. Escomptant qu'après son action "Raymond" pourrait s'échapper en ville, des documents avaient été préalablement préparés pour lui permettre de quitter le pays. Pendant l'opération, "Tom" et la "Mère" l'attendaient dans une voiture non loin de la maison de Trotsky. Eitingon témoigne de ce qui a suivi (d'après l'enregistrement en prison de la conversation avec lui du 5 mars 1957) : « *Vers 10 heures du soir [le 20 août 1940] la radio mexicaine donna des détails sur l'attentat contre Trotsky. Peu après Eitingon*

et la "Mère" quittèrent la capitale. Lui, parti à Cuba avec un passeport irakien... Là-bas il reçut un passeport bulgare et se rendit en Europe. A son arrivée à Moscou il fit un rapport oral à Merkoulov et à Béria. Il ne fit aucun rapport écrit ».

D'après des documents fragmentaires conservés, "Tom" et la "Mère" séjournèrent un certain temps à Cuba où ils menèrent avec le réseau d'agents new yorkais le travail organisationnel indispensable aux intérêts du prisonnier "Raymond".

Tout d'abord le prisonnier reçut un solide soutien juridique. Son premier avocat fut Ophelia Dominguez, une Cubaine, juriste brillante. Elle se présenta comme parente éloignée de l'inculpé. On organisa une liaison entre "Raymond" et deux agents sûrs de Mexico munis d'instructions spéciales. Ceux-ci, à leur tour, étaient en liaison par des intermédiaires avec le réseau de New York. Dans l'ensemble cette chaîne fonctionna fort bien jusqu'à la fin de 1943 quand, après le rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et le Mexique, fut installée dans le pays une "résidence" des renseignements à l'étranger qui prit en charge le système de liaisons avec "Raymond".

Pendant toute la période d'emprisonnement de "Raymond", à partir de 1941, on examina plusieurs variantes pour le faire sortir et l'expédier illégalement hors du pays. Il prit toujours part personnellement à la discussion. Cependant, chaque fois, quelque chose venait empêcher la prise d'une décision définitive. A plusieurs reprises se produisirent des circonstances paradoxalement favorables. Ainsi, au printemps 1945, "Raymond" se rendit en ville chez le dentiste, en compagnie de son avocat. Ne l'ayant pas trouvé, ils passèrent toute la journée dans la ville. La sortie recommença deux jours après, cette fois le prisonnier se promena librement sans son avocat, il alla dans les magasins. Et pour le nouvel an de 1946, on lui permit de rencontrer, dans l'appartement d'un ami, un ancien détenu avec qui il avait sympathisé en prison. Un agent, mêlé à l'affaire, fit à cette occasion, à nos responsables, de vives et amères remontrances, les accusant de manque de décision, de précautionisme superflu, de gaspillage insensé de grosses sommes d'argent, etc.

Après de longues et difficiles procédures juridiques dans les instances judiciaires de base, en mai 1944 le tribunal fédéral du district de Mexico prononça la condamnation définitive — 20 ans de détention (la peine la plus lourde dans ce pays). Plusieurs recours en appel furent rejetés, de même une demande de libération sous caution, faite en 1947 (ce que permettait la législation du pays),

alors que les 2/3 de la peine avaient été purgés. (7) Motif : « Jacques Mornard n'a manifesté aucun regret de son crime et pour cette raison il est dangereux de le remettre en liberté ». Une des plus hautes autorités judiciaires devait déclarer au cours d'une conversation confidentielle : « La seule voie pour sa libération, c'est une confession complète ». Les tentatives de protestation contre la réponse à cette requête demeurèrent sans résultat.

« Raymond » fit donc tout son temps à la prison Lecumberri, comme on dit en russe : « de la sonnerie d'entrée à la sonnerie de sortie », précisément 19 ans, 8 mois et 14 jours. Il y fut atteint d'une forme sévère de fièvre typhoïde, il subit plusieurs attaques cardiaques, il eut même l'occasion d'être partiellement paralysé du côté droit, d'avoir des troubles digestifs et des problèmes dentaires catastrophiques.

Le temps suivit son cours. La Grande Guerre Patriotique se termina victorieusement. La guerre froide commença. J.V. Staline mourut (« Raymond » fit parvenir ses condoléances par des agents). Le XX^e Congrès du PCUS se déroula, les « ennemis du peuple » commencèrent à quitter les prisons et les camps et parmi eux des trotskistes. Le Mexique ne connut aucun ébranlement particulier. Dans les temps réglementaires un nouveau président fut élu, la vie politique allait son petit train. Tout au plus, de temps à autre, la tranquillité était troublée par quelques éclats de la presse s'intéressant au « prisonnier mondialement connu » de la prison de Lecumberri.

Pendant longtemps beaucoup furent intrigués : qui en réalité se faisait passer pour le belge Jacques Mornard ? Les trotskistes étaient les plus accrochés. Finalement, ils réussirent à établir que le condamné était l'espagnol Ramon Mercader. Plusieurs anciens membres des brigades internationales en Espagne le reconnurent sur les photos et se rappelèrent de sa blessure à l'avant-bras droit reçue au combat (Salazar vérifia : tout coïncidait). Un criminaliste mexicain apporta une clarté définitive après avoir retrouvé dans les archives de la police espagnole les empreintes digitales de Ramon qui avait été arrêté en 1935 à Barcelone pour activité communiste. On avait obtenu des informations sur sa famille : sa mère, ses

frères, sa soeur, leurs lieux de résidence et autres détails.

Le Mexique et les trotskistes n'étaient pas les seuls à manifester de l'intérêt pour l'affaire « Raymond ». A la fin de 1944 et au début de 1945, un ensemble complet d'informations fut reçu, expédié par notre réseau de Londres : il comportait des documents des services de contre-espionnage britannique et américain (nom de code : « Affaire Frydman ») sur leur « travail » dynamique, pénétrant et fructueux pour déchiffrer notre action au Mexique. Il apparaissait qu'en 1941-1943, la censure de Grande-Bretagne et des USA avait intercepté près de 20 de nos lettres sur la liaison New York-Mexico et retour. Ils avaient découvert le code graphique et partiellement les codes individuels. En résultat, l'ennemi eut connaissance de

de personnes et modifier le système de liaison avec « Raymond ».

Au sujet des matériaux de « l'Affaire Frydman » remarquons deux choses. Il y eut une collaboration très étroite entre les organes spéciaux des USA et de Grande-Bretagne. Avec cela, les Anglais se livrèrent au travail peut-être le plus important et le plus exigeant — le déchiffrement des lettres interceptées. Lorsqu'en 1946, les Américains organisèrent des « fuites » sur cette affaire dans la presse, on put lire des phrases de ce type : « Cette conspiration, préparée pendant plusieurs années, fut fiasco grâce à la vigilance des services de renseignements américains ».

La liaison avec « Raymond » fonctionnait dans l'ensemble sans à-coups à travers le réseau mexicain. Il reçut constamment le soutien moral indispensable et une aide matérielle. Il y eut quelques difficultés en 1947-1948, mais ici le hasard vint au secours, un heureux hasard dans le vrai sens du terme : pour les « services » le problème des liaisons ultérieures avec « Raymond » était complètement résolu, et pour lui-même ... mais racontons tout dans l'ordre. A peu près depuis 1946, Roquelia Mendosa, modeste employée de la municipalité, rendait visite dans la prison de la capitale à son bon à rien de frère. A l'occasion d'une de ces visites elle fit la connaissance de « Raymond ». Ils sympathisèrent, naquit une

amitié réciproque qui se transforma en profond sentiment. Le jeune homme se rendit régulièrement auprès de « Raymond », lui procura ravitaillement, médicaments et autres choses indispensables. Quand il eut besoin d'argent, Roquelia persuada sa mère d'hypothéquer leur terrain et leur petite maison pour en obtenir deux mille dollars en gage. Jusqu'à la libération de « Raymond » Roquelia, avec espoir, courage et assurance, remplit son rôle de liaison, faisant preuve d'un dévouement illimité à l'homme qui allait devenir son mari.

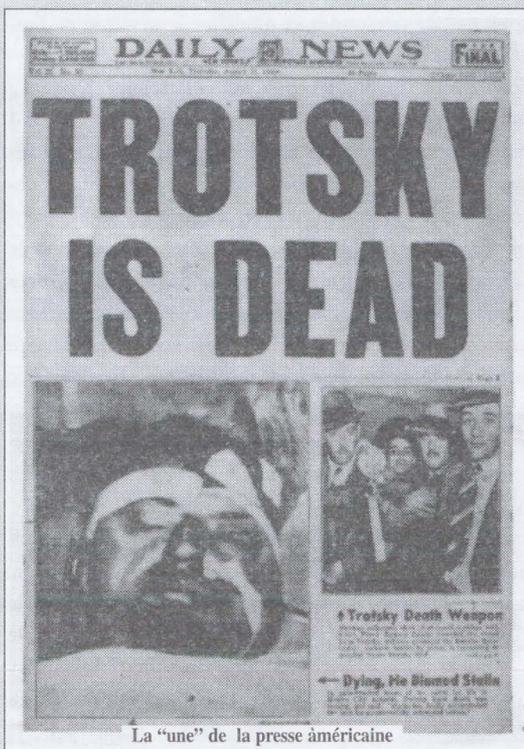
Le terme de la peine approchait. Avec



l'action suivante (et de diverses autres), projetées par le réseau : la préparation de l'évasion du meurtrier de Trotsky. L'action avait été planifiée par les Renseignements soviétique à travers les réseaux de Mexico et de New York. Les participants à la « conspiration » (terminologie américaine) ne devaient pas être moins de deux dizaines de différentes nationalités sous la direction de cadres des « services » couverts comme représentants de l'URSS à New York et Mexico. Voici leurs noms : Lev Tarassov (L.P. Vassilievski), Pavel Karine (P.P. Pastelniak), M.A. Chaliapine, G.B. Ovakimian, Vassili Zoubiline (V.M. Zaroubine).

Lors de la réception de cette information en provenance de Londres, la ligne de liaison postale Mexique-USA était déjà fermée, il n'y eut aucune perte humaine dans notre service bien qu'il fallut prendre des mesures complémentaires de sécurité pour une série

7. On a pu remarquer que dans cette affaire une forte pression fut exercée par les Américains. En cas de libération à court terme de « Raymond » ils exigeaient son extradition pour avoir enfreint les lois américaines. Ils avaient vraisemblablement à l'esprit son entrée aux USA avec un faux passeport canadien.



La "une" de la presse américaine

l'accord des autorités tchécoslovaques, un passeport fut préparé pour "Raymond" avec le nom d'un citoyen de ce pays. Tous les problèmes techniques furent réglés en accord avec les Mexicains en veillant à ne pas divulguer de façon prématurée le jour et l'heure de sa libération ainsi que le parcours ultérieur. On obtint le consentement des autorités cubaines pour prêter leur concours dans la mesure où il avait été planifié d'expédier "Raymond" sur un bateau soviétique à partir de Cuba.

"Raymond" fut libéré le 6 mai 1960. Le même jour il gagnait Cuba à bord d'un avion de la compagnie aérienne cubaine. Les autorités mexicaines témoignèrent du plus grand tact vis-à-vis de « l'étranger indésirable » expulsé, ce qui correspondait d'ailleurs tout à fait à leurs intérêts nationaux. Le 7 mai, "Raymond" se trouvait déjà à bord d'un bateau partant de la Havane pour un port soviétique. Deux semaines plus tard il retrouvait à Moscou Roquelia venue par avion.

Le 25 juin fut envoyé au CC du PCUS, à l'adresse de N.S. Khrouchtchev, une note du KGB avec la nouvelle de la libération de "Raymond" et des propositions pour le décorer, lui donner la citoyenneté soviétique et résoudre les questions matérielles et financières. Il était précisé au sujet de "Raymond" : « En raison de son dévouement illimité à la cause du communisme et de l'Union soviétique lors de l'instruction et des

8. En vue du séjour de "Raymond" en URSS il fut décidé avec son accord de l'appeler ainsi, ce qui fut fixé par décret. Tous les documents soviétiques furent rédigés avec ce nom.

débats judiciaires, de même qu'au cours de presque vingt années de séjour en prison dans les conditions d'une campagne incessante de menaces et de provocations à son égard, a fait preuve de courage, de fermeté et des hautes convictions idéologiques propres à un véritable communiste. Il a su garder secrètes ses liaisons avec les organes de la Sécurité d'Etat d'Union soviétique ». Le 31 mai était signé le Décret du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS qui précisait : « Pour avoir rempli des tâches spéciales et montré à cette occasion de l'héroïsme et du courage, attribuer au cam. Lopès Ramon Ivanovitch (8) le titre de Héros de l'Union Soviétique avec remise de l'ordre de Lénine et de la médaille "Etoile d'Or" ». Le décret ne fut pas publié dans la presse. Le 8 juin l'agent fut décoré au Kremlin par le Président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, L.I.

Bréjnev.

(...) On dit à juste titre : « L'appréciation du passé doit tenir compte des réalités du passé ». D'aucune manière, aussi bien lors de la longue et brutale instruction que pendant les audiences épuisantes du procès ou les longues années de détention, les efforts pour obtenir des révélations sur les initiateurs de l'attentat ne donnèrent rien. Comme le remarqua l'historien de l'Ouest, Isaac Lévine, « on ne put établir son véritable nom [de Ramon Mercader, aut.] ni sa véritable identité. Le criminel joua son rôle jusqu'à la fin. (...) Personne ne put prouver par des documents la participation des organes soviétiques dans le meurtre de Trotsky ».

"Raymond" vécut en Union soviétique jusqu'en 1974. Il devint retraité du KGB et reçut un appartement de quatre pièces à Moscou. Les époux se mirent à étudier la langue russe. Ils adoptèrent deux enfants — un garçon de 11 ans et une fillette de 7 mois. "Raymond" commença à travailler à l'Institut du marxisme-léninisme auprès du CC du PCUS sur l'histoire de la guerre civile en Espagne. Pendant près de deux ans, Roquelia fut speakerine à la rédaction espagnole de la radio de Moscou. Elle alla au Mexique à trois reprises pour rendre visite à sa mère très âgée et à sa famille. La "Mère" visita deux fois Moscou en venant de France. Elle mourut à Paris en 1975.

"Raymond" et Roquelia eurent du mal à s'habituer à leurs nouvelles conditions d'existence. L'ignorance de la langue limitait le cercle de leurs relations. La solution de certaines questions

de la vie domestique se transformait parfois en énigmes complexes. En particulier ils avaient tous deux beaucoup de mal à supporter le climat local. L'automne et l'hiver, ils souffraient toujours de refroidissement. Il devint donc nécessaire pour eux de changer de conditions climatiques. Les amis cubains étaient au courant des problèmes de Mercader et se déclarèrent prêts à l'accueillir et à l'utiliser à la Sécurité (MVD) en qualité de consultant sur les questions concernant la rééducation par le travail des détenus ayant purgé leur peine. C'est ce qui fut décidé. En novembre 1973, Roquelia partit pour Cuba avec les enfants. Il était entendu que son mari la rejoindrait plus tard. Cependant au bout de six mois il tomba malade et fut hospitalisé avec le diagnostic de cancer du poumon. Quelque peu rétabli il décida de rejoindre sa famille et arriva à la Havane en octobre 1974 où il fut chaleureusement accueilli.

Il ne devait vivre à Cuba que quatre années. En août 1978 il fut hospitalisé dans un hôpital cubain pour une récurrence de son cancer. "Raymond" devait mourir le 18 octobre 1978. L'urne avec ses cendres fut enterrée dans un cimetière moscovite. Telle avait été la volonté du défunt.

Sa pension fut versée à sa famille (payée en devises) : à vie pour Roquelia, jusqu'à leur majorité pour les enfants. Roquelia et sa fille retournèrent au Mexique, le fils demeura à Cuba, termina l'Institut maritime, travailla dans le réseau de la flotte commerciale et fonda une famille. Roquelia survécut 11 ans à son mari. Elle mourut après une grave maladie en 1989.

Ainsi s'achève notre récit d'une des affaires les plus "retentissantes" des Renseignements soviétiques dans la période d'avant-guerre.

Traduit du russe par
Jean-Michel Krivine

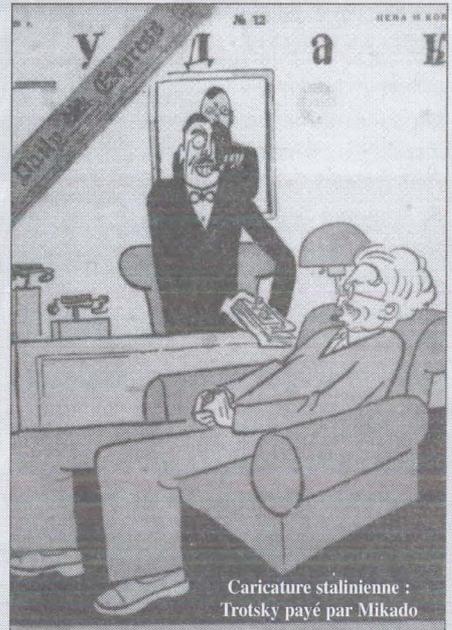


La Pravda annonce la mort de Trotsky par une petite note de l'agence TASS

Ramon Mercader, assassin de Trotsky, fort mal récompensé

Longtemps soumis au plus grand secret, le sort de l'assassin de Trotsky, Ramon Mercader, après sa libération des prisons mexicaines, est moins connu. Arrivé à Moscou en 1960, il s'est trouvé quelque peu dépaycé — c'est qu'au Kremlin il y avait eu un changement d'équipe et que les successeurs de Staline ne tenaient plus à revendiquer une succession honteuse. S'il n'est pas devenu dissident — il fallait sans doute une autre envergure pour cela — l'assassin de Trotsky y a survécu, à en croire ses familiers, dans l'isolement et sans reconnaissance de la part de ceux qui, sans son acte, n'auraient peut-être pas régné au Kremlin. Témoignage saisissant sur le désarroi d'un de ceux qui, confondant allégrement communisme et stalinisme, se sont dépensés corps et âme pour la cause de ce dernier. Et qui, chiens fidèles, furent néanmoins maltraités par leurs maîtres.

L'article, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits, est paru dans le quotidien des syndicats soviétiques *Troud*, en 1990. Une série d'affirmations reproduites dans cet article témoigne de l'ignorance des auteurs, qui continuent à professer les falsifications stalinienne de l'Histoire : ainsi les journées de mai 1937 à Barcelone n'étaient pas une tentative de prise du pouvoir par les anarchistes et les trotskystes mais bien un coup de force stalinien. Nous ne savons pas par ailleurs si les affirmations de ses familiers correspondent bien aux sentiments véritables de Ramon Mercader. Mais il est clair que la machine stalinienne à broyer ceux qui s'étaient engagés pour l'idéal communiste n'épargna même pas ses serviles bourreaux. [J. M.]



Caricature stalinienne :
Trotsky payé par Mikado

“Mon frère n'était pas un vulgaire assassin — c'était un homme dévoué sans limites, fanatiquement, à la cause du communisme”.

Luis Mercader

Dans les chaudes journées de l'année précédant la guerre, assez peu de gens, à coup sûr, prêtèrent attention à un petit entrefilet de l'agence TASS dans la *Pravda* du 24 août. Cependant il y a tout lieu d'affirmer qu'il a été lu avec un intérêt tout particulier dans au moins trois places moscovites : au Kremlin, dans le cabinet de Staline ; à la Loubianka, dans celui de Béria ; et dans le modeste appartement où vivait l'une des nombreuses familles espagnoles ayant émigré en URSS après la chute de la République en 1939. La nouvelle était brève : dans un hôpital du Mexique avait succombé Trotski à la suite d'une fracture du crâne, suite à l'agression effectuée par un de ses proches.

Pour Joseph Vissarionovitch et son sinistre acolyte ce n'était, bien entendu, pas une nouvelle : quatre jours plus tôt, dans le cabinet de Staline, un Béria en liesse annonçait au “père des peuples” que l'une des plus importantes “tâches du Parti et de l'Etat” avait été accomplie : les “organes” avaient mené à bien l'opération qui leur avait été

confiée personnellement par le Guide. Le chef du NKVD avait été tenu au courant par deux sources concomitantes : le rapport de ses agents au Mexique et les informations des agences télégraphiques internationales qui, en ce jour du 20 août 1940, avaient annoncé : dans la deuxième moitié de la journée, dans sa résidence de Coyoacan à Mexico, a été tué le représentant de la vieille garde léniniste, le fondateur de l'Armée Rouge et de la IV^e Internationale, Lev Davidovitch Trotski. L'assassin fait partie de son entourage proche et se nomme Jacques Mornard.

Par ailleurs, il avait un deuxième nom, Frank Jacson, et un troisième — le vrai — Jaime Ramon Mercader del Rio.

Dans la *Pravda* on ne donnait pas le nom du tueur. Dans l'appartement moscovite où vivait la famille espagnole, le jeune Luis Mercader, âgé de 17 ans, ayant reposé le journal, regarda avec angoisse la fiancée de son frère, Léna Imbert, collaboratrice du NKVD. Celle-ci ne put se retenir et murmura : « *Je sais précisément. Ramon est impliqué dans cette affaire...* ».

Cela se passait il y a tout juste un demi-siècle. Aujourd'hui Luis Mercader, frère de l'assassin de Trotski, a 67 ans. C'est un

retraité soviétique, enseignant à l'Université de Madrid et habitant le bourg d'Aloutché près de Madrid, dans un appartement qui rappelle un appartement moscovite : pay-sages russes sur les murs ; derrière les vitres des armoires, des couvertures de livres russes, des matriochkas, des poupées ukrainiennes. Ici on parle également russe : Luis Mercader a passé 40 années de sa vie en Union Soviétique. Le reste — en Espagne et en France. Et pendant tout ce temps il n'a dit à personne un mot au sujet de son frère. Maintenant, 50 ans après le meurtre, Luis a décidé de parler. Il a accordé au correspondant de *Troud* à Madrid sa première interview dans la presse soviétique.

Il est évidemment nécessaire d'ajouter d'emblée : la rupture de son vœu de silence n'a pas été une décision subjective de Luis Mercader et pas plus le résultat de l'insistance du correspondant. C'est l'arrivée en URSS de la “glasnost” et de la “perestroïka” qui l'a rendue possible en chassant la peur de notre vie et en réalisant aujourd'hui ce qui hier était impensable. La disparition de la dirigeante des communistes espagnoles Dolorès Ibarruri, qui avait participé de près aux événements de cette époque, a également facilité le temps de la “glasnost” et per-

Léon Trotsky (1879-1940)

mis d'éclairer une des pages les plus sombres de l'histoire soviétique et espagnole.(...)

— Quel homme était votre frère ? Que vous rappelez-vous de lui dans votre enfance, votre jeunesse ?

— Mon frère avait 10 ans de plus que moi et dans l'enfance c'était mon ami le plus proche et mon défenseur ; il m'emmenait souvent sur le cadre de son vélo. En Catalogne on le considérait comme le leader des Jeunesses Communistes de la région. Je me souviens que tous faisaient l'éloge de Ramon, le considérant comme très cultivé — il parlait couramment anglais et français, était toujours entouré de beaucoup de belles jeunes filles. Tous étaient persuadés qu'il avait un grand avenir, qu'il serait connu...

— Vous avez rappelé son instruction. Où donc Ramon a-t-il étudié, qu'a-t-il terminé ?

— A cette question il est difficile de répondre. C'est une de ces énigmes que je n'ai pu encore élucider. J'ai rencontré au moins une centaine de personnes qui l'ont connu mais ils n'ont pu m'éclairer. Par exemple d'où lui vient sa connaissance de l'anglais ? Il y a bien des chances pour que, vivant avec sa mère en France de 37 à 39, et se doutant plus ou moins de ce vers quoi on le préparait, il ait appris en secret l'anglais. Finalement il apparut aux USA sous le nom de Frank Jacson, se rapprochant du Mexique où à cette époque se trouvait Trotsky.

— Et après la France, est-ce que Ramon n'a pas étudié à Moscou à l'école du KGB ?

— Non, il n'a suivi aucune école du KGB en tant que telle. De plus, je sais précisément que jusqu'en 1960 il ne s'est pas rendu une seule fois en Union Soviétique. Et ensuite, quand il eut fait son temps de 20 ans de prison, et se rendit en URSS. Je me rappelle parfaitement qu'il ne connaissait pas du tout Moscou et ne savait pas le russe.

— Et d'où vient le bruit qu'après sa libération il s'est installé et a vécu en Tchécoslovaquie ?

— En vérité on a ressorti des extraits de notre correspondance avec Ramon dans les dernières années de son séjour dans la prison mexicaine. De par mon expérience personnelle je savais qu'il lui serait difficile de vivre en Union Soviétique, qu'il ne pourrait s'y habituer et par tous les moyens j'essayais de le convaincre d'aller dans "le plus européen" des pays socialistes : la Tchécoslovaquie. Et

également peut-être les bruits sont-ils nés de ce que, à sa sortie de prison, deux diplomates tchèques le rencontrèrent et le firent passer en avion à Cuba où il séjourna quelques jours invité par Fidel Castro... Ramon n'a jamais été en Tchécoslovaquie.

— Mais revenons à la jeunesse de Ramon. Comment a-t-on réussi, malgré son jeune âge, à lui inoculer une telle haine du trotskisme et de Trotsky jusqu'à le pousser au meurtre ?

— C'est très simple. A ce moment en Espagne, et particulièrement en Catalogne, les communistes haïssaient férocelement les trotskistes et les anarchistes. Le 1^{er} mai 1937, ceux-ci avaient provoqué un soulèvement à Barcelone. Vous comprenez ? C'est la guerre, des victimes tombent sur le front, et eux essaient de prendre le pouvoir en Catalogne. La bataille dura trois jours, avec la participation de tanks, de canons, de mortiers. Des deux côtés ont péri alors plus de mille hommes.

Après le soulèvement de Barcelone, on s'est comporté avec les trotskistes et les anarchistes comme avec les fascistes, une véritable chasse a été déclenchée et on les massacrait sur place. A un jeune communiste convaincu comme l'était mon frère, il n'était pas difficile de présenter le leader des trotskistes comme l'ennemi juré de la classe ouvrière et de la République espagnole.

On peut entendre maintenant une autre version : Ramon se serait décidé à l'assassinat par crainte du NKVD — puisque dans son dos le suivait de façon insistante le collaborateur du NKVD et responsable direct du groupe, L. Kotov. A ce qu'ils disent, la peur aurait poussé Ramon Mercader à tuer Trotsky. Je pense qu'il s'agit là de suppositions tardives.

— Ainsi, vingt longues années vous séparèrent. Et enfin vous vous retrouvez ...

— Nous nous sommes retrouvés avec Ramon en 1960. Malgré tous mes arguments, mon frère décida qu'il ne pouvait vivre qu'en Union Soviétique. Il se rendit en bateau de Cuba à Riga puis arriva à Moscou. Son voyage fut tenu rigoureusement secret. Personne

ne connaissait le visage de Ramon...

Dois-je préciser comme j'étais ému avant la rencontre. En dépit d'une si longue séparation j'ai immédiatement reconnu mon frère aîné bien-aimé dans cet homme vieilli, grisonnant, un peu corpulent. Il m'a même semblé qu'il était aussi beau et aussi élégant qu'au-paravant. J'ai immédiatement remarqué que Ramon demeurait terriblement silencieux.

Il se rendit à Moscou, mais pas seul, avec sa famille. Je vous dirai tout à l'heure dans quelles circonstances il fit la connaissance de sa femme.

En 1961, sans beaucoup de bruit, on lui décerna le titre de Héros de l'Union Soviétique et on lui attribua un appartement à Sokol. En outre, on lui donna une pension de 400 roubles et l'autorisation d'occuper une datcha de vacances à Malahovska. C'est tout. On l'oublia. Commença alors une vie difficile à Moscou...

Rapidement, ma crainte qu'il serait très dur pour Ramon de s'habituer à vivre ici se vérifia. Vous le savez, la vie en Union Soviétique a toujours été singulière et difficile, particulièrement pour les étrangers. Alors, représentez-vous cet homme, un héros, poireautant avec un filet dans la queue pour les pommes de terre, comprimé dans un trolleybus glacial bondé. En outre, ni Ramon, ni sa femme Rachel Mendosa, une Indienne du Mexique, ne parlaient un mot de russe. Le soir, oubliés de tous, ils restaient assis chez eux, emmitoufflés dans un plaid. Tout les accablait : les queues interminables, la pénurie

permanente, les difficultés de la langue. Je voyais que de façon insupportable de sombres pensées l'accablaient...

Voyant comme Ramon et sa famille vivaient difficilement à Moscou j'essayais de le convaincre de partir pour Cuba : « Là-bas il fait chaud, on parle espagnol, vous serez mieux. Ici, pour vous, c'est une autre planète ».

Pendant longtemps

Ramon refusa. A la fin il changea d'avis et écrivit une lettre à Fidel Castro. Celui-ci répondit sans tarder : viens ! Cependant ce fut impossible — les "organes" ne laissèrent pas mon frère se rendre à Cuba. C'est seulement en janvier 1974 qu'ils laissèrent partir sa femme et ses enfants. Quant à Ramon, il dut attendre à Moscou jusqu'en mai 1974. C'était comme une détention, mais en URSS, c'est-à-dire dans le pays pour lequel il avait tout sacrifié. De jour en jour mon frère s'assombrissait ...



Natalya Sedova devant le corps de L. D. Trotsky



Un jour je me rendis chez lui à Sokol. Je frappais. Ramon n'ouvrit pas. A la fin, j'entraî : mon frère tenait à peine sur ses jambes — il était maigre, blême, ébouriffé. Les médecins diagnostiquèrent la rupture d'une artère pulmonaire, un poumon était gorgé de sang, il ne pouvait presque plus respirer. A l'évidence c'était en rapport avec les coups reçus lors des interrogatoires de 1940. Nous autres, ses parents, nous sommes alors mis à bombarder le KGB de lettres et de télégrammes : c'est inhumain de retenir de force Ramon dans un tel état, seul, malade. Ce fut en vain. Même Fidel ne put l'aider. C'est seulement au bout de 90 jours que You. Andropov, à cette époque président du KGB, eut enfin pitié de Ramon et le laissa partir à Cuba.

Nos adieux furent brefs et pénibles — comme si je sentais que nous nous voyions pour la dernière fois. Fidel Castro offrit à mon frère une villa située sur une île. Elle avait appartenu à quelque ancien riche et était entourée d'un jardin avec bananiers et pêcheurs. Ramon était l'hôte personnel et couvé de Fidel. Il reprit goût à la vie et se remit si bien qu'il put même retravailler — conseiller au ministère des affaires intérieures.

Comme "spécialiste" enfermé pendant 20 ans, il s'efforça d'améliorer la vie des prisonniers du lieu. Ce problème l'a toujours inquiété. Je me rappelle qu'au début des années 60 fut publié un nouveau Code pénal de l'URSS. J'allais justement voir Ramon et le trouvai en fureur. Avec le numéro de la Pravda à la main il était littéralement fou de rage : « Qu'est-ce que c'est que ça ! — cria-t-il — J'ai passé 20 ans en cellule et ne puis m'imaginer comment on a pu élaborer un Code pénal aussi dur, aussi inhumain, simplement moyen-âgeux. Comment ne pas avoir honte que ce soit publié dans la Pravda pour le monde entier ! Ils auraient mieux fait de cacher leur invention !... »

— Vivant à Moscou, vous avez passé beaucoup de temps avec votre frère. Il vous a certainement parlé de sa vie en prison et en particulier y eut-il du côté soviétique des tentatives pour le faire libérer ? Savez-vous quelque chose la-dessus ?

— A ce que je sais, Moscou n'a pas abandonné Ramon à son sort. D'après mes informations, on a dépensé pour lui environ 5 millions de dollars : on a pris le meilleur avocat, on a créé au Mexique toute une organisation pour aider Ramon. On a engagé une femme

qui pendant toutes ses années d'incarcération préparait chez elle le déjeuner et le lui apportait dans sa cellule. D'ailleurs, Ramon épousa en prison la fille de cette femme, une Indienne. Il disposait d'une bibliothèque, d'une radio, des journaux du jour. Il lisait passionnément et grâce à ses années de prison, il était devenu un véritable encyclopédiste...

— Autant que je le sache, votre mère, Caridad Mercader, a joué un rôle considérable dans le tragique destin de votre frère. Est-ce vrai ?

— Oui, c'est bien vrai. C'est elle qui a entraîné Ramon dans le groupe que dirigeait, comme je l'ai déjà dit, le général du NKVD Leonid Kotov. C'est elle qui attendait dans la voiture devant la maison de Trotski pour emmener Ramon après le meurtre, d'après un itinéraire préalablement établi, en Californie, puis de là en bateau à Vladivostok et par le



Caridad Mercader et son fils Ramon, agents du NKVD pendant la Révolution espagnole

Transsibérien à Moscou. Ce trajet elle dut le faire sans son fils, avec le général Kotov ...

Pendant les années où mon frère était emprisonné, ma mère écrivit sans fin à Staline et à Béria en leur demandant d'organiser l'évasion de son fils. Ramon a raconté par la suite que dans les années 1944-1945 fut soit-disant mis au point un plan pour le faire évader mais qu'en raison du comportement imprudent et incontrôlé de notre mère il échoua. Ramon n'a jamais pu lui pardonner que par sa faute il dut passer encore 15 ans en prison.....

En avril ou en mai 1941 ma mère Caridad fut invitée au Kremlin, elle m'emmena avec elle. Mikhaïl Kalinine lui remit l'Ordre de Lénine pour sa participation à l'opération ayant abouti à l'assassinat de L. Trotski. Béria, pour sa part, lui envoya un cadeau — une caisse avec des bouteilles de vin géorgien Naparçouli datant de 1907. Sur l'étiquette des bouteilles il y avait l'aigle tsariste à deux têtes...

On laissa ma mère quitter l'Union

Soviétique alors que c'était encore la guerre, en 1944. Depuis lors elle est restée en France et n'est venue chez nous que pour visiter ses enfants et petits-enfants. C'était une femme avec un caractère difficile et un psychisme instable. Avec cela, elle était belle et plaisait aux hommes. S'étant plongé dans la politique elle laissa tôt tomber son mari. A la fin de sa vie, Ramon m'avoua qu'elle se droguait. En général il faut remarquer que Ramon se rappellait avec tendresse de son père inoffensif n'ayant jamais trempé dans la politique alors qu'il jugeait sévèrement sa mère, je dirais même avec rudesse.

Les rares visites de notre mère en Union Soviétique entraînèrent chez elle une répulsion : elle était littéralement effrayée par le mode de vie régnant, par les usages locaux. Cela ne fait que confirmer mes conclusions personnelles sur la dualité de la conscience de beaucoup de communistes qui pensent une chose, en disent une deuxième et agissent d'une troisième façon. Prenez ma mère — il semblerait qu'elle soit une fervente communiste — elle est morte à Paris à 82 ans, sous le portrait de Staline. De son vivant, retourner en Union Soviétique ? Jamais elle n'a eu une telle pensée !

A chacun de ses séjours nous nous échinions littéralement pour seulement lui démontrer que la vie ici n'était pas aussi mauvaise qu'il le lui semblait. Elle aurait voulu qu'on lui procure les conditions auxquelles elle était habituée à Paris. On va au restaurant pour déjeuner — scandale : voyez-vous, elle ne peut attendre 30 minutes que l'on desserve. Or en URSS, c'est la règle : on vient, on attend. Ou encore, je me souviens, nous l'avions invitée à Gagra, nous avions loué une chambre. Ca ne lui a pas plu. On a réclamé un hôtel. Avec beaucoup de difficultés nous l'avons installée à l'hôtel Gagripch. Nouveau scandale : elle ne pouvait comprendre que dans le meilleur hôtel de la ville pour tout l'étage il n'y avait qu'une toilette ! Avant de mourir elle déclara : « J'ai quand même fait quelque chose pour détruire le capitalisme et regardez comment on construit le socialisme — je n'y comprends rien... »

— Ramon avait-il assimilé cette dualité ?

— Vous savez, c'était un communiste fanatique, mais dans les dernières années, à mon avis, il s'est mis à réfléchir. Par exemple, quand il est arrivé en Union Soviétique dans les années 60, il savait qu'on avait « enlevé » beaucoup de collaborateurs actifs du NKVD des années précédentes. En premier lieu il demanda : où est Leonid Kotov ? Puisque Kotov était le deuxième personnage du NKVD en Espagne. Quant au général Orlov il était

Léon Trotsky (1879-1940)



La tombe de R. Mercader « Lopes Ramon Ivanovitch, Héros de l'Union soviétique » à Moscou

son chef à Madrid. A la fin de la guerre d'Espagne, sentant que la guillotine de la terreur stalinienne commençait à couper les têtes y compris dans les rangs du NKVD, Orlov s'enfuit d'Espagne aux USA. De là il écrivit une lettre à Trotski pour le prévenir de l'attentat en préparation. Mais celui-ci ne le crut pas, pensant qu'il s'agissait d'une provocation ordinaire des organes. Kotov, après « l'opération mexicaine », c'est-à-dire l'assassinat de Trotski, rentra à Moscou et fut décoré.

Mais quand Ramon arriva, Kotov était déjà emprisonné, en plus, pour la deuxième fois. La première fois il avait rejoint les camps staliniens en 1951. Staline avait un solide principe : si tu en sais trop, tu dois disparaître. Et Kotov en savait pas mal. En plus il était juif et Staline développait justement la campagne antisémite à l'ordre du jour. Le véritable nom de L. Kotov était Naoum Eitingon. D'ailleurs ça ne m'étonnerait pas que ce ne soit pas non plus son vrai nom. Staline emprisonna Kotov mais il n'eut pas le temps de le faire fusiller, car il mourut en 1953.

Peu de temps après, Béria libéra son collaborateur. Mais déjà en 1960 Khrouchtchev fit arrêter L. Kotov comme collaborateur de Béria. Observant tout ce « carrousel » Ramon ne put ne pas en tirer des conclusions. Mais il s'efforça de bonne foi d'étouffer en lui chaque doute. D'ailleurs nous menions parfois avec lui des conversations « séditeuses ». Par exemple je me suis moqué de mon frère — Héros de l'Union Soviétique — lorsque ce titre fut accordé à ... Nasser. « Alors, Ramon — lui dis-je — à qui t'a-t-on assimilé !... » (Nous savions que dans le bureau de Nasser était suspendu un portrait de Hitler...). (...) Et

Ramon est mort d'une manière affreuse, un cancer des os s'était développé chez lui. Il mourut dans les tourments le 10 octobre 1978 à Cuba.

— Je sais d'une manière certaine qu'il existe des témoins affirmant que peu avant de mourir votre frère a dit : « On nous a cruellement trompés... ». Est-ce que cela signifie qu'il avait compris que sa victime était innocente ?

— Je ne le sais pas. En outre sa dernière volonté était d'être enterré à Moscou. Je n'ai pas assisté aux funérailles mais ma femme Galina y était.

Récit de Galina Mercader

Tout était très triste, sombre. On a apporté l'urne depuis l'aérodrome, une petite caisse. On l'a posée près d'une fosse récemment creusée. En dehors de l'épouse de Ramon et de ses enfants, il n'y avait aucune figure connue, tous étaient des inconnus en imperméables et en manteau. Les discours furent tous unanimement impersonnels : et oui, ce héros espagnol a offert sa vie pour le superbe présent et le futur radieux de notre patrie, pour le communisme. Les limousines noires attendaient, l'entrée du cimetière était bloquée. L'urne fut descendue et recouverte d'une dalle de pierre grise. On joua l'hymne soviétique. La garde d'honneur tira une salve. C'est tout. Je me suis mise à pleurer quand j'ai vu que sur la dalle on fixait une tablette de fer avec un nom de famille inventé « Lopes Ramon Ivanovitch »...

Pendant les dix années suivantes nous nous sommes rendus ici pour prendre soin de cette malheureuse tombe, y placer des fleurs. Parfois les visiteurs du cimetière la piétinaient tellement qu'il devenait difficile de discerner où Ramon était enterré. Je téléphonais régulièrement au KGB : « Installez au moins un quelconque monument ». Mais en réponse, seulement des prétextes : tantôt il n'y avait pas de marbre, tantôt pas d'argent... Un jour je n'ai pu me retenir et je leur ai dit : vos généraux ont droit à de véritables palais en pierre mais pour un héros qui n'a pas ménagé sa vie vous n'avez même pas une tombe ordinaire à offrir. (...) Qu'ajouter ? Même aujourd'hui au cimetière de Kuntsévo où est enterré Ramon Mercader, qui avait offert sur l'autel du communisme son innocente victime, il n'y a pas de monument. Ses cendres reposent sous une plaque de granit rouge placée ici seulement en 1987. Elle comporte encore le faux nom : « Lopes Ramon Ivanovitch, Héros de l'Union Soviétique ». Cette inscription en lettres d'or a été gravée par le KGB et figure sur la plaque d'honneur de l'entrée. Mais il y a encore une énigme concernant Ramon

Mercader : dans le livre Héros de l'Union Soviétique il ne figure sous aucun nom. Il est tout simplement absent. Il ne figure pas dans les listes des officiers de l'armée républicaine espagnole où il avait le grade de commandant. Il n'y a même pas d'inscription dans l'église où on l'a baptisé. Officiellement tout a été fait pour qu'un tel homme n'ait jamais existé...

Je pose encore une question à Luis Mercader qui est assis devant moi :

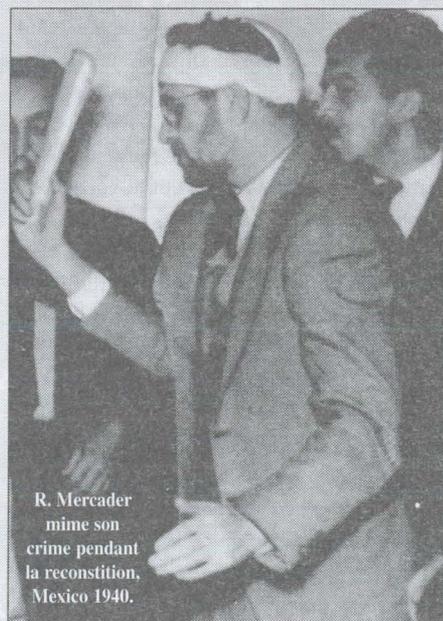
— Que pensez-vous du secret qui persiste même après la mort de votre frère ?

— Je dirais que c'est injuste et qu'il est temps de défendre Ramon. Actuellement paraissent des publications, notamment en URSS, erronées quant à la mémoire de mon frère — un homme qui s'était donné tout entier pour votre pays, pour des idées auxquelles il croyait et pour lesquelles il a vécu. Il est temps de lui rendre son nom, il est temps de dire enfin toute la vérité...

— Mais il n'est pas exclu qu'à l'époque de la complète « glasnost » les choses soient appelées par leur nom : par exemple que Jaime Ramon Mercader del Rio a accompli un crime — un assassinat politique. Et que ça ne mérite pas le titre de Héros de l'Union Soviétique ...

— Mon frère Ramon Mercader a reçu une mission. Et il l'a remplie. (...) Mon Dieu, quel destin rare et tragique : être rayé de la liste des hommes ayant vécu sur cette terre pécheresse ...

► Cet article de A. Polonoski, correspondant de *Troud* à Madrid, est paru en deux parties dans le quotidien des syndicats soviétiques *Troud* les 14 et 15 août 1990, sous le titre « Une victime innocente ? Le frère de Ramon Mercader, assassin de Trotski, prend la parole pour la première fois après un long silence ». Traduit du russe par Jean-Michel Krivine.



R. Mercader mime son crime pendant la reconstitution, Mexico 1940.

1879

— **7 novembre** : naissance de Lev Davidovitch Bronstein



1897, pseudo "Lyov"

1897

— Fondation de l'Union des travailleurs de la Russie du Sud, animée par L.D. et ses amis Sokolovsky.

1903

— **Mars** : Plekhanov rejette la proposition de Lénine de coopter L.D. à la rédaction de l'*Iskra* (Étincelle).

— **30 juillet - 23 août** : à Bruxelles, puis Londres, II^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) ; Trotsky, d'abord fidèle de Lénine, se range dans la minorité des "mencheviks" contre les "bolcheviks" que dirige Lénine.

— **Septembre** : Trotsky rédige le Rapport de la délégation sibérienne. Il est élu à la direction de l'organisation menchevique et recommence à travailler à l'*Iskra*, reprise aux bolcheviks grâce à Plekhanov.

1904

— **Avril** : sur ultimatum de Plekhanov, Trotsky cesse sa collaboration à l'*Iskra*.

— **Août** : dans *Nos tâches politiques*, Trotsky dresse contre Lénine un véritable réquisitoire.

— **Octobre** : Trotsky quitte le groupe menchevik, mais reprend sa collaboration à l'*Iskra*.

— **Novembre-décembre** : Trotsky rédige la brochure publiée plus tard sous le titre *Avant le 9 janvier*.

1905

— **22 janvier** : "Dimanche rouge" de St. Petersburg : Trotsky salue le début de la révolution.

— **Mars-avril** : Trotsky à Petersburg, clandestin.

— **26 octobre** : naissance, dans le cours de la grève, du soviet de Petersburg.

— **28 octobre** : Trotsky prend la parole au soviet sous le pseudonyme de Ianovsky.

— **30 octobre** : Trotsky élu à l'exécutif du soviet. "Manifeste d'Octobre" et promesses du tsar d'octroyer les réformes démocratiques.

— **Novembre** : Trotsky est devenu l'inspirateur, la plume et l'orateur du soviet. Il fonde, avec Parvus, la *Rousskaya Gazeta* (Gazette russe) et collabore au journal menchevik *Natchalo* (Commencement) qui s'identifie à sa politique.

— **5 décembre** : devenu président du soviet, Trotsky fait partie du groupe chargé de la préparation de l'insurrection armée.

— **6 décembre** : Trotsky et les autres dirigeants du soviet sont arrêtés.

1906

— **8 novembre** : Trotsky est condamné au bannissement à vie.

1907

— **Mai-juin** : V^e congrès du POSDR. Trotsky se prononce toujours pour l'unité des bolcheviks et des mencheviks, mais critique violemment la politique des "expropriations" des premiers (Staline fut un des "expropriateurs"...)

1912

— **Janvier-février** : conférence de Prague. Les bolcheviks (Lénine) et les mencheviks (Plekhanov) se proclament représentants du parti. Trotsky dénonce le scissionnisme de Lénine.

1914

— **Février** : parution de *Borba* (la Lutte) inspiré par Trotsky, organe de l'organisation inter-rayons de la capitale.

1915

— **Septembre** : conférence socialiste de Zimmerwald contre la guerre impérialiste. Trotsky en rédige le Manifeste.

1916

— **Avril** : conférence de Kienthal. Trotsky n'y participe pas, retenu par les autorités françaises.

1917

— **Janvier** : début de collaboration à *Novy Mir* (Nouveau monde) avec Boukharine.

— **12 mars** : révolution de février à Petrograd.

— **27 mars** : Trotsky et les siens s'embarquent à New York pour revenir en Russie.

— **18 mai** : Trotsky salue au soviet de Petrograd la révolution russe, « *prologue de la révolution mondiale* ».

— **23 juillet** : Trotsky se déclare solidaire de Lénine.

— **12-16 août** : le V^e Congrès du Parti bolchevik élit Trotsky à son comité central. Le parti a décuplé ses effectifs, dépassant les 200 000 militants.

— **6 octobre** : élu président du soviet de Petrograd, Trotsky invite le gouvernement provisoire à s'en aller.

— **23 octobre** : le CC bolchevik décide l'insurrection, contre l'avis de Zinoviev et Kamenev.

— **7 novembre** : Trotsky décide au nom du Comité militaire révolutionnaire que le gouvernement provisoire a cessé d'exister.

— **8 novembre** : Il devient commissaire du peuple aux Affaires étran-

gères.

1918

— **Mars** : Trotsky devient commissaire du peuple à la guerre et président du Conseil suprême de guerre.

1919

— **Mars** : congrès de fondation de l'Internationale communiste. Trotsky rédige le Manifeste.

1920

— **Janvier** : Trotsky défend devant les dirigeants communistes des syndicats la nécessité de la "militarisation du travail".

— **Juillet** : conflit au sommet de l'État et du parti entre ceux qui croient que l'invasion de la Pologne peut (Lénine) ou non (Trotsky) provoquer la révolution.

1921

— **Mars** : X^e Congrès du parti : interdiction des fractions ; adoption de la Nouvelle Politique Économique (NEP) ; répression de Kronstadt.

1922

— **Mars** : Staline devient secrétaire général du parti

— **Novembre** : Lénine propose à Trotsky « *un bloc contre le bureaucratisme en général et le bureau d'organisation [dirigé par Staline] en particulier* ».

1923

— **Janvier** : "testament" de Lénine où celui-ci recommande la démission de Staline de son poste de secrétaire général.

— **Mars** : Lénine rompt toute relation personnelle avec Staline. Trotsky conclut un compromis avec Kamenev. Il n'attaquera pas Staline.

— **Octobre** : lettre de Trotsky au bureau politique contre le régime du parti et la bureaucratisation. Déclaration des 46 (première Opposition de gauche) dans le sens de Trotsky.

— **Novembre** : discussion sur le "cours nouveau".

1924

— **Janvier** : mort de Lénine.

— **Juin-juillet** : début d'offensive contre le « *trotskisme* ».

1925

— **Janvier** : Trotsky démissionne du commissariat du peuple à la guerre.

1926

— **Avril** : fondation de l'Opposition unifiée, derrière Trotsky, Zinoviev et Kamenev.

1927

— **Mars** : opposition de Trotsky à la politique de soumission du PC chinois au Kuo-mintang, imposée par l'Internationale communiste.

— **Octobre** : exclusion de Trotsky et Zinoviev du Comité Central.

— **Novembre** : exclusion du parti.

1928

Bannissement de Trotsky à Alma Ata (Kazakhstan).

1929

— **Janvier-février** : liquidation de

l'Opposition. Trotsky est expulsé d'URSS et débarque à Constantinople. Il s'installe peu après dans l'île de Prinkipo.

1930

— **Avril** : conférence de l'Opposition de gauche internationale à Paris.

1932

Conférence de Trotsky à Copenhague.

1933

— **Janvier** : Hitler, chancelier du Reich.

— **Février** : Trotsky se prononce pour un « *nouveau PC allemand* ».

— **Juillet** : Trotsky se prononce pour la IV^e Internationale. Il part pour la France.

1934

— **Avril-décembre** : Trotsky participe clandestinement à la vie politique de la section française de l'Opposition de gauche (juin : entrisme dans la SFIO).

1935

— **Juin** : la Norvège socialiste lui offre l'asile

— **Juillet** : premières prises de position contre la politique des fronts populaires qu'entérine le VII^e congrès de l'Internationale communiste

1936

— **Août** : procès de Moscou, Trotsky sollicite le philosophe américain John Dewey pour qu'il instruisse un contre-procès.

— **Septembre** : Trotsky interné en Norvège.

1937

Trotsky obtient l'exil au Mexique et s'installe à Coyoacan dans la maison prêtée par le peintre Diego Rivera.

1938

— **Février** : mort à Paris de son fils Léon Sedov, éditeur du *Bulletin Oppozitsii* (Bulletin de l'Opposition), dans des conditions discutées.

— **Septembre** : conférence internationale qui proclame la fondation de la IV^e Internationale.

— **Octobre** : Trotsky prévoit un pacte Hitler-Staline.

1939

— **Février** : exécution de vieux bolcheviks à Moscou.

— **Août** : Pacte germano-soviétique.

1940

— **Mai** : conférence d'alarme de la IV^e Internationale à New York, qui adopte un manifeste sur la guerre mondiale ; Premier attentat manqué contre Trotsky.

— **20 août** : l'agent stalinien Ramon Mercader frappe Trotsky à la tête avec un piolet.

— **21 août** : Trotsky meurt de ses blessures dans un hôpital de Mexico.



